

Conseil supérieur de l'audiovisuel

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2005

Ce document a été élaboré en application des deux premiers alinéas de l'article 18 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication.

Aux termes de ces dispositions :

« Le Conseil supérieur de l'audiovisuel établit chaque année un rapport public qui rend compte de son activité, de l'application de la présente loi, du respect de leurs obligations par les sociétés et l'établissement public mentionnés aux articles 44 et 49 de la présente loi.

Ce rapport est adressé au Président de la République, au Gouvernement et au Parlement [...]. Dans ce rapport, le Conseil supérieur de l'audiovisuel peut suggérer les modifications de nature législative et réglementaire que lui paraît appeler l'évolution technologique, économique, sociale et culturelle des activités du secteur de l'audiovisuel. Il peut également formuler des observations sur la répartition du produit de la redevance et de la publicité entre les organismes du secteur public. »

Le présent rapport porte sur l'année 2005. Il a été approuvé par l'assemblée plénière du Conseil supérieur de l'audiovisuel dans sa séance du 25 avril 2006.

SOMMAIRE

<i>Introduction</i>	7
LES CHIFFRES CLÉS DU CSA EN 2005	11
LES DATES CLÉS DE L'ANNÉE 2005	12
I – Les événements marquants de l'activité du Conseil en 2005	21
II – La gestion des fréquences	31
III – Les autorisations, conventions et déclarations	53
IV – Le contrôle des programmes	107
V – Les sanctions et les saisines du procureur de la République	175
VI – L'activité contentieuse	193
VII – Les avis	213
VIII – Les nominations	227
IX – Les études et la communication	231
X – Les relations internationales	249
XI – Le Conseil	263

Annexes

Les annexes mentionnées dans ce rapport d'activité sont exclusivement accessibles dans le cédérom joint au présent document. Y figurent notamment l'ensemble des décisions, résultats de délibérations, avis et recommandations adoptés par le Conseil durant l'année 2005.

On trouve également dans ce cédérom le texte du rapport proprement dit ainsi que celui de sa synthèse.

→ Introduction

L'année 2005 a commencé avec le renouvellement partiel du Collège. Deux nouveaux membres ont rejoint le CSA : Michèle Reiser nommée par le Président de la République pour remplacer Yvon Le Bars et Sylvie Genevoix nommée par le président de l'Assemblée nationale pour succéder à Joseph Daniel. Le président du Sénat a par ailleurs renouvelé le mandat de Marie-Laure Denis nommée pour terminer le mandat de Jacqueline de Guillenchmidt. C'est donc un CSA à majorité féminine : c'est la première fois dans l'histoire du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des institutions de la République.

- Cette année a, une fois encore, exigé l'énergie de tous. Efforts récompensés puisque 2005 a vu l'élargissement sans précédent de l'offre de télévision gratuite avec le lancement de la TNT. Depuis le 31 mars 2005, les chaînes gratuites de la TNT diffusent leurs programmes qui sont accessibles pour la moitié de la population – près de 12 millions de foyers – depuis octobre 2005. Les 11 chaînes payantes de la TNT, quant à elles, n'ont pas commencé à émettre en même temps que les chaînes gratuites. En effet, la date de début des émissions avait été fixée par le Conseil au 1^{er} septembre 2005, avec un délai de six mois laissé aux éditeurs pour le début de l'exploitation commerciale des services.

Pendant des années, le Conseil et ses services ont travaillé obstinément, conformément à la mission que leur avait confiée le législateur, pour qu'enfin la TNT puisse être lancée, malgré les écueils, les doutes et les oppositions. Cet objectif, le Conseil l'a rempli avec la conviction que la valeur sociale et culturelle de la TNT c'était avant tout l'élargissement de l'offre de télévision gratuite au profit de tous. La France était en retard par rapport à ses voisins européens : l'immense majorité des Français recevant la télévision par l'antenne râteau avait en effet accès jusque-là à l'offre de programmes en clair la plus limitée d'Europe, avec seulement 5 chaînes gratuites. La TNT permet de multiplier par trois l'offre de télévision gratuite, alors que depuis quinze ans le paysage était figé.

Le succès est immense : déjà plus de deux millions de familles accèdent à 18 chaînes gratuites avec une qualité de son et d'image numériques.

Évoquer le lancement réussi de la TNT, c'est évoquer le souvenir de celui qui en a été l'un des principaux artisans : Yvon Le Bars, disparu en décembre 2005 et sans qui le projet aurait sans doute tardé à voir le jour. La TNT a été l'œuvre commune du Collège et des équipes du Conseil, mais elle doit beaucoup au travail acharné et aux qualités d'organisation d'Yvon Le Bars.

L'essentiel de la mission du Conseil – lancer ce grand projet d'intérêt général – a donc été rempli. Il reste cependant beaucoup de travail, notamment la question primordiale de l'extension géographique de la TNT pour atteindre une couverture totale. L'objectif du CSA, à terme, est que chacun, où qu'il habite, puisse recevoir les chaînes gratuites comme un service universel. Il serait injuste que certains soient privés des chaînes gratuites de la TNT en raison de leur situation géographique. Dans un rapport que le Conseil a rédigé avec la

Direction du développement des médias (DDM) et qui a été remis en octobre 2005 au Premier ministre, des solutions pour accélérer le déploiement et assurer une couverture totale de la population ont été développées. Il faut désormais que les pouvoirs publics engagent tous les moyens nécessaires pour atteindre cet objectif. Le Conseil, pour sa part, mettra toute la détermination et l'énergie dont il a fait preuve dans la mise en œuvre de ce grand projet pour que les chaînes de la télévision numérique terrestre soient, le plus rapidement possible, accessibles à chacun. Enjeu d'autant plus important que l'extinction de la diffusion analogique est désormais en perspective.

Parallèlement, le CSA a travaillé sur les nouveaux services et les autres usages qu'offre la TNT. La télévision locale d'abord, qui doit trouver sa place : une consultation publique, lancée en octobre 2005 pour l'utilisation de fréquences en région parisienne, a recueilli 35 contributions. Mais aussi la TVHD, ainsi que la télévision sur mobile pour laquelle le Conseil a mis en œuvre des expérimentations en région parisienne. Celles-ci devraient permettre de tester les matériels de réception et de mieux cerner les attentes du public. Le CSA jouera son rôle pour le développement de la télévision mobile comme de la TVHD, mais il ne lui appartient pas de fixer seul les règles du jeu. Leur modèle économique, technologique et juridique doit être fixé par la loi afin d'installer des services permanents au sein du paysage audiovisuel.

- Le développement de la télévision locale est une priorité pour le Conseil. C'est pourquoi, depuis plusieurs années maintenant, il a lancé des appels aux candidatures en analogique sur plusieurs zones en France. L'offre a été étoffée en 2005 avec l'autorisation de 4 nouvelles chaînes, ce qui porte à 17 le nombre de télévisions hertziennes de proximité en France métropolitaine. Le Conseil continuera à encourager et accompagner le développement de telles chaînes : à la fin du premier semestre 2006, on devrait atteindre le chiffre de 21 télévisions hertziennes locales autorisées en métropole. Cette télévision doit trouver son équilibre économique au sein d'un cadre juridique plus souple et mieux adapté.

- Également au centre du travail du CSA : l'élargissement et la diversification de l'offre radiophonique au bénéfice des auditeurs. Elle passe par la mise en œuvre de deux projets majeurs : tout d'abord le lancement de la radio numérique. Alors que la télévision numérique est devenue une évidence, il n'y a aucune raison pour que la radio reste confinée dans le monde analogique voué à l'extinction. Le CSA a organisé une consultation publique en 2005. Cette consultation a suscité beaucoup d'intérêt puisqu'elle a mobilisé une cinquantaine de contributeurs. Elle servira de base de travail pour engager une concertation aussi ouverte que possible avec les opérateurs afin de retenir la meilleure stratégie de déploiement. Concertation qui devrait déboucher sur des appels aux candidatures.

- Autre grand projet pour la radio : l'organisation de la bande MF qui est entrée à la fin 2005 dans sa phase plus opérationnelle, après deux années d'études et de concertation avec les opérateurs radiophoniques dans le cadre du groupe de travail « FM 2006 ». Un travail approfondi qui a permis de dégager des grands principes pour l'aménagement du spectre : il n'y aura pas de big-bang de la radio ni de remise à plat complète du plan de fréquences, mais une amélioration où chacun aura sa place sans avantager les uns par rapport aux autres. L'objectif qui a prévalu au sein du groupe de travail « FM 2006 » pendant deux ans visait à préserver l'équilibre. Cet équilibre repose sur le pluralisme que le Conseil est chargé de garantir ; il fait la richesse de notre paysage radiophonique. C'est avec cette exigence que seront élaborés les plans de fréquences en concertation étroite avec les opérateurs et dans l'intérêt des auditeurs. Il n'y a aucune raison de revenir sur ce qui fonde le succès de la radio aujourd'hui dans notre pays. Cette amélioration de la gestion du spectre doit déboucher sur une optimisation respectueuse de chacun, de chaque format et modèle de radio qui permettra

un gain d'environ 10 % de fréquences, soit 600 fréquences. 2006 est une année décisive : elle marque l'arrivée à échéance de nombreuses autorisations et le lancement par le Conseil d'une vague d'appels à candidatures qui s'étaleront jusqu'en juin 2007. Au total, le CSA devra mener 13 appels en 29 mois.

- Le CSA a également travaillé en 2005 sur la révision de la directive européenne *Télévisions sans frontières*. En septembre, le Conseil a fourni une deuxième contribution en réponse à la consultation de la Commission. Pierre angulaire de la politique audiovisuelle et cinématographique européenne, il était indispensable que cette directive soit rénovée. Elle doit prendre en compte les évolutions technologiques et économiques du monde de l'audiovisuel, notamment la convergence technologique, avec l'apparition de nouveaux services dits services non linéaires. La Commission a présenté sa proposition à la fin de l'année 2005. S'ouvre désormais la période des négociations. Le CSA sera amené à s'exprimer de nouveau pour faire entendre ses positions avant l'adoption du texte définitif par la Commission et le Parlement européens l'an prochain.

Au cœur de cette révision de la directive : le contrôle des contenus audiovisuels. Le Conseil doit en effet être particulièrement vigilant et veiller à ce que des principes aussi essentiels que le respect de la dignité de la personne humaine, l'interdiction des appels à la haine et à la violence, la protection du jeune public soient respectés par les médias audiovisuels. Une tâche rendue plus difficile avec les progrès technologiques, le développement du numérique, la multiplication des chaînes et particulièrement des chaînes internationales. Le CSA a été confronté à de graves problèmes d'incitation à la haine sur certaines chaînes extra-communautaires et il a été le premier régulateur à avoir agi dans ce domaine et alerté ses homologues européens sur la nécessité de coopérer afin d'agir plus efficacement. La mise en place d'une coopération plus étroite entre les instances de régulation de l'Union européenne sur des sujets liés à l'application de la directive est donc nécessaire. C'est une préoccupation essentielle du Conseil.

- Pour le CSA, dont le rôle en matière de pluralisme est primordial, 2005 a également été ponctuée par deux échéances électorales comportant chacune une campagne officielle radiotélévisée organisée par le Conseil : l'élection partielle des membres de l'Assemblée de Polynésie française en février et le référendum sur le projet de traité constitutionnel pour l'Europe, fin mai.

- Dans le cadre des missions que la loi lui confie, le Conseil a procédé, en juillet 2005, à la nomination du nouveau président de France Télévisions, Patrick de Carolis, pour un mandat de cinq ans.

- Autre mesure annoncée à la fin de l'année 2005 : le Conseil va être investi d'une nouvelle mission importante : « *la lutte contre les discriminations et pour la cohésion sociale* » qui sera inscrite dans la loi. Le Gouvernement a intégré au projet de loi pour l'égalité des chances entre les Français ces dispositions législatives particulières dans le but d'améliorer la représentation de la diversité sur les antennes. Le CSA a rendu un avis sur ce texte le 4 janvier 2006. Ces aménagements donnent une base juridique plus solide à l'action que mène depuis plusieurs années le Conseil dans ce domaine. Le CSA sera ainsi plus légitime pour veiller à ce que les chaînes de télévision respectent leur engagement en faveur de la diversité.

Les missions que le législateur confie au CSA sont multiples. Le régulateur doit faire face à la complexité et à l'étendue croissante de ces missions dans le cadre d'un paysage audiovisuel de plus en plus diversifié et ouvert. L'évolution des technologies et le développement du numérique pose un véritable défi au régulateur.

- La convergence des services numériques induit en effet un profond changement de point de vue sur les médias audiovisuels et bouleverse la manière de concevoir le droit de la communication audiovisuelle qui a longtemps été fondé sur une différenciation des supports de diffusion ; à chaque support, un régime juridique. Dans l'univers numérique, cette conception devient caduque. L'identité de la télévision et de la radio change, la télévision et la radio ne peuvent plus être définies par leur mode de transport, le moyen de diffusion devenant indifférent au contenu qu'il fournit. Dans l'univers numérique, le choix du réseau ne détermine pas le type de communication, la régulation du contenu ne peut donc s'appuyer sur le réseau ni créer de distorsion du fait du réseau. Les lois de juin et juillet 2004 ont pris acte de ce changement et ont défini les services de télévision et de radio affranchis de leur mode de transport. Définir un service de télévision et de radio indépendamment du support utilisé, pour ce qu'il est en soi, selon sa finalité et son contenu, n'est-il pas le meilleur moyen d'admettre qu'acheminé par les fils du téléphone, par internet ou par tout autre moyen de diffusion il doit être jugé à l'aune des mêmes principes essentiels de liberté, de pluralisme et de responsabilité ?

- Une institution comme le CSA doit savoir s'adapter rapidement à un secteur en constante évolution si elle veut que les grands principes qui fondent sa mission au service du public soient préservés. La finalité de la régulation audiovisuelle par une autorité administrative indépendante du pouvoir politique et économique découle du principe de la liberté de communication qui comporte, notamment, la nécessité d'un libre choix par le public entre des programmes audiovisuels aux contenus diversifiés. Cet impératif de diversité culturelle et de pluralisme est au cœur de la mission du Conseil. Il implique le maintien d'une politique audiovisuelle ambitieuse.

- Les membres du Collège et toutes les équipes du Conseil continueront à remplir l'ensemble des missions qui leur incombent avec détermination et impartialité au service de l'intérêt général.

LES CHIFFRES CLÉS DU CSA EN 2005

Au cours de ses **71** assemblées plénières, le CSA a rendu **10** avis au Gouvernement, **3** au Conseil de la concurrence et **1** à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ; il a adressé **8** recommandations aux diffuseurs, dont **3** à l'occasion des **2** consultations électorales qu'il a eu à suivre et pour lesquelles il a organisé **2** campagnes officielles radio-télévisées ; il a renouvelé ou engagé la procédure de renouvellement, hors appel aux candidatures, des autorisations de **437** radios MF en métropole, lancé **4** consultations publiques, attribué **39** nouvelles autorisations et autorisé **327** radios temporaires ; il a attribué **22** nouvelles fréquences TV analogiques et en a réaménagé de nombreuses autres pour la plupart des chaînes nationales en vue du déploiement de la TNT ; il a délivré **5** autorisations à des chaînes locales, entrepris la négociation d'une convention avec **3** autres, engagé **1** procédure de reconduction hors appel aux candidatures, reconduit **3** autorisations, lancé **4** appels aux candidatures, délivré **11** autorisations à des télévisions temporaires et lancé **1** consultation publique relative à la création de chaînes locales numériques en Île-de-France ; il a signé **25** nouvelles conventions avec des services de télévision ou de radio, en vue de leur distribution sur le câble ou le satellite et **7** conventions avec des services locaux non hertziens ; il a prononcé **95** mises en demeure, engagé **13** procédures de sanction et infligé **7** sanctions à la suite de divers manquements des opérateurs ; il a procédé à **32** auditions en assemblée plénière et reçu **45** délégations étrangères.

Par ailleurs, en 2005, le site internet du Conseil, www.csa.fr, a reçu près de **2 300 000** visiteurs dont le nombre moyen quotidien s'établit à **6 294**, soit un chiffre en hausse de 156 % par rapport à 2004. La moyenne mensuelle des messages adressés au Conseil par le biais du site s'élève pour sa part à **770**, contre **473** en 2004.

LES DATES CLÉS DE L'ANNÉE 2005

→ JANVIER

3 janvier. Début de la diffusion sur les chaînes de la campagne d'information et de sensibilisation concernant la signalétique jeunesse. Ce film de 30 secondes, produit pour la première fois par le CSA, met en scène un père et son fils devant le petit écran au moment de la diffusion d'images violentes. Il affirme : « À la télévision, vos enfants ne voient pas la même chose que vous ».

5 et 11 janvier. 18 nouvelles radios sont présélectionnées en Polynésie française, à la suite de l'appel aux candidatures lancé le 15 octobre 2002, et 13 autres dans le ressort du comité technique radiophonique (CTR) de Clermont-Ferrand, à la suite de l'appel aux candidatures lancé le 15 juillet 2003.

17 janvier. Début du prédéploiement de la télévision numérique terrestre (TNT) à partir de l'émetteur de la tour Eiffel à Paris. Ce test de diffusion numérique grandeur nature vise à préparer techniquement le lancement de la TNT.

18 janvier. Dans une recommandation, le Conseil rappelle les dispositions relatives à l'emploi de la langue française auxquelles sont soumis les médias audiovisuels. Il insiste sur le souhait de voir le personnel des radios et des télévisions intervenant à l'antenne préférer, aux termes étrangers, leurs équivalents français consacrés par l'usage.

Cinq projets de chaîne locale sont présélectionnés par le CSA dans de grandes agglomérations de province : à Tours, à Orléans, au Mans, à Angers et à Grenoble.

Un projet de convention est adopté pour la chaîne satellitaire martiniquaise APTV.

19 janvier. Giancarlo Innocenzi-Botti, sous-secrétaire d'État pour les communications en Italie, est reçu au CSA pour présenter la situation de la télévision numérique terrestre dans son pays.

23 janvier. Les conseillers Joseph Daniel, Marie-Laure Denis et Yvon Le Bars arrivant au terme de leur mandat, il est procédé à trois nouvelles nominations. Michèle Reiser est nommée sur désignation du Président de la République et Sylvie Genevoix sur désignation du président de l'Assemblée nationale ; Marie-Laure Denis, pour sa part, est reconduite dans ses fonctions sur désignation du président du Sénat.

Les conseillers procèdent ensuite à une nouvelle répartition de leurs attributions.

25 janvier. Trois nouvelles radios sont autorisées en Guadeloupe.

26 janvier. Le Conseil reçoit, à l'occasion de la nouvelle année, les professionnels du secteur audiovisuel et les journalistes à l'hôtel des Invalides à Paris.

→ FÉVRIER

1^{er} février. La chaîne luxembourgeoise T.TV est déclarée auprès du CSA.

3 février. Lors de la réunion de la Mission TNT coprésidée par Daniel Boudet de Montplaisir et Dominique Baudis, la date du 31 mars 2005 est retenue pour le démarrage des chaînes gratuites de la TNT.

7 février. Le président du CSA inaugure le salon Le Radio (rendez-vous annuel des décideurs indépendants des ondes) qui se déroule à Paris jusqu'au 9 février.

10 février. En application du nouveau pouvoir de sanction qui lui a été dévolu, le CSA met en demeure l'opérateur de satellite Eutelsat de cesser la diffusion de la chaîne iranienne Sahar 1. Celle-ci ne dispose en effet pas de la convention nécessaire pour sa diffusion dans l'Union européenne. De plus, certains de ses programmes récents peuvent inciter à la haine raciale et religieuse et constituer le délit de négationnisme.

15 février. Un projet de convention est adopté pour la chaîne satellitaire Mizik Tropical.

→ MARS

8 mars. Un projet de convention est adopté pour les chaînes thématiques Astrocenter et Ushuaïa.

11 mars. Trente-cinq dossiers sont déposés au Conseil en réponse à l'appel aux candidatures lancé le 14 décembre 2004 pour huit nouveaux canaux TNT.

15 mars. Le Conseil rend son avis sur le projet de décret portant approbation du cahier des missions et des charges de la nouvelle chaîne publique de la TNT, France 4.

Un appel aux candidatures est lancé en Martinique pour la diffusion de chaînes locales.

22 mars. Le Conseil adresse une recommandation aux médias audiovisuels en vue du référendum du 29 mai 2005 sur le projet de traité constitutionnel pour l'Europe.

Le président du CSA écrit au Premier ministre au sujet de la nécessité d'assurer la réception des nouvelles chaînes de la TNT à l'ensemble des télé-spectateurs français. Un groupe de travail, présidé conjointement par le directeur du développement des médias et le directeur général du CSA, est constitué dans les semaines qui suivent pour étudier les solutions envisageables.

Un projet de convention est adopté pour la chaîne thématique M6 Music Hits. La chaîne latino-américaine La Latina est déclarée auprès du CSA.

Les autorisations de soixante-treize radios d'Alsace-Lorraine sont reconduites hors appel aux candidatures.

30 mars. Le Conseil n'adopte pas de convention pour le projet de chaîne Fight TV qui prévoyait de diffuser des « combats libres » (free fight), considérant que la représentation de violences dégradantes pour la personne doit être interdite de diffusion en France.

Il délivre à la nouvelle chaîne publique de la TNT France 4 son autorisation de diffusion.

31 mars. À 18 h, les chaînes gratuites de la TNT commencent à diffuser leur programme. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre, Renaud Donnedieu de Vabres, ministre de la Culture et de la Communication, et Patrick Devedjian, ministre délégué à l'Industrie, ainsi que les responsables des principales chaînes, participent à la réception organisée au CSA à cette occasion par le président Baudis et le Collège.

→ AVRIL

1^{er} avril. Première réunion du comité consultatif d'experts, constitué à l'initiative du groupe de travail « Protection des mineurs et déontologie des programmes » pour mieux évaluer l'impact des programmes télévisés et radiophoniques sur les mineurs. Ce comité entreprend en particulier l'analyse des émissions consacrées aux relations intrafamiliales.

12 avril. Le Conseil décide des conditions de production, de programmation et de diffusion des émissions de la campagne officielle radiotélévisée en vue du référendum du 29 mai 2005, avec le souci, en en modifiant la forme et la durée, d'accroître l'attractivité de celles-ci. La campagne commence le 16 mai avec des émissions de deux formats, dont l'un particulièrement court : 1 minute 15.

18-21 avril. Auditions publiques des candidats déclarés recevables à la suite de l'appel aux candidatures TNT lancé le 14 décembre 2004. Ces auditions ont lieu au Palais du Luxembourg et sont retransmises en direct sur La Chaîne parlementaire et les sites internet de celle-ci et du CSA.

22 avril. Le Conseil ouvre la consultation publique sur la radio numérique prévue par la loi du 30 septembre 1986 modifiée. Les réponses sont attendues pour le 30 juin 2005.

Il reconduit, hors appel aux candidatures, les autorisations de sept radios à la Réunion et lance un appel aux candidatures radio en Nouvelle-Calédonie.

→ MAI

9 mai. Les huit nouvelles chaînes de la TNT sont présélectionnées : quatre chaînes gratuites (BFM TV, Gulli, Europe 2 TV et I-Télé) et quatre chaînes payantes (Canal J, Canal+ Cinéma, Canal+ Sport et Planète).

10 mai. Des projets de convention sont adoptés pour les chaînes de téléachat AEV Annonces, AEV Transactions Professionnelles et AEV Immobilier et Habitat.

17 mai. Le Conseil dresse le bilan d'audience de la campagne d'information et de sensibilisation à la signalétique jeunesse diffusée sur les antennes au mois de janvier. Il demande aux chaînes de rediffuser le message à la rentrée de septembre.

24 mai. Des projets de convention sont adoptés pour les huit nouvelles chaînes de la TNT.

25 mai. Des projets de convention sont adoptés pour la chaîne marocaine RTM et la chaîne tunisienne TV7.

31 mai. Un projet de convention est adopté pour la chaîne algérienne Algerian Third Channel.

→ JUIN

7 juin. Les autorisations des chaînes locales Clermont 1^{ère} et TV8 Mont-Blanc sont reconduites pour cinq ans, hors appel aux candidatures, la première à compter du 1^{er} juillet 2005 et la seconde à compter du 1^{er} août 2005.

7 et 21 juin. Les autorisations de dix-neuf radios réunionnaises sont reconduites hors appel aux candidatures.

14 juin. Un projet de convention est adopté pour la chaîne anglaise I 23 Sat.

21 juin. Le Conseil rend son avis sur un projet de décret concernant les décrochages locaux des chaînes nationales et ouvre la procédure de déclaration des distributeurs des chaînes payantes de la TNT.

Un appel aux candidatures est lancé en Île-de-France pour l'attribution de quatre fréquences dont une à temps partiel.

30 juin. Publication du rapport d'activité 2004 du CSA.

→ JUILLET

6 juillet. Patrick de Carolis est élu par le Conseil à la présidence de France Télévisions au premier tour de scrutin, après avoir obtenu cinq voix. Parmi les autres candidats, Marc Tessier a obtenu trois voix et Simone Halberstadt-Harari, une voix. Le mandat du nouveau président prend effet à compter du 22 août 2005.

Les autorisations de cent quarante-huit radios du ressort du CTR de Lyon sont reconduites hors appel aux candidatures. À la Réunion, les autorisations de quinze opérateurs sont également reconduites et treize nouvelles radios sont présélectionnées.

11 juillet. Le Conseil rend son avis sur un projet de décret relatif au régime des distributeurs de services.

La nouvelle chaîne locale Canal 8 Le Mans reçoit son autorisation de diffusion et la chaîne TLT est présélectionnée à la suite de l'appel aux candidatures lancé en novembre 2004 à Toulouse. Tahiti Nui Télévision et Canal Réunion voient leurs autorisations reconduites pour cinq ans, la première en Polynésie française, la seconde à la Réunion.

Des projets de convention sont adoptés pour la chaîne câblée marseillaise AP-HM et la chaîne qatarie Al Jazeera Children's Channel. La chaîne espagnole God TV est déclarée auprès du CSA.

Les autorisations de quarante-trois opérateurs de Bourgogne et de Franche-Comté sont reconduites hors appel aux candidatures et cinq nouvelles radios sont autorisées dans le ressort du CTR de Nancy.

11 et 12 juillet. Le CSA réunit à Paris le Réseau des instances de régulation méditerranéennes, créé en 1997. La création d'un site internet propre au Réseau est décidée.

19 juillet. Le Conseil délivre aux huit nouvelles chaînes de la TNT leur autorisation de diffusion. Il recompose les multiplex afin de regrouper davantage les chaînes gratuites, d'une part, les chaînes payantes, d'autre part. Il décide également d'ouvrir dix-neuf nouveaux sites de diffusion TNT au printemps 2006 et vingt-quatre autres à l'automne suivant, élargissant ainsi la couverture de la TNT aux deux tiers de la population française.

Un bilan de la campagne qui a précédé le référendum du 29 mai 2005 dans les médias audiovisuels est publié.

Neuf nouvelles radios sont autorisées en régions Picardie et Nord-Pas-de-Calais, tandis que les autorisations de trente-deux radios du ressort du CTR de Rennes, de trente-huit radios du ressort du CTR de Marseille et de cinq radios de Polynésie française sont reconduites hors appel aux candidatures.

Un projet de convention est adopté pour la chaîne de l'Olympique lyonnais OL TV.

26 juillet. Des projets de convention sont adoptés pour les chaînes TPS Foot, TPS Cinéclub et Star Academy saison 5. Plusieurs chaînes étrangères sont déclarées auprès du CSA : Baby TV, Samanyolu TV, Abu Dhabi Television, Satellite Channel, Islam Channel Plus, TVR1, TVR2, TVR Cultural, TVR International et Discovery Real Time.

27 juillet. Publication au Journal officiel de la loi du 26 juillet 2005 pour la confiance et la modernisation de l'économie qui modifie notamment le Code monétaire et financier. Ce dernier prévoit désormais, dans l'article L621-33 de sa section 7 relative aux recommandations d'investissement produites ou diffusées dans le cadre d'une activité journalistique, que « Par dérogation aux articles 42 et suivants de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication, lorsqu'il a connaissance d'un fait susceptible de constituer un manquement imputable à une entreprise éditrice de services de radio ou de télévision, le Conseil supérieur de l'audiovisuel en avertit immédiatement l'Autorité des marchés financiers aux fins d'enquête ».

→ SEPTEMBRE

1^{er} septembre. Le Conseil adopte le texte de sa réponse à la consultation publique lancée le 12 juillet par la Commission européenne sur le réexamen de la directive Télévision sans frontières.

Il reconduit Dominique Wolton et Constantin Costa-Gavras au conseil d'administration de France Télévisions. Le premier est en outre administrateur de France 2, le second de France 3. Il nomme également Jean-Christophe Rufin aux conseils d'administration de France Télévisions et de France 5.

La chaîne locale TéléGrenoble reçoit son autorisation de diffusion.

6 septembre. Le Conseil rend son avis au Gouvernement sur le projet de décret relatif à la procédure de règlement des différends.

Il ouvre deux consultations publiques en vue du lancement d'appels aux candidatures radio : l'une concerne la Corse, l'autre la région Languedoc-Roussillon.

13 septembre. Quatre expérimentations simultanées de télévision mobile sont autorisées en région parisienne. Elles sont coordonnées par les opérateurs TDF, TPS, Canal+, TFI et VDL.

L'autorisation de Télé Lyon Métropole arrivant à échéance en août 2006, un appel aux candidatures pour une chaîne locale est lancé à Lyon.

Un projet de convention est adopté pour la chaîne TPS Ciné Comedy ; la chaîne italienne Fox Life (seconda versione) est déclarée auprès du CSA.

20 septembre. Six nouvelles radios sont autorisées en Guadeloupe.

Un projet de convention est adopté pour la chaîne Solaris TV.

27 septembre. La chaîne locale présélectionnée à Marseille, LCM, reçoit son autorisation de diffusion. Par ailleurs, le Conseil lance un appel aux candidatures en Haute-Corse, pour l'édition d'une chaîne locale dans les zones de Calvi et de L'Île-Rousse.

Un projet de convention est adopté pour la chaîne Russia Today TV. Les chaînes de Bosnie-Herzégovine BHT 1, NTV Hayat Sat et BN Sat sont déclarées auprès du CSA.

→ OCTOBRE

4 octobre. Treize nouvelles radios sont autorisées en Auvergne et dans le Limousin.

11 octobre. Le Conseil ouvre une consultation publique sur la diffusion de chaînes locales TNT en Île-de-France, en vue du lancement éventuel d'un appel aux candidatures. Les réponses sont attendues pour le 6 janvier 2006.

Il délivre aux opérateurs de multiplex leurs autorisations pour la deuxième phase de déploiement de la TNT : quinze nouveaux sites sont ainsi mis en service mi-octobre.

Un appel aux candidatures est lancé à la Réunion, pour l'édition de chaînes locales.

Des projets de convention sont adoptés pour la chaîne sénégalaise RTS 1 et la chaîne coréenne KBS World. Les chaînes Sci Fi et Play Boy TV sont déclarées auprès du CSA.

Trois nouvelles radios sont autorisées à Douai et à Hesdin (Nord-Pas-de-Calais).

18 octobre. Un appel aux candidatures radio est lancé en région Rhône-Alpes, pour l'attribution d'une trentaine de fréquences. Dans le ressort du CTR de Poitiers, les autorisations de six opérateurs sont reconduites hors appel aux candidatures.

20 octobre. Le président du CSA introduit le colloque organisé à l'Assemblée nationale sur la télévision mobile, dans le cadre du groupe d'études sur la TNT et les nouvelles technologies de l'audiovisuel.

→ NOVEMBRE

3 novembre. Le Conseil ouvre une consultation publique préalable au lancement d'un appel aux candidatures radio dans le ressort du CTR de Rennes.

8 novembre. Les chaînes thématiques Nickelodeon, MTV Pulse et MTV Idol sont déclarées auprès du CSA.

22 novembre. Le président du CSA participe à la réunion organisée par le Président de la République en faveur d'une meilleure représentation de la diversité de la communauté nationale dans les médias audiovisuels.

La chaîne locale Télé Toulouse se voit attribuer une nouvelle autorisation de diffusion pour dix ans. Un appel aux candidatures est lancé en Vendée, pour l'édition d'une ou plusieurs chaînes locales.

Le Conseil ouvre une consultation sur la mise en œuvre de l'interopérabilité des décodeurs des chaînes payantes de la TNT.

29 novembre. L'autorisation de la chaîne locale TV7 Bordeaux est reconduite, hors appel aux candidatures, pour cinq ans, à compter du 1^{er} janvier 2006.

Quatre nouvelles radios sont présélectionnées en Île-de-France, à la suite de l'appel aux candidatures lancé le 21 juin 2005.

→ DÉCEMBRE

6 décembre. Le Conseil dresse le premier bilan de l'investissement des chaînes du câble et du satellite dans la production audiovisuelle. Ce bilan

porte sur l'exercice 2004, les obligations d'investissement ayant été introduites dans les conventions à partir de fin 2003, à la suite de la publication du décret du 4 février 2002 entré en vigueur le 1^{er} janvier 2003 et modifié par décret du 1^{er} août 2003.

Cinq nouvelles radios sont autorisées en Guyane. Les autorisations de sept radios du CTR de Poitiers et de vingt et une radios du CTR de Caen sont reconduites hors appel aux candidatures.

Le Conseil transmet ses observations à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) au sujet du marché des services de gros de la diffusion audiovisuelle.

13 décembre. Le Conseil arrête le calendrier des appels aux candidatures généraux pour les radios de plusieurs CTR. Six appels seront lancés en 2006, sept en 2007. Une consultation publique est ouverte dans le ressort du CTR de Bordeaux, en vue du lancement d'un appel aux candidatures en Aquitaine, Charente et Charente-Maritime.

Trente-sept nouvelles radios sont présélectionnées en Midi-Pyrénées, à la suite de l'appel aux candidatures lancé le 6 mai 2003. Trois nouvelles radios sont autorisées à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).

La chaîne Al Jazeera International est déclarée auprès du CSA.

20 décembre. Le Conseil rend hommage à Yvon Le Bars, conseiller de 2001 à 2005, décédé la semaine précédente. Il fut l'un des principaux artisans du lancement de la TNT.

Une recommandation est adoptée au sujet de la retransmission à la télévision de combats particulièrement violents.

Un appel aux candidatures est lancé à Rennes, pour l'édition de chaînes locales.

Après avoir pris connaissance d'une étude d'impact concernant le message de la campagne 2005 d'information et de sensibilisation à la signalétique jeunesse, le Conseil demande aux chaînes de diffuser ce même message au titre de la campagne 2006.

Sept chaînes à destination de la population d'origine turque sont déclarées auprès du CSA.

I. les événements **marquants** de l'activité du Conseil **en 2005**



I. les événements **marquants** de l'activité du Conseil **en 2005**



Comme cela est le cas tous les deux ans, le Conseil a été partiellement renouvelé en janvier. Le Président de la République a ainsi nommé

M^{me} Michèle Reiser en remplacement de **M. Yvon Le Bars**, tandis que le président de l'Assemblée nationale a désigné **M^{me} Sylvie Genevoix** pour succéder à **M. Joseph Daniel**. Pour sa part, le président du Sénat a reconduit dans ses fonctions **M^{me} Marie-Laure Denis**, qui avait été nommée le 13 mars 2004 pour terminer le mandat de **M^{me} Jacqueline de Guillenchmidt**.

L'année 2005 a été marquée avant tout par le lancement, le 31 mars, de la télévision numérique terrestre (TNT). Cette nouvelle offre gratuite de programmes, constituée dans un premier temps de quatorze chaînes, a d'emblée été proposée à 30 % de la population métropolitaine, puis a été dès le mois d'octobre étendue à 50 % de la population avec, en outre, l'ajout de quatre autres chaînes.

Fruit des multiples travaux menés au cours des années antérieures, l'arrivée de la TNT sur les écrans a donné lieu à un vif engouement de la part du public. À cet égard, fin 2005, environ 1,7 million de terminaux de réception avaient été vendus ou loués.

Tout au long de l'année, en lui consacrant nombre de ses assemblées plénières, le Conseil a non seulement travaillé à la mise en place de la TNT, mais il a également œuvré pour définir les meilleurs scénarios en vue d'accélérer le déploiement de celle-ci et l'accessibilité de ses chaînes à l'ensemble des Français.

Toutefois, si le « chantier » de la TNT a largement mobilisé l'énergie du Conseil, de nombreux autres dossiers ont, au fil des mois, été au centre de ses préoccupations.

Ainsi, dans le domaine des télévisions locales hertziennes, quatre nouvelles chaînes analogiques ont été autorisées et trois autres ont vu leur autorisation reconduite hors appel aux candidatures. En outre, des appels ont été lancés en vue de la création de trois nouvelles chaînes. Le Conseil a également procédé à une consultation publique relative au déploiement de chaînes locales numériques en région parisienne.

Deux scrutins comportant chacun une campagne officielle radiotélévisée organisée par le Conseil se sont tenus en 2005 : l'élection partielle des membres de l'Assemblée de Polynésie française en février et le référendum sur le projet de traité constitutionnel pour l'Europe, fin mai.

Entamés dès le début de 2004, les travaux du groupe « FM 2006 », mis en place par le Conseil en vue de définir la meilleure stratégie de planification des fréquences FM et d'assurer – en liaison étroite avec le groupe de travail « Radio » – la préparation des appels généraux aux candidatures à intervenir au cours de la période 2006-2008, se sont poursuivis tout au long de l'année.

Le Conseil a par ailleurs procédé à la nomination, pour cinq ans, d'un nouveau président de France Télévisions et a désigné trois personnalités appelées à siéger au conseil d'administration de la société ainsi qu'au sein de ceux de France 2, France 3 et France 5.

Le CSA a également adopté une recommandation rappelant aux chaînes de télévision et aux stations de radio les dispositions qu'elles se doivent de respecter en matière d'usage de la langue française.

Enfin, le processus engagé depuis le printemps 2003 de révision de la directive *Télévision sans frontières*, auquel le CSA participe activement, a notamment donné lieu de sa part à l'adoption d'une réponse à la consultation publique lancée en juillet 2005 par la Commission européenne.

> La télévision numérique terrestre

À partir du 17 janvier 2005, des opérations de prédéploiement ont été réalisées afin de valider les conditions techniques de diffusion et de réception des signaux de la télévision numérique terrestre (TNT).

Le lancement officiel de la TNT est intervenu le 31 mars 2005 sur 17 sites destinés à desservir, notamment, Paris et la région parisienne, la plus grande partie de la Bretagne, les départements des Bouches-du-Rhône, de la Charente, de la Charente-Maritime, de la Gironde, de la Seine-Maritime et des Deux-Sèvres. Les agglomérations de Lille, Lyon (Fourvière) et Toulouse (Est) ont également été couvertes lors de cette première vague de mise en service d'émetteurs.

Les opérations techniques liées à l'ouverture des 15 sites de la deuxième phase ont également débuté, à partir du 15 août 2005, par des prédéploiements qui ont été suivis par une ouverture commerciale en octobre. Ces 15 sites desservent notamment Ajaccio, Bayonne, Bourges, Caen, Cherbourg, Grenoble, Le Havre, Le Mans, Nantes, Orléans, Reims, Saint-Étienne, Toulon ainsi que de nouvelles zones dans les régions de Lyon et de Toulouse.

Le 19 juillet 2005, le Conseil a arrêté un calendrier d'ouverture de nouveaux sites dans le cadre de deux vagues successives respectivement prévues au printemps et à l'automne 2006. Ainsi, entre le 15 mars et le 15 juin 2006, le Conseil a prévu d'ouvrir 19 nouveaux sites (phase 3) dans les villes d'Agen, Alençon, Angers, Arcachon, Argenton-sur-Creuse, Bastia, Besançon, Brive-la-Gaillarde, Caen, Cannes, Clermont-Ferrand, Évreux, Laval, Lorient, Meaux, Nice, Roanne, Saint-Raphaël et Tours. À l'occasion de la mise en service de ces émetteurs, la couverture sera alors de 58,5 % de la population.

La quatrième phase, quant à elle, permettra de porter la couverture à 66 % grâce à 24 autres sites concernant les villes d'Albi, Alès (2 émetteurs), Aubenas, Aurillac, Autun, Bergerac, Carcassonne, Chartres, Dieppe, Guéret, Hyères, La Rochelle, Le Puy-en-Velay, Limoges, Mende, Montluçon, Montpellier, Neufchâtel-en-Bray, Perpignan, Poitiers, Privas, Ussel et Valence.

À l'issue de ces quatre phases de déploiement, 75 sites seront en service sur les 115 initialement prévus pour assurer une couverture de 85 % de la population.

Lors du lancement de la TNT, l'offre de services était composée de 13 chaînes gratuites (TF1, France 2, France 3, France 5, M6, Arte, Direct 8, W9, TMC, NT1, NRJ 12, La Chaîne parlementaire et France 4), ainsi que des plages en clair de Canal+, soit 14 services de télévision. Cette offre s'est enrichie au cours du dernier trimestre 2005 avec l'arrivée de 4 nouvelles chaînes gratuites : BFM TV, Gulli, Europe 2 TV et I-Télé.

Ces dernières ont été autorisées par le CSA, en juillet 2005, à la suite d'un second appel aux candidatures lancé le 14 décembre 2004, après que le Conseil d'État eut annulé 6 des autorisations délivrées en 2003 dans le cadre du premier appel aux candidatures relatif à la TNT. À l'occasion de ce nouvel appel, le CSA a également autorisé 4 chaînes payantes (Canal J, Canal+ Cinéma, Canal+ Sport, Planète) qui sont venues compléter l'offre payante déjà composée de AB 1, Canal+ (programmes cryptés), Eurosport France, LCI, Paris Première, TF6 et TPS Star.

Au cours de l'année, le Conseil a examiné plusieurs demandes de modification d'importance variable des conventions des services TNT autorisés. Certaines de ces demandes ont abouti à l'adoption d'avenants.

Les chaînes payantes de la TNT n'ont pas commencé à émettre en même temps que les chaînes gratuites. En effet, la date de début des émissions avait été fixée par le Conseil au 1^{er} septembre 2005, avec un délai de six mois laissé aux éditeurs pour le début de l'exploitation commerciale des services. En attendant leur lancement, le Conseil a procédé, le 18 octobre 2005, à la numérotation des chaînes payantes, comme il l'avait fait auparavant pour les chaînes gratuites.

Le 6 décembre 2005, le Conseil a adopté une recommandation à l'intention des distributeurs de la TNT, leur demandant de ne pas modifier la numérotation logique attribuée aux chaînes gratuites de la TNT. Cette recommandation rappelle également que si les distributeurs disposent de la faculté de mettre en place une numérotation alternative, elle ne peut être appliquée qu'avec l'accord exprès de l'abonné.

Saisi d'une demande de l'Association de téléchargement hertzien (ATH) visant à l'attribution d'une ressource radioélectrique sur les réseaux de la TNT pour permettre la mise à jour logicielle par téléchargement des matériels utilisés pour la réception des services de télévision diffusés, le Conseil a attribué à l'association, le 25 novembre 2005, un débit numérique de 20 kbits/s sur chacun des cinq réseaux utilisés.

Conformément aux dispositions de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, préalablement à la commercialisation auprès du public des chaînes payantes de la TNT avec lesquelles ils ont contracté, quatre distributeurs se sont déclarés auprès du CSA au cours des derniers mois de 2005 et début 2006 : Canal+ Distribution, CanalSatellite, TV Numeric, AB et TPS. Ces déclarations ont eu pour effet d'ouvrir le délai de deux mois durant lequel doivent être conclus des accords relatifs à l'interopérabilité des décodeurs et précisant les conditions financières et techniques retenues pour permettre la réception des services payants sur les terminaux des distributeurs. La dernière déclaration ayant été reçue le 13 janvier 2006, il reviendrait au Conseil, au-delà du 13 mars 2006 et en l'absence des accords prévus par la loi, de fixer les règles techniques et commerciales nécessaires à la conclusion desdits accords.

Tirant les conséquences de la décision du Gouvernement de retenir la norme MPEG-2 pour la diffusion des chaînes gratuites et la norme MPEG-4 pour celle des chaînes payantes, le Conseil a décidé, dans un souci de cohérence et d'optimisation de la ressource, que les services issus du second appel aux candidatures seraient regroupés selon leur caractère gratuit ou payant.

Les chaînes gratuites ont ainsi été réunies sur le multiplex R2, où se trouvaient déjà TMC et Direct 8, et les services payants ont trouvé leur place sur le R3, qui comprenait déjà Canal+. Sur les cinq multiplex de la TNT utilisés, deux ont donc été intégralement consacrés à l'offre gratuite (R1 et R2) et un troisième exclusivement à des services relevant de l'offre payante (R3).

Cette organisation plus homogène des multiplex ne sera cependant pas suffisante pour tirer pleinement profit des gains procurés par la norme MPEG-4. Aussi le Conseil a-t-il précisé, le 19 juillet 2005, les règles d'utilisation de la ressource radioélectrique en distinguant quatre catégories principales : MPEG-2 SD (définition standard pour les services gratuits) ; MPEG-4 SD (définition standard pour les services payants) ; MPEG-4 SD avec tranches en clair en MPEG-2 ; MPEG-4 HD (haute définition en payant et en gratuit).

Ces précisions apportées, le Conseil a décidé de poursuivre sa réflexion afin de constituer une grille d'évaluation des débits moyens associés à chacune de ces

quatre catégories, en tenant également compte, en premier lieu, des besoins liés à la thématique du service, en particulier s'il s'agit d'une chaîne consacrée au sport, en deuxième lieu, de la présence d'éventuelles données associées et, en dernier lieu, des contraintes propres aux services comportant des décrochages.

En définissant les règles d'utilisation de la ressource radioélectrique, le Conseil a indiqué que les premières disponibilités qu'ouvrira l'usage du MPEG-4 seront employées, sur les cinq multiplex existants, d'une part, à la réservation d'au moins un canal, sur chaque site, pour la diffusion d'un service de télévision locale et, d'autre part, à la migration en haute définition de services de télévision payants autorisés en définition standard.

Or, la réalisation de ces objectifs serait difficilement envisageable en dehors d'une recomposition des multiplex qui se traduirait par un regroupement, d'un côté, des chaînes gratuites et, de l'autre, des chaînes payantes. Le Conseil a ainsi exploré la possibilité de modifier la répartition des chaînes gratuites de façon, notamment, à dégager un canal sur chaque site pour la diffusion des programmes locaux. Le canal ainsi dégagé pourrait être utilisé par un service local privé, notamment pour l'exercice de son droit de reprise en numérique quand il bénéficie d'une autorisation pour une diffusion par voie hertzienne terrestre en mode analogique. Il pourrait également servir à améliorer la régionalisation de la diffusion de France 3, en particulier dans les zones où la chaîne propose aujourd'hui plusieurs décrochages locaux en mode analogique.

Le succès indéniable de la TNT devait par ailleurs conduire à étudier l'accélération de son déploiement afin que la couverture de 85 % de la population soit atteinte en mars 2007. Il importe également de prévoir une extension de cette couverture en vue d'assurer à tous les Français un accès aux chaînes gratuites de la TNT. À cet effet, répondant à une proposition du président du CSA, le Premier ministre a décidé, en avril 2005, la création d'un groupe de travail conjoint entre le CSA et la Direction du développement des médias (DDM). Ce groupe de travail a remis au Premier ministre un rapport, rendu public en novembre 2005, qui examine tout d'abord les obstacles à la réalisation de l'objectif d'une couverture de 85 % de la population et propose des options possibles pour les surmonter. Le rapport étudie par ailleurs la question de l'extension de la TNT au-delà des 85 % de la population.

Enfin, conscient de l'attente que suscitent, tant de la part des opérateurs que du public, les nouvelles applications de la télévision numérique, le Conseil a autorisé, le 13 septembre 2005, la mise en œuvre de quatre expérimentations destinées à tester à la fois les technologies et les usages liés à la diffusion de services de communication audiovisuelle en mobilité.

> Les télévisions locales hertziennes

Quatre nouvelles chaînes de télévision locales hertziennes analogiques ont respectivement été autorisées à Nîmes (Télé Miroir), au Mans (Canal 8 Le Mans), à Grenoble (TéléGrenoble) et à Marseille (La Chaîne Marseille LCM), tandis que trois autres ont vu leur autorisation reconduite hors appel aux candidatures : Clermont 1^{ère}, TV 8 Mont Blanc et TV 7 Bordeaux.

Par ailleurs, Le Conseil s'est prononcé, le 6 septembre 2005, en faveur de la possibilité de reconduire, hors appel aux candidatures, l'autorisation délivrée à la chaîne Canal 32 (Troyes) qui arrivera à échéance le 1^{er} octobre 2006.

Télé Toulouse a, pour sa part, obtenu une nouvelle autorisation au terme d'un appel aux candidatures et des appels ont été lancés en vue de la création de

chaînes locales dans les départements de Haute-Corse et de Vendée ainsi que dans l'agglomération de Rennes.

L'autorisation de la chaîne Télé Lyon Métropole arrivant à échéance le 31 août 2006 après deux reconductions successives, le Conseil a décidé, le 13 septembre 2005, de lancer un appel aux candidatures. Dans le cadre de cet appel, les dossiers des candidats présentés par la société Télé Lyon Métropole (TLM) et par la société Antennes locales Lyon ont été déclarés recevables par décision du 13 décembre 2005.

Présélectionnées le 18 janvier 2005, dans le cadre des appel aux candidatures lancés le 27 janvier 2004 respectivement pour les villes de Tours et Orléans, deux chaînes ont par ailleurs signé leur convention avec le CSA. Il s'agit de Touraine Télévision (7 décembre) et Orléans TV (3 novembre).

Enfin, le 11 octobre 2005, le Conseil a lancé une consultation publique relative à la diffusion de télévisions locales en Île-de-France en mode numérique. Cette consultation, organisée préalablement à d'éventuels appels aux candidatures, s'est achevée fin janvier 2006. Trente-cinq contributions provenant essentiellement d'éditeurs de services de télévision, d'éditeurs de presse, d'organisations professionnelles, de diffuseurs, d'opérateurs de télécommunication et de collectivités locales ont été adressées au Conseil.

> L'élection partielle de l'Assemblée de Polynésie française et le référendum sur le projet de traité constitutionnel européen

L'annulation de l'élection des membres de l'Assemblée de Polynésie française du 23 mai 2004 dans la circonscription de îles du Vent, a conduit à l'organisation d'un scrutin partiel le 13 février 2005. En vue de cette nouvelle élection, le CSA avait adopté après consultation du gouvernement de la Polynésie française, le 23 décembre 2004, une recommandation à destination de la société publique Réseau France outre-mer (RFO) et des services de communication audiovisuelle autorisés en Polynésie française. Ce texte a été suivi d'une seconde recommandation en date du 3 janvier 2005.

Le Conseil a invité les opérateurs concernés à veiller à ce que les listes de candidats, lorsqu'il était traité de la circonscription des îles du Vent, et les forces politiques, lorsque ce traitement dépassait le cadre de celle-ci, bénéficient d'une présentation et d'un accès équitables à l'antenne.

En outre, le CSA a organisé la campagne officielle radiotélévisée liée à ce scrutin dont la production a été confiée à RFO. Les différentes listes habilitées sont intervenues sur les antennes de RFO Polynésie du 31 janvier au 4 février et du 6 au 11 février sous le contrôle des représentants du Conseil présents sur place.

Pour sa part, le référendum du 29 mai 2005 sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe a conduit le Conseil à adresser, dès le 22 mars, à l'ensemble des services de radio et de télévision une recommandation entrant en vigueur le 4 avril. Ce texte a ensuite été complété par un second rappelant certaines dispositions relatives à la fin de la campagne.

La recommandation du 22 mars a retenu deux principes concernant l'accès à l'antenne pendant la période du 4 avril au 29 mai 2005 :

- les services de télévision et de radio devaient veiller à ce que les partis ou groupements politiques bénéficient d'une présentation et d'un accès à l'antenne équitables ;

- ces mêmes services devaient veiller à assurer une pluralité d'opinions en ce qui concerne l'accès à l'antenne de personnalités n'appartenant pas à des partis et groupements politiques.

Comme pour les précédentes recommandations référendaires, les propos du Président de la République n'ont pas été considérés comme devant faire l'objet d'un décompte, qu'il s'agisse de l'actualité liée au référendum ou de l'actualité non liée à celui-ci.

Parallèlement au contrôle du traitement éditorial de la campagne, le CSA a organisé la campagne officielle radiotélévisée sur les antennes du service public. Cette campagne, qui s'est déroulée du 16 au 21 mai, puis du 23 au 27 mai, a bénéficié des conditions de production et de diffusion des émissions expérimentées pour la première fois avec succès par le Conseil en 2004 à l'occasion des élections européennes.

> L'optimisation des plans de fréquences et l'adoption du calendrier des futurs appels aux candidatures MF

Les autorisations de nombreuses stations de radio, portant sur 1 600 fréquences environ, soit 57 % du total des fréquences MF affectées aux radios privées, arrivent à échéance entre 2006 et 2008. Durant ces deux années, le CSA va être amené à lancer des appels aux candidatures dans le ressort de 11 comités techniques radiophoniques métropolitains.

Au cours de l'année 2005, le Conseil a commencé à préparer ces appels dits « généraux ». Leur lancement nécessitant un travail préalable d'optimisation des plans de fréquences, les travaux entamés à cet effet par le Conseil, dès le début de 2004, dans le cadre d'un groupe « FM 2006 » spécialement créé, se sont poursuivis tout au long de 2005, en liaison étroite avec le groupe de travail « Radio ». Ces travaux, qui ont donné lieu à la modélisation de multiples scénarios et à de très nombreux échanges avec les opérateurs, se sont également appuyés sur les résultats de la consultation publique sur l'aménagement du spectre lancée en octobre 2004.

Le Conseil a arrêté le calendrier d'examen des appels aux candidatures au cours de sa réunion plénière du 13 décembre 2005. À cette occasion, comme la loi lui en offre la possibilité, le Conseil a décidé de reporter de deux ans 5 appels aux candidatures (CTR de Dijon, Marseille, Nancy, Poitiers et Caen) afin de parvenir à une meilleure utilisation des ressources en fréquences affectées à la diffusion des services de radio.

Le calendrier adopté, qui prévoit la conduite par le Conseil de 13 procédures d'appel aux candidatures dans un délai de 29 mois, s'articule de la manière suivante :

- six appels aux candidatures seront lancés au cours de l'année 2006 dans le ressort des comités techniques radiophoniques de Marseille (région Corse), de Toulouse (région Languedoc-Roussillon), de Rennes, de Bordeaux, de Paris et de Clermont-Ferrand ;
- sept appels aux candidatures seront lancés au cours de l'année 2007 dans le ressort des comités techniques radiophoniques de Dijon, Marseille (région Provence-Alpes-Côte d'azur), Nancy (région Champagne-Ardenne), Toulouse (région Midi-Pyrénées), Poitiers, Lille et Caen.

> La nomination du président de France Télévisions

Le CSA a nommé, le 6 juillet 2005, M. Patrick de Carolis au titre des personnalités qualifiées mentionnées au 3° de l'article 47-I de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, administrateur de la société France Télévisions pour remplir les fonctions de président, pour une durée de cinq ans à compter du 22 août 2005, date de la fin du mandat de M. Marc Tessier.

Par ailleurs, le 1^{er} septembre, le CSA a nommé trois personnalités qualifiées au conseil d'administration de la société France Télévisions, chacune étant par ailleurs appelée à siéger au conseil d'administration de l'une des trois sociétés France 2, France 3 et France 5. À cette occasion, MM. Dominique Wolton et Constantin Costa-Gavras ont été reconduits pour un nouveau mandat, le premier à France 2, le second à France 3, tandis que M. Jean-Christophe Rufin a été nommé à France 5.

> La recommandation relative à l'usage de la langue française

Chargé par l'article 3-I de la loi du 30 septembre 1986 modifiée de veiller à la défense et à l'illustration de la langue et de la culture françaises dans les médias audiovisuels, le CSA a édicté en janvier 2005 une recommandation rappelant aux chaînes de télévision et aux stations de radio les dispositions légales, réglementaires et conventionnelles auxquelles elles sont soumises. Face au constat d'une surabondance sur les antennes de termes anglais ou anglicisés, le Conseil a en effet souhaité effectuer ce rappel afin que, sans porter atteinte à la liberté de communication, puissent être conservées à la communication audiovisuelle son intelligibilité et à notre culture son identité.

> La révision de la directive *Télévision sans frontières*

Au cours du 1^{er} semestre 2005, le CSA a poursuivi sa participation aux travaux de préparation de la révision de la directive *Télévision sans frontières*. Le Conseil a ainsi suivi l'élaboration des études indépendantes commandées par la Commission, notamment dans les domaines de la publicité et de la corégulation. Il a également assisté au séminaire organisé en mai par la présidence luxembourgeoise de l'Union européenne, ainsi qu'à des réunions de concertation avec les professionnels français.

En outre, le CSA a conduit une réflexion approfondie sur chacun des points en débat au sein de groupes de travail spécialisés afin d'analyser les positions à adopter lors de la prochaine consultation de la Commission. Puis, le 1^{er} septembre 2005, le Conseil a adopté le texte de sa réponse à la consultation publique lancée le 12 juillet par la Commission européenne sur la révision de la directive. Le Conseil s'est notamment prononcé sur l'extension du champ d'application de cette dernière, les critères de détermination de la compétence sur les chaînes extra-communautaires et les communications commerciales audiovisuelles.

À la suite du séminaire intitulé « L'audiovisuel : entre culture et commerce » organisé par la présidence britannique de l'Union européenne à Liverpool du 20 au 22 septembre 2005, la Commission a adopté sa proposition de révision de la directive *Télévision sans frontières* le 13 décembre. Cette proposition sera examinée par le Conseil et le Parlement européen. Le CSA continuera à contribuer aux débats à venir.

II. la **gestion** des fréquences



II. la **gestion** des fréquences



Les responsabilités du Conseil supérieur de l'audiovisuel dans la gestion du spectre hertzien relèvent notamment des articles 21 et 22 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée. La planification de la bande MF et des fréquences en ondes moyennes, tout comme celle des canaux de diffusion attribués aux télévisions, qu'elles émettent en mode analogique ou numérique, reposent exclusivement sur le Conseil.

Pour l'ensemble des fréquences dont il assure la gestion, le CSA participe aux procédures de coordination internationale, en liaison avec les autres administrations concernées.

Celui-ci prend également une part active à l'essor des nouvelles technologies audiovisuelles : Radio Data System (RDS), Digital Audio Broadcasting (DAB), réseaux MF monofréquence, radio numérique, télévision mobile en DVB-H et T-DMB, télévision numérique haute définition ...

De plus, il revient au Conseil d'apporter des solutions aux problèmes de réception que rencontrent les usagers sur leurs postes de télévision ou de radio. Il est ainsi saisi, chaque année, de plusieurs milliers de réclamations émanant de téléspectateurs et d'auditeurs.

I. LES NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES

La participation des experts du CSA aux négociations internationales relatives aux fréquences de radiodiffusion est indispensable au bon exercice par le Conseil des missions qui lui sont confiées par les articles 9, 21 et 22 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée.

> La Conférence régionale des radiocommunications

La Conférence régionale des radiocommunications, dont la première session a eu lieu en mai 2004, devra planifier, à sa deuxième session de mai 2006, les services de radiodiffusion sonore et télévisuelle dans les bandes III (174-230 MHz) et IV-V (470-862 MHz).

UNE CONFÉRENCE EN DEUX ÉTAPES

La Conférence régionale des radiocommunications est un processus à deux étapes. Au cours de la première session (CRR-04) ont été adoptés les paramètres et critères techniques qui ont été utilisés pour procéder aux exercices de planification pendant la période intersession, c'est-à-dire avant la seconde session de la conférence qui doit se tenir en 2006.

La première session avait confirmé le principe de « l'accès équitable » aux ressources de fréquences, principe inscrit dans la constitution de l'Union internationale des télécommunications (UIT). La conférence a reconnu que l'accord doit fournir un cadre dans lequel les différents pays pourront continuer à formuler les besoins qui leur sont propres sur la base d'un accès équitable. Toutefois, les méthodes et les critères applicables à la mise en œuvre de cet accès seront étudiés pendant la période intersession et soumis pour examen à la seconde session de la conférence.

LES TRAVAUX D'INTERSESSION

Les travaux d'intersession, qui avaient commencé dès la fin de la première session de la conférence et se sont poursuivis activement tout au long de l'année 2005, s'organisent à quatre niveaux :

- *L'Union internationale des télécommunications (UIT)*.
- *La Conférence européenne des postes et télécommunications (CEPT)* - Un groupe de travail dénommé WG-RRC06 est chargé de coordonner les positions des pays membres de la CEPT à l'occasion des travaux intersession et de la préparation de la seconde session de la conférence. Des experts du CSA participent régulièrement aux travaux de ce groupe.
- *Les groupes multilatéraux* - Le rapport de la première session de la conférence incite les administrations concernées par la zone de planification à précoordonner leurs plans de fréquences définitifs, dans la période intersession. Cette précoordination vise à réduire le nombre de problèmes que les administrations auront à résoudre à la seconde session.
- *L'Agence nationale des fréquences (ANFR)* - La Commission consultative des conférences de radiocommunications (CCR) de l'Agence, à laquelle participent tous les affectataires français ainsi que des opérateurs et des industriels, coordonne la préparation au niveau français de la conférence. La CCR a tenu trois réunions en 2004 dédiées à la CRR.

LES TRAVAUX DE PRÉPARATION EN FRANCE

Ces travaux sont effectués sur trois plans :

- l'élaboration de la stratégie française menant à la définition des besoins à exprimer à l'UIT en concertation avec les acteurs en France ;
- la coordination avec les pays voisins d'un plan de fréquences numériques final destiné à être présenté en commun en entrée à la CRR06 ;
- la préparation matérielle des données.

La définition de la stratégie française

Le CSA a adopté, en janvier 2005, un document proposant une stratégie française pour la préparation de la CRR06. Ce document a nourri l'élaboration de cette stratégie au sein de la Commission des conférences de radiocommunications (CCR) de l'ANFR, qui réunit l'ensemble des acteurs concernés en France (chaînes, opérateurs, industriels, autorités de régulation).

Les options à prendre concernaient notamment les sujets suivants :

- Le nombre de couches de couverture (une couche de couverture équivaut à un multiplex à couverture totale du territoire) à demander en bande UHF et le type de réception (fixe, mobile ou portable) associé.
- La canalisation de la bande VHF : maintien de la canalisation actuelle de 8 MHz, unique parmi les pays voisins, ou passage à une canalisation de 7 MHz harmonisée avec les voisins.
- La forme d'expression des demandes : allotissements (zones géographiques sans précision de sites de diffusion) ou assignations (sites précis de diffusion).

Des demandes françaises basées sur les premières orientations retenues pour ces différents sujets ont été préparées par les services du CSA et transmises fin février 2005 à l'UIT par l'ANFR, dans le cadre d'un premier exercice réalisé à titre de test de l'outil de planification.

Les résultats de cet exercice, connus au cours du deuxième trimestre 2005, ont conduit à revoir certaines des orientations retenues initialement.

Une nouvelle version du document stratégique a été préparée par la CCR en septembre. Elle a finalement été communiquée au Conseil qui a exprimé la position suivante.

Position du CSA au sujet de la stratégie française de préparation de la CRR06

Le Conseil a pris connaissance des travaux et des propositions effectués au sein de la Commission des conférences des radiocommunications de l'ANFR. Il a notamment examiné la dernière version du document intitulé « Préparation du futur plan numérique de radiodiffusion dans les bandes III, IV et V », daté du 5 septembre 2005, mis à jour lors de la CCR du 9 septembre 2005.

Le Conseil exprime les avis suivants.

- Sur le sujet du nombre de couches de couverture à demander en bande UHF (point 1.1) : le Conseil note avec satisfaction que la proposition faite dans le document tient compte de la nécessité de s'appuyer sur les résultats de coordination avec les pays voisins. Le mode de négociation requiert, en effet, une harmonisation aussi poussée que possible avec les pays voisins. Le Conseil souligne en outre que l'ajout de couches de couverture supplémentaires reste possible ultérieurement, par le biais des procédures de modification du plan.

Le Conseil approuve donc cette proposition.

- Sur le sujet de la canalisation de la bande III (point 1.2) : le Conseil approuve la modification de canalisation pour passer à 7 MHz, car cette modification facilite la conversion éventuelle de la couche de couverture DVB-T en 4 couches de couverture T-DAB.

- Sur le sujet de la forme de présentation des demandes (point 1.5) : le Conseil soutient la proposition de demander principalement des allotissements, puisque cela semble à même de favoriser la satisfaction des demandes françaises. Il souligne toutefois l'impérieuse nécessité de pouvoir coordonner avec les pays voisins, avant la conférence, les assignments qui peuvent être utilisées pour desservir les allotissements. Il conviendra de ce fait d'inscrire ses assignments au plan lors de la conférence.

- Sur le sujet du regroupement des canaux d'une couche de couverture destinée à la réception mobile dans une sous-bande (point 1.6) : le Conseil conditionne cette proposition au fait qu'un tel regroupement ne pénalise pas les services autorisés de TNT lors du passage au plan définitif.

La version finale du document stratégique a été approuvée par le conseil d'administration de l'ANFR.

La coordination avec les pays voisins

La France est concernée par trois groupes multilatéraux : France/Allemagne/Suisse, France/Allemagne/Luxembourg/Belgique, France/Royaume-Uni/Belgique/Pays-Bas) et a tenu, au cours de l'année 2005, des réunions bilatérales de coordination avec tous ses voisins. L'Agence nationale des fréquences (ANFR) participe aux côtés du CSA à ces réunions, sachant que les travaux et les discussions techniques sont menés par les experts du CSA. Le groupe France/Allemagne/Suisse a été, jusqu'à l'automne 2005, présidé par le représentant du CSA. En 2005, les experts du CSA ont participé à pas moins de 27 réunions de coordination, en France ou chez nos voisins afin de préparer un plan précoordonné avec nos voisins pour la TNT. Ces groupes continueront à fonctionner jusqu'à la seconde session de la conférence, prévue en mai 2006.

La préparation matérielle des données

Sur la base du document stratégique final et des résultats des travaux de coordination bi-latéraux et multi-latéraux, les services du CSA ont établi le fichier des demandes françaises pour la conférence. Ce fichier a été transmis à l'UIT par l'ANFR à la fin octobre, conformément au calendrier établi par la première session de la conférence.

2. LES RELATIONS AVEC L'AGENCE NATIONALE DES FRÉQUENCES (ANFR)

> Le conseil d'administration

Le 13 septembre 2005, en application des articles R 20-44-12 et R 20-44-13 du Code des postes et des communications électroniques, M. Gilles Brégant, directeur des technologies du CSA, a été désigné en qualité de représentant du CSA au conseil d'administration de l'Agence nationale des fréquences.

> Les commissions

Les services du CSA ont participé activement aux travaux des commissions consultatives de l'Agence et des diverses commissions spécialisées qui leur sont rattachées. Les principales commissions de l'ANFR sont les suivantes :

- La Commission de planification des fréquences (CPF), dont la principale tâche est l'élaboration et le suivi du tableau national de répartition des bandes de fréquences (TNRBF). Deux modifications du tableau préparées par cette commission ont été approuvées par arrêté du Premier ministre pris en application de l'article 21 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, relative à la liberté de communication, après avis du CSA (cf. chapitre VII. Les avis) et de l'ARCEP.
- La Commission consultative de la compatibilité électromagnétique (CCE), chargée également de préparer le groupe de travail *Spectrum Engineering* (SE) du Comité des communications électroniques (ECC) de la Conférence européenne des postes et télécommunications (CEPT). Ce groupe traite de l'harmonisation des normes de rayonnement et d'immunité des systèmes utilisant le spectre radioélectrique, permettant ainsi une coexistence sans brouillage.
- La Commission d'assignation des fréquences (CAF), qui autorise l'utilisation des fréquences au niveau national. La CAF a en outre la tâche d'établir et de tenir à jour le Fichier national des fréquences (FNF) qui récapitule les assignations de fréquences. Dans le cadre de la modernisation dudit fichier, un projet de grande envergure prévoit la refonte du système d'information qui en permet la gestion. Le CSA a travaillé avec les services de l'Agence aux spécifications de ce système concernant les assignations de services de radiodiffusion, notamment afin de tenir compte des assignations de la future télévision numérique terrestre.
- La Commission des conférences de radiocommunications (CCR) chargée de contribuer à la préparation de la position française dans les négociations internationales dans le domaine des fréquences radioélectriques ; en 2005, cette commission s'est intéressée à la télévision numérique notamment pour la Conférence régionale des radiocommunications 2006 (CRR-06) (cf. *supra*) et à la préparation de la Conférence mondiale des radiocommunications 2007 (CMR-07).
- La Commission de synthèse et de prospective en radiocommunications (CSPR), chargée de contribuer aux analyses prospectives des fréquences radioélectriques en vue de leur utilisation optimale par les utilisateurs publics ou privés. C'est dans le cadre de cette commission, et plus précisément de la Commission du fonds de réaménagement du spectre qui lui est rattachée,

qu'est traité le financement par l'Agence des réaménagements liés à la mise en place de la télévision numérique.

- La Commission des sites et servitudes (CSIS) qui instruit notamment les dossiers d'implantation, de transfert ou de modification de stations radioélectriques soumis à l'avis ou à l'accord de l'Agence.
- La Commission de contrôle du spectre (CCDS) qui a pour vocation de déterminer les grandes orientations stratégiques du contrôle. Elle assure le suivi des actions de contrôle de l'Agence : bilan d'activité, expérimentation, orientation, maintien – évolution des moyens.
- La Commission de traitement des plaintes en brouillage (CTPB) qui instruit les cas de brouillages déposés à l'ANFR par les différents affectataires. Une implication forte du CSA a permis la résolution en 2005 de bon nombre de dossiers dans lesquels des opérateurs audiovisuels étaient concernés.

3. LA PLANIFICATION DES FRÉQUENCES

> Télévision

TÉLÉVISION ANALOGIQUE

La loi impose au CSA d'accorder la priorité, dans ses travaux de planification de fréquences, à la télévision numérique terrestre (TNT). C'est pourquoi l'essentiel des activités de planification pour la télévision a été, en 2005 encore, consacré à la TNT et aux réaménagements. Un certain nombre d'études relatives à la télévision analogique ont toutefois été réalisées pour répondre à des demandes des chaînes relatives à des modifications de leur réseau, et pour permettre la mise en place de télévisions locales temporaires ou permanentes.

40 fréquences nouvelles ont ainsi été attribuées en 2005 aux différentes chaînes. Elles se répartissent de la manière suivante :

- Arte/France 5 : 1 fréquence, pour une population desservie de 1 000 personnes ;
- Canal + : 1 fréquence, pour une population desservie de 5 400 personnes ;
- M6 : 1 fréquence, pour une population desservie de 4 800 personnes ;
- RFO : 2 fréquences.
- Télévisions locales permanentes - 17 fréquences :
 - Martinique : 3 fréquences,
 - Département de la Loire - 1 fréquence,
 - Le Port (Réunion) ; 1 fréquence,
 - Corse : 2 fréquences,
 - Vendée : 8 fréquences.
- Télévisions locales temporaires - 18 fréquences.

TÉLÉVISION NUMÉRIQUE TERRESTRE

La planification

Les travaux de planification se sont poursuivis tout au long de l'année 2005. Ils ont permis de publier :

- le 30 juin 2005, les gabarits de rayonnement associés à 10 stations numériques ;

- le 17 octobre 2005, les gabarits de rayonnement associés à 3 stations numériques ;
- le 17 novembre 2005, les gabarits de rayonnement associés à 1 station numérique ;
- le 23 décembre 2005, les gabarits de rayonnement associés à 6 stations numériques, ainsi que la mise à jour de l'affectation des fréquences aux 6 réseaux numériques constitués.

Les réaménagements

Le CSA a par ailleurs poursuivi en 2005 les travaux d'études des fréquences de réaménagement nécessaires à la mise en place de la TNT. Ces travaux ont donné lieu à des décisions et publications relatives à :

- 2 réaménagements et 3 décalages induits le 1^{er} février ;
- 2 réaménagements le 1^{er} mars ;
- 89 réaménagements et 49 décalages induits le 30 mars ;
- 5 réaménagements, 2 décalages induits, 28 réaménagements conditionnels et 31 zones de réorientation d'antennes de réception le 24 mai ;
- 65 réaménagements et 19 décalages induits le 26 juillet ;
- 31 réaménagements, 27 décalages induits, 13 réaménagements conditionnels et 50 zones de réorientation d'antennes de réception le 18 octobre ;
- 3 réaménagements le 15 novembre ;
- 38 réaménagements et 8 décalages induits le 20 décembre.

Saisi de demandes des sociétés TFI et France 2 relatives à l'arrêt définitif de quelques émetteurs du réseau secondaire, notamment dans le cadre des réaménagements de fréquences analogiques décidés pour préparer le lancement de la TNT, le Conseil a décidé l'arrêt expérimental des émetteurs des sites suivants :

- La Grave / Les Terrasses (05), Saint-Pierre-de-Colombiers / Pruneyrolles (07), Bessède-de-Sault : Planzols (11), Bourigeole : Tourneboux (11), Cailla : Les Redous (11), Deux-Verges (15), Pézilla-de-Conflent (66), Thues-entre-Valls (66), Malarce-sur-la-Thines : l'Echelette (07), Malarce-sur-la-Thines : la Blachette (07), Malarce-sur-la-Thines (07), Antraigues / Le Mas (07), Gez Ouzous (65), Chavanod : Corbier (74), Festes-et-Saint-André (11), Camares : Ouyre-Haute (12), Laval-d'Aurelle (48), pour la société TFI ;
- Bessède-de-Sault : Planzols (11), Bourigeole : Tourneboux (11), Cailla : Les Redous (11), Deux-Verges (15), Pézilla-de-Conflent (66), Thues-entre-Valls (66), Malarce-sur-la-Thines : l'Echelette (07), Malarce-sur-la-Thines : la Blachette (07), Malarce-sur-la-Thines (07), Sentenac-de-Serou (09), Bromont-Lamothe (63), Nescus : Bardios (09), Gez Ouzous (65), Antraigues / Le Mas (07), Chavanod : Corbier (74), La Grave / Les Terrasses (05), Saint-Pierre-de-Colombiers / Pruneyrolles (07), Festes-et-Saint-André (11), Camares : Ouyre-Haute (12), Laval-d'Aurelle (48), pour la société France 2.

Le Conseil attendra la fin de l'expérimentation et son évaluation pour décider éventuellement de l'arrêt définitif de ces sites.

Les décodeurs

Le Conseil a autorisé l'Association de téléchargement hertzien (ATH) à utiliser une partie de la ressource radioélectrique hertzienne terrestre des multiplex TNT afin de procéder à la mise à jour par téléchargement des matériels utilisés pour la réception des services de télévision diffusés en TNT. (cf. Chapitre III – Les chaînes de la TNT/Autorisation de ATH).

Par ailleurs, le Conseil a lancé le 22 novembre 2005 une consultation sur un projet de lignes directrices relatives à la mise en oeuvre de l'article 30-3 de la loi

du 30 septembre 1986 qui a pour objet de garantir l'interopérabilité des décodeurs des chaînes payantes de la TNT (cf. Chapitre III – La distribution commerciale des chaînes payantes/Déclaration des distributeurs et interopérabilité des décodeurs).

Avis sur les arrêtés techniques

Le Conseil a rendu un avis (cf. Chapitre VII – Les avis/Avis n° 2005-4) sur les trois projets de modification d'arrêtés techniques concernant respectivement :

- l'arrêté du 21 novembre 2001 fixant les spécifications techniques applicables aux appareils de réception des signaux numériques de télévision ;
 - l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif aux caractéristiques des équipements de réception des services diffusés par voie hertzienne numérique terrestre ;
 - l'arrêté du 24 décembre 2001 fixant les caractéristiques des signaux émis.
- Ces projets ont pour objet d'imposer l'utilisation de la norme MPEG-4 pour le codage de la vidéo des services payants et des services en haute définition par voie hertzienne numérique terrestre et mentionnent qu'à titre de dérogation, les plages en clair des services payants qui sont tenus de diffuser de telles plages seront diffusées en MPEG-2.

Règles d'utilisation de la ressource radioélectrique

L'adoption de la norme MPEG-4 pour les services payants de la TNT, consacrée par la publication de l'arrêté du 26 mai 2005, a conduit le CSA à préciser les règles d'utilisation de la ressource radioélectrique en mode numérique pour les services de télévision.

En effet, l'appel aux candidatures du 24 juillet 2001, organisé dans le cadre de la réglementation technique en vigueur à l'époque, n'avait porté que sur des services diffusés en définition standard, selon la norme MPEG-2.

Le Conseil avait alors attribué la ressource en appliquant la règle suivante :

- s'il ne transporte pas de chaîne dédiée au sport, partage du multiplex en six services de télévision ;
- en cas de présence d'une chaîne dédiée au sport dans le multiplex, partage du multiplex en cinq services de télévision, cette catégorie de programme étant, en codage MPEG-2, plus exigeante en termes de débit numérique.

Par rapport à la norme MPEG-2, l'utilisation du MPEG-4 va graduellement procurer un gain de 30 à 50 % de la ressource radioélectrique pour la diffusion d'une image, à qualité égale. Le CSA, responsable de la gestion du spectre, en vertu de l'article 22 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, doit en conséquence organiser au mieux la gestion de cette ressource. De nouvelles règles apparaissent donc nécessaires.

Dans ce but, le conseil a arrêté, après en avoir délibéré, les orientations qui suivent.

Les autorisations d'usage de la ressource radioélectrique fixeront désormais le format et la norme utilisés par le service, selon quatre catégories principales :

- MPEG-2 SD (définition standard pour les services gratuits) ;
- MPEG-4 SD (définition standard pour les services payants) ;
- MPEG-4 SD avec tranches en clair en MPEG-2 ;
- MPEG-4 HD (haute définition en payant et en gratuit).

Des modifications à chacune des autorisations déjà délivrées ont été apportées pour préciser la catégorie à laquelle appartient le service.

Ces quatre catégories pourront être complétées, notamment lors de la mise en exploitation de la télévision à destination des mobiles.

Le CSA va constituer, en concertation avec les opérateurs, une grille d'évaluation des débits moyens associés à chacune de ces catégories, qui tiendra compte également des besoins liés aux données associées aux services et des contraintes propres aux services comportant des décrochages. Ces débits seront éventuellement modulés en fonction de la thématique du programme et du format des voies sonores. Cette procédure permettra en particulier de déterminer le volume de ressource progressivement libéré par la norme MPEG-4 en vue de la répartir entre les différents usages et besoins exprimés.

D'ores et déjà, le CSA a décidé que les premières disponibilités qu'ouvrira l'usage du MPEG-4 seront employées, sur les cinq multiplex existants, en premier lieu, à la réservation d'au moins un canal, sur chaque site, pour la diffusion d'un service de télévision locale et, d'autre part, à la migration en haute définition de services de télévision payants autorisés en définition standard. Les modalités techniques de mise en œuvre de cette orientation, et en particulier les schémas de réorganisation des multiplex dont elle devrait s'accompagner, seront étudiés par le CSA, en liaison avec les éditeurs concernés.

En décembre 2005, le CSA a demandé au ministre de l'Industrie de proposer au Conseil général des technologies de l'information (CGTI) d'actualiser le document de référence que constitue le rapport intitulé *Télévision numérique : enjeux et perspective en 2005* rédigé en septembre 2004, en prenant en compte les nouveaux éléments d'expérience rassemblés par les constructeurs et les opérateurs audiovisuels.

> Radio

LA PLANIFICATION DES FRÉQUENCES MF

En 2005, la recherche de fréquences pour des émetteurs de radiodiffusion sonore à modulation de fréquence a porté sur plusieurs plans de fréquences :

- 1 plan pour l'Île-de-France (2 zones, 4 fréquences) ;
- 1 plan pour la région Midi-Pyrénées (28 zones, 38 fréquences) ;
- 1 plan pour la région Rhône-Alpes (19 zones, 30 fréquences) ;
- 1 plan pour la Nouvelle-Calédonie (13 zones, 21 fréquences) ;
- 1 plan pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (5 zones, 7 fréquences).

Des études techniques ont été également menées pour :

- l'instruction de demandes d'autorisation de radios temporaires - 421 études ont été ainsi effectuées (cf. annexe) ;
- répondre aux souhaits de certaines radios autorisées, visant à la modification de leurs caractéristiques d'émission - 144 études ont été effectuées pour les radios privées.

« FM 2006 »

Plusieurs centaines d'autorisations délivrées à des services de radio arrivent à échéance à partir de 2006. Le CSA doit, en conséquence, organiser région par région des appels aux candidatures généraux pour procéder à de nouvelles attributions.

Cette échéance offre l'occasion d'étudier les éventuelles potentialités d'optimisation du spectre MF dans un cadre juridique rénové par la loi n° 2004-69 du 9 juillet 2004. Outre l'organisation d'une consultation contradictoire sur l'aménagement du spectre hertzien et l'élaboration d'un nouveau plan de fréquences, ce texte prévoit que désormais, le CSA procédera aux recherches de fré-

quences avant le lancement des appels aux candidatures. Ce mode de planification a priori pourrait être de nature à faciliter la mise en place d'un nouveau plan de fréquences. De plus, le Conseil peut reporter pour une durée maximale de deux ans les autorisations arrivant à échéance avant le 31 décembre 2006, afin de disposer d'un délai suffisant pour procéder aux études nécessaires à l'optimisation du plan de fréquences.

Afin de mener les travaux préalables nécessaires à cette action, le Conseil, réuni en séance plénière le 3 février 2004, avait décidé de créer un nouveau groupe de travail dénommé « FM 2006 ».

Ce groupe avait été mandaté pour préparer les décisions du Conseil en matière d'organisation des appels aux candidatures généraux. Il était chargé notamment de superviser le projet de modernisation des moyens de planification MF, de valider les programmes de travail et les calendriers des appels généraux, et de proposer au Collège les grandes options, en particulier en matière de choix de planification et d'équilibre entre les catégories de radios.

Il était animé par M. Philippe Levrier (président) et M^{me} Marie-Laure Denis (vice-présidente)

Pour l'aider dans ses travaux, la direction technique du Conseil s'est adjoint les services d'un ingénieur-conseil. Ce dernier a réalisé et exploité, avec le concours de la société SCM, un logiciel informatique dénommé Algocast qui lui a permis de conduire des analyses pour évaluer, en relation avec les représentants de la profession, les possibilités de différents scénarios de planification proposés. Un marché a également été passé avec une société extérieure, Silicom, pour évaluer les possibilités d'optimisation des méthodes de planification.

La consultation publique

Ainsi que le prévoit la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, modifiée par la loi du 9 juillet 2004, le CSA a décidé, lors de son assemblée plénière du 12 octobre 2004, de procéder à une consultation publique relative à l'aménagement du spectre hertzien et à l'élaboration d'un nouveau plan de fréquences pour la radio MF en France.

L'article 105-I de la loi précitée dispose en effet que : « *Le Conseil supérieur de l'audiovisuel procède, dans les trois mois suivant la date de publication de la loi n° 2004-669 du 9 juillet 2004 relative aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle, à une consultation contradictoire relative, d'une part, à l'aménagement du spectre hertzien et à l'élaboration d'un nouveau plan de fréquences en vue d'un développement optimal de la diffusion radiophonique sur le plan national et, d'autre part, à l'optimisation de la diffusion et de la couverture des services associatifs, locaux, régionaux et thématiques indépendants. Il rend publiques les conclusions de cette consultation* ».

La date limite de réponse à cette consultation était fixée au 31 janvier 2005.

Le Conseil a reçu 28 contributions provenant essentiellement d'organisations professionnelles, d'éditeurs et de diffuseurs. Les contributions ont été publiées sur le site internet du CSA. Toutefois, certaines parties des réponses à la consultation ont été déclarées confidentielles par leur rédacteur et, par conséquent, n'ont pas fait l'objet d'une publication sur le site du Conseil.

Une synthèse des contributions a été effectuée par le groupe de travail « FM 2006 ».

Réunion de l'ensemble des contributeurs

Afin de respecter le caractère contradictoire de la consultation publique, une réunion en présence de l'ensemble des contributeurs a été organisée le 2 juin 2005. La synthèse élaborée par le CSA a été présentée puis approuvée par les

contributeurs. La société Silicom a également exposé l'état d'avancement de ses travaux.

Le compte rendu de la réunion du 2 juin avec les contributeurs est disponible sur le site du CSA.

Création de groupes de travail avec les opérateurs

À l'issue de la réunion du 2 juin, M. Philippe Levrier a précisé les deux grands chapitres qui devaient être développés dans le cadre de groupes de travail organisés par le CSA réunissant les représentants des opérateurs et la Direction du développement des médias (DDM) :

- les méthodes de planification devant aboutir au plan de fréquences ;
- le calendrier des appels à candidatures compte tenu des évolutions de la loi et de la jurisprudence récente.

Ces deux sujets ont été traités dans le cadre de deux groupes de travail : un groupe technique et un groupe administratif chargés d'organiser la concertation. Le premier groupe a examiné les pistes d'optimisation recensées dans le cadre des contributions de la consultation contradictoire et a été également chargé d'organiser le suivi de l'étude Silicom.

Le second groupe a organisé la concertation permettant de préparer le calendrier d'appel à candidatures. La question des modalités de permutation de fréquences a également été traitée dans le groupe administratif.

Clôture de la procédure contradictoire

Lors de son assemblée plénière du 26 juillet 2005, le CSA a prononcé la clôture de la phase de consultation publique contradictoire et a décidé de passer à une phase opérationnelle.

Réunion des groupes de travail

Le groupe de travail technique s'est réuni six fois entre le 30 juin et le 15 décembre 2005, et le groupe administratif une fois. La réunion du groupe administratif a eu pour objet d'informer de manière complète les opérateurs des nouvelles procédures et du calendrier des appels. Les questions d'ordre administratif ont été ensuite traitées en fin de réunion du groupe technique.

Au cours des réunions du groupe technique, les pistes d'optimisation identifiées par le Conseil à l'aide d'Algocast se sont confirmées : resserrement des réseaux historiques de Radio France, utilisation généralisée du relâchement de la protection contre les brouillages entre fréquences diffusant le même programme, restructuration du haut de la bande à partir de 107,3 MHz. Ces différentes pistes ont été mises en œuvre dès les premiers plans de fréquences établis à la fin de 2005 et au début de 2006 (cf. *infra*) et ont permis d'aboutir à des gains substantiels de fréquences.

Dès le début 2006, la mission du groupe technique a évolué vers une instance de concertation dans le cadre des consultations publiques préalables aux lancements des appels généraux. Celle-ci permet au Conseil d'affiner l'élaboration des plans de fréquences en fonction des attentes des opérateurs.

L'outil de planification

La modernisation des moyens de planification des fréquences du CSA constituait l'une des missions principales du groupe de travail « FM 2006 ». Les outils de planification étant communs en matière de radio et de télévision, les fruits de cette modernisation bénéficieront à tous les services de gestion des fréquences du Conseil.

La direction des technologies a choisi un outil de planification moderne alliant une base de données et un outil d'estimation de couverture radioélectrique. Cet outil permet notamment de présenter les calculs de couverture radio-

électrique et de brouillage sur des fonds de carte afin de mieux appréhender les différents phénomènes agissant sur la planification des fréquences (relief, diagramme d'antenne, influence des autres émetteurs...).

Cependant, la mise en place d'un tel système est complexe. En effet, au-delà des évolutions apportées par les nouvelles fonctionnalités de calcul et d'interrogation des données, la société retenue pour ce marché doit faire migrer l'ensemble des données existantes et vérifier la qualité du transfert. Ces données reprennent l'historique des paramètres technico-administratifs des fréquences autorisées par le Conseil (plan de fréquences, fréquences temporaires, programmes autorisés, droits internationaux...). La migration des données actuelles est par conséquent un point clé de l'évolution vers ce nouvel outil.

La mise en service du nouvel outil interviendra dans le courant de l'année 2006.

Les premiers plans « FM 2006 »

Les deux premières régions concernées par le projet « FM 2006 » sont le Languedoc-Roussillon et la Corse. L'échéance des autorisations et la nouvelle procédure d'appel aux candidatures ont contraint les équipes de planification à aborder ces deux plans, qui ont été adoptés par le Conseil le 31 janvier 2006, avant la mise en œuvre du nouvel outil de planification.

Cependant, les équipes nécessaires ont été mobilisées sur ces deux premiers plans et les principes techniques validés par les groupes de travail « FM 2006 » ont été appliqués afin d'optimiser l'utilisation du spectre MF. Les diffusions isofréquence entre Sète et Montpellier ont été généralisées, la création de fréquences à contrainte de programme a permis de libérer de nouvelles ressources radioélectriques. Enfin, certaines fréquences du service public ont été réaménagées afin de dégager de nouvelles fréquences.

Le groupe de travail technique avec les opérateurs a souhaité poursuivre ses réunions régulières afin de dialoguer sur les projets techniques en cours d'élaboration. Ces réunions permettront de réaliser un travail constructif en adéquation avec la réalité du terrain. Le groupe de travail réunit les différents acteurs (radios privées, publiques, associatives, les diffuseurs, la DDM...) et est ouvert à tout nouveau participant, l'égalité de traitement est ainsi garantie.

Le calendrier et la nouvelle procédure

L'organisation du calendrier répond à la nouvelle organisation des appels aux candidatures et aux échéances des autorisations. Compte tenu des modifications apportées à la procédure par la loi du 9 juillet 2004, le Conseil lance une consultation publique puis l'appel aux candidatures. L'appel aux candidatures intègre désormais le plan de fréquences. Enfin, les autorisations sont délivrées dans un délai de huit mois à compter de la date de clôture de réception des déclarations de candidatures.

Dans cinq régions, le Conseil a décidé, en application de l'article 138 de la loi du 9 juillet 2004, de proroger les autorisations pour une durée de deux ans. Les CTR concernés sont ceux de Dijon, de Marseille (région PACA), de Nancy (Champagne-Ardenne), de Poitiers et de Caen.

Le lancement des appels aux candidatures métropolitains s'étalera entre janvier 2006 pour les premiers d'entre eux (Languedoc-Roussillon/Corse), jusqu'à juin 2007, pour le dernier (Lille).

Un calendrier prévisionnel des consultations publiques et des appels aux candidatures a été publié sur le site internet du CSA le 30 décembre 2005. (cf. Chapitre III – Les radios/Les appels généraux).

À la fin de l'année 2005, considérant qu'il avait achevé sa mission de préparation des « appels généraux », le Conseil a décidé de mettre fin aux travaux du groupe « FM 2006 ».

RADIO DATA SYSTEM (RDS) ET SOUS-PORTEUSES

La radio traditionnelle en MF peut offrir des services complémentaires grâce à l'adjonction d'une sous-porteuse au signal de base. Ces informations sont juxtaposées au signal sonore et l'ensemble est diffusé par une seule et même fréquence.

Un tel système a été normalisé sous le nom de RDS (Radio Data System) ; il est désormais largement répandu en émission et le parc de récepteurs équipés du RDS augmente chaque année.

- les services d'information « stables », pour lesquels les données ne changent pas ou rarement (nom de programme, données d'aide à l'accord du récepteur, identification de programme) ; ils peuvent être reçus et exploités par l'autoradio quels que soient l'endroit et l'instant ;

- les services « dynamiques », directement liés à une émission du programme (par exemple, identification des débuts et fins des messages routiers).

Le Conseil, pour ce qui le concerne, autorise l'utilisation de certains des codes caractérisant le système RDS et affecte en outre un code spécifique (code « PI », d'identification de programme).

Il a ainsi autorisé 39 réseaux nationaux et 840 réseaux régionaux dont les différents codes et zones de couverture sont donnés en annexe.

4. LA CONCERTATION TECHNIQUE SUR LA TÉLÉVISION NUMÉRIQUE ET LES EXPÉRIMENTATIONS

> La Commission technique d'experts

La Commission technique d'experts (CTE-Numérique) animée par le directeur des technologies du CSA et forte aujourd'hui de plus de cent cinquante participants, implique tous les acteurs de l'audiovisuel : opérateurs techniques, industriels, éditeurs et distributeurs de services, régulateurs et ministères concernés (ministère de l'Industrie – DGE, ANFR DDM, ministère du Logement...). Cette commission prend la suite de la CTE-TNT, dans le cadre plus large des sujets qui ont un enjeu de régulation (ressource spectrale rare, signalisation, choix des normes, etc.) tels que l'efficacité du MPEG-4, la télévision sur mobile et la haute définition. Elle se réunit régulièrement en vue d'approfondir les aspects techniques de la TNT et d'assurer une mise en œuvre de celle-ci dans de bonnes conditions. En 2005, la commission d'experts s'est réunie en session plénière à trois reprises, portant à 25 le nombre de réunions tenues depuis la création de la CTE-TNT.

Début 2005, le groupe de travail qui se consacre aux problèmes liés à la réception des chaînes en clair a traité les problèmes techniques constatés lors du pré-déploiement afin que le lancement de la TNT le 31 mars 2005 s'effectue dans les meilleures conditions possibles : cohérence et rationalisation de la signalisation permettant le bon fonctionnement des adaptateurs de la TNT et une prise en compte des décrochages régionaux concernant plus spécifiquement France 3 au démarrage de la TNT.

Un nouveau sous-groupe de la commission a été créé pour étudier l'efficacité de la compression MPEG-4 par rapport au MPEG-2.

Le CSA a mené au sein du sous-groupe de la commission chargé de cette question des réflexions sur les modalités de mise en œuvre des téléchargements pour la mise à jour des décodeurs TNT dont il est bien conscient qu'ils sont nécessaires. À la suite de ces travaux, notamment sur la définition du téléchargement, le CSA a autorisé l'ATH, l'association en charge de la gestion des téléchargements, à utiliser une ressource spectrale de 20 kbits/s sur chaque multiplex, sans en conditionner l'utilisation à la seule correction d'erreurs.

Le sous-groupe traitant de la signalisation sur la TNT a entrepris la mise à jour du profil de signalisation, document référencé dans les conventions des éditeurs de services autorisés de la TNT, afin que le mécanisme spécifique de la signalisation des téléchargements y soit intégré.

> Les expérimentations

TNT En juillet, les sociétés Canal+ et TPS ont été autorisées à procéder, sur les émetteurs de leur multiplex respectif, à la diffusion expérimentale d'un flux vidéo de leurs programmes en MPEG4, jusqu'au démarrage des chaînes payantes de la TNT devant intervenir au plus tard le 1^{er} mars 2006.

Début septembre, la société TDF a été autorisée à effectuer, jusqu'au 31 décembre 2005, des expérimentations de télévision numérique terrestre dans la zone de la technopole de Sophia-Antipolis (Alpes-Maritimes), dans le cadre du projet européen Daidalos.

TÉLÉVISION SUR LES MOBILES

Le Conseil a autorisé, le 13 septembre 2005, quatre expérimentations de télévision en mobilité en région parisienne, pour des durées allant de six à neuf mois, et réalisées en DVB-H (Digital Video Broadcasting – Handheld) pour les trois premières et dans la norme T-DMB (Terrestrial – Digital Multimedia Broadcasting) pour la quatrième. Une telle démarche coordonnée est, à ce jour, sans précédent.

Quatre ensembles de sociétés sont concernés par ces autorisations :

- un consortium coordonné par TDF dispose de la moitié de la capacité du canal 37 pour des émissions en DVB-H, pour une durée de neuf mois à partir du 15 septembre 2005 ;
- un consortium coordonné par TPS dispose de l'autre moitié du canal 37, en DVB-H également, pour la même période ;
- le troisième consortium, coordonné par Canal+, dispose sur le canal 29 d'une capacité équivalente à chacun des précédents, en DVB-H, pour la même période ;
- enfin, le quatrième consortium, constitué par TFI et VDL, utilisera un canal VHF pour une expérimentation en T-DMB d'une durée de six mois, débutant le 15 octobre 2005.

Ces quatre groupements ont été autorisés à diffuser un ensemble de programmes de radio ou de télévision ayant déjà fait l'objet de conventions avec le Conseil. Dans l'éventualité où de nouveaux programmes seraient créés à l'occasion de ces tests, ils devront préalablement recevoir l'agrément du Conseil.

Les sociétés autorisées seront également tenues de faire un point trimestriel d'avancement avec les services du Conseil, pendant toute la durée de leurs expérimentations. Toutes deux seront diffusées sur des canaux numériques

réservés pour des utilisations permanentes, dont le Conseil reprendra la disponibilité à l'issue des expérimentations.

Par ailleurs, les sociétés coréennes KBS, MBC et SBS ont été autorisées à procéder, du 9 au 15 avril 2005, à des démonstrations de diffusion en DMB (Digital Multimedia Broadcasting) dans le cadre du MIP-TV à Cannes (Alpes-Maritimes).

La société Qualcomm a, pour sa part, été autorisée à procéder à une expérimentation de diffusion de télévision sur mobile utilisant sa technologie propriétaire MediaFLO, en bande UHF, lors du salon Idate en novembre 2005.

Enfin, le Conseil a autorisé le CNES (Centre national d'études spatiales) à procéder à la diffusion expérimentale d'informations culturelles et touristiques à destination des voyageurs de transports en commun de l'agglomération lilloise à la fin 2005, sur un flux T-DAB en bande L.

5. LA COORDINATION DES FRÉQUENCES

> Coordination pour la télévision et la radio

Les fréquences de radiodiffusion mises en service ou modifiées en France doivent faire l'objet de coordinations préalables avec les administrations étrangères. De leur côté, les pays étrangers consultent l'administration française sur leurs projets. Les travaux relatifs à la coordination internationale des fréquences sont menés en liaison avec l'Agence nationale des fréquences qui est responsable de la coordination internationale des fréquences aux frontières et de celle des systèmes de télécommunications par satellite. En 2005, le nombre des consultations françaises auprès des administrations a été de :

- 60 en radio à modulation de fréquence (MF) ;
- 2 en modulation d'amplitude ;
- 203 en télévision analogique, dont 70 pour les réaménagements de fréquences analogiques nécessaires à la mise en place de la TNT ;
- 50 en télévision numérique.

Les demandes venues de l'étranger se sont élevées à :

- 180 pour la MF ;
- 2 pour la modulation d'amplitude ;
- 55 pour la télévision analogique ;
- 323 pour la télévision numérique.

Ces demandes sont étudiées et des projets de réponse sont adressés à l'ANFR pour transmission aux administrations des pays concernés. En 2005, la plupart des dossiers de coordination pour la radio MF et pour la télévision analogique ont été traités par courrier. Pour la télévision numérique, le nombre de dossiers et les problèmes qu'ils soulevaient ont nécessité l'organisation de réunions de coordination avec les administrations des pays voisins concernés.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise à jour du « fichier de référence » des stations de télévision en prévision de la CRR06, le CSA a fait enregistrer 280 fréquences de télévision dans les fichiers du Bureau des radiocommunications de l'UIT, et a fait retirer 691 assignations de fréquences qui n'étaient plus en service.

Conformément à l'article 14 de la loi du 26 juillet 1996 de réglementation des télécommunications, le CSA ne peut autoriser l'implantation d'une station

d'émission de radio ou de télévision qu'après avoir recueilli l'avis de l'Agence nationale des fréquences. Dans ce cadre, en 2004, 510 projets de stations ont fait l'objet de demandes d'avis à l'ANFR.

> Autre type de coordination

S'agissant des réseaux indépendants de télécommunications utilisant des lignes de transport d'énergie électrique à haute tension dans le cadre de l'arrêté du 15 février 1999, 12 demandes d'établissement de liaisons ont été étudiées par le Conseil. Aucune liaison n'a fait l'objet d'un désaccord.

6. LA PROTECTION DE LA RÉCEPTION ET LE CONTRÔLE DU SPECTRE

L'article 22 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée confie au Conseil la mission de contrôler l'utilisation des fréquences dont il assure la gestion et de prendre les mesures nécessaires pour assurer la bonne réception des signaux de radiodiffusion sonore et de télévision.

> La protection de la réception

En 2005, 12 694 enquêtes (contre 11 240 en 2004) ont été effectuées en matière de réception radio et TV à la suite de réclamations des usagers. Ces enquêtes ont été réalisées, pour la radio, par les attachés techniques placés auprès des comités techniques radiophoniques (CTR) et, en matière de réception TV, par TDF dans le cadre d'un marché de prestation de service et par l'ANFR dans le cadre d'une convention expérimentale pour l'Alsace et une partie de la Lorraine. La faible augmentation du nombre de réclamations est à souligner malgré une augmentation de l'occupation du spectre avec la mise en service de la télévision numérique terrestre en 2005.

Télévision

La grande majorité des réclamations dont est saisi le Conseil sont relatives à une mauvaise réception des programmes de télévision. Sur un total de 12 694 réclamations enregistrées en 2005 :

- 482 concernent les ondes métriques ;
- 5 618 concernent les ondes décimétriques.

LES DIFFÉRENTES CAUSES DE PERTURBATION

Installations de réception perturbatrices

10 % des perturbations sont dues aux rayonnements d'antennes actives qui sont à même d'engendrer une perturbation pouvant aller jusqu'à plusieurs centaines de mètres autour de l'objet perturbateur. Ces appareils ne répondent pas aux exigences des normes européennes.

**Installations
non conformes**

33 % des enquêtes ont eu pour origine en 2005 la non-conformité des installations. Une procédure a ainsi été mise en place à compter du 1^{er} janvier 2006 pour inviter le plaignant à prouver préalablement la conformité de son installation.

GSM

En 2005, 1,5 % des enquêtes concernent cette rubrique. Cette gêne n'est pas due à une perturbation située à l'intérieur des bandes allouées au CSA mais à une gêne de proximité qui entre dans le domaine de la CEM (compatibilité électromagnétique).

Le CSA demande aux usagers de la radio et de la télévision dont les récepteurs sont perturbés, de s'adresser à leur antenniste afin de s'assurer que leurs installations sont conformes aux normes en vigueur. En effet, beaucoup d'installations de réception se révèlent non conformes aux normes et sont en conséquence vulnérables aux perturbations radioélectriques engendrées par les stations de base des radiotéléphones.

Un certain nombre de plaintes sont d'ailleurs non répertoriées dans les statistiques. En effet, des plaignants interviennent directement auprès des opérateurs GSM qui fournissent des filtres pour les installations de réception perturbées.

Le déploiement du réseau Acropole du ministère de l'Intérieur est sujet au même type de conséquences et de traitement.

**Réaménagement des
fréquences analogiques
au profit de la TNT**

En 2005, 0,5 % des enquêtes concernent des problèmes de réception consécutifs aux réaménagements de fréquences des chaînes de télévision dans le cadre du déploiement de la télévision numérique terrestre.

Le décret n° 2003-620 du 4 juillet 2003, relatif à la répartition et au préfinancement du coût des réaménagements des fréquences précise les conditions dans lesquelles sont prises en charge les dépenses liées à l'intervention de prestataires de services chez les particuliers pour assurer la continuité de la réception des programmes de la télévision hertzienne terrestre en mode analogique. Ces opérations font l'objet d'une convention entre le groupement d'intérêt économique GIE Fréquences, visé à l'article 7 du décret, et l'Agence nationale des fréquences.

Autres cas**Énergie électrique**

1 % des perturbations identifiées.

La réparation de la perturbation implique que le perturbateur installe sur son équipement un dispositif d'anti-parasitage, souvent complexe à réaliser.

Perturbations atmosphériques

3 % des causes.

Ce phénomène se produit périodiquement dans le courant de l'année dans certaines conditions météorologiques bien connues.

Les perturbations identifiées liées à des phénomènes de propagation exceptionnelle consécutifs à une chaleur particulièrement forte durant l'été n'ont pas été la cause de réclamation en 2005.

Sources de brouillage non observées

19 % du total.

Dans ce cas, les techniciens mandatés par le CSA ne constatent pas de perturbation lors de leur enquête.

Radio

RADIOS EN MODULATION D'AMPLITUDE

Les réclamations concernant la réception de stations de radiodiffusion sonore en modulation d'amplitude représentent environ une cinquantaine de dossiers.

Les perturbations sont essentiellement provoquées par des installations électriques utilisées dans les milieux industriels (commandes à thyristors ou à diodes, lampes à fluorescence...), commerciaux ou artisanaux (enseignes lumineuses, tours, scies...) ou domestiques (clôtures électriques, variateurs de lumière, chaudières...).

Les perturbations sont le plus souvent dues à des matériels d'importation dépourvus de dispositifs d'antiparasitage ou à des matériels français ou européens ne respectant plus que partiellement les normes d'antiparasitage.

En effet, les industriels et les importateurs pensent, à tort, que le public n'écoute plus que les radios en modulation de fréquence. Or, celles-ci sont beaucoup moins sensibles aux perturbations que les radios émettant en modulation d'amplitude.

RADIOS EN MODULATION DE FRÉQUENCE

Les perturbations rencontrées en modulation de fréquence sont généralement produites par des brouillages provenant d'autres émetteurs MF, ainsi que par des installations de réception ne respectant pas les normes en vigueur. Le nombre des réclamations en 2005, principalement traitées par les attachés techniques régionaux des CTR, est stable et a donné lieu à environ 135 enquêtes.

CB

Le nombre des réclamations concernant la CB régresse toujours, avec 30 réclamations pour l'année 2005.

La procédure mise en place par le ministère des Postes et Télécommunications en mars 1994 en matière de contrôle et de traitement des brouillages relatifs aux postes CB est toujours en vigueur. Elle demande aux usagers de la radio et de la télévision dont les récepteurs sont perturbés de s'adresser à leur antenne afin de s'assurer que leurs installations sont conformes aux normes en vigueur.

Si après vérification par un professionnel, les gênes subies se poursuivent, il appartient aux usagers de déposer une plainte. Ces derniers peuvent cependant solliciter l'intervention des services du Conseil à la condition de faire parvenir un document établi par un professionnel, installateur d'antenne, attestant de la conformité de l'installation perturbée aux normes en vigueur.

Cette procédure a permis de diminuer le nombre des interventions des agents mandatés par le Conseil. En effet, beaucoup d'installations de réception se sont révélées non conformes aux normes et sont, de ce fait, bien plus vulnérables aux perturbations radioélectriques causées par l'utilisation de postes CB.

> La normalisation des équipements perturbateurs

Afin d'agir en amont, et à titre préventif, sur les différentes sources de perturbations, le Conseil agit, dans le cadre des organismes de normalisation compétents (Union internationale des télécommunications, Conférence européenne des administrations des postes et des télécommunications, Commission électro-

technique internationale, Comité international spécial des perturbations radio-électriques, Institut européen des normes de télécommunications) afin que le pouvoir perturbateur des équipements électriques et électroniques soit limité aux valeurs nécessaires pour assurer une réception correcte des émissions de radio et de télévision. Le développement des systèmes de communication, notamment à large bande, conduit à l'émergence d'un grand nombre de systèmes susceptibles de perturber la réception des programmes de radio et de télévision.

> Immeubles brouilleurs

L'article L.112-12 du code de la construction et de l'habitation prévoit les conditions dans lesquelles peut être assurée la résorption des zones d'ombre « artificielles », c'est-à-dire occasionnées par l'édification de constructions.

La mise en place des dispositifs techniques nécessaires est effectuée sous le contrôle du Conseil, lequel peut, en cas de carence du propriétaire ou du constructeur gêneur, mettre celui-ci en demeure de réaliser les installations. Si cette mise en demeure n'est pas suivie d'effet dans un délai de trois mois, le Conseil peut saisir le président du tribunal de grande instance compétent pour en obtenir l'exécution.

L'article L.112-12 est d'application très étendue :

- il concerne tout obstacle à la réception bâti des mains de l'homme (immeubles de grande hauteur, notamment) et ce, quelle que soit la date d'obtention du permis de construire ;
- il est d'ordre public ;
- il laisse le plus large choix quant aux modalités techniques de résorption de la zone d'ombre.

Dans les faits, lorsqu'une plainte arrive au Conseil, une enquête est demandée aux prestataires du CSA. Ces services effectuent une expertise et proposent aux différentes parties une solution. Dans 95 % des cas, l'instruction du dossier par ces prestataires permet de résoudre le problème à l'amiable.

À noter que dans le traitement de ce type de réclamation, il apparaît des cas issus de l'implantation d'éoliennes. Les perturbations dues à ces dernières proviennent de leur capacité à réfléchir et diffracter les ondes électromagnétiques. Le rayon réfléchi ou diffracté va se combiner avec le trajet direct allant de l'émetteur vers le récepteur et potentiellement créer une interférence destructive, c'est-à-dire une altération du signal utile. C'est un phénomène assez général qui peut se produire aussi dans le cas de la présence d'un immeuble ou d'un hangar de grande taille, notamment lorsque des métaux sont utilisés dans la construction du bâtiment.

Toutefois, dans le cas des éoliennes, il existe deux facteurs aggravants. En premier lieu, elles sont, par nature, installées dans des zones dégagées et sur des pylônes élevés. En second lieu, leurs pales représentent une surface importante et contiennent souvent des éléments conducteurs, ce qui accroît leur capacité à réfléchir les ondes radioélectriques.

S'ajoute à cela le fait que les pales des éoliennes, en tournant, vont générer une variation en amplitude du signal brouilleur. La plupart des récepteurs ont alors plus de difficultés à discriminer le signal brouilleur du signal utile. Enfin, en plus de cette modulation d'amplitude, la rotation des pales crée aussi, par effet Doppler, une modulation de la phase du signal.

Sur un poste de télévision par exemple, la dégradation de l'image se manifeste par un effet de pompage plus ou moins prononcé en fonction de l'orientation des pales ou encore par des images fantômes.

> Le contrôle des émissions de radiodiffusion

Grâce aux attachés techniques régionaux (ATR), le Conseil peut contrôler avec une grande efficacité les conditions d'émission des radios privées et détecter rapidement celles qui ne sont pas autorisées.

En ce qui concerne les radios autorisées, les mesures techniques sur le terrain permettent de vérifier :

- les fréquences d'émission ;
- l'identification du programme sonore ;
- le site d'émission ;
- la puissance apparente rayonnée (PAR) et les contraintes de rayonnement ;
- la déviation de fréquence ;
- les rayonnements non essentiels.

Ces mesures, de l'ordre de 2 400 par an, sont réalisées dans un premier temps par l'ATR du comité technique radiophonique. Après analyse des premiers résultats obtenus, une demande peut en cas de besoin être faite en vue d'effectuer des mesures avec des moyens plus importants qui sont commandés soit à TDF, soit, depuis 2001, à l'Agence nationale des fréquences.

À la suite de ces mesures, des procès-verbaux sont dressés par des agents assermentés du Conseil sur les conditions techniques d'exploitation des radios. Ces procès-verbaux ont conduit à procéder en 2005 à 21 mises en demeure.

Ce faible nombre est le résultat d'un dialogue permanent établi entre les ATR et l'ensemble des opérateurs, qui porte notamment sur le respect de paramètres techniques permettant une bonne réception des radios.

III. les **autorisations**, **conventions** et **déclarations**



III. les autorisations, conventions et déclarations



La délivrance des autorisations d'émettre et la conclusion des conventions avec les services de télévision ou de radio constituent des missions essentielles du Conseil car, d'une part, elles influent sur l'offre de services et de programmes dont peut disposer le téléspectateur ou l'auditeur, et d'autre part, elles déterminent les engagements des opérateurs et conditionnent ainsi le contrôle qui sera exercé par la suite.

Ces missions du Conseil s'exercent dans un cadre législatif qui diffère selon que les services sont ou non en diffusion hertzienne.

En effet, les services de radio ou de télévision diffusés en mode hertzien terrestre (analogique ou numérique) se voient délivrer une autorisation qui intervient au terme de plusieurs étapes préalables : la ressource en fréquences disponible fait dans un premier temps l'objet d'un appel aux candidatures pour lequel les candidats à l'utilisation de cette ressource adressent au CSA des dossiers sur leur projet. Une fois la liste des candidats recevables arrêtée, le Conseil procède à une présélection des candidats retenus avec lesquels il négocie une convention. Après signature de la convention, il délivre aux candidats les autorisations d'émettre. La durée des autorisations initiales ne peut excéder dix ans en télévision et cinq ans en radio analogique. Ces autorisations peuvent être reconduites hors appel aux candidatures deux fois et chaque fois pour une durée de cinq ans en radio, une fois pour une durée maximale de cinq ans en télévision. Les choix du Conseil, tant pour la délivrance des autorisations que pour leur reconduction, se font selon les critères issus de la loi du 30 septembre 1986 modifiée qui définit de manière détaillée les principes et les éléments dont le Conseil doit tenir compte.

En revanche, pour les services de télévision et de radio autres que hertziens disponibles sur le câble, le satellite, l'ADSL, internet... (la loi du 9 juillet 2004 qui a modifié la loi du 30 septembre 1986 parle de « services de radio et de télévision distribués par les réseaux n'utilisant pas des fréquences assignées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel »), la loi ne prévoit pas de délivrance d'autorisation et d'appels aux candidatures, mais seulement une procédure de conventionnement avec le CSA (ou de déclaration si le budget annuel de ces services est inférieur à 75 000 € en radio, à 150 000 € en télévision). La différence de régime avec les services hertziens résulte de la rareté de la ressource hertzienne.

La loi du 9 juillet 2004, qui a modifié la loi du 30 septembre 1986, a instauré de nouvelles modalités de mise en œuvre de la mission du Conseil en matière d'autorisation, de conventionnement et de déclaration, et, ce faisant, a modifié le champ et les procédures de l'instruction menée par la direction des opérateurs audiovisuels du Conseil.

Cette loi a ainsi introduit, en son article 31, la procédure d'une consultation publique préalable au lancement d'un appel aux candidatures si « les décisions d'autorisation d'usage de la ressource radioélectrique sont susceptibles de modifier de façon importante le marché en cause ». Utilisée à plusieurs reprises au cours de l'année 2005, tant en radio qu'en télévision, cette procédure permet d'exercer la régulation d'une manière plus proche encore des acteurs, qui peuvent ainsi faire préalablement part de leurs réflexions et de leurs attentes. Ce recueil de points de vue s'avère particulièrement important sur des questions nouvelles et dans un contexte de mutations du paysage audiovisuel, les acteurs adaptant leur stratégie et leurs structures à ces évolutions, ce dont le CSA doit tenir compte.

Par ailleurs, la délivrance des autorisations doit désormais intervenir dans un délai de huit mois à compter de la date de clôture de réception des déclarations de candidature. Cette nouvelle disposition a nécessité une réflexion en amont sur les méthodes de travail. Cette réflexion s'avérait particulièrement importante pour la radio, alors que les autorisations portant sur 57 % du total des fréquences MF affectées aux stations privées arriveront à échéance d'ici à 2008 et conduiront le Conseil à lancer 13 appels aux candidatures entre janvier 2006 et juin 2007. Une fois arrêtées les nouvelles méthodes, le Conseil a eu le souci d'en informer les acteurs de la radio afin de leur donner plus de visibilité sur le calendrier et les procédures, à la fois par la publication d'un dossier sur le site internet du CSA et au moyen d'actions d'information menées par les comités techniques radiophoniques dans leur ressort géographique.

La nouvelle procédure de déclaration pour les services ayant un budget inférieur à 150 000 € (télévision) ou 75 000 € (radio), les nouvelles modalités de déclaration de l'offre des distributeurs, l'élargissement du champ de compétences du Conseil sur des supports autres que le câble et le satellite (internet, ADSL, mobiles, etc.) ont également nécessité l'élaboration de procédures renouvelées.

L'évolution rapide du paysage audiovisuel avec l'introduction et le développement de nouvelles technologies et l'apparition de nouveaux modes de réception de la télévision ou de la radio nécessite ainsi, plus que jamais, une adaptation constante des méthodes de régulation, en concertation avec l'ensemble des opérateurs.

I. LA TÉLÉVISION HERTZIENNE TERRESTRE ANALOGIQUE

> Les télévisions nationales

RÉAMÉNAGEMENTS DE FRÉQUENCES

Les réaménagements de fréquences analogiques destinés au déploiement de la télévision numérique de terre ont concerné l'ensemble des chaînes nationales.

Le Conseil a autorisé le 11 janvier 2005 les chaînes TF1 et France 2 à procéder à l'arrêt momentané de leur diffusion sur les émetteurs de Cazarilh (Hautes-Pyrénées), Vinay (Isère), et Entremont-le-Vieux 3 et 4 (Savoie). Les deux chaînes ont en effet proposé, à l'occasion des réaménagements de fréquences analogiques, des solutions alternatives permettant aux foyers desservis par ces émetteurs de continuer à recevoir leur programme.

Dans le cadre du réaménagement des fréquences analogiques :

- de nouvelles fréquences ont également été attribuées le 1^{er} février 2005 à TF1 (à Bourgoin-Jallieu - Isère), à France 2 (à Jujurieux - Ain, à Chambost-Allières et Tarare - Rhône), ainsi qu'à France 3 (à L'Arbresle - Rhône) [décision publiée au *Journal officiel* du 1^{er} mars 2005] ;
- le Conseil a attribué le 30 mars 2005 de nouvelles fréquences aux chaînes TF1, France 2, France 3, France 5, Arte, M6 et TV8 Mont-Blanc [décision publiée au *Journal officiel* du 15 mai 2005] ;
- les sociétés France Télévisions et TF1 ont été autorisées le 10 mai 2005 à procéder à l'arrêt momentané de l'émetteur de Nescus-Bardios (Ardèche). Une autorisation similaire a été accordée à France Télévisions au sujet de l'émetteur de Bromont-Lamothe (Puy-de-Dôme).

Pour chacune des deux sociétés, le Conseil a maintenu au 15 juillet 2005 la date limite d'arrêt de la diffusion sur les anciennes fréquences. À l'issue de l'expérimentation, France Télévisions et TFI ont transmis au CSA un rapport détaillant, pour chacune des zones, les divers moyens mis en œuvre, le nombre d'installations de réception ayant fait l'objet d'une intervention ainsi que les documents remis aux téléspectateurs ou signés par eux ;

- de nouvelles fréquences analogiques ont été attribuées le 24 mai 2005 aux chaînes TFI, France 2, France 3, France 5, Canal+, Arte et M6. Certaines de ces fréquences ont été planifiées uniquement en vue d'éliminer d'éventuels brouillages produits par des émetteurs numériques pour les cas où la réorientation des antennes de réception des particuliers n'apporterait pas l'amélioration souhaitée ;
- le Conseil a autorisé le 26 juillet 2005 les sociétés TFI et France 2 à procéder à l'arrêt momentané de plusieurs émetteurs desservant de très faibles populations, sous réserve de fournir aux téléspectateurs un moyen de réception de substitution. Par ailleurs, d'autres nouvelles fréquences analogiques ont été attribuées le 26 juillet 2005 aux chaînes TFI, France 2, France 3, France 5, Canal+, Arte et M6 ;
- enfin, de nouvelles fréquences analogiques ont été attribuées le 18 octobre 2005 dans différentes régions aux chaînes TFI, France 2, France 3, France 5, Canal+, Arte et M6 (ainsi qu'à TLP Lubéron).

NOUVELLES CONDITIONS DE DIFFUSION

France 5 et Arte

France 5 et Arte ont été autorisées le 1^{er} février 2005 à modifier les conditions techniques de leur diffusion depuis le site de Bort-les-Orgues (Corrèze) [décision publiée au *Journal officiel* du 5 mars 2005].

M6

La chaîne M6 a été autorisée le 22 avril 2005 à utiliser une fréquence à Bort-les-Orgues (Corrèze) afin de résorber une zone d'ombre de l'émetteur d'Ussel-Meymac [décision publiée au *Journal officiel* du 26 mai 2005].

PROROGATION DE L'AUTORISATION DE CANAL+

En application de l'article 82 de la loi du 1^{er} août 2000, le Conseil a décidé le 22 novembre 2005 de proroger de cinq ans l'autorisation de la société Canal+ qui devait arriver à échéance le 5 décembre 2005, conformément au 1^{er} alinéa de l'article 82 de la loi précitée, Canal+ ayant été autorisée antérieurement à la publication de la loi du 1^{er} août 2000 ; elle a bénéficié d'une autorisation de reconduction hors appel aux candidatures et dispose d'une autorisation en vue de sa reprise intégrale et simultanée en mode numérique pour une couverture correspondant à terme au caractère national du service et délivrée à l'issue du premier appel aux candidatures concernant cette zone de couverture.

AVENANTS À LA CONVENTION DE CANAL+

Un projet d'avenant à la convention de la chaîne Canal+ a été adopté le 5 janvier 2005 et transmis pour signature à l'opérateur. Il intègre les dispositions des décrets n° 2004-1481 et 2004-1482 du 23 décembre 2004 sur la diffusion et la production des œuvres cinématographiques, notamment les modalités de la reconnaissance pour le service Canal+ de sa qualité de « service de premières exclusivités » (déterminée annuellement), ainsi que les éléments de la recommandation du CSA du 15 décembre 2004 sur la diffusion de programmes de catégorie V (avenant n° 6 publié au *Journal officiel* le 25 mars 2005).

Le 1^{er} mars 2005, le Conseil a adopté un projet d'avenant à la convention de Canal+ relatif au changement de dénomination de Canal+ Confort qui devient Canal+ Décalé (avenant n° 7 publié au *Journal officiel* du 28 juillet 2005).

Par ailleurs, le Conseil ayant autorisé les programmes Canal+ Cinéma et Canal+ Sport pour une diffusion en télévision numérique terrestre, la convention de Canal+ a été modifiée le 19 juillet 2005 par un huitième avenant (cf. point n° 2 du présent chapitre).

En dernier lieu, afin de prendre en compte l'engagement de la société Canal+, lors de sa candidature à l'appel publié par le CSA le 14 décembre 2004, de ne pas diffuser de programmes de catégorie V sur Canal+ Cinéma et sur Canal+ Sport, le Conseil a décidé le 8 novembre 2005 de modifier le septième alinéa de l'article 21 de la convention de Canal+ de la façon suivante :

« Catégorie V : sur Canal+ et Canal+ Décalé, la diffusion de ces programmes et de leurs bandes-annonces ne peut intervenir dans les parties en clair du programme, ni entre 5 h et 24 h. Le nombre de diffusions ou de rediffusions de tels programmes, chacun étant éventuellement accompagné d'un magazine court, ne peut excéder 40 diffusions ou rediffusions annuelles sur Canal+, ni 52 sur Canal+ Décalé.

La diffusion de programmes de catégorie V est interdite sur Canal+ Cinéma et sur Canal+ Sport ».

En outre, certaines stipulations conventionnelles applicables à la diffusion de messages publicitaires ont également été modifiées. Cet avenant n° 9 a été signé par l'opérateur et le CSA le 2 février 2006.

AUTORISATIONS EXCEPTIONNELLES

Canal+

La société Canal+ a saisi le CSA le 23 février 2005 d'une demande d'autorisation de diffuser la cérémonie des Césars en clair le samedi 25 février 2005. Le caractère tardif de la demande n'ayant pas permis d'examiner celle-ci préalablement à la retransmission de l'événement, le Conseil a décidé le 8 mars 2005 qu'une lettre serait adressée à la chaîne pour lui rappeler la nécessité de respecter un délai suffisant lorsqu'on le saisit de demandes de dérogation.

En raison du caractère humanitaire de l'opération, le Conseil a autorisé le 6 septembre 2005 la société Canal+ à diffuser en clair sur ses antennes, le vendredi 9 septembre entre 2 h et 3 h, le concert organisé aux États-Unis au profit des victimes du cyclone Katrina et intitulé *Shelter from the storm : a concert for the Gulf Coast*.

Le Conseil a toutefois demandé à Canal+ :

- de lui préciser les conditions dans lesquelles les téléspectateurs français seraient sensibilisés à la dimension humanitaire de cette retransmission et la manière dont leur concours financier serait éventuellement sollicité ;
- de veiller tout particulièrement, dès lors que la société Sony était l'organisatrice de ce concert, à ce que le déroulement de l'émission soit compatible avec les règles relatives à la publicité et au parrainage.

En application de l'article 23 de la convention de Canal+, le Conseil a autorisé le 18 octobre 2005 la chaîne à retransmettre en clair deux courses hippiques se déroulant entre 15 h et 16 h, *Le Grand National Trot* le 18 décembre 2005 et *Le Prix d'Amérique* le 29 janvier 2006, sous réserve qu'aucun écran publicitaire ne soit diffusé tout au long des plages d'émission ainsi ouvertes à titre exceptionnel.

> Les télévisions locales permanentes

Au 1^{er} janvier 2006, on dénombre 16 télévisions locales hertziennes terrestres en métropole. 10 d'entre elles couvrent des agglomérations importantes et 6 desservent des zones urbaines, une région d'habitat dispersé et des zones rurales. On peut identifier trois catégories de chaînes de télévision locales.

- Les chaînes de pays : ces chaînes ont pour trait commun de s'adresser à un public de pays, autrement dit une communauté présentant une cohésion géographique, culturelle, économique ou sociale ⁽¹⁾. Elles émettent sur un territoire étendu, homogène par son histoire, sa culture locale et ses caractéristiques économiques (pays de montagne, pays rural...). La chaîne TV 8 Mont Blanc diffusée en Savoie et Haute-Savoie, et TL7 Télévision dans la plaine du Forez (Loire) relèvent de cette catégorie.
- Les télévisions de proximité sont des télévisions « miroir » de la vie locale. Leur zone de desserte est restreinte et leurs moyens sont limités. Leur programmation est principalement constituée de reportages qui traitent de faits strictement locaux concernant la commune et ses environs. Les services Télé 102, Télé Sud Vendée et TLP Lubéron répondent à cette définition.
- Les chaînes d'agglomération : ces chaînes, qui s'adressent aux publics citadins, notamment dans les grandes villes, mettent l'information au centre de leur programmation, avec le journal du soir proposé avant les grands rendez-vous des chaînes nationales ou des décrochages de France 3 et de M6. S'articulant autour de ce journal, des magazines spécialisés visent à un public actif, jeune, engagé dans la vie économique, culturelle ou sportive locale. Le programme de douze heures de production propre en première diffusion hebdomadaire est multi-diffusé pour toucher le plus grand nombre de téléspectateurs à tout moment de la journée et de la soirée.

(1) À cet égard, la notion que le CSA retient pour qualifier les télévisions de chaînes de pays est proche de celle retenue dans la loi 95-115 du 4 février 1995, dans son titre II.

LES CHAÎNES LOCALES PRIVÉES EN MÉTROPOLE

16 CHAÎNES LOCALES PRIVÉES AUTORISÉES EN FRANCE MÉTROPOLITAINE AU 1/01/2006

Nom de la chaîne	Zone de diffusion	Autorisation d'origine	Fin d'autorisation
TLT	Toulouse	7 décembre 1987	18 novembre 2010
TLM	Lyon	11 juillet 1988	31 août 2006
Télé 102	Les Sables-d'Olonne (Vendée)	19 juillet 1999	19 juillet 2009
Télé Sud Vendée	Luçon (Vendée)	18 novembre 1999	1 ^{er} janvier 2010
Clermont 1^{ère}	Clermont-Ferrand	6 juin 2000	1 ^{er} juillet 2010
TV8 Mont-Blanc	Départements de Savoie et de Haute-Savoie	26 juillet 2000	1 ^{er} août 2010
TV7 Bordeaux	Bordeaux	26 juillet 2000	29 novembre 2010
Canal 32	Troyes	24 juillet 2001	30 septembre 2006
TL7	Département de la Loire	25 novembre 2003	31 décembre 2008
TLP Lubéron	Pays de Haute-Provence et du Lubéron	25 novembre 2003	30 novembre 2008
Nantes 7 TV Nantes Atlantique	Nantes (en canal partagé)	5 octobre 2004	31 octobre 2014
Télé Nantes	Nantes (en canal partagé)	5 octobre 2004	31 octobre 2014
Télé Miroir	Nîmes	17 mai 2005	16 mai 2015
Canal 8 Le Mans	Le Mans	11 juillet 2005	10 juillet 2015
TéléGrenoble	Grenoble	1 ^{er} septembre 2005	31 août 2015
LCM Marseille	Marseille	27 septembre 2005	26 septembre 2015
TouraineTélévision	Tours	14 février 2006	13 février 2016
Orléans TV	Orléans	14 mars 2006	13 mars 2016

LES CHÂÎNES LOCALES PRIVÉES PRÉSÉLECTIONNÉES EN FRANCE MÉTROPOLITAINE

Nom de la chaîne	Zone de diffusion	Date de l'appel aux candidatures	Date de présélection
7L Montpellier	Montpellier	25 novembre 2003	3 novembre 2004
Angers 7	Angers	27 janvier 2004	18 janvier 2005

Dix agglomérations disposent de chaînes de télévision propres à leur zone : Toulouse (Télé Toulouse ou TLT), Lyon (Télé Lyon Métropole ou TLM), Bordeaux (TV7), Clermont-Ferrand (Clermont 1^{ère}), Troyes (Canal 32), Nantes (Nantes 7, nouvelle dénomination de TV Nantes Atlantique et Télénantes, les deux services émettant sur un canal partagé), et, depuis 2005, Nîmes (Télé Miroir), Le Mans (Canal 8 Le Mans), Grenoble (TéléGrenoble) et Marseille (La Chaîne Marseille LCM).

La pratique de la multidiffusion d'un programme quotidien d'une durée variant entre une et deux heures est systématique sur ces chaînes. Leur souplesse de programmation et la légèreté de leur infrastructure présentent l'avantage de permettre une grande réactivité aux événements locaux. Dans les appels aux candidatures pour les zones précitées, le CSA a notamment fixé des obligations sur un minimum de production locale quotidienne et hebdomadaire assurée par la chaîne, déjà exigée dans les appels précédemment lancés. Le Conseil a en outre prévu la nécessité de réserver une part prépondérante aux émissions d'expression locale. Celles-ci doivent ainsi représenter plus de 50 % du temps total de diffusion du service. Par ailleurs, à partir du moment où des projets sont portés par des sociétés contrôlées par des organes de presse, le Conseil a introduit dans les conventions conclues avec les parties concernées des dispositions de nature à assurer le respect du pluralisme.

Ces télévisions locales bénéficient toutes d'une réelle notoriété, mais la mesure de leur audience demeure assez rare en raison du coût souvent incompatible avec la modicité de leur budget de fonctionnement. Toutefois, à la fin de l'année 2005, des premières mesures d'audience ont été effectuées par plusieurs chaînes d'agglomération.

Les chaînes ont pour point commun d'avoir connu jusqu'à présent des difficultés permanentes. Elles sont en effet confrontées à des marchés publicitaires restreints limitant leurs ressources, alors qu'elles doivent assurer quotidiennement la diffusion de programmes dont le coût est important même si elles font largement appel à la rediffusion.

Le Conseil doit accompagner la mise en place des télévisions locales afin qu'elles puissent trouver un équilibre économique dans un cadre juridique suffisamment souple. La viabilité des chaînes de proximité a été consolidée notamment par l'ouverture de la publicité télévisée à la grande distribution. Autorisée depuis le 1^{er} janvier 2004 sur leurs antennes, elle tend à favoriser l'arrivée de nouveaux annonceurs, dans des proportions certes difficiles à évaluer précisément aujourd'hui, mais qui semblent en constante progression. Par ailleurs, en janvier 2005, cinq chaînes couvrant des agglomérations importantes ont décidé de confier la commercialisation de leur espace publicitaire à une nouvelle régie, Télévision locales et régionales associées (TLR Associées) créée à l'initiative de deux groupes de presse (Socpresse et Hachette Filipacchi Média) et d'un certain nombre de chaînes locales. L'apport de nouvelles ressources publicitaires étant l'une des conditions qui garantiront, à terme, l'équilibre des télévisions locales, cette régie a vocation à vendre les écrans de publicité d'un maximum de chaînes.

C'est avec l'objectif de permettre la constitution d'une syndication publicitaire que le Conseil s'est employé à accélérer le calendrier de déploiement à court terme d'une vingtaine de télévisions locales analogiques d'agglomération ou de pays. Au cours de 2006, plus de vingt chaînes locales devraient donc être en fonctionnement en France métropolitaine à la suite des différents appels aux candidatures lancés durant les deux années précédentes. Ainsi, la création en 2006 de nouvelles chaînes locales à Orléans, Tours, Montpellier, Angers, Rennes, dans le département de la Vendée et en Haute-Corse viendra s'ajouter à celle des nouveaux services, qui est intervenue au cours de l'année 2005, à Nîmes, Le Mans, Grenoble et Marseille.

L'ÉVOLUTION DU CADRE LÉGISLATIF APPLICABLE AUX TÉLÉVISIONS LOCALES

La loi n° 2004-669 du 9 juillet 2004 relative aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle a notamment assoupli le cadre juridique antérieur par la suppression des contraintes liées à la composition du capital de l'éditeur d'une télévision locale hertzienne et par un allègement important des règles de cumul entre autorisations nationales et locales. En outre, les modalités d'intervention des collectivités locales ont été élargies afin de permettre à toutes les collectivités d'éditer et de financer des télévisions locales, notamment par le biais des sociétés d'économie mixte.

La loi du 9 juillet 2004 précitée a également modifié les conditions dans lesquelles peut être lancé un appel aux candidatures pour des services de télévision. Il est rétabli un article 31 qui prévoit que si les décisions d'autorisation d'usage de la ressource radioélectrique sont susceptibles de modifier de façon importante le marché en cause, le CSA doit procéder, préalablement au lancement des procédures prévues aux articles 29, 30, 30-1, 30-5 et 30-6 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, à une consultation publique.

LE DÉVELOPPEMENT DES CHÂÎNES LOCALES

En ce qui concerne la ressource analogique, le Conseil a décidé que des appels ponctuels pourraient encore être lancés au cours de l'année 2005 en vue de l'attribution de fréquences afin de répondre à des demandes exprimées, dans la mesure où deux conditions étaient réunies : en premier lieu, l'existence d'une fréquence analogique compatible avec les objectifs de déploiement de la télévision numérique terrestre et, en second lieu, l'existence d'une personne morale identifiée demandant le lancement d'un appel pour la zone concernée.

Par ailleurs, fin 2005, le Conseil a engagé une réflexion sur le devenir des autorisations relatives à des télévisions locales en mode analogique. Cette réflexion est entreprise dans un contexte qui réunit plusieurs éléments, le succès avéré de la télévision numérique terrestre, l'arrêt annoncé de la diffusion en mode analogique à une échéance relativement proche, différentes initiatives et annonces dans ce sens prises par les pouvoirs publics et les contraintes de gestion du spectre en période de coexistence de l'analogique et du numérique.

S'agissant de la ressource numérique terrestre, le CSA entend réserver une part de la ressource radioélectrique au bénéfice des télévisions locales, différents opérateurs potentiels appelant de leurs vœux une diffusion en mode numérique.

Ainsi, en réponse à la consultation publique que le CSA a lancée en février 2004 sur l'utilisation de la ressource radioélectrique du multiplex R5 qui, à ce jour, reste inoccupé, plusieurs dizaines de demandes d'appels aux candidatures en mode numérique hertzien pour des télévisions locales se sont exprimées. Compte tenu des demandes diverses pour l'utilisation des capacités disponibles sur le multiplex R5, le Conseil a souhaité prolonger la concertation avec les acteurs.

En outre, le Conseil a précisé sa position sur la gestion de la ressource radioélectrique, le 19 juillet 2005, à l'occasion de l'autorisation de 8 nouveaux services de télévision à vocation nationale par voie hertzienne terrestre en mode numérique. Ainsi, le Conseil a décidé que les premières disponibilités qu'ouvrira l'usage du MPEG-4 (qui va graduellement procurer un gain de 30 à 40 % de la ressource radioélectrique par rapport à la norme MPEG-2) seront employées, sur les cinq multiplex existants, notamment, à la réservation d'au moins un canal, sur chaque site, pour la diffusion d'un service de télévision locale.

Les modalités techniques de mise en œuvre de cette orientation, et en particulier les schémas de réorganisation des multiplex, notamment, du multiplex R1 et du multiplex R2, dont elle devrait s'accompagner, seront étudiés par le CSA, en liaison avec les pouvoirs publics ainsi qu'avec les éditeurs concernés.

TÉLÉVISIONS LOCALES NUMÉRIQUES EN ÎLE-DE-FRANCE : LANCEMENT D'UNE CONSULTATION PUBLIQUE

En application de l'article 31 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, le Conseil a décidé, au cours de sa réunion plénière du 11 octobre 2005, de lancer une consultation publique relative à la diffusion par voie hertzienne terrestre de services de télévision locale en Île-de-France en mode numérique. Cette consultation, organisée préalablement à d'éventuels appels aux candidatures, visait à recueillir l'avis des professionnels du secteur sur les différentes hypothèses de déploiement de la télévision numérique hertzienne terrestre en région parisienne. Afin de leur permettre de disposer de l'ensemble des éléments utiles pour répondre à cette consultation, le Conseil a souhaité apporter des précisions, notamment sur la ressource disponible, sur la population desservie ainsi que sur les définitions des catégories de services envisagés.

À l'issue de la consultation, fin janvier 2006, le Conseil a enregistré 35 contributions, provenant essentiellement d'éditeurs de services de télévision, d'éditeurs de presse, d'organisations professionnelles, de diffuseurs, d'opérateurs de télécommunication et de collectivités locales. Le CSA rendra publique une synthèse des réponses.

APPELS AUX CANDIDATURES

Quatre nouvelles chaînes autorisées à Nîmes, au Mans, à Grenoble et à Marseille

À la suite de l'appel aux candidatures lancé le 25 novembre 2003 à Nîmes (Gard), la société TMS, proposée en partenariat avec les collectivités locales et dont les principaux actionnaires sont MM. Philippe Reig et Daniel Martinez, a été présélectionnée par décision du 3 novembre 2004. Après avoir approuvé, le 12 avril 2005, la convention de Télé Miroir, le Conseil par décision du 17 mai 2005 a délivré à la chaîne une autorisation de diffusion pour une durée de dix ans.

La chaîne Canal 8 Le Mans, éditée par la société Le Mans Télévision ayant pour principal actionnaire M. Pascal Brulon, gérant de la société, et dont les programmes sont repris depuis 1994 sur le réseau câblé de l'agglomération du Mans, a été présélectionnée le 18 janvier 2005, à la suite de l'appel aux candidatures lancé le 27 janvier 2004 au Mans (Sarthe). Le Conseil a délivré, le 11 juillet 2005, à la société Le Mans Télévision une autorisation de diffusion pour une durée de dix ans.

Le Conseil a lancé le 30 mars 2004 un appel aux candidatures dans la zone de Grenoble. Le 18 janvier 2005, il a présélectionné la société TéléGrenoble ayant pour principal associé la société Antennes Locales, filiale du groupe France-Antilles. La convention applicable au service TéléGrenoble a été conclue le

8 juin 2005 et le Conseil a délivré à la société TéléGrenoble, le 1^{er} septembre 2005, une autorisation de diffusion pour une durée de dix ans.

À l'issue de l'appel aux candidatures lancé le 25 novembre 2003 dans la zone de Marseille, le Conseil a, le 3 novembre 2004, présélectionné la société Marseille Télévision Locale ayant pour principaux actionnaires la Caisse d'épargne Alpes-Corse, la Caisse nationale d'épargne, La Provence et le groupe AB. Après la conclusion d'une convention le 7 septembre 2005 avec l'opérateur, le Conseil a délivré à la chaîne, qui a pris le nom de LCM (La Chaîne Marseille), par décision du 27 septembre 2005, une autorisation de diffusion pour une durée de dix ans.

Une nouvelle autorisation pour Télé Toulouse (TLT)

L'autorisation accordée à la chaîne locale Télé Toulouse, le 7 décembre 1987, avait été reconduite une première fois hors appel aux candidatures le 16 juin 1995 et une seconde fois hors appel aux candidatures le 12 septembre 2000. L'autorisation arrivait à échéance le 29 novembre 2005. La loi ne prévoyant la reconduction d'une autorisation hors appel aux candidatures que dans la limite de deux fois pour les services autorisés avant le 1^{er} janvier 2002, le Conseil a décidé, le 23 novembre 2004, de lancer un appel aux candidatures.

Dans le cadre de cet appel, le Conseil a déclaré recevables, le 22 mars 2005, les dossiers des quatre candidats suivants : la société Antennes locales Toulouse pour le projet Antennes locales Toulouse ; l'association Télé-Arène pour le projet Télé-Arène ; la société Toulouse Télévision pour la chaîne TLT ; l'association TV Bruits pour le projet TV Bruits. Par décision du 11 juillet 2005, le Conseil a présélectionné la chaîne Télé Toulouse (TLT). Un nouveau projet de convention avec la société Télé Toulouse a été adopté le 8 novembre 2005 et transmis pour signature à l'opérateur. Le Conseil a délivré, le 22 novembre 2005, une autorisation de dix ans, à compter du 29 novembre 2005.

Négociation de conventions pour l'exploitation de 3 nouvelles chaînes à Tours, Orléans et Montpellier

La société Touraine Télévision ayant pour principal actionnaire La Nouvelle République (Sapo), a été présélectionnée, le 18 janvier 2005, pour son projet Touraine Télévision à Tours à la suite de l'appel aux candidatures lancé le 27 janvier 2004. Un projet de convention avec la société Touraine Télévision a été adopté le 18 octobre 2005 et la convention conclue le 7 décembre 2005 en vue de la délivrance de l'autorisation d'exploitation. Par ailleurs, la chaîne Touraine Télévision a été autorisée le 20 septembre 2005 à procéder, du 1^{er} au 29 août 2005, à des tests techniques de diffusion depuis le site de Chissay (Loir-et-Cher).

La société Orléans TV ayant pour principal actionnaire la société Urbi TV a été présélectionnée, le 18 janvier 2005 pour son projet Orléans TV à la suite de l'appel aux candidatures lancé le 27 janvier 2004 dans la zone d'Orléans. En vue de la délivrance de l'autorisation d'exploitation, un projet de convention avec la société Orléans TV a été adopté, le 3 novembre 2005, et conclu le même jour.

La société 7L a été présélectionnée le 3 novembre 2004 à la suite de l'appel aux candidatures lancé le 25 novembre 2003 pour la création d'une chaîne locale à Montpellier. Préalablement à la négociation de la convention en vue de la délivrance d'une autorisation d'exploitation, la société 7L s'est engagée à faire parvenir au Conseil les éléments relatifs à la composition de son capital. La société n'a pas fait parvenir ces informations au CSA dans les délais demandés, ce qui n'a pas permis au Conseil d'engager la procédure de conventionnement prévue.

Le Conseil a donc écrit, le 6 septembre 2005, à la société pour l'informer qu'il était conduit à considérer cette présélection comme caduque et lui donner un délai de quinze jours pour lui faire part de ses observations. Par décision du

8 novembre 2005, le Conseil a admis le recours gracieux présenté par la société 7L Montpellier à la suite de sa décision du 6 septembre 2005 précitée. Il a en effet estimé que les éléments relatifs à la composition du capital que la société lui a fournis par un courrier du 28 septembre 2005 n'apportaient pas de modification substantielle au dossier de candidature. Le CSA a donc considéré qu'il pouvait engager la négociation d'une convention.

**Appels pour
les départements
de Haute-Corse et de
Vendée et dans l'agglomération de Rennes**

Un appel aux candidatures en vue de l'édition d'une chaîne locale en mode analogique a été lancé par décision du 27 septembre 2005 dans les zones de Calvi et de L'Ile-Rousse (Haute-Corse). Les personnes morales candidates devaient déclarer leur candidature avant le 15 décembre 2005. Par décision du 17 janvier 2006, le CSA a déclaré recevable l'unique dossier de candidature présenté par l'association Télé Paese de Santa Reparata di Balagna.

Par décision du 28 novembre 2005, le CSA a lancé un appel aux candidatures en vue de l'usage de tout ou partie des 9 fréquences mentionnées dans la décision d'appel pour des services à temps complet ou en temps partagé, à vocation locale, diffusés en clair par voie analogique hertzienne terrestre dans le département de la Vendée. Les personnes morales candidates doivent déclarer leur candidature avant le 2 mars 2006.

Un appel aux candidatures pour l'exploitation d'un service privé de télévision à temps complet ou de services privés de télévision à temps partagé, à vocation locale, par voie analogique hertzienne terrestre dans l'agglomération de Rennes a été lancé par le CSA le 20 décembre 2005. Les personnes morales candidates doivent déclarer leur candidature avant le 20 mars 2006.

**Un nouvel appel aux
candidatures à Lyon**

L'autorisation accordée à la chaîne locale Télé Lyon Métropole, le 11 juillet 1988, avait été reconduite une première fois hors appel aux candidatures le 19 mars 1996 et une seconde fois hors appel aux candidatures le 2 mai 2001. L'autorisation délivrée à la chaîne Télé Lyon Métropole arrive à échéance le 31 août 2006. La loi ne prévoyant la reconduction d'une autorisation hors appel aux candidatures que dans la limite de deux fois pour les services autorisés avant le 1^{er} janvier 2002, le Conseil a décidé le 13 septembre 2005, de lancer un appel aux candidatures pour l'édition d'une chaîne locale en mode analogique dans l'agglomération de Lyon. Les candidats étaient invités à communiquer leur dossier de candidature, avant le 2 décembre 2005. Dans le cadre de cet appel, les dossiers des candidats présentés par la société Télé Lyon Métropole (TLM) et par la société Antennes locales Lyon ont été déclarés recevables par décision du 13 décembre 2005. L'audition publique des candidats a été fixée au mercredi 1^{er} février 2006.

**Archipel 4 autorisée
en Guadeloupe**

Dans le cadre de l'appel aux candidatures du 25 juin 2002, le Conseil a autorisé, le 18 janvier 2005, la société Archipel 4 à diffuser un service de télévision locale du même nom dans la zone de Pointe-à-Pitre, à compter du 25 janvier 2005, modifiant ainsi la décision n° 2004-486 du 3 novembre 2004.

**La candidature de KMT
retenue à la Martinique**

Le 15 mars 2005, un appel aux candidatures pour l'exploitation de services associatifs de télévision locale à vocation sociale et éducative a été lancé dans les zones de Trinité, Rivière-Pilote et Morne-Rouge en Martinique. Deux candidatures ont été déclarées recevables le 11 juin 2005 : l'association J.M. Harmony (Chaîne civique) et l'Association pour le développement des techniques modernes de la communication (KMT). Après audition des candidats, le 5 octobre

2005, et au vu de l'avis du Conseil régional, le Conseil a retenu, le 13 décembre 2005, la candidature de l'association pour le développement des techniques modernes de la communication (KMT) dans les trois zones ouvertes à l'appel.

**Télé Kréol à la Réunion :
le CSA en attente de
l'avis du Conseil régional**

Le 11 octobre 2005, un appel aux candidatures pour l'exploitation de services associatifs de télévision locale à vocation sociale et éducative à temps complet ou à temps partagé a été lancé dans la zone du Port à la Réunion. Une candidature a été déclarée recevable le 17 janvier 2005 : l'association Télé Kréol (TV Kréol). Dans l'attente de l'avis du Conseil régional sur cette candidature, le Conseil a procédé à l'audition de Télé Kréol, le 14 février 2006.

**RECONDUCTION
D'AUTORISATIONS**

**Clermont 1^{ère},
TV 8 Mont-Blanc
et TV 7 Bordeaux**

Dans le cadre de la procédure de reconduction, hors appel aux candidatures, de l'autorisation de la chaîne Clermont 1^{ère} (Clermont-Ferrand), engagée par le CSA le 15 juin 2004, une nouvelle convention a été conclue le 7 décembre 2004 avec la Société clermontoise de télévision. Le 7 juin 2005, le Conseil a décidé de reconduire, hors appel aux candidatures, l'autorisation délivrée à la chaîne Clermont 1^{ère} pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} juillet 2005.

Le Conseil a statué favorablement, le 15 juin 2004, sur la possibilité de reconduire, hors appel aux candidatures, l'autorisation délivrée le 26 juillet 2000 à la chaîne TV 8 Mont-Blanc. L'audition publique des représentants de TV 8 Mont-Blanc s'est déroulée le 6 juillet 2004. Un nouveau projet de convention a été adopté en séance plénière du 18 janvier 2005, tenant compte de la reprise intégrale et simultanée du service sur des réseaux n'utilisant pas les fréquences assignées par le CSA. Le Conseil a décidé, le 4 juillet 2005, de reconduire, hors appel aux candidatures, l'autorisation délivrée à la chaîne TV 8 Mont-Blanc pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} août 2005.

Le CSA a statué favorablement, le 23 novembre 2004, sur la possibilité de reconduire, hors appel aux candidatures, l'autorisation délivrée à la chaîne TV7 Bordeaux. Les représentants de la chaîne ont été entendus en audition publique, le 7 décembre 2004. Une nouvelle convention a été conclue, le 7 juin 2005, avec la société editrice et le Conseil a décidé, le 29 novembre 2005, de reconduire l'autorisation de la chaîne pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2006.

Le Conseil s'est prononcé, le 6 septembre 2005, en faveur de la possibilité d'inscrire la reconduction, hors appel aux candidatures, de l'autorisation délivrée à la chaîne Canal 32 le 24 juillet 2001 pour desservir l'agglomération de Troyes. Cette autorisation arrive à échéance le 1^{er} octobre 2006. L'audition publique des responsables de la chaîne s'est déroulée le mardi 11 octobre 2005. La conclusion de la convention doit intervenir avant le 1^{er} avril 2006.

**TNTV
(Polynésie française)**

En application de l'article 6 de la loi organique du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, la société d'économie mixte locale Tahiti Nui Télévision a été autorisée, par décision du 27 juin 2000, à exploiter un service de télévision à caractère social, éducatif et culturel dans les Îles du Vent jusqu'au 29 juin 2005.

Aux termes des articles 2 et 4 de la décision précitée, une nouvelle convention a été élaborée par le CSA et la société TNTV. Cette convention tient notamment compte des dispositions qui figurent à l'article 25 de la loi organique du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française.

Après signature de la convention, le 1^{er} février 2005, l'autorisation délivrée à la société Tahiti Nui Télévision (TNTV) a été renouvelée pour une durée de cinq ans, à compter du 29 juin 2005.

Canal Réunion

L'autorisation de diffusion délivrée à la société Canal Réunion arrivait à échéance le 31 août 2005.

Après avoir statué favorablement, le 20 juillet 2004, sur la possibilité de la reconduire, hors appel aux candidatures et procédé le 7 septembre 2004 à l'audition publique des représentants de la chaîne, un nouveau projet de convention a été adopté par le Conseil le 18 janvier 2005 et transmis pour signature à l'opérateur.

À la suite de la demande formulée par la société Canal Réunion concernant ce projet de convention, le Conseil a accepté le 15 février 2005 que soient alignées sur la convention de la chaîne Canal+ les dispositions relatives au nombre de diffusions (28) de chaque œuvre cinématographique de longue durée sur une période ne pouvant excéder trois mois.

Après avoir signé cette nouvelle convention avec l'opérateur le 15 février 2005, le Conseil a décidé le 26 juillet 2005 de reconduire l'autorisation de la société Canal Réunion pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} septembre 2005.

ABROGATION D'AUTORISATION

Canal Polynésie

À la suite de la renonciation de la société Canal Polynésie à utiliser les fréquences pour lesquelles l'autorisation de cette société avait été reconduite et après avis du gouvernement de la Polynésie française, le Conseil a décidé le 29 novembre 2005 d'abroger ladite autorisation n° 2004-308 du 20 juillet 2004 [décision publiée au *Journal officiel* du 3 janvier 2006].

La diffusion par satellite en numérique du programme Canal Polynésie est désormais intégrée dans le service Canal+ et, partant, régie par la convention de la chaîne Canal+.

AVENANTS AUX CONVENTIONS

Canal+ Guyane, Canal+ Antilles et Canal+ Calédonie

Des projets d'avenants relatifs aux conventions des chaînes Canal+ Guyane, Canal+ Antilles et Canal+ Calédonie ont également été adoptés le 15 février 2005 et transmis pour signature à l'opérateur. Ils intègrent notamment dans les conventions des trois chaînes les modifications introduites dans la convention de Canal+ à la suite de la publication des décrets modifiant les décrets n° 90-66 du 17 janvier 1990 et n° 2001-1332 du 28 décembre 2001.

MODIFICATIONS DE CAPITAL

Le Conseil a agréé, le 25 janvier 2005, la modification de capital consistant en la cession, à la société Groupe Progrès, des parts détenues par la société 2RBI au capital de la société SALT, titulaire de l'autorisation de diffusion de la chaîne Télé Lyon Métropole. La part des actions détenues par le Groupe Progrès au capital de la SALT est ainsi passé de 49,96 % à 66,56 %.

Le 20 juillet 2005, le Conseil de la concurrence a saisi le CSA afin de recueillir ses observations sur l'opération de rachat du Pôle Ouest de la Socpresse par la société Sipa (Ouest France).

En effet, la Socpresse détient, d'une part, par l'intermédiaire de la société Serpo (Presse Océan), 49 % du capital de la société éditrice du service Nantes 7 (autorisée par le CSA le 5 octobre 2004) et, d'autre part, par l'intermédiaire du Courrier de l'Ouest, 78 % de la société éditrice du service Angers 7, présélectionnée par le CSA le 18 janvier 2005.

Le Conseil a adopté en assemblée plénière le 26 juillet 2005 un avis ayant pour objet d'éclairer le Conseil de la concurrence sur le fonctionnement de la télévision locale qui est le média audiovisuel sur lequel l'opération en cause a des incidences.

Le ministre de l'Économie a approuvé l'opération de concentration sous condition, le 28 octobre 2005, notamment de l'engagement de la société Sipa de ramener sa participation dans Nantes 7 et Angers 7 à hauteur de 34 %.

Le CSA, quant à lui, aura à se prononcer sur la compatibilité de l'opération à Nantes au regard de la loi du 30 septembre 1986 modifiée.

Par ailleurs, dans le cadre d'un appel aux candidatures pour une télévision locale organisé sur la zone d'Angers, le CSA avait présélectionné la société Angers 7, détenue majoritairement par la société Socpresse, dans laquelle le groupe Ouest France dispose d'une participation minoritaire de 12 %. Au regard de la décision du 28 octobre 2005 précitée et des informations qui lui seront transmises sur le capital d'Angers 7, le Conseil réexaminera ce dossier.

RÉSORPTION DE ZONES D'OMBRE

L'association Télévision Loire 7 a été autorisée, par décision du 6 septembre 2005, pour la diffusion du programme TL7 dans le département de la Loire, à utiliser de nouvelles fréquences en vue de résorber une zone d'ombre.

Les chaînes Nantes 7 et Télecantennes ont été autorisées, le 9 mars 2005, à procéder à une augmentation de puissance de leur émetteur, afin d'améliorer la diffusion de leur programme. Par ailleurs, la chaîne TV Nantes Atlantique a été autorisée à adopter désormais la dénomination de Nantes 7.

> Les télévisions temporaires

AUTORISATIONS

Après une croissance très forte du nombre d'autorisations temporaires délivrées par le Conseil jusqu'en 2003, qui est passé de 16 en 2000 à 28 en 2002 et 27 en 2003, le nombre de ces autorisations s'est établi à 13 en 2005, contre 15 pour l'année 2004 (en annexe). Elles concernent pour une part des opérateurs qui en avaient déjà bénéficié les années précédentes. Parmi ces opérateurs, on retrouve : Solidays pour le festival Solidays à l'hippodrome de Longchamp, Algéria à l'occasion de la fêta à Dax, Pays d'Aix TV à Aix-en-Provence et Télé-Velay au Puy-en-Velay dont les initiateurs avaient déjà obtenu des autorisations temporaires pour des projets de « Télé-école » en 1986, 1987 et 1988.

De nouveaux opérateurs ont également été autorisés par le Conseil. Parmi ceux-ci figurent : la SAEML TV Vendée, l'association des Équipements Collectif d'Air Bel pour la diffusion du programme O2 zone TV dans les 11^e et 12^e arrondissements de Marseille et l'association Vannes FM pour la diffusion du programme Télé Sud Bretagne dans le département du Morbihan.

Par ailleurs, le Conseil a décidé de prolonger l'autorisation temporaire de la SAEML Rennes Cité Média pour le programme ItinéRennance – Haute-Bretagne 2005.

Enfin, le Conseil a autorisé pour une période de neuf mois, à compter du 1^{er} mai 2005, l'association Télé Kréol à diffuser, à Saint-Paul de la Réunion, un service de télévision de proximité dénommé « Télé Kréol ». Une autorisation a également été délivrée à l'association Diaspora pour diffuser à Kourou, du 14 au 21 février 2005, un service de télévision de proximité dénommé « Kourou Télévision » à l'occasion du carnaval.

La diminution, constante depuis 2003, du nombre d'autorisations temporaires délivrées chaque année, s'explique en partie par les appels aux candidatures qui ont été lancés pour des chaînes locales hertziennes analogiques. Les fréquences précédemment utilisées dans le cadre d'autorisations temporaires et ayant fait l'objet de tels appels aux candidatures sont en effet maintenant affectées à des services de télévision permanents. En outre, en raison du déploiement de la télévision numérique terrestre, certaines fréquences jusqu'alors utilisables pour des autorisations temporaires ne sont plus disponibles pour la diffusion de programmes en mode analogique.

REFUS D'AUTORISATION

Le Conseil a décidé le 22 mars 2005, faute de fréquence disponible, de refuser le projet de l'association Méridiens en vue de la diffusion à Aubagne (Bouches-du-Rhône) d'un programme local de télévision.

2. LA TÉLÉVISION HERTZIENNE NUMÉRIQUE TERRESTRE (TNT)

La TNT a été lancée le 31 mars 2005 à destination de 30 % de la population métropolitaine, par la diffusion de treize services de télévision, ainsi que des plages en clair de Canal+.

En octobre 2005, la couverture a été étendue à 50 % de la population et l'offre de programmes s'est enrichie de quatre nouvelles chaînes gratuites issues de l'appel aux candidatures du 24 décembre 2004.

D'ores et déjà, il est permis d'affirmer que la télévision numérique de terre a rencontré un vif succès auprès du public. En effet, à la fin de l'année 2005, environ 1,7 million d'adaptateurs et systèmes divers de réception avaient été vendus ou loués.

Au cours de l'année écoulée, le Conseil a non seulement travaillé à la mise en place de la TNT, mais a également œuvré pour une extension rapide de sa mise à disposition à l'ensemble des Français. Cette préoccupation répond à une véritable attente des téléspectateurs et à la préoccupation de nombreux élus. Un rapport commun au CSA et à la Direction du développement des médias (DDM) a été présenté, sur ce sujet, en novembre 2005 (cf. site internet du CSA).

Le Conseil s'est également intéressé aux nouvelles applications de la télévision numérique de terre ; il a ainsi favorisé la conduite d'expérimentations portant sur la télévision mobile.

> La TNT a été lancée le 31 mars 2005

Le lancement de la TNT a été précédé, à partir du 17 janvier 2005, d'opérations de prédéploiement, notamment depuis le site de la tour Eiffel, destinées à valider les conditions techniques de diffusion et de réception des signaux.

Le démarrage officiel a eu lieu le 31 mars 2005 sur 17 sites destinés à desservir, notamment, Paris et la région parisienne, la plus grande partie de la Bretagne, les départements des Bouches-du-Rhône, de la Charente, de la Charente-Maritime, de la Gironde, de la Seine-Maritime et des Deux-Sèvres. Les agglomérations de Lille, Lyon (Fourvière) et Toulouse (Est) ont également été couvertes lors du lancement.

Les opérations techniques liées à l'ouverture des 15 sites de la deuxième phase ont également débuté, à partir du 15 août 2005, par des prédéploiements qui ont été suivis par une ouverture commerciale en septembre. Ces 15 sites desservent notamment Ajaccio, Bayonne, Bourges, Caen, Cherbourg, Grenoble, Le Havre, Le Mans, Nantes, Orléans, Reims, Saint-Étienne, Toulon ainsi que de nouvelles zones dans les régions de Lyon et de Toulouse.

Le 19 juillet 2005, le Conseil a arrêté un calendrier d'ouverture de nouveaux sites par deux vagues successives au printemps et à l'automne 2006.

Ainsi, entre le 15 mars et le 15 juin 2006, le Conseil a prévu d'ouvrir 19 nouveaux sites (phase 3) dans les villes d'Agen, Alençon, Angers, Arcachon, Argenton-sur-Creuse, Bastia, Besançon, Brive-la-Gaillarde, Caen, Cannes, Clermont-Ferrand, Évreux, Laval, Lorient, Meaux, Nice, Roanne, Saint-Raphaël et Tours. De cette façon, la couverture sera alors de 58,5 % de la population.

Puis, une quatrième phase permettra de porter la couverture à 66 % grâce à 24 autres sites constitués d'Albi, Alès (2 émetteurs), Aubenas, Aurillac, Autun, Bergerac, Carcassonne, Chartres, Dieppe, Guéret, Hyères, La Rochelle, Le Puy-en-Velay, Limoges, Mende, Montluçon, Montpellier, Neufchâtel-en-Bray, Perpignan, Poitiers, Privas, Ussel et Valence.

À l'issue de ces quatre phases de déploiement, 75 sites seront en service sur les 115 initialement prévus pour assurer une couverture de 85 % de la population.

Lors du lancement de la TNT, l'offre de services était composée de 13 chaînes gratuites (TF1, France 2, France 3, France 5, M6, Arte, Direct 8, W9, TMC, NT1, NRJ 12, La Chaîne parlementaire et France 4) ainsi que des plages en clair de Canal+, soit 14 services de télévision.

Cette offre s'est enrichie en octobre 2005 suite à l'appel aux candidatures du 14 décembre 2004 et, notamment l'arrivée de quatre nouvelles chaînes gratuites (BFM TV, Gulli, Europe 2 TV et I-Télé) qui ont été lancées au cours du dernier trimestre 2005.

> Les chaînes de la TNT

La constitution de l'offre de programmes s'effectue de façon différente selon que les chaînes relèvent du secteur public ou privé. Dans le premier cas, en effet, les chaînes bénéficient d'un accès prioritaire à la ressource radioélectrique alors que la désignation des chaînes privées est effectuée par le CSA, dans le cadre d'un appel aux candidatures, TF1, M6 et Canal+ bénéficiant d'un droit de reprise intégrale et simultanée sur le numérique hertzien.

FRANCE 4

Les chaînes du secteur public bénéficient d'un droit d'accès prioritaire à la ressource radioélectrique, en application des dispositions de l'article 26 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée.

La loi a ainsi désigné France 2, France 3, France 5, Arte et La Chaîne parlementaire, en partage entre l'Assemblée nationale et le Sénat, comme ayant un droit d'accès à la TNT. Pour ces services, les droits d'usage de la ressource radioélectrique ont été accordés le 10 juin 2003.

Le Gouvernement a également réservé un canal supplémentaire au profit de la chaîne Festival dont la totalité du capital a été repris par l'État. Cette nouvelle chaîne a adopté la dénomination de France 4 et a été dotée, le 29 mars 2005, d'un cahier des missions et des charges selon lequel, en étant complémentaire des autres chaînes de France Télévisions, elle doit contribuer, d'une part, à renforcer l'offre culturelle, artistique et de spectacles vivants du groupe public et, d'autre part, à exposer la création audiovisuelle française et européenne.

Sitôt son cahier des missions et des charges publié, le Conseil a délivré à ce service l'autorisation d'usage de la ressource radioélectrique pour sa diffusion numérique terrestre.

L'APPEL AUX CANDIDATURES DU 14 DÉCEMBRE 2004

Les services de télévision du secteur privé présents sur la TNT sont autorisés par le CSA, après une procédure d'appel aux candidatures, conformément aux dispositions de l'article 30-I de la loi du 30 septembre 1986 modifiée.

Les vingt-deux chaînes privées (gratuites et payantes) aujourd'hui autorisées ont été désignées dans le cadre de deux appels qui ont eu lieu, pour le premier le 24 juillet 2001 et pour le second le 14 décembre 2004.

Seule une partie des services autorisés, le 10 juin 2003, à la suite du premier appel sont aujourd'hui encore présents sur la TNT. Il s'agit, tout d'abord, de TF1, M6 et Canal+ qui bénéficient d'un droit de reprise intégrale et simultanée sur le numérique hertzien. En complément de ces trois chaînes, on retrouve cinq services gratuits (Direct 8, NRJ 12, NT 1, TMC et W 9) ainsi que six services payants (AB 1, Eurosport France, LCI, Paris Première, TF 6 et TPS Star).

En revanche, six des autorisations qui avaient alors été délivrées ont été annulées par le Conseil d'État, de telle sorte que la ressource radioélectrique rendue ainsi disponible a fait l'objet d'une nouvelle attribution.

L'article 31 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée impose de recourir à une consultation publique lorsque les décisions d'usage de la ressource sont susceptibles de modifier de façon importante le marché en cause. Dans la mesure où la ressource rendue disponible portait sur un quart de la capacité attribuée au secteur privé, le CSA a donc décidé de lancer, le 21 octobre 2004, une consultation qui a donné lieu à vingt-quatre réponses provenant, en majorité, d'éditeurs de services de télévision.

Conformément aux propositions présentées dans ces contributions, le Conseil a lancé un nouvel appel aux candidatures, le 14 décembre 2004, de façon à procéder à l'attribution des canaux vacants. Le nombre de canaux a été fixé à huit, après la restitution de leur autorisation par les éditeurs de trois services, dont deux qui étaient prévus pour une diffusion en temps partagé.

Trente-cinq dossiers ont été déposés, les 10 et 11 mars 2005, en réponse à cet appel aux candidatures. Tous ces dossiers ont été déclarés recevables par le Conseil et ont été soumis à un examen comparatif, à partir des critères de sélection, tels qu'ils sont définis par la loi, notamment aux articles 29 et 30-I. Une audition publique de chacun de ces candidats a également eu lieu entre le 18 et le 21 avril 2005. Ces auditions, qui se sont déroulées au Palais du Luxembourg, ont été retransmises en direct et en intégralité par Public Sénat.

À l'issue de cet examen, le Conseil a procédé à la sélection de huit services, répartis entre quatre chaînes gratuites (BFM TV, Europe 2 TV, Jeunesse TV et I-Télé) et quatre chaînes payantes (Canal J, Canal+ Cinéma, Canal+ Sport et Planète) ; il a alors engagé, avec chacun des candidats sélectionnés, la négociation d'une convention de façon à fixer les engagements et les obligations relatifs à la diffusion des différents services retenus.

La conclusion de ces conventions est intervenue le 19 juillet 2005. En particulier, pour Canal+ Cinéma et Canal+ Sport, l'arrivée de ces deux programmes sur la TNT a donné lieu à la signature de l'avenant n° 8 à la convention du service Canal+ conclue le 29 mai 2000. Au vu de la conclusion des conventions, le Conseil a délivré les autorisations à chacune des sociétés retenues et procédé au rejet de l'ensemble des autres demandes.

Les caractéristiques des chaînes ainsi autorisées sont les suivantes.

CHAÎNES GRATUITES

Nom du service	Principales caractéristiques du format
BFM TV	Information économique en continu
Europe 2 TV	Programmes musicaux, à raison de 75 % du temps d'antenne
Gulli (nouvelle dénomination de Jeunesse TV)	Chaîne jeunesse, destinée aux enfants de 4 à 14 ans, leurs parents et les personnes concernées par l'éducation
I-Télé	Information en continu

CHAÎNES PAYANTES

Nom du service	Principales caractéristiques du format
Canal J	Chaîne jeunesse, destinée aux enfants de 4 à 14 ans
Canal+ Cinéma	Déclinaison consacrée majoritairement au cinéma de la chaîne Canal+
Canal+ Sport	Déclinaison consacrée majoritairement au sport de la chaîne Canal+
Planète	Chaîne documentaire

À la suite du tirage au sort, qui a également eu lieu le 19 juillet 2005, les numéros suivants ont été attribués aux quatre chaînes gratuites :

- 15 - BFM TV
- 16 - I-Télé
- 17 - Europe 2 TV
- 18 - Gulli

Cette attribution est venue compléter un premier tirage au sort, qui avait eu lieu le 14 décembre 2004 pour les treize premières chaînes gratuites, ainsi que pour Canal+.

LES MODIFICATIONS APPORTÉES AUX SERVICES AUTORISÉS

Le Conseil a examiné, au cours de l'année 2005, plusieurs modifications concernant des services qui bénéficient d'une autorisation en vue de leur exploitation sur la télévision numérique de terre. Cet examen a été effectué sur la base des dispositions du premier alinéa de l'article 42-3 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, de telle sorte que le Conseil a recherché si les changements envisagés devaient être regardés comme étant substantiels et, de surcroît, si leur cumul était de nature à remettre en cause les données au vu desquelles chacune des autorisations concernées avait été délivrée.

En dehors des modifications qui sont présentées ci-après, il est à noter que deux services ont modifié leur dénomination commerciale : Jeunesse TV a ainsi pris le nom de Gulli et NRJ TV celui de NRJ 12 afin de prendre en compte le numéro logique qui lui a été attribué sur la TNT.

• TMC

Le Conseil a donné son accord de principe, le 16 février 2005, à l'opération de rachat de la société TMC par TFI et AB Groupe, sous réserve de la confirmation de garanties portant sur :

- le maintien d'un contrôle conjoint et paritaire de la société commune aux repreneurs ;
- le principe de l'indépendance éditoriale et de l'autonomie en matière d'information de TMC ;
- l'existence d'une identité du signal numérique et analogique ;
- le respect des engagements, notamment pour ce qui est de l'exploitation de la régie publicitaire, pris dans le cadre de la validation de l'opération le 27 octobre 2004 par le ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

Ces engagements ayant été confirmés, un projet d'avenant à la convention du 10 juin 2003, conclue à l'occasion de l'autorisation de TMC en télévision numérique de terre, a été adopté par le Conseil le 31 mai 2005, puis transmis à l'opérateur pour signature. Cet avenant formalise l'ensemble des engagements pris par les repreneurs et au vu desquels le Conseil a estimé que l'opération n'était pas de nature à remettre en cause l'autorisation dont dispose TMC pour son exploitation en TNT. Cet avenant a été conclu le 23 décembre 2005.

Dans la mesure où l'opération de rachat était subordonnée à la diffusion du même programme en analogique et en numérique, la convention conclue le 28 juillet 2004 pour la diffusion locale de TMC en mode analogique a également été résiliée le 23 décembre 2005, la convention annexée à l'autorisation de TMC en TNT valant pour une diffusion à la fois en numérique et en analogique.

• **W9**

Lors de sa séance plénière du 15 mars 2005, le Conseil a agréé plusieurs modifications apportées au service M6 Music, en vue de sa diffusion par voie hertzienne terrestre. Ces modifications ont conduit, le 29 mars 2005, à la conclusion d'un avenant à la convention de ce service.

Parmi les stipulations modifiées, figure le changement de la dénomination de M6 Music en W9, la place n° 9 ayant été attribuée à la chaîne lors de la numérotation des chaînes gratuites de la TNT.

L'obligation d'investissement dans la production d'œuvres audiovisuelles a été révisée de façon à passer progressivement de 8 % à 16 % du chiffre d'affaires, à l'issue d'une montée en charge. La convention prévoit également l'existence d'une contribution spécifique en faveur des œuvres audiovisuelles à caractère musical, qui a été fixée à 5 % du chiffre d'affaires. Par ailleurs, le service contribue désormais à la production cinématographique, à raison de 3,2 % de son chiffre d'affaires annuel, là encore à l'issue d'une montée en charge.

En revanche, le Conseil n'a pas accepté de modifier la définition du format, de telle sorte que le service reste défini par les stipulations d'origine, selon lesquelles « *la programmation est majoritairement consacrée à la musique* ».

• **TPS Star**

La convention de TPS Star a été modifiée à plusieurs reprises au cours de l'année écoulée.

Elle a, tout d'abord, été adaptée, par la signature le 25 avril d'un avenant destiné à prendre en compte la création d'un service à programmation multiple composé de trois programmes dénommés TPS Star, TPS Cinéstar et TPS Home Cinéma. Seul le programme TPS Star est diffusé par voie hertzienne terrestre en mode numérique, les deux autres programmes étant uniquement diffusés ou distribués par des réseaux n'utilisant pas des fréquences assignées par le CSA. Par le même avenant, le nombre de programmes de catégorie V (programmes pornographiques ou de très grande violence) a été fixé à un maximum de 52 par an aussi bien sur TPS Star que sur TPS Cinéstar.

Les stipulations relatives à la présence de plages en clair ont été adaptées par un autre avenant, signé le 12 janvier 2006, qui prévoit que leur durée est comprise entre 10 heures et 25 heures par semaine sur TPS Star. Ces plages en clair peuvent trouver leur place uniquement le matin, à la mi-journée ou en avant-soirée. Auparavant, lors de sa réunion plénière du 18 octobre 2005, le Conseil avait reconnu le caractère obligatoire de ces plages et la nécessité, dans ces conditions, d'assurer leur diffusion dans la norme MPEG-2.

• Paris Première

Le 4 novembre 2005, un avenant à la convention de Paris Première a été signé par lequel plusieurs stipulations ont été révisées.

Les heures de grande écoute ont été modifiées et fixées tous les jours entre 20 h et 24 h ainsi que, le samedi et le dimanche, entre 13 h 30 et 15 h 30. Le Conseil a cependant refusé d'étendre le bénéfice de ces heures aux programmes du matin, compte tenu de la structure de la grille et des caractéristiques de l'audience.

Le régime applicable aux obligations de production a également été adapté de façon à ce que le service puisse valoriser, sous certaines conditions, des dépenses effectuées dans des émissions autres que de fiction, majoritairement réalisées en plateau, conformément aux dispositions du II de l'article 11 du décret n° 2001-1333 du 28 décembre 2001 modifié.

Le Conseil a également confirmé que les plages en clair de Paris Première, de par leur caractère obligatoire, pouvaient être diffusées dans la norme de compression MPEG-2. Il a cependant refusé la diffusion de ces plages après 21 h, une telle diffusion étant de nature à exercer une forte pression concurrentielle sur les chaînes gratuites, qui ne se financent que par la publicité. Le Conseil a également estimé que la présence de plages en clair en soirée serait de nature à dénaturer leur vocation première qui est de permettre à un service payant de se faire connaître auprès des téléspectateurs non abonnés.

AUTORISATION DE ATH

Le Conseil a été saisi, le 20 avril 2005, d'une demande de l'Association de téléchargement hertzien (ATH) qui a sollicité l'attribution d'une ressource radio-électrique sur les réseaux de la télévision numérique de terre, afin de permettre la mise à jour logicielle par téléchargement des matériels utilisés pour la réception des services de télévision diffusés en TNT.

De telles prestations sont définies par le 6° de l'article L.32 du code des postes et des communications électroniques comme des services de communications électroniques pour lesquels l'usage de fréquences dont l'attribution a été confiée au CSA est organisé par les dispositions de l'article 23 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée. Cet article prévoit ainsi une procédure d'autorisation par le CSA, sur avis conforme de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep), à l'exception des services de communications électroniques utilisés pour la diffusion de services de communication audiovisuelle qui échappent à cette procédure d'autorisation.

L'Arcep a rendu son avis le 25 octobre 2005. L'Autorité a considéré que la prestation de mise à jour des terminaux ne concernait pas la phase technique de diffusion dès lors qu'elle visait à garantir la bonne réception des émissions par les terminaux. Elle a, dans ces conditions, décidé de délivrer un avis conforme au projet d'autorisation soumis à son appréciation.

Le CSA a procédé à l'autorisation de ATH le 25 novembre 2005 et a attribué un débit numérique de 20 kbits/s sur chacun des cinq réseaux utilisés pour la télévision numérique de terre.

> La distribution commerciale des chaînes payantes

Les onze chaînes payantes de la TNT n'ont pas commencé leurs émissions en même temps que les chaînes gratuites. En effet, si pour la partie gratuite, le lancement a été fixé au 31 mars 2005, le Conseil a décidé, lors de sa séance plénière du 8 juin 2004, de décaler le calendrier pour les chaînes payantes en fixant la date de début des émissions au 1^{er} septembre 2005, tout en laissant un délai de six mois aux éditeurs pour le début de l'exploitation commerciale des services.

Ce délai supplémentaire a été accordé en raison de la nécessité d'assurer la mise en place d'un réseau de distribution commerciale, avant le début des émissions pour les chaînes payantes.

TNT PAYANTE ET NUMÉROTATION DES CHÂÎNES

En attendant leur démarrage, le Conseil a procédé à la numérotation des chaînes payantes de la TNT, comme il l'avait fait auparavant pour les chaînes gratuites.

Le 18 octobre 2005, il a tout d'abord défini les modalités d'attribution des numéros 30 à 49 qui avaient été réservés pour les chaînes payantes. Il a ainsi distingué quatre catégories avec, le cas échéant, un tirage au sort au sein de chacune d'elles.

Ces quatre catégories ont été ainsi définies :

- chaîne cinéma de premières exclusivités qui comportent des plages en clair obligatoires ;
- autres services ou programmes comportant des plages en clair obligatoires ;
- chaînes de cinéma de premières exclusivités qui ne comportent pas de plage en clair obligatoire ;
- tous les autres services.

L'attribution des numéros a eu lieu le 3 novembre 2005. Le Conseil a tout d'abord observé que Canal+ et TPS Star relevaient du premier groupe ; le numéro 30 a alors été attribué à TPS Star, Canal+ ayant déjà obtenu le numéro 4 par la décision du 14 décembre 2004.

Puis, le Conseil a accordé le numéro 31 à Paris Première, service appartenant au deuxième groupe.

Il a ensuite attribué les numéros 32 et 33 à Canal+ Sport et Canal+ Cinéma, dans l'ordre établi par tirage au sort et en raison de leur appartenance au troisième groupe.

Enfin, il a attribué les numéros suivants, après tirage au sort, aux autres services relevant du quatrième groupe :

- ABI - 34 ;
- Planète - 35 ;
- TF6 - 36 ;
- Canal J - 37 ;
- LCI - 38 ;
- Eurosport France - 39.

Le 6 décembre 2005, le Conseil a également adopté une recommandation à l'intention des distributeurs de la TNT, pour leur demander de ne pas modifier la numérotation logique attribuée par le Conseil aux chaînes gratuites de la TNT.

Cette recommandation rappelle également aux distributeurs que, s'ils disposent de la faculté de mettre en place une numérotation alternative, elle ne peut être appliquée qu'avec l'accord exprès de l'abonné, qui est le seul habilité à prendre

la décision de modifier la numérotation, selon les termes de l'arrêté du 24 décembre 2001 modifié relatif à la télévision numérique hertziennne terrestre fixant les caractéristiques des signaux émis.

DÉCLARATION DES DISTRIBUTEURS ET INTEROPÉRABILITÉ DES DÉCODEURS DE LA TNT

La loi du 30 septembre 1986 modifiée prévoit, au IV de l'article 30-2, une formalité particulière pour les distributeurs commerciaux de la TNT qui, en effet, doivent effectuer une déclaration auprès du CSA, préalablement à la commercialisation auprès du public des chaînes payantes de la TNT avec lesquelles ils ont contracté.

Le décret d'application prévu à cet article de la loi ayant été publié le 31 octobre 2005, cinq déclarations ont ensuite été adressées au Conseil en provenance de :

- Canal+ Distribution (17 novembre 2005)
- CanalSatellite (17 novembre 2005)
- TV Numeric (2 décembre 2005)
- AB (15 décembre 2005)
- TPS (13 janvier 2006)

L'arrivée des distributeurs de la télévision numérique de terre a pour effet de déclencher la mise en application des dispositions de l'article 30-3 de la loi qui prévoit la conclusion d'accords visant à l'interopérabilité des décodeurs de la TNT dans un délai de deux mois après la déclaration des distributeurs.

En raison des interrogations suscitées par la rédaction des dispositions de l'article 30-3, le Conseil a engagé le 22 novembre 2005 une consultation. À partir des réponses formulées, il a ensuite adopté le 24 janvier 2006 une délibération par laquelle il a rendu publique l'interprétation qu'il entendait faire de ces dispositions législatives.

Le Conseil a en particulier rappelé le fait que ces accords doivent être conclus entre les éditeurs de chaînes payantes de la TNT et les distributeurs commerciaux et qu'ils sont destinés à préciser les conditions financières et techniques retenues pour permettre la réception des services payants sur les terminaux des distributeurs.

La dernière déclaration ayant été reçue le 13 janvier 2006, il reviendrait au Conseil, au-delà du 13 mars 2006 et en l'absence des accords prévus par la loi, de fixer les règles techniques et commerciales nécessaires à la conclusion desdits accords dans les conditions prévues à l'article 17-1 de la loi, et sous réserve de la publication préalable du décret d'application de cet article. Cette publication n'était pas encore intervenue au début de l'année 2006.

> L'organisation des multiplex

La répartition des services entre les multiplex planifiés pour la TNT relève de la responsabilité du CSA à qui il revient, par ailleurs, d'autoriser la société, communément appelée opérateur de multiplex, qui est chargée de faire assurer les opérations techniques nécessaires à la transmission et à la diffusion des programmes. L'adoption de normes de compression différentes selon le caractère gratuit ou payant des services, MPEG-2 pour les premiers et MPEG-4 pour les seconds, est venue modifier l'analyse du Conseil sur l'organisation des multiplex.

LA RÉPARTITION ISSUE DU PREMIER APPEL AUX CANDIDATURES

Lors de l'appel aux candidatures du 24 juillet 2001, le Conseil avait décidé de répartir les services de télévision sur six multiplex en regroupant les chaînes privées sur quatre d'entre eux (R2, R3, R4 et R6) et en réservant les deux autres (R1 et R5) aux chaînes publiques et aux télévisions locales.

Suite à la demande du ministre de la Culture et de la Communication, le 17 décembre 2003, de regrouper les chaînes publiques sur un seul multiplex, le CSA a décidé de leur attribuer le réseau R 1. Dans ces conditions, le R 5 est alors resté vacant ; à ce jour, il n'a pas encore fait l'objet d'une nouvelle affectation. La désignation de l'opérateur de multiplex du réseau R1 a été effectuée après le regroupement des chaînes publiques. C'est ainsi que le CSA a autorisé cette société, dénommée GR 1, le 18 janvier 2005.

La répartition des services privés entre les quatre multiplex qui leur étaient réservés est intervenue à la suite des autorisations délivrées dans le cadre des deux appels aux candidatures.

Pour les autorisations relatives au premier appel aux candidatures, la composition des multiplex avait été effectuée en prenant en considération les liens capitalistiques existant entre les éditeurs, de telle sorte que des services gratuits et des services payants ont alors pu être regroupés sur un même multiplex.

Cette composition des multiplex a été arrêtée le 10 juin 2003 par le CSA. Les éditeurs présents sur un même multiplex avaient alors procédé à la désignation de leur opérateur de multiplex.

Les quatre sociétés suivantes ont été autorisées par le CSA :

- pour le réseau R2, Nouvelles télévisions numériques ;
- pour le réseau R3, Compagnie du numérique hertzien ;
- pour le réseau R4, Société opératrice du multiplex R4 ;
- pour le réseau R6, SMR 6.

LA NOUVELLE ORGANISATION ISSUE DE L'APPEL DU 14 DÉCEMBRE 2004

La remise en jeu d'une partie de la ressource radioélectrique, lors de l'appel aux candidatures du 14 décembre 2004, n'avait pas eu pour effet de modifier de façon substantielle la composition des multiplex. L'appel était en effet uniquement destiné à procéder à l'attribution de huit canaux répartis sur le R2 et le R3. Il n'offrait pas la possibilité au Conseil d'une transformation d'ensemble de cette organisation.

Le Conseil a cependant voulu tirer les conséquences de la publication de l'arrêté du 26 mai 2005 qui distingue les normes de compression utilisées par les services de la TNT selon qu'ils sont gratuits ou payants. Ainsi, les chaînes gratuites doivent être diffusées dans la norme MPEG-2, alors que le MPEG-4 a été retenu pour les chaînes payantes.

Par rapport à MPEG-2, l'introduction de la norme MPEG-4 devrait procurer un gain dans l'utilisation de la ressource radioélectrique pour la diffusion d'une image, à qualité égale. L'optimisation de la ressource radioélectrique rendue possible par l'utilisation de cette norme n'a cependant véritablement de sens que dans le cas d'une organisation cohérente des multiplex, de façon à éviter la cohabitation des deux normes de compression.

C'est en se fondant sur ces considérations que le Conseil a décidé que les services issus du second appel aux candidatures seraient regroupés selon leur caractère gratuit ou payant. Les chaînes gratuites ont ainsi été réunies sur le R2, où se trouvaient déjà TMC et Direct 8, et les services payants ont trouvé leur place sur le R3, qui comprenait déjà Canal+. Les autorisations concernant les opérateurs de ces deux multiplex ont donc été modifiées dans ce sens le 26 juillet 2005.

Désormais, ainsi qu'il est indiqué dans le tableau suivant, sur les cinq multiplex de la TNT utilisés à ce jour, deux sont intégralement consacrés à l'offre gratuite (R1 et R2) et un troisième ne comprend que des services relevant de l'offre payante (R3).

RÉPARTITION DES SERVICES PAR MULTIPLEX ^(*)

R1	R2	R3	R4	R6
France 2	I-Télé	Canal+	M6	TF1
France 3	BFM TV	C+ Cinéma	W 9	LCI
France 4	Direct 8	C+ Sport	TF6	Eurosport
France 5	Jeunesse TV	Planète	Paris Première	TPS Star
Arte	Europe 2 TV	Canal J	AB 1	NRJ 12
LCP	TMC		NT 1	
Payant : 0/6	Payant : 0/6	Payant : 5/5	Payant : 3/6	Payant : 3/5

(*) En gras les chaînes payantes.

> L'optimisation de la gestion de la ressource radioélectrique

Le Conseil est chargé, en vertu des dispositions de l'article 22 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, de veiller à la meilleure utilisation possible des fréquences radioélectriques assignées à des usages de communication audiovisuelle.

Il lui appartient donc d'identifier précisément les gains offerts par l'utilisation de la norme MPEG-4 afin de procéder à leur utilisation. Dans cette perspective, le Conseil a précisé les règles liées à l'usage de la ressource radioélectrique.

Il a également engagé une réflexion sur la réorganisation des multiplex de façon, en premier lieu, à permettre la diffusion d'une chaîne locale sur chaque site de la TNT.

LE CSA PRÉCISE LES RÈGLES D'UTILISATION DE LA RESSOURCE RADIOÉLECTRIQUE

L'organisation plus homogène des multiplex, telle qu'elle résulte du second appel aux candidatures, devrait permettre un accroissement de l'efficacité du multiplexage statistique. Cependant, cette opération ne sera pas suffisante pour tirer pleinement profit des gains procurés par la norme MPEG-4.

C'est la raison pour laquelle le Conseil a adopté, le 19 juillet 2005, un document dans lequel il a précisé les règles d'utilisation de la ressource radioélectrique par les services de télévision diffusés sur la TNT (cf. Chapitre II – La planification des fréquences/Règles d'utilisation de la ressource radioélectrique).

UNE MEILLEURE ORGANISATION DES MULTIPLEX

Lors de la publication du document définissant les règles d'utilisation de la ressource radioélectrique, le Conseil a indiqué que les premières disponibilités qu'ouvrira l'usage du MPEG-4 seront employées, sur les cinq multiplex existants, d'une part, à la réservation d'au moins un canal, sur chaque site, pour la diffusion d'un service de télévision locale et, d'autre part, à la migration en haute définition de services de télévision payants autorisés en définition standard.

Or, la réalisation de ces objectifs serait difficilement envisageable en dehors d'une recombinaison des multiplex qui se traduirait par un regroupement, d'un côté, des chaînes gratuites et, de l'autre, des chaînes payantes. Seule cette réorganisation, en effet, permettrait de rendre l'architecture des réseaux pleinement compatible avec l'existence de normes de compression différentes selon le caractère gratuit ou payant des services.

Ce principe trouve d'ailleurs son fondement dans l'avant-dernier alinéa de l'article 25 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée qui dispose en effet que le Conseil peut « [...] en vue de favoriser le développement rapide de la télévision par voie hertzienne terrestre en mode numérique, modifier les autorisations et les

assignments délivrées en application des articles 30-1 et 30-2 en vue de regrouper sur une ou plusieurs ressources radioélectriques des éditeurs de services ne faisant pas appel à une rémunération des usagers ».

Le Conseil a ainsi décidé d'explorer la possibilité de modifier la répartition des chaînes gratuites de façon, notamment, à dégager un canal sur chaque site pour la diffusion des programmes locaux.

Le canal ainsi dégagé pourrait être utilisé par un service local privé, en particulier pour l'exercice de son droit de reprise en numérique quand il bénéficie d'une autorisation pour une diffusion par voie hertzienne terrestre en mode analogique. Il pourrait également servir à améliorer la régionalisation des diffusions de France 3, principalement dans les zones où la chaîne propose aujourd'hui plusieurs décrochages locaux en mode analogique.

> Accélérer le déploiement de la TNT et permettre l'accès de tous aux chaînes gratuites

Maintenant que la TNT est lancée et en raison du succès indéniable qu'elle rencontre, il est nécessaire d'envisager une accélération du projet de façon, tout d'abord, que la couverture de 85 % de la population soit achevée en mars 2007. Il importe également de prévoir une extension de la couverture au-delà de ce à quoi les éditeurs se sont engagés et, en définitive, d'assurer à tous les Français un accès aux chaînes gratuites de la TNT.

Répondant à une proposition du président du CSA, le Premier ministre a décidé, en avril 2005, de la création d'un groupe de travail conjoint entre le CSA et la Direction du développement des médias (DDM), en demandant à ce groupe de présenter des propositions sur ces questions pour l'automne.

Ce rapport, qui a été rendu public en novembre 2005, examine, tout d'abord, les obstacles qui empêchent la réalisation de l'objectif actuellement affiché d'une couverture de 85 % de la population.

Les difficultés sont particulièrement importantes dans les zones frontalières puisque des accords doivent être conclus avec les pays limitrophes, ce qui suppose des négociations, parfois très longues, avec les administrations des pays concernés. Le rapport propose ainsi que, de façon exceptionnelle, la conduite des négociations soit menée par le ministre de l'Industrie qui exerce la tutelle de l'Agence nationale des fréquences, responsable de cette mission pour l'ensemble du spectre.

D'autres voies sont explorées qui permettraient d'obtenir davantage de fréquences que celles actuellement disponibles. Le rapport suggère ainsi de procéder à l'utilisation temporaire des canaux militaires ; il explore la voie d'une extinction anticipée de réémetteurs analogiques, ou celle d'une utilisation de la bande UHF qui est actuellement exploitée par Canal+.

Toutes ces solutions ne devraient cependant pas permettre de dégager partout les cinq fréquences nécessaires à la diffusion, en l'état, de l'ensemble des chaînes de la TNT. Le rapport examine donc deux pistes susceptibles de pallier cette pénurie de fréquences.

La première option consiste à généraliser l'utilisation de la norme MPEG-4 en la reprenant, non seulement pour les chaînes payantes, mais également pour celles qui sont gratuites. Ces chaînes seraient regroupées sur trois multiplex.

La seconde consiste à attribuer les canaux disponibles selon l'ordre de priorité prévu au deuxième alinéa de l'article 30-4 de la loi du 30 septembre 1986

modifiée : reprise, tout d'abord, en *simulcast* des services autorisés pour une diffusion en mode analogique, puis des chaînes gratuites et, enfin, des chaînes payantes, si la ressource disponible est suffisante pour assurer leur diffusion.

Cette seconde option offre l'avantage de permettre aux téléspectateurs d'avoir rapidement accès aux chaînes gratuites de la TNT. Elle s'avère également compatible avec la démarche qui vise à adapter la composition des multiplex de façon à libérer, dans chaque zone, une place en faveur de la télévision locale.

Par ailleurs, un fonds d'aménagement du numérique a été créé fin décembre 2005 de façon à assurer l'équipement des téléspectateurs dépendant de réémetteurs secondaires pour lesquels une ou plusieurs chaînes analogiques seraient converties en numérique.

Le rapport aborde enfin la question de l'extension de la TNT au-delà des 85 % de la population. Une première solution serait, bien évidemment, de densifier la couverture terrestre, notamment grâce aux réémissions isofréquences.

Il est cependant improbable, du moins d'ici à la fin de l'analogique, de garantir la couverture de la totalité du territoire par voie hertzienne terrestre en mode numérique. C'est la raison pour laquelle le rapport examine la possibilité de la mise en place d'un bouquet satellitaire des chaînes gratuites de la TNT.

Le Premier ministre a renouvelé le mandat qu'il avait confié au groupe de travail commun CSA/DDM afin d'élaborer de nouvelles propositions pour le printemps 2006 destinées à permettre à l'ensemble des Français d'avoir accès aux chaînes gratuites de la télévision numérique de terre. Le groupe devra notamment tenir compte de l'objectif assigné par le Président de la République d'un basculement progressif, d'ici à 2010, de la télévision analogique à la télévision numérique.

> Les nouvelles applications de la télévision numérique

De nouvelles applications apparaissent aujourd'hui sur la télévision numérique qui devraient conduire, rapidement, à une transformation des usages et des services. Parmi ces applications, on retrouve les services interactifs, la haute définition – qui devrait se déployer en 2006 en particulier sur le satellite – et, enfin, la télévision mobile, qui fait encore l'objet d'expérimentations destinées à tester les technologies et les usages.

LES SERVICES INTERACTIFS

La loi du 30 septembre 1986 modifiée définit, en son article 2, ce que l'on entend par service de radio et de télévision. Avant d'être mis à la disposition du public, ces services doivent ainsi obtenir une autorisation de la part du CSA s'ils sont diffusés par voie hertzienne terrestre.

Pour les services de communication audiovisuelle autres que de radio ou de télévision (guide électronique de programmes, services interactifs...), les dispositions de l'article 30-5 de la loi prévoient, là aussi, que l'usage de la ressource radioélectrique est subordonné à la délivrance d'une autorisation par le CSA. La procédure d'autorisation doit cependant être précisée par un décret qui, à ce jour, n'a toujours pas été publié.

Si les services interactifs sont désormais largement présents sur le câble, le satellite ou l'ADSL, l'absence de ce texte réglementaire explique, en grande partie, le fait qu'ils n'aient toujours pas trouvé leur place sur la TNT.

Le Conseil est cependant disposé à favoriser les expérimentations. Il a ainsi récemment autorisé la mise en place d'une application interactive conforme à la

norme MHP. Cette expérimentation est conduite par le groupe NRJ qui exploite un service de télévision sur la TNT.

LA HAUTE DÉFINITION

Sur la TNT, l'adoption de la norme MPEG-4 pour la télévision payante devrait favoriser l'arrivée de la haute définition. À cet égard, le CSA a indiqué, dès le 19 juillet 2005, que les premières disponibilités offertes par l'utilisation de cette norme seraient employées à la migration en haute définition (HD) de services de télévision autorisés en définition standard (SD).

Le Conseil a, par ailleurs, engagé une réflexion sur les conditions de cette migration. En effet, la diffusion d'un service en haute définition suppose l'utilisation d'une quantité de débit plus importante que pour une diffusion en définition standard. En outre, la HD ne pourra bénéficier qu'à un nombre limité de services qui devront être sélectionnés sur la base de critères objectifs et selon une procédure transparente.

La procédure d'appel aux candidatures est manifestement celle qui serait la plus satisfaisante pour désigner ceux parmi les services qui pourraient être diffusés par voie hertzienne terrestre en haute définition. Cependant, la loi, dans sa rédaction actuelle, n'est pas nécessairement adaptée pour ce type de sélection. Elle devrait donc être modifiée pour adapter les critères à la situation particulière d'une diffusion en haute définition.

LA TÉLÉVISION MOBILE

La télévision mobile fait partie des nouveaux usages de l'audiovisuel numérique pour lesquels il existe une véritable attente du public, si l'on considère aussi bien la réaction des utilisateurs de ces nouveaux services sur les réseaux 3G, où ils sont déjà disponibles, que les premiers bilans des expérimentations autorisées par le Conseil (cf. Chapitre II – La concertation technique sur la télévision numérique et les expérimentations).

Le Conseil attachera la plus grande importance à l'examen des bilans de ces expérimentations qui conditionneront l'éventuel lancement d'offres commerciales.

Il conviendra, également, de planifier un réseau de fréquences adapté à une diffusion de services mobiles. Il existe un réseau multivilles sur la bande UHF, pour lequel le CSA a lancé une étude. L'extension ultérieure de ces premières couvertures nécessitera cependant des études complémentaires, mais aussi l'accélération de l'arrêt de l'analogique.

Afin de prendre en compte les particularités de la télévision mobile, la loi du 30 septembre 1986 devra enfin être modifiée de façon, en particulier, à adapter les critères d'attribution de la ressource ainsi que le dispositif anticoncentration.

3. LES RÉSEAUX N'UTILISANT PAS DES FRÉQUENCES ASSIGNÉES PAR LE CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIOVISUEL

> Les nouvelles chaînes conventionnées ou déclarées

Au 31 décembre 2005, le nombre de services de télévision et de radiodiffusion français et étrangers titulaires d'une convention était de 184. Sur ces 184 services, 99 services de télévision étaient diffusés en France métropolitaine.

(1) I-Télé, TMC, Eurosport France, Canal J, Planète, Paris Première (à partir de la diffusion effective en numérique terrestre, c'est la convention TNT qui entrera en application).

Outre les conventions qui sont arrivées à expiration, plusieurs services autorisés en numérique terrestre ont vu leur convention sur les réseaux n'utilisant pas les fréquences assignées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel remplacée par une autorisation hertzienne ⁽¹⁾. Par ailleurs, le régime dérogatoire prévu au II de l'article 34-2 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée pour les services de télévision dont le budget annuel est inférieur à 150 000 € s'est appliqué à six nouveaux services.

Catégorie	Nombre
Services conventionnés ou déclarés (hors canaux locaux du câble) dont :	184
Services de télévision français conventionnés diffusés en métropole par câble ou par satellite	99
Services de télévision français déclarés diffusés ou distribués par les réseaux n'utilisant pas des fréquences assignées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel	6
Services de télévision français conventionnés diffusés uniquement dans les Dom	5
Services de télévision français conventionnés diffusés en Europe	6
Services de télévision étrangers conventionnés	15
Total	131
Services de radio	12
Services de télévision non créés ou non diffusés par câble ou par satellite	29
Services de télévision ou de radio interrompus	12
Total	41

**LES SERVICES DE TÉLÉVISION FRANÇAIS CONVENTIONNÉS DIFFUSÉS
EN FRANCE MÉTROPOLITAINE PAR CÂBLE OU PAR SATELLITE ⁽¹⁾**

Dénomination	Date de signature de la convention	Convention renouvelée le
123 Sat	18-07-2005	
24/24 Vidéo	14-12-2005	
13 ^{ème} Rue	21-08-1997	08-09-2004
AB 1	20-12-1995	11-04-2005
AB Moteurs	26-03-1996	11-04-2005
Action	26-03-1996	11-04-2005
Animaux	26-03-1996	11-04-2005
Astrocenter	18-03-2005	
APTV	02-09-2005	
Best of shopping	28-08-1996	
BRTV	25-09-2001	
Canal Événementiel	27-08-2004	
Canal Festival	21-08-2001	
Chasse et Pêche	26-03-1996	11-04-2005
Ciné Cinéma Auteur	29-01-1997	
Ciné Cinéma Classics	29-01-1997	
Ciné Cinéma Émotion	29-01-1997	
Ciné Cinéma Frisson	29-01-1997	
Ciné Cinéma Info	10-12-1999	17-11-2004
Ciné Cinéma Premier	29-01-1997	
Ciné Cinéma Famiz	29-01-1997	
Ciné FX	18-11-2002	11-04-2005
Ciné Polar	26-03-1996	11-04-2005
Comédie !	08-08-1997	23-07-2004
Cuisine TV	19-04-2001	
Demain	06-05-1998	30-06-2004
Disney Channel – Disney + 1	20-03-1997	
Encyclopédia	26-03-1996	11-04-2005
Équidia	14-10-1999	19-05-2004

**LES SERVICES DE TÉLÉVISION FRANÇAIS CONVENTIONNÉS DIFFUSÉS
EN FRANCE MÉTROPOLITAINE PAR CÂBLE OU PAR SATELLITE ⁽¹⁾ (suite)**

Dénomination	Date de signature de la convention	Convention renouvelée le
Escales	26-03-1996	11-04-2005
Eureka	16-05-2003	11-04-2005
Euronews	18-12-1997	
Eurosport 2	06-01-2005	
Filles TV	30-08-2004	
Fit TV Vive la vie	26-03-1996	
Fun TV	20-05-1997	04-04-2004
Game One	10-11-1998	
Histoire	07-07-1997	13-07-2004
Infosport	19-06-1998	28-11-2003
Jetix	08-12-1997	
Jimmy	10-06-1993	29-07-2004
Kiosque	30-10-1997	24-11-2000
KTO	21-09-1999	
L'Équipe TV	19-03-1998	19-03-2004
La Chaîne Météo	17-01-1994	
LCI	06-06-1994	20-07-20004
Live I	10-06-2003	20-01-2004
M6 Boutique la chaîne	18-05-1998	12-05-2004
M6 Music Black	03-01-2005	
M6 Music Hits	29-03-2005	
M6 Music Rock	03-01-2005	
Ma Planète	19-11-2003	
Mangas	26-03-1996	11-04-2005
MCM	25-09-1995	27-07-2004
MCM POP	13-03-2001	27-07-2004
MCM TOP	22-12-2003	
Médi TV-Beur TV	08-01-2001	
Mezzo	20-03-1998	
Motors TV	14-09-1999	12-01-2005
Multivision	19-11-1997	20-06-2001
Musique Classique	26-03-1996	11-04-2005
NBA+	08-01-2004	
NC Mag	08-01-2001	
Odyssée	24-01-1997	
OL TV	19-07-2005	
OMTV	16-10-2001	
Pink TV	16-04-2003	
Piwi	22-11-2003	
Planète choc	23-08-2004	
Planète Thalassa	20-09-1999	29-07-2004
Playhouse Disney	26-02-2003	09-04-2004
RFO Sat	05-05-1998	30-04-2004
Seasons	01-10-1996	
Série Club	04-03-1993	15-07-2004
Sport+	26-03-1996	
Tchatte TV	03-07-2002	
Télé Melody	09-10-2001	
Télétoon – Télétoon +1	13-01-1997	
Téva	03-05-1996	
TF6	07-12-2000	15-07-2004
TFJ	18-12-1997	16-01-2004
Tfou	27-05-2003	
Tiji	15-12-2000	
Toon Disney	26-02-2003	09-04-2004
Toute l'histoire	18-02-1998	11-04-2005

**LES SERVICES DE TÉLÉVISION FRANÇAIS CONVENTIONNÉS DIFFUSÉS
EN FRANCE MÉTROPOLITAINE PAR CÂBLE OU PAR SATELLITE ⁽¹⁾ (suite)**

Dénomination	Date de signature de la convention	Convention renouvelée le
TPS Ciné Family	31-07-2003	
TPS Ciné Culte	30-09-1999	
TPS Ciné Club	03-08-2005	
TPS Cinécomédie	06-10-2005	
TPS Cinétoile	26-05-1997	23-06-2004
TPS Cinextrême	31-07-2003	
TPS Foot	03-08-2005	
TPS Star	27-09-2001	
Trace TV	28-01-1999	03-06-2005
TV Breizh	24-08-2000	20-07-2004
TV5	19-11-1998	10-06-2004
Ushuaïa TV	11-03-2005	
Voyage	24-01-1996	19-07-2004
XXL	26-03-1996	16-05-2005
'Zik	26-03-1996	

(1) Figurent en gras les services conventionnés pour la première fois en 2005.

LES SERVICES DE TÉLÉVISION FRANÇAIS DÉCLARÉS ^(*)

Dénomination	Date du récépissé
3 2 1 Ciné	01-12-2005
Canal Santé	27-09-2005
CNES Demos	15-11-2005
Freenews	22-11-2005
Télévision numérique alternative	24-02-2005
Roland Garros 1 à 7	24-05-2005

(*) Services déclarés (budget annuel inférieur à 150.000 €).

LES SERVICES DE TÉLÉVISION FRANÇAIS TEMPORAIRES

Dénomination	Date de signature de la convention
Star Academy saison 5	16-08-2005

**LES SERVICES DE TÉLÉVISION FRANÇAIS DIFFUSÉS
UNIQUEMENT DANS LES DOM**

Dénomination	Date de signature de la convention	Convention renouvelée le
3A Télésud	31-05-2002	10-09-2004
Bet (USA)	14-01-1999	
Bet on Jazz (USA)	14-01-1999	
Kanal Austral	18-08-2002	
Zouk Télévision	13-12-1999	05-01-2005

LES SERVICES DE TÉLÉVISION DIFFUSÉS EN EUROPE UNIQUEMENT ⁽¹⁾

Dénomination	Date de signature de la convention	Convention renouvelée le
Euronews (en portugais)	28-11-2000	
Euronews (en russe)	10-07-2000	
Eurosport International	14-04-1993	31-03-2004
Eurosportnews	28-11-2000	31-03-2004
Motors TV UK	25-11-2002	12-01-2005
Motors TV Deutschland	08-06-2004	12-01-2005

(1) Diffusés en Europe sans être diffusés en France.

LES SERVICES DE TÉLÉVISION ÉTRANGERS (HORS UNION EUROPÉENNE)

Dénomination	Date de signature de la convention	Convention renouvelée le
2M Maroc (Maroc)	20-12-2001	
Algerian Third Channel	14-08-2005	
Al Jazeera (Qatar)	19-07-1999	09-07-2001
Al Jazeera Children	09-08-2005	
Canal Algérie (Algérie)	02-02-2000	14-08-2005
CCTV 4 International (Chine)	11-12-1998	30-06-2005
ESC (Égypte)	29-11-1993	
Jordan Satellite Channel	25-11-1999	
KBS World	10-11-2005	
New Tang Dynasty (EU)	30-03-2004	
Radio Télévision jordanienne (Jordanie)	25-11-1999	
RTM (Maroc)	15-01-1997	02-09-2005
RTR PLANETA (Russie)	30-09-2004	
TV 7 (Tunisie)	04-12-1996	
TV POLONIA (Pologne)	30-09-2003	

LES SERVICES DE RADIO ^(*)

Dénomination	Date de signature de la convention
Chaîne 1 (Algérie)	10-07-2000
Chaîne 2 (Algérie)	10-07-2000
Chaîne 3 (Algérie)	10-07-2000
El Bahdja (Algérie)	10-07-2000
La Radio du voyage	23-02-2004
Médi 1 (Maroc)	08-08-2000
Multimusic (Radio)	10-12-1996
MRL	05-06-2002
Paris Live Radio	16-10-2003
Radio Junior (*)	21-04-2005
Radio Maria	27-07-2005
World Radio Paris	11-07-2005

(*) Services déclarés (budget annuel inférieur à 75 000 €).

**LES SERVICES DE TÉLÉVISION NON CRÉÉS OU NON DIFFUSÉS
PAR CÂBLE OU PAR SATELLITE**

Dénomination	Date de signature de la convention
AB 16 (météo)	26-03-1996 ^(*)
AB 17 (téléachat)	26-03-1996 ^(*)
AB 18 (information)	26-03-1996 ^(*)
AB 19 (débat)	26-03-1996 ^(*)
AB 23 (cinéma, science-fic. et horreur)	26-03-1996 ^(*)
AB 24 (<i>talk-shows</i>)	26-03-1996 ^(*)
AB 26 (cheval, courses hippiques)	26-03-1996 ^(*)
AB 28 (cinéma, répertoire art et essai)	26-03-1996 ^(*)
AB 29 (cinéma, films étrangers)	26-03-1996 ^(*)
AEV annonces	31-05-2005
AEV Immobilier et Habitat	31-05-2005
AEV Transactions professionnelles	31-05-2005
AP-HM Télévision	16-08-2005
APTV	02-09-2005
Art France	19-03-1997
Arena TV	12-07-2004
Canal Soleil	25-01-1995
Kiosque Sport	20-12-2005
Canalweb.TV	28-02-2001
La Chaîne Santé	06-02-1996
LCH – La Chaîne de l'humanitaire	30-08-2002
MA 3	29-11-2002
Mizik Tropical	09-03-2005
Planète Histoire	09-09-1996
Senior Club TV	09-05-2003
Solaris TV	01-11-2005
Télegénération	05-03-2001
TEM (Télévision Euro-Méditerranée)	07-06-2004
TMA (Télévision musicale antillaise)	17-06-2000

^(*) Les conventions signées en 1996 pour une durée de 10 ans arrivent à expiration le 26/03/2006.

LES SERVICES DE TÉLÉVISION INTERROMPUS

Dénomination	Date de signature de la convention	Année d'interruption
C :	13-11-1996	1998
Ciné Box	26-03-1996	2005
Ciné Comic	26-03-1996	2005
Gourmet TV	20-03-2002	2005
La Boutique des chefs	20-05-2003	2003
Plaisance Téléachat	06-03-1996	1997
Rapido Annonces	27-05-1994	1996
RFM TV	26-03-1996	2005
Romance	26-03-1996	2002
Santé Vie	31-05-2000	2003
Spectacle	23-08-1996	1998
TPS Foot	22-02-2001	2002

Sans compter les services de télévision à caractère local distribués exclusivement par câble (cf. *infra*) ; en 2005, le Conseil a conclu 25 nouvelles conventions (contre 15 en 2004) relatives à la distribution par câble ou satellite de services de télévision et de radio.

- **I23 Sat**

Éditeur : I23 Multimedia Limited (Société de droit britannique)

Actionnariat : I23 Multimedia 100 %

Thématique : Musicale

– La programmation est composée majoritairement de vidéomusiques et de services interactifs.

– Le service est diffusé en clair sur Eutelsat.

Convention signée le 18/07/2005

- **24/24 Vidéo**

Éditeur : France Télécom (SA)

Actionnariat : État 19,85 %, ERAP 15,05 %, Public 62 %, Salariés 3,10 %

Thématique : Autopromotion

Le service consiste en promotion de « vidéos à la carte » par la diffusion de bandes-annonces et d'extraits de vidéos disponibles au catalogue.

La diffusion 24h/24 vidéo sera gratuite et en clair *via* ADSL.

Convention signée le 14/12/2005

- **AEV Annonces, AEV Immobilier et habitat, AEV Transactions professionnelles**

Éditeur : Canal AEV (SARL)

Actionnariat : M^{me} Sylvie Picard 98,88 %, M.Yann Groleau 0,28 %, M. Alain Hermand 0,56 %, M. Philippe Szymanski 0,28 %

Thématique : Téléachat

– **AEV Annonces** : la programmation de cette chaîne est constituée d'annonces vidéo de particuliers ou de professionnels qui souhaitent vendre, acheter, louer ou faire découvrir des biens mobiliers.

– **AEV Immobilier et habitat** : sa programmation entièrement dédiée à l'immobilier comprendra des annonces vidéo de particuliers et de professionnels concernant la vente ou l'achat de biens neufs ou anciens, la location, la construction de biens, la rénovation, l'aménagement et l'équipement, la décoration, la découverte de produits et matériaux liés à l'habitat, les conseils des acteurs concernés.

– **AEV Transactions professionnelles** : les annonces proviendront de professionnels (artisans, commerçants, associations, PME, PMI, industriels) en vue d'acheter, vendre, confier la gérance d'entreprises et de commerces, chercher des associations ou des partenariats, proposer des conseils et des emplois.

Convention signée le 31/05/2005

- **Algerian Third Channel (A3C)**

Éditeur : Entreprise nationale de télévision (ENTV)

Actionnariat : État algérien 100 %

Thématique : Généraliste

Algerian Third Channel est une chaîne généraliste publique qui diffuse tous types de programmes : fictions, films, émissions d'information, variétés et documentaires.

Convention signée le 14/08/2005

- **Al-Jazeera Children**

Éditeur : Al-Jazeera Children's Compagny

Actionnariat : Qatar Foundation for Education, Sciences and Community Development 90 %, Al-Jazeera Satellite Channel 10 %.

Thématique : Jeunesse

La programmation du service est consacrée à des programmes ludo-éducatifs à destination des enfants de 3 à 16 ans et des familles.

Le service est en langue arabe. Il est conçu comme une chaîne panarabe pour toutes les communautés arabophones des pays couverts, adaptée aux spécificités culturelles et sociales du monde arabe.

Convention signée le 09/08/2005

- **AP-HM Télévision**

Éditeur : Assistance publique des hôpitaux de Marseille (Établissement public de santé)

Actionnariat Sans objet

Thématique : Service

Le service est destiné à répondre aux besoins d'information des usagers de l'hôpital à travers la production et la diffusion de documents audiovisuels, dans le cadre de sa mission de santé publique, de prévention et d'éducation pour la santé.

Convention signée le 16/08/2005

- **APTV**

Éditeur : Association Église évangélique de la forteresse de Dieu

Actionnariat : Sans objet

Thématique : Confessionnelle

La programmation du service, d'inspiration chrétienne, est généraliste. Elle couvre différents genres de programmes et est destinée à tous les publics.

Convention signée le 02/09/2005

- **Astrocenter TV**

Éditeur : Astrocenter (SAS)

Actionnariat : Center.com Inc 100 %

Thématique : Service

La programmation du service est consacrée à l'astrologie et aux prévisions astrologiques. Elle comprend par ailleurs des émissions et des magazines sur tous les domaines connexes à l'astrologie notamment la numérologie, le tarot et l'astrologie chinoise.

Convention signée le 18/03/2005

- **Eurosport 2**

Éditeur : Eurosport SA

Actionnariat : TFI 100 %

Thématique : Sport

Ce service est complémentaire des programmes d'Eurosport France et Eurosportnews et a vocation à élargir l'offre sportive d'Eurosport.

Eurosport 2 est intégralement consacré au sport. Sa programmation est composée de trois parties : les bulletins d'information, les retransmissions sportives, les magazines.

Convention signée le 06/01/2005

- **KBS World**

Éditeur : Korean Broadcasting system

Actionnariat : État coréen 100 %

Thématique : Généraliste

La programmation est composée de fictions, films, informations, émissions de variétés et documentaires .

Le public visé est asiatique, pas seulement coréen (chinois, japonais, vietnamien, philippin).

Convention signée le 10/11/2005

- **Kiosque Sport**

Éditeur : Kiosque Sport (SNC)

Actionnariat : Kiosque 99,9 %, Canal+ Finance 0,1 %

Thématique : Sport

Kiosque Sport est un service de paiement à la séance au sens de l'article 6-6 du décret n° 90-66 du 17 janvier 1990 modifié.

Le service offre un programme exclusivement consacré au sport sur différents canaux. Sa programmation est composée de retransmissions de compétitions sportives ainsi que d'informations, d'émissions et de magazines sportifs.

Convention signée le 20/12/2005

- **M6 Music Black, M6 Music Hits, M6 Music Rock**

Éditeur : M6 Communication (SAS)

Actionnariat : M6 thématique 100 %

Thématique : Musicale

– **M6 Music Black** : la programmation est consacrée à la musique. Elle est composée essentiellement de vidéomusiques s'inscrivant dans la thématique des musiques urbaines.

– **M6 Music Hits** : ce service a une vocation exclusivement musicale. Sa programmation est composée essentiellement de vidéomusiques.

– **M6 Music Rock** : la programmation est consacrée à la musique. Elle est composée essentiellement de vidéomusiques s'inscrivant dans la thématique des musiques rock.

Conventions signées le 03/01/2005 pour M6 Music Black et Rock
et le 29/03/2005 pour M6 Music Hits

- **Mizik Tropical**

Éditeur : Mizik Tropical (SAS)

Actionnariat : M. Georges Thoze 60 %, M^{me} Éliane Marante 35 %, M. Gustavo Wainstein 5 %

Thématique : Musicale

La programmation du service est consacrée aux musiques des Antilles, de l'Amérique latine et de l'Afrique.

La diffusion de vidéomusiques représente 15 heures/24.

Convention signée le 09/03/2005

- **OL TV**

Éditeur : OL Images (SAS)

Actionnariat : OL Groupe 75 %, M. Jean-Yves Meilland 25 %

Thématique : Autopromotion

OL TV est un service d'autopromotion au sens de l'article 16-I du décret n° 92-280 du 27 mars 1992 : « constitue un service d'autopromotion le service distribué par câble ou diffusé par satellite qui réserve l'intégralité de son temps de diffusion à la promotion des produits, services ou programme d'une personne morale ».

Sa programmation est consacrée à l'actualité de l'Olympique lyonnais.

Convention signée le 19/07/2005

- **Radio Maria**

Éditeur : Association Radio Maria

Actionnariat : Sans objet

Thématique : Confessionnelle

Radio Maria est une radio confessionnelle diffusée 24h/24 s'adressant à tous les publics.

Convention signée le 27/07/2005

- **Solaris TV**

Éditeur : Télécom Broadcast Communication (SAS)

Actionnariat : Broadview 55,57 %, Cathar SCI et M. Pierre Chave 25,76 %, Néo-lite 12,52 %, M. Bruno Cornuel 4,39 %, M. Jean-Luc Guiraud 0,88 %, M. Dominique Poissonnier 0,88 %.

Thématique : Généraliste

La programmation du service comporte différents genres de programmes consacrés principalement à la promotion de la diversité socio-culturelle des pays du pourtour méditerranéen.

Convention signée le 01/11/2005

- **Star Academy Saison 5**

Éditeur : Niouprod SAS

Actionnariat : ASP Productions (Endemol 100 %)

Thématique : Jeu de télé-réalité

Ce service a pour vocation exclusive de programmer une émission-jeu de télé-réalité, qui consiste en la recherche, la sélection puis le lancement de nouveaux talents dans le domaine de la chanson, de la musique et de la danse. Les candidats participent, sous le regard des téléspectateurs, pendant cinq mois au maximum, à la phase finale de l'émission-jeu consistant à suivre au jour le jour leur vie quotidienne, en particulier leurs activités artistiques (cours de chant, de danse, de comédie...) dans un château.

Il s'agit d'un programme « événementiel » diffusé 24h/24, dont des extraits ont été rediffusés sur l'antenne de TF1.

La durée de la convention a été circonscrite à celle du programme (convention temporaire).

Convention signée le 16/08/2005

- **TPS Cinécomedy, TPS Cinéclub**

Éditeur : TPS Cinéma

Actionnariat : TPS SNC 99,8 %, TPS Gestion 0,2 %

Thématique : Cinéma

– **TPS Cinécomedy**, est un service de cinéma au sens du 1^{er} alinéa de l'article 6-2 du décret 90-66 du 17 janvier 1990 modifié. Il propose une programmation axée principalement sur la comédie et le divertissement.

– **TPS Cinéclub**, est un service de patrimoine cinématographique au sens de l'article 6-4 du décret n° 90-66 du 17 janvier 1990 modifié : « est dénommé service de patrimoine cinématographique un service de cinéma qui diffuse exclusivement des œuvres cinématographiques au moins 30 ans après leur sortie en salle en France. »

Ces deux chaînes font partie d'un groupement de services avec les services dénommés TPS Star, TPS Cinéculte, TPS Cinétoile et TPS Cinextrême.

Conventions signées le 06/10/2005 pour TPS Cinécomedy et le 03/08/2005 pour TPS Cinéclub

• **TPS Foot**

Éditeur : TPS Foot (SNC)

Actionnariat : TPS SNC 99,8 %, TPS Gestion 0,2

Thématique : Sport

TPS Foot est un service exclusivement consacré au sport, principalement le football.

Sa programmation est composée de retransmissions de compétitions sportives ainsi que d'informations, d'émissions et de magazines sportifs.

Convention signée le 11/03/2005

• **Ushuaïa TV**

Éditeur : Société paneuropéenne d'édition et d'exploitation de documentaires (SNC)

Actionnariat : TFI 100 %

Thématique : Documentaire

La programmation du service est consacrée à la nature et à l'environnement.

Ushuaïa TV est essentiellement une chaîne documentaire mais elle proposera également des magazines, des œuvres cinématographiques, des fictions et à terme de l'animation.

Convention signée le 11/03/2005

• **World Radio Paris**

Éditeur : Association World Radio Paris

Actionnariat : sans objet

Thématique : Radio d'information anglophone

World Radio Paris est destinée aux auditeurs anglophones de Paris et sa région. La radio se définit comme un service associatif non commercial.

L'information diffusée porte essentiellement sur les domaines de la culture et du spectacle. Elle propose également des informations pratiques sur les associations d'aide aux ressortissants étrangers.

Convention signée le 11/07/2005

Les services européens déclarés en 2005

La procédure de déclaration au CSA, prévue à l'article 43-6 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée pour les services de télévision relevant de la compétence d'un autre État membre de l'Union européenne ou signataire de l'accord sur l'Espace économique européen, a reçu application à vingt reprises. Les États dans lesquels ceux-ci sont établis et autorisés sont respectivement : l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni.

Au 31 décembre 2005, le nombre de services de télévision bénéficiant du régime déclaratif était de 107.

**RÉPARTITION, PAR PAYS D'ORIGINE, DES SERVICES
DE TÉLÉVISION DÉCLARÉS AU CSA (AU 31 DÉCEMBRE 2005)**

Nombre total de services	107
Allemagne	10
Autriche	1
Belgique	6
Bosnie-Herzégovine*	3
Espagne	6
Italie	8
Luxembourg	2
Pays-Bas	7
Portugal	2
Royaume-Uni	53
Roumanie	4
Slovaquie	1
Suisse	3
Turquie	1

* Pays signataires de la Convention européenne sur la télévision transfrontière.

SERVICES EUROPÉENS DÉCLARÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2005

Services	Société éditrice	Thématique	Origine	Date du récépissé
Abu Dhabi Television Sat Channel	Emirats Media Inc	Information	Grande-Bretagne	26/07/2005
Al-Jazeera International	Al-Jazeera International Limited	Information	Grande-Bretagne	29/12/2005
Arirang TV	Arirang TV	Généraliste	Slovaquie	18/01/2005
Baby TV	Baby Network Limited	Jeunesse	Grande-Bretagne	26/07/2005
BHT I	Public Broadcasting Service of BiH	Généraliste	Bosnie-Herzégovine*	14/10/2005
BN SaT	Radio Televizija BN	Divertissement	Bosnie-Herzégovine*	14/10/2005
Discovery Real Time (France)	Discovery Communications Europe	Documentaire	Grande-Bretagne	29/07/2005
Fox Life	Fox International Channels Italy Srl	Mini-généraliste	Italie	21/09/2005
God TV	Angel Television Spain SL	Confessionnelle	Espagne	20/07/2005
La Latina TV	Vandic controle SL	Généraliste	Espagne	25/03/2005
Nickelodeon	Nickelodeon International Limited	Jeunesse	Grande-Bretagne	17/11/2005
NTV Hayat Sat	Neovisna Televizija Hayat	Généraliste	Bosnie-Herzégovine*	14/10/2005
Playboy TV	Playboy TV UK/Benelux Ltd	Adultes	Grande-Bretagne	20/10/2005
Rouge TV	Eclipse Sat Limited	Adultes	Grande-Bretagne	31/05/2005
Samanyolu TV	Samanyolu Yay. Ve Hiz A.S	Généraliste	Turquie*	26/07/2005
SCI FI TV	Sci Fi Channel Europe LLC	Science-fiction	Grande-Bretagne	21/10/2005
TVR I	Société roumaine de télévision	Généraliste (publique)	Roumanie*	26/07/2005
TVR 2	Société roumaine de télévision	Généraliste (publique)	Roumanie*	26/07/2005
TVR Cultural	Société roumaine de télévision	Culturelle (publique)	Roumanie*	26/07/2005
TVR International	Société roumaine de télévision	Généraliste (publique)	Roumanie*	26/07/2005

* Pays signataires de la Convention européenne sur la télévision transfrontière

> Les services locaux non hertziens

À la suite de la réforme de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986, découlant de l'adoption des lois des 9 juin et 21 juillet 2004, les anciens canaux locaux du câble, désormais dénommés services locaux non hertziens, peuvent être distribués par tout réseau n'utilisant pas les fréquences assignées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, par la simple conclusion d'une convention ou d'une déclaration. La singularité de ces services consiste principalement en la diffusion d'informations destinées à la vie locale.

La loi du 9 juillet 2004 relative aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle a modifié l'article 33-I de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, relatif au conventionnement de ces services non hertziens. En effet, l'article 33-I comprend à présent un II prévoyant un régime déclaratif pour les chaînes dont le budget est inférieur à 150 000 €. Le dernier alinéa de ce II précise que « les services de télévision destinés aux informations sur la vie locale ne bénéficient pas de la dérogation instaurée par le premier alinéa. »

Lors de sa séance plénière du 10 mai 2005, le Conseil a décidé que, parmi les services non hertziens dont le budget annuel est inférieur à 150 000 €, le Conseil conventionnera uniquement les services dont la programmation est majoritairement consacrée à des informations sur la vie locale.

En ce qui concerne le développement de l'offre télévisuelle des services non hertziens, celui-ci s'est accru par rapport à l'année précédente. En effet, sept nouveaux services ont été conventionnés en 2005, contre quatre pour l'année 2004. Au 31 décembre 2005, 123 services locaux non hertziens bénéficiaient d'une convention conclue avec le Conseil supérieur de l'audiovisuel, soit un nombre en augmentation par rapport au 31 décembre 2004.

La répartition géographique des services locaux non hertziens est inchangée. La région Alsace-Lorraine reste la région de France où sont implantées le plus grand nombre de télévisions locales de proximité, un nouveau service y a été créé en 2005. La région Île-de-France demeure également un bassin de concentration de télévisions de proximité, un nouveau service ayant été également créé en 2005. La région Nord a été particulièrement dynamique au cours de l'année 2005 en matière de création de services locaux non hertziens : quatre des sept nouveaux services ont été créés dans cette région (communes de Henin-Carvin, Le Quesnoy, Méricourt et Mortrée).

Concernant la forme sociale de l'éditeur du service, quatre des services nouvellement conventionnés ont été créés à l'initiative d'une société, deux autres à l'initiative d'une commune ou syndicat intercommunal et le dernier a été créé par une association.

La répartition des éditeurs de services locaux non hertziens en fonction de leur statut juridique n'a pas été bouleversée par ces nouvelles données :

LES ÉDITEURS DES SERVICES LOCAUX NON HERTZIENS FIN 2005

Éditeur	Nombre de services	Proportion
Commune	45	37 %
Régie intercommunale	11	9,1 %
Syndicat intercommunal	4	3 %
Association	40	34 %
Société d'économie mixte	8	6 %
Autre société	14	11 %
Opérateur de réseau	1	0,9 %
Total	123	100 %

En outre, seize services dont la convention arrivait à son terme en 2005 ont demandé à bénéficier d'un renouvellement de leur convention pour une nouvelle période de cinq ans.

La majorité de ces services dispose cependant d'un budget trop faible pour produire suffisamment de programmes vidéo de première diffusion et a recours à une grande part d'infographie dans la grille de programmes. Chaque année, certains éditeurs de services sont contraints de demander la résiliation de leur convention, à défaut de financement suffisant (deux en 2005).

4. LES RADIOS

> Les radios privées

APPELS AUX CANDIDATURES

Au cours de l'année 2005, le Conseil a poursuivi l'examen des appels aux candidatures partiels en cours dans le ressort des CTR de Clermont-Ferrand, Lille, Marseille, Nancy, Paris et Toulouse (Midi-Pyrénées).

Par ailleurs, deux nouveaux appels ont été lancés en région parisienne et en Rhône-Alpes. À cette occasion, le Conseil a mis en application, pour la première fois en matière radiophonique, les nouvelles dispositions issues de la loi du 9 juillet 2004 consistant à publier le plan de fréquences en même temps que le texte d'appel aux candidatures et à délivrer les autorisations dans un délai de huit mois à compter de la réception des dossiers de candidature.

Enfin, le Conseil a mené les travaux préparatoires au lancement des appels aux candidatures généraux de 2006 et 2007 qui ont abouti à la publication d'un calendrier de travail pour les prochains mois et au lancement des premières consultations publiques.

LES APPELS PARTIELS

CTR de Clermont-Ferrand

Dans le cadre de l'appel aux candidatures partiel lancé le 15 juillet 2003 dans sept départements de la région Auvergne-Limousin et ouvert aux catégories A, B, D et E, le Conseil a présélectionné, le 11 janvier 2005, 13 candidats (7A, 3B, 1D, 2E) sur les 20 fréquences disponibles. Les autorisations correspondantes ont été délivrées lors de l'assemblée plénière du 4 octobre (J.O du 29 octobre).

CTR de Lille

Un appel aux candidatures partiel avait été lancé dans le ressort du CTR de Lille le 11 mars 2003. Plusieurs autorisations ont été accordées en 2005 :

- le 19 juillet 2005 - 1 service de catégorie B, 6 services de catégorie D et 2 services de catégorie E dans les zones de Valenciennes (59), Calais (62), Amiens (80), Abbeville (80) et Château-Thierry (02) ;
- le 27 septembre 2005 - 1 service de catégorie B et 1 service de catégorie E dans la zone de Lille (59) ;
- le 11 octobre 2005 - 1 service de catégorie A, 1 service de catégorie B et 1 service de catégorie E dans les zones de Douai (59) et Hesdin (62) ;
- le 13 décembre 2005 - 1 service de catégorie B, 1 service de catégorie D et 1 service de catégorie E dans la zone de Boulogne s/ Mer (62).

Des autorisations doivent encore être délivrées par le Conseil pour les zones de Péronne et Saint-Omer.

CTR de Lyon Le 18 octobre 2005, le Conseil a lancé un appel aux candidatures partiel ouvert à toutes les catégories sur 30 fréquences réparties sur les huit départements de la région Rhône-Alpes.

66 candidats (21 A, 19 B, 6 C, 17 D et 3 E) ont déposé un dossier à la date limite du 2 décembre 2005 et ont tous été déclarés recevables lors de l'assemblée plénière du 12 janvier 2006.

CTR de Marseille • Appel aux candidatures du 6 février 2001

Suite à l'appel lancé le 6 février 2001 pour les départements des Alpes-de-Haute-Provence, des Hautes-Alpes et du Var dans leur totalité, le département des Alpes-Maritimes pour la zone de Cannes et le département du Vaucluse pour les zones de Perthuis, Apt et Vaison-La-Romaine, seule cette dernière zone n'avait pu faire l'objet d'une autorisation d'émettre, faute pour le candidat présélectionné d'avoir trouvé un site d'émission compatible avec sa zone de desserte.

Le Conseil a donc présélectionné un nouveau candidat en catégorie A, le 6 juillet 2005, et l'autorisation correspondante a pu être délivrée le 3 novembre 2005.

• Appel aux candidatures du 6 janvier 2004

Suite à l'appel lancé le 6 janvier 2004 pour les zones de Marseille-Aix-Étang-de-Berre et de Fréjus, le plan de fréquences a été adopté le 22 novembre 2005 et comporte sept fréquences dont six nouvelles, parmi lesquelles quatre présentent une contrainte de programme.

CTR de Nancy À l'issue de l'appel aux candidatures partiel lancé le 22 juillet 2003 en Alsace-Lorraine et dans les Ardennes et ouvert aux catégories A, B, D et E le Conseil a autorisé :

– le 11 juillet 2005 (*J.O. des 23 et 24 août 2005*) - 3 candidats de catégorie B pour les zones de Sedan, Metz et Haguenau (fréquence à temps partagé) et 2 candidats de catégorie D ;

– le 15 novembre 2005 (*J.O. du 14 décembre 2005*) - 1 candidat de catégorie B à Wissembourg (fréquence à temps partagé).

CTR de Paris • Appel du 25 novembre 2003

L'appel aux candidatures lancé le 25 novembre 2003 pour les zones de Melun (77) et Sault-lès-Chartreux (91) était réservé à la catégorie A. Le Conseil a autorisé le 5 janvier 2005 le projet Mangembo FM à Melun et le 15 mars 2005, le projet Radio Milles Pattes à Sault-lès-Chartreux.

• Appel du 21 juin 2005

Un appel a été lancé le 21 juin 2005 sur une fréquence à temps partagé pour la zone de Mantes-la-Jolie (78) et sur trois fréquences à Corbeil-Essonnes (91). Par décision du 11 octobre 2005, 15 candidats ont été déclarés recevables.

Le 29 novembre 2005, le Conseil a présélectionné trois candidats à Corbeil-Essonnes dont 1 en catégorie A et 2 en catégorie B, et un candidat à Mantes-la-Jolie, en catégorie A.

CTR de Toulouse • Appel du 6 mai 2003 (Midi-Pyrénées)

Dans le cadre de la procédure d'appel aux candidatures partiel lancé le 6 mai 2003, le Conseil a publié au *Journal officiel* du 5 octobre 2005 (décision du 1^{er} septembre 2005) le plan d'allotissements qui comprend 38 fréquences. Le

Conseil a ensuite arrêté sa présélection le 13 décembre 2005 (10 fréquences A, 8 en B, 12 en D et 7 en E). L'appel a été infructueux sur la fréquence de Castéra-Verdugan (pas de candidat).

CTR des Antilles-Guyane

Dans le cadre d'un appel aux candidatures du 11 mars 2003 pour les départements de la Guyane, de la Guadeloupe et de la Martinique lancé à la suite de la décision du 15 janvier 2003 de ne pas reconduire, hors appel aux candidatures, les autorisations attribuées à 3 radios en Guyane, 6 en Guadeloupe et 5 en Martinique, 43 candidats ont été déclarés recevables le 15 juillet 2003. Le plan de fréquences pour les départements antillais a été adopté le 2 décembre 2003 et pour la Guyane le 18 février 2004.

Le 20 juillet 2004, le Conseil a présélectionné, au vu de l'avis du Conseil régional de la Guadeloupe, les candidats suivants : Sofaïa Altitude, Haute Tension, Éclair, RCI, NRJ, RBL, Radio Saint-Martin, Radio Transat, Youth Radio et Kilti FM.

Au vu de l'avis du Conseil régional de la Guyane, les opérateurs suivants ont été présélectionnés le 21 décembre 2004 : Ouest FM, Sky FM, Radio 2000, NRJ Guyane et Toucan Fréquence International.

Les autorisations de Radio Saint-Martin, Radio Transat, Youth Radio et Kilti FM ont été délivrées le 25 janvier 2005. L'autorisation de Sofaïa Altitude dans la zone de Pointe-à-Pitre a été délivrée le 22 avril 2005. Les autorisations de Radio Basses-Internationale et Radio Éclair dans la zone de Morne-à-Louis ont été délivrées, le 15 novembre 2005, et celles de Klib La, Haute Tension, Radio Éclair, NRJ et RCI Guadeloupe dans la zone de Basse-Terre, le 20 septembre 2005. S'agissant du département de la Guyane, les autorisations de Radio Ouest FM, Sky FM, Radio 2000, TFI et NRJ ont été délivrées le 6 décembre 2005. Enfin, Radio Balisier, Maxxi FM, Tadio Liberté, Radio As et Radio Cayali ont été autorisées en début d'année 2006 en Martinique.

CTR de la Réunion et de Mayotte

Le 13 novembre 2001, le Conseil a lancé un appel aux candidatures partiel et complémentaire pour les zones de Saint-Denis, La Plaine-des-Palmistes, Mafate, Cilaos et Salazie à la Réunion. Le 26 mars 2002, 24 candidatures ont été déclarées recevables : 13 en catégorie A, 9 en B et 2 en C. Le Conseil régional de la Réunion a émis un avis sur les candidatures le 15 février 2005. Le 6 juillet 2005, le Conseil a présélectionné KOI, 102 FM, Free Dom et Arc-en-ciel dans la zone de Cilaos, Arc-en-ciel, Free Dom et First Réunion à Salazie, Radio Zantak à Mafate, Radio Zironde à La Plaine-des-Palmistes et à Saint-Denis, ainsi que 100 % Jazz et Radio Zambos à Saint-Denis.

CTR de Polynésie française

Le 15 octobre 2002, le Conseil a lancé un appel aux candidatures pour l'ensemble du territoire. 16 candidatures recevables ont été déposées en catégorie A et 2 en B. Le plan de fréquences a été approuvé le 18 mai 2004. Au vu de l'avis du gouvernement de la Polynésie française, le Conseil a présélectionné, le 5 janvier 2005, 4 nouvelles radios et 14 demandes d'extension formulées par des radios existantes. Afin de s'assurer de l'absence de gêne vis-à-vis d'autres services, le Conseil a décidé, lors de l'assemblée plénière du 11 juillet 2005, d'autoriser les candidats présélectionnés à diffuser à titre expérimental.

CTR de Nouvelle-Calédonie

En application de l'article 31 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, le CSA a procédé à une consultation publique préalable, estimant que l'appel aux candidatures envisagé était susceptible de modifier le marché publicitaire local. Cette consultation s'est déroulée du 3 au 31 janvier 2005.

Le 22 avril 2005, le Conseil a lancé un appel aux candidatures pour des services de radio en catégorie A et B, conformément à l'avis favorable du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. Le 19 juillet 2005, le Conseil a déclaré recevables 13 candidatures dont 4 en catégorie A éligibles au Fonds de soutien à l'expression radiophonique.

Le 10 novembre 2005, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a émis un avis défavorable à l'élargissement du paysage radiophonique calédonien.

Le 20 décembre 2005, le Conseil a décidé de clore l'appel aux candidatures du 22 avril 2005, en raison de vices de procédure susceptibles de l'entacher et de lancer prochainement un autre appel aux candidatures. Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie sera consulté, le moment venu, sur ce projet.

LES APPELS GÉNÉRAUX

Les autorisations de nombreux services de radio, portant sur 1 600 fréquences environ, soit 57 % du total des fréquences FM affectées aux radios privées, arrivent à échéance entre 2006 et 2008. Au cours de ces deux années, le Conseil va lancer des appels aux candidatures, dits « appels généraux », dans le ressort de 11 comités techniques radiophoniques métropolitains.

Au cours de l'année 2005, le Conseil a préparé ces appels généraux, notamment en poursuivant la réflexion relative à l'optimisation des plans de fréquences, engagée depuis 2004 par le groupe de travail « FM 2006 » (cf. Chapitre II – La planification des fréquences/Radio).

Report des échéances et calendrier d'examen des appels généraux

Avant d'arrêter le calendrier d'examen des appels généraux, le Conseil a décidé, en application de l'article 138 de la loi du 9 juillet 2004 relative aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle, de proroger les autorisations pour une durée de deux ans dans le ressort de cinq comités techniques radiophoniques : CTR de Dijon, CTR de Marseille (pour la région PACA), CTR de Nancy (pour la région Champagne-Ardenne), CTR de Poitiers et CTR de Caen.

CALENDRIER D'EXAMEN DES APPELS GÉNÉRAUX

CTR	Échéance des autorisations	Part des fréquences arrivant à échéance / total des fréquences attribuées aux radios privées	Date prévisionnelle de lancement de la consultation publique préalable	Date prévisionnelle de lancement de l'appel aux candidatures
MARSEILLE (Corse)	02/03/2007	74 %	Septembre 2005	Janvier 2006
TOULOUSE (Languedoc-Roussillon)	10/03/2007	53 %	Septembre 2005	Janvier 2006
RENNES	12/05/2007	55 %	Novembre 2005	Mai 2006
BORDEAUX	01/07/2007	62 %	Décembre 2005	Juillet 2006
PARIS	04/09/2007	82 %	Février 2006	Septembre 2006
CLERMONT	22/09/2007	62 %	Mars 2006	Octobre 2006
DIJON	16/01/2008	51 %	Juin 2006	Janvier 2007
MARSEILLE (PACA)	06/02/2008	36 %	Septembre 2006	Février 2007
NANCY (Champagne-Ardenne)	05/03/2008	52 %	Septembre 2006	Mars 2007
TOULOUSE (Midi-Pyrénées)	11/05/2008	56 %	Décembre 2006	Juin 2007
POITIERS	11/06/2008	48 %	Janvier 2007	Juillet 2007
LILLE	29/06/2008	67 %	Janvier 2007	Juillet 2007
CAEN	09/07/2008	57 %	Février 2007	Juillet 2007

En grisé, figurent les appels qui sont reportés en application de l'article 138 de la loi du 9 juillet 2004 relative aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle.

Consultations publiques

En application de l'article 31 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, le Conseil organise une consultation publique préalablement au lancement de chaque appel aux candidatures général. Le Conseil publie le texte de la consultation publique quelques mois avant le lancement de l'appel. Ces consultations s'adressent plus particulièrement aux opérateurs de services radio actuellement autorisés, aux personnes morales porteuses d'un projet de radio, aux régies publicitaires, aux collectivités, ainsi qu'à toute personne exerçant une activité en rapport avec le secteur radio.

En 2005, le Conseil a organisé des consultations pour les régions Languedoc-Roussillon et Corse (6 septembre 2005), pour les CTR de Rennes (3 novembre 2005) et de Bordeaux (13 décembre 2005). Les synthèses de ces consultations ont ensuite été publiées sur le site internet du Conseil.

RECONDUCTION D'AUTORISATIONS

Au cours de l'année 2005, le Conseil a procédé à la reconduction hors appel aux candidatures de nombreuses autorisations dans le ressort de 11 des 12 CTR métropolitains. À l'occasion de ces différentes procédures de reconduction, le Conseil a renégocié les conventions des services à vocation nationale appartenant aux catégories D et E. Ces conventions n'avaient pas été révisées depuis cinq ans. Elles intègrent notamment de nouvelles stipulations relatives à la déontologie des programmes et à la protection du jeune public.

DATE D'ADOPTION DES CONVENTIONS DES SERVICES DES CATÉGORIES D ET E

Nom du service	Date de la convention
Europe 2	15 mars 2005
Radio Classique Skyrock	22 mars 2005
MFM	6 juillet 2005
RTL 2 RFM NRJ Nostalgie Rire et Chansons RMC RTL Europe 1	11 juillet 2005
Chérie FM Fun Radio	26 juillet 2005

CTR de Bordeaux

Lors de l'assemblée plénière du 5 janvier 2005, le Conseil après une procédure contradictoire, a décidé ne pas accorder à l'association Gold FM à Libourne le bénéfice de la reconduction hors appel aux candidatures de son autorisation, la situation financière de la radio ne lui permettant pas de poursuivre son exploitation dans des conditions satisfaisantes.

Lors de l'assemblée plénière du 6 septembre 2005, le Conseil a décidé de reconduire les autorisations de cinq radios (4 D et 1 E) dont le terme est fixé au 11 janvier 2006.

CTR de Caen

Le 18 janvier 2005, le Conseil a statué favorablement sur la possibilité de reconduire hors appel aux candidatures l'autorisation d'un opérateur de catégorie E dont l'échéance est fixée au 6 février 2006. Le 26 juillet, le Conseil a décidé de reconduire cette dernière autorisation pour cinq ans.

Le 14 juin 2005, le Conseil a statué favorablement sur la possibilité de reconduire hors appel les autorisations de 21 opérateurs (3 en catégorie A, 6 en catégorie B, 4 en catégorie C, 6 en catégorie D et 2 en catégorie E) arrivant à terme le 9 juillet 2006. Le 6 décembre 2005, toutes ces autorisations ont été reconduites pour cinq ans.

CTR de Clermont-Ferrand

Le 11 juillet 2005, le Conseil a reconduit la radio Forum autorisée en catégorie B à Bellac (87) et Saint-Junien (87). L'autorisation de cette radio expire le 27 janvier 2006.

Le 15 mars 2005, le Conseil a déclaré reconductibles les autorisations délivrées à 5 opérateurs (4 A, 1 D). Ces autorisations qui expirent le 30 mars 2006 ont été reconduites le 13 septembre 2005.

CTR de Dijon

Le 11 juillet 2005 le Conseil a reconduit 43 autorisations hors appel aux candidatures pour une durée de 5 ans à compter du 17 janvier 2006 : 15 en catégorie A, 4 en catégorie B, 11 en catégorie C, 10 en catégorie D et 3 en catégorie E.

Un opérateur de catégorie A, Village FM, qui n'a pas renvoyé son projet de convention en dépit de plusieurs relances, n'a pas été reconduit.

CTR de Lille

Le Conseil s'est prononcé favorablement lors de la plénière du 6 décembre 2005, sur la possibilité de reconduire une autorisation relative à Radio Classique à Lille et Valenciennes, arrivant à échéance le 18 janvier 2007.

CTR de Lyon

Le 31 mai 2005 le Conseil a décidé de reconduire hors appel aux candidatures l'autorisation de la Sarl PLJ qui exploite le service Rock FM en catégorie B à Belley (01), pour la période du 10 décembre 2005 au 9 décembre 2010.

Le 6 juillet 2005 le Conseil a reconduit les autorisations de 148 fréquences pour la période du 10 janvier 2006 au 9 janvier 2011 : 65 en catégorie A, 24 en catégorie B, 44 en catégorie C, 12 en catégorie D et 3 en catégorie E.

CTR de Marseille

Le 10 mai 2005, le Conseil a décidé de reconduire pour une durée de cinq ans les autorisations de trois opérateurs en région Corse dont les autorisations avaient leur échéance fixée au 15 novembre 2005 (1 en catégorie A et 2 en catégorie C).

À cette même date, le Conseil reconduisait pour cinq ans l'autorisation de NRJ à La Salle et Briançon en catégorie D, dont le terme était fixé au 11 septembre 2005.

Le 26 juillet 2005, le Conseil a décidé de reconduire pour une durée de cinq ans, les autorisations de trente-huit opérateurs en région PACA (12 en catégorie A, 6 en catégorie B, 8 en catégorie C, 9 en catégorie D et 3 en catégorie E) dont les autorisations avaient leur échéance fixée au 6 février 2006.

CTR de Nancy

Le 22 mars 2005, le Conseil a reconduit pour la seconde fois 73 opérateurs d'Alsace-Lorraine (33 A, 8 B, 22 C, 8 D, 2 E) dont les autorisations arrivent à leur terme définitif le 27 septembre 2010. Parmi ces opérateurs, 1 de catégorie A et 1 de catégorie B ont fait l'objet ce même jour d'une 1^{ère} reconduction dans certaines zones.

Le 1^{er} septembre 2005, le Conseil a reconduit pour la seconde fois 2 opérateurs de catégorie B présents à Charleville-Mézières et à Reims, dont les autorisations expirent le 6 mars 2006.

Le 11 octobre 2005, le Conseil a déclaré reconductibles les autorisations délivrées à 21 opérateurs en Champagne-Ardenne (5 A, 5 C, 9 D, 2 E) dont le terme est fixé au 6 novembre 2006.

Le 13 décembre 2005, le Conseil a reconduit la Sarl SECDCOM (Champagne FM) à Reims, Châlons-en-Champagne, Épernay, Troyes et Romilly-sur-Seine.

CTR de Paris

Le Conseil a, lors de sa réunion plénière du 21 juin 2005, estimé possible de reconduire 12 autorisations hors appel aux candidatures pour 5 ans : 7 en catégorie A, 4 en B et une en D.

Par décision du 22 novembre 2005, le Conseil a décidé de reconduire pour une durée de 5 ans l'autorisation délivrée à l'association Ici et Maintenant.

CTR de Poitiers

Le 15 mars 2005, le Conseil a statué favorablement sur la possibilité de reconduire hors appel les autorisations de 13 opérateurs, dont les échéances sont fixées aux 15 et 18 avril et au 10 juin 2006 (3 en catégorie A, 5 en catégorie B, 3 en catégorie C, et 2 en catégorie D).

Le 18 octobre 2005 le Conseil a décidé de reconduire pour une durée de cinq ans les autorisations des 6 opérateurs dont les autorisations avaient leur échéance fixée aux 15 et 18 avril 2005 (2 en catégorie A, 2 catégorie C et 2 catégorie D).

Le 6 décembre 2005, le Conseil a décidé de reconduire pour une durée de cinq ans les autorisations des 7 opérateurs restants dont les autorisations avaient leur échéance fixée au 10 juin 2006 (3 en catégorie A, 3 catégorie B et 1 en catégorie C).

CTR de Rennes

Le 19 juillet 2005, le Conseil a décidé de reconduire hors appel aux candidatures les autorisations de 33 opérateurs (14 en catégorie A, 7 en catégorie B, 2 en catégorie C, 8 en catégorie D et 2 en catégorie E).

CTR des Antilles-Guyane

Le 18 octobre 2005, le Conseil a statué favorablement, conformément aux dispositions de l'article 28-I de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, sur la possibilité de reconduire, hors appel aux candidatures, les autorisations délivrées à Radio Saint-Gabriel, Bonne Nouvelle et Radio Vinyle de Guyane dont le terme a été fixé au 31 octobre 2006.

CTR de la Réunion et de Mayotte

Lors des séances plénières des 8 et 22 avril, 7 et 21 juin et 6 juillet 2005 le Conseil a reconduit, hors appel aux candidatures, pour une période de cinq ans, l'ensemble des autorisations délivrées à des services de radio privés de catégorie A, B et C dans le département de la Réunion.

Le Conseil n'a pas souhaité opter pour la procédure de reconduction simplifiée prévue à l'article 28-I de la loi du 30 septembre 1986 dans le cas de Kréol FM qui ne remplissait plus les critères propres à la catégorie A. La station pourra répondre à l'appel aux candidatures envisagé.

CTR de Polynésie française

Le 26 juillet 2005, le Conseil a reconduit les autorisations de 7 radios polynésiennes. Les stations concernées sont les suivantes : Voix de l'Espérance, Maria No Te Hau, NRJ Polynésie, Radio Fara, Pacifique FM, Radio Te Vevo et Radio Rurutu.

ABROGATION D'AUTORISATIONS

CTR de Poitiers

Le 28 juin 2005, le Conseil a abrogé la décision d'autorisation délivrée au Centre socioculturel, communauté de communes du Thouarsais qui exploitait une fréquence à Thouars en catégorie A sous l'appellation Sept FM.

CTR de Toulouse

En région Midi-Pyrénées, le Conseil a abrogé, le 15 mars 2005, l'autorisation délivrée à la Sarl Cirtes sur les zones d'Auch, Condom, Espalion, Figeac, Mazamet, Saint-Girons et Saint-Lary, le réseau MFM ne souhaitant plus exploiter ces zones.

MODIFICATION DE CAPITAL

Le 11 octobre 2005, le CSA a décidé d'agréer la cession des stations Sud Radio (50 fréquences en Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon et Aquitaine) et Wit FM (5 fréquences, notamment à Bordeaux et à Périgueux), détenues jusqu'à présent par les sociétés Sud Communication (groupe Pierre Fabre) et Bayard d'Antin (RTL Group), au profit de la SAS Sudporters, contrôlée par le groupe Start. Au sein du capital de Sudporters, figurent également d'autres opérateurs indépendants (Alouette et Scoop) ainsi que la société FEDERI.

Le Conseil s'est assuré que le format de chacune des deux radios concernées par cette opération serait maintenu et que les programmes continueraient à être réalisés localement par des équipes dédiées.

Enfin, le Conseil a pris acte de la décision des repreneurs de continuer de confier à la régie IP la commercialisation de l'espace publicitaire de Sud Radio et de Wit FM au-delà de 2006, date à laquelle venait à échéance l'actuel contrat de régie.

REDRESSEMENTS JUDICIAIRES

Lorient Diffusion

Dans le cadre de la procédure de redressement judiciaire de la société Lorient Diffusion, qui exploite le programme Skyrock en catégorie C, le Conseil a décidé, lors de l'assemblée plénière du 30 mars 2005, de ne pas s'opposer au plan de continuation présenté par la SA Vortex. Un plan de cession de la société editrice ayant également été présenté par la SAM Radio Monte-Carlo, le Conseil a émis, lors de l'assemblée plénière du 31 mai 2005, un avis défavorable à la proposition de RMC, considérant que celle-ci aurait pour conséquence, si elle aboutissait, de modifier le paysage radiophonique de la zone considérée (substitution du programme RMC au programme Skyrock).

Radio Bienvenue Strasbourg (RBS)

L'association APRODIL, autorisée en catégorie A à Strasbourg, a été placée en redressement judiciaire par jugement du 10 novembre 2003. Quatre projets de reprise via une procédure de location-gérance et un projet de plan de continuation présenté par l'association APRODIL ont été soumis à l'avis du Conseil.

Le Conseil a rendu le 22 mars 2005, un avis favorable au plan de continuation qui envisageait le maintien du format, du programme et de la catégorie de service et qui ne contrevenait pas, de ce fait, aux dispositions de l'article 42-3 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée.

Par jugement du 9 mai 2005, le tribunal de grande instance de Strasbourg a agréé ce plan de continuation.

CHANGEMENTS DE TITULAIRE ET DE CATÉGORIE

Au cours de l'année 2005, le Conseil a donné son agrément à un certain nombre de changements de titulaire sans changement de catégorie, en application de l'article 42-3 modifié par la loi du 9 juillet 2004. Ces modifications concernent, en catégorie D, l'ensemble des fréquences du réseau Europe 2. En catégorie C, le nombre des opérateurs et des fréquences concernés est le suivant :

	Europe 2	RFM	NRJ	Chérie FM	Nostalgie	Fun Radio	RTL 2	TOTAL
Opérateurs (cat. C)	41	7	29	29	24	12	12	154
Fréquences	73	8	70	65	48	17	18	299

Certains de ces changements de titulaire, autorisés en 2005, deviendront effectifs au cours de l'année 2006.

Le Conseil a également autorisé en 2005 un changement de titulaire et de catégorie (de C en D) pour une fréquence du réseau MFM.

Enfin, un opérateur exploitant un service radio en région de montagne, dans le ressort du CTR de Marseille, a été autorisé à passer de la catégorie C à la catégorie B et à changer de personne morale titulaire sur le fondement de l'article 42-3 de la loi du 30 septembre 1986.

POURCENTAGE DE FRÉQUENCES MF PRIVÉES PAR CATÉGORIE EN MÉTROPOLE AU 31/12/2005

CTR	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Catégorie D	Catégorie R
Bordeaux	27,4 %	15,1 %	15,1 %	27,7 %	14,7 %
Caen	21,0 %	16,9 %	20,1 %	32,1 %	9,9 %
Clermont	22,0 %	11,8 %	12,9 %	34,5 %	18,8 %
Dijon	29,2 %	11,9 %	17,3 %	27,2 %	14,4 %
Lille	14,7 %	15,7 %	25,8 %	25,3 %	18,5 %
Lyon	26,2 %	18,1 %	15,4 %	28,3 %	12,0 %
Marseille	19,6 %	12,6 %	23,5 %	29,4 %	14,9 %
Nancy	24,4 %	12,5 %	19,0 %	29,7 %	14,4 %
Paris	28,9 %	26,4 %	14,9 %	21,5 %	8,3 %
Poitiers	18,5 %	22,2 %	7,8 %	34,2 %	17,3 %
Rennes	24,9 %	16,3 %	16,5 %	28,4 %	13,9 %
Toulouse	32,6 %	15,0 %	18,6 %	21,1 %	12,7 %
TOTAL	24,7 %	15,7 %	17,6 %	28 %	14 %

NOMBRE D'OPÉRATEURS ET DE FRÉQUENCES MF PAR CTR ET PAR CATÉGORIE EN MÉTROPOLE AU 31 DÉCEMBRE 2005 (*)

CTR	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C		Catégorie D		Catégorie E		Total	
	opérateurs	fréquences	opérateurs	fréquences	opérateurs	fréquences	opérateurs	fréquences	opérateurs	fréquences	opérateurs	fréquences
Bordeaux	50	78	12	43	22	43	13	79	3	42	96	285
Caen	33	51	11	41	19	49	14	78	3	24	80	243
Clermont	32	56	10	30	14	33	13	88	3	48	72	255
Dijon	40	59	8	24	13	35	10	55	3	29	71	202
Lille	26	26	13	28	24	46	11	45	3	33	77	178
Lyon	71	136	25	94	33	80	14	147	3	62	146	519
Marseille	46	70	20	45	26	84	12	105	3	53	107	357
Nancy	56	86	18	44	28	78	13	105	3	51	118	364
Paris	38	35	23	32	11	18	13	26	3	10	88	121
Poitiers	28	45	12	54	7	19	14	83	3	42	64	243
Rennes	51	87	18	56	30	57	12	98	3	48	114	346
Toulouse	84	167	12	77	35	96	14	108	3	65	148	513
Total Opérateurs*	549		162		228		17		3		959	
Total Fréquences		896		568		638		1 017		507		3 626
		24,7 %		15,7 %		17,6 %		28,0 %		14,0 %		

* Chaque opérateur autorisé dans le ressort de plusieurs CTR n'est compté qu'une fois.

En ce qui concerne l'outre-mer, 195 stations privées émettent sur 501 fréquences. Les deux chaînes publiques RFO1-RFO2, ainsi que RFI et France Culture occupent dans l'ensemble des collectivités d'outre-mer 192 fréquences. Le nombre de stations des services public et privé est stable par rapport à 2004.

RÉPARTITION DES FRÉQUENCES MF OUTRE-MER PAR CATÉGORIE DE RADIO AU 31 DÉCEMBRE 2005

	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C	
	opérateurs	fréquences	opérateurs	fréquences	opérateurs	fréquences
Guyane	21	32	5	10	0	0
Guadeloupe	24	33	11	32	1	2
Martinique	29	38	9	30	0	0
La Réunion	31	87	10	66	2	9
Mayotte	13	14	3	4	0	0
Polynésie	23	53 ⁽¹⁾	5	37	1	2
Nouvelle-Calédonie	2	23	2	23	0	0
Saint-Pierre-et-Miquelon	3	5	0	0	0	0
Total	146	286	45	202	4	13

(1) Ce chiffre comprend les stations récemment présélectionnées qui seront rapidement autorisées.

BILAN DES DEMANDES D'AUTORISATIONS TEMPORAIRES

Le nombre de demandes d'autorisations temporaires en métropole a augmenté de 7,5 % en 2005 : 346 demandes contre 322 en 2004. La proportion de demandes par CTR ne varie guère, avec en particulier 27 % du total des demandes qui concernent le CTR de Rennes et 18 % pour le CTR de Caen. 95 % des demandes sont acceptées.

Les refus sont souvent motivés par le fait que les demandes ne sont liées à aucun événement particulier, les projets s'inscrivant dans une perspective d'exploitation pérenne et relevant de la procédure d'appel aux candidatures.

Enfin, dans quelques cas les demandes sont trop tardives, il n'y a pas de fréquence disponible ou le demandeur est déjà candidat sur la zone dans le cadre d'un appel.

LES AUTORISATIONS TEMPORAIRES EN 2005 (MÉTROPOLE)

CTR	Nombre de demandes	Acceptations	Refus
Bordeaux	30	27	3
Caen	63	63	0
Clermont	7	6	1
Dijon	19	18	1
Lille	13	13	0
Lyon	20	20	0
Marseille	21	17	4
Nancy	7	6	1
Paris	13	7	6
Poitiers	39	38	1
Rennes	92	92	0
Toulouse	22	20	2
Total	346	327	19

CTR des Antilles-Guyane

En application de l'article 28-3 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, le Conseil a autorisé, le 22 mars 2005, l'association Radio Maranatha à diffuser un service de radio par voie hertzienne terrestre du même nom pour une période de neuf mois, du 15 avril 2005 au 15 janvier 2006, dans les zones de Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

Le Conseil a également autorisé l'association Saint-Bart FM à diffuser un service de radio dénommé « Music FM », du 6 juillet au 4 septembre 2005 et du 17 octobre 2005 au 20 janvier 2006 dans les îles de Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

**CTR de la Réunion
et de Mayotte**

Le 22 mars 2005, le Conseil a rejeté la demande d'autorisation temporaire formulée par l'association réunionnaise Tamij Kalaik Kajagam. En effet, les autorisations délivrées en application de l'article 28-3 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, en ce qu'elles dérogent au droit commun de l'attribution d'une fréquence hertzienne après lancement d'un appel aux candidatures, ne peuvent concerner que des expérimentations occasionnelles de radios locales, pour une durée limitée, sans renouvellement immédiat. S'agissant d'un service associatif pérenne, cette demande relève d'un appel aux candidatures. Le 8 mars 2005, pour des raisons identiques, le Conseil avait rejeté la demande d'autorisation temporaire à Mayotte formulée par l'association Pôle FM.

**CTR de Polynésie
française**

Le 8 mars 2005, le Conseil a attribué, au vu de l'avis du gouvernement de la Polynésie française, une autorisation temporaire à Radio Paofai pour la période du 8 au 20 mars 2005, à Papeete (Tahiti). Le Conseil a par ailleurs autorisé l'association Usdi Venzo à diffuser un service de radio dénommé « Radio Moana » pour une période de neuf mois à Tahaa (Îles Sous-le-Vent).

> Radio France**ATTRIBUTION
DE FRÉQUENCES
ET CHANGEMENT
DE PROGRAMME**

Au cours de l'année 2005, le Conseil n'a pris aucune décision d'attribution de fréquence ou de changement de programmes concernant Radio France.

**AUTORISATION
TEMPORAIRE
EN ONDES MOYENNES**

Par décision du 1^{er} mars 2005, le Conseil a autorisé Radio France à procéder à une démonstration de diffusion DRM en ondes moyennes depuis l'émetteur de Villebon-sur-Yvette (Essonne), à l'occasion des réunions du consortium DRM organisées dans les locaux de Radio France du 7 au 10 mars 2005.

> La radio numérique

Réuni en assemblée plénière le 22 avril 2005, le Conseil a décidé de lancer la consultation publique prévue par l'article 28-4 de la loi du 30 septembre 1986, relative à la liberté de communication modifiée et complétée. Cette consultation, organisée préalablement à d'éventuelles attributions de droit d'usage de la ressource radioélectrique pour la diffusion en mode numérique de services de radio, a permis de recueillir l'avis des professionnels du secteur sur les différentes hypothèses de déploiement de la radio numérique.

47 contributions, provenant essentiellement d'organisations professionnelles, d'éditeurs, de diffuseurs, d'opérateurs satellite et de télécommunication, ont été reçues au Conseil.

La synthèse de ces contributions a été adoptée en séance plénière du Conseil le 17 janvier 2006. Elle recense l'ensemble des technologies et bandes de fréquences dans lesquelles la radio numérique pourrait se déployer, ainsi que les modèles économiques et usages liés à la technologie numérique et envisage différents scénarios de déploiement de la radio numérique, qui ne sont pas exclusifs les uns des autres. Ce document servira de base aux prochaines actions que le Conseil mettra en place.

Parmi celles-ci, le Conseil souhaite continuer à favoriser des expérimentations sur des technologies numériques. Certaines d'entre elles sont déjà en cours (expérimentations DVB-H, DMB, DRM, IBOC), d'autres pourraient prochainement être autorisées. Une étude technique a également été lancée pour connaître précisément la ressource disponible en bande III et savoir s'il est possible d'envisager des couvertures nationales dans cette bande.

> L'activité des comités techniques radiophoniques

Les missions des comités techniques radiophoniques sont définies par l'article 29-3 de la loi du 30 septembre 1986, modifiée par la loi du 9 juillet 2004 :

« Des comités techniques, constitués par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, assurent l'instruction des demandes d'autorisations visées aux articles 29 et 29-1 [relatifs aux appels aux candidatures pour les services de radio par voix hertzienne terrestre] et l'observation des obligations qu'elles contiennent. Ils peuvent également, à la demande du Conseil, participer à l'instruction des demandes d'autorisations mentionnées aux articles 30 et 30-1 concernant des services de télévision locale et participer à l'exécution des obligations contenues dans les autorisations ».

À la suite de l'intégration à compter du 1^{er} juillet 2004, dans les effectifs du CSA, des agents mis à disposition par la société TDF et au vu des modifications de la loi de 1986 introduites par la loi du 9 juillet 2004 tendant à permettre aux CTR de participer, à la demande du Conseil, à l'instruction de demandes d'autorisation et au contrôle de chaînes de télévision locales, trois groupes de travail ont été mis en place par le Conseil en 2005 :

- Le groupe de travail « CTR et télévisions locales » s'est réuni deux fois sous la présidence de M. Christian Dutoit, en présence de M^{me} Sylvie Genevoix pour définir les modalités de mise en œuvre des dispositions précitées introduites par la loi du 9 juillet 2004. Trois présidents de CTR et quatre secrétaires généraux ont participé à ces réunions.
- Un groupe de travail technique, conduit par la direction des technologies du CSA, a défini les équipements nécessaires à l'exercice par les attachés techniques régionaux des nouvelles missions susceptibles de leur être confiées.
- Un groupe de travail sur l'organisation, le fonctionnement des CTR et le statut de leurs agents s'est réuni trois fois, le 17 juin, le 8 juillet et le 16 septembre 2005, sous la présidence du directeur général du Conseil.

Il comprenait tous les présidents de CTR qui ont souhaité participer (soit six d'entre eux) ainsi que deux secrétaires généraux et deux attachés techniques régionaux élus par leurs pairs. Ce groupe de travail a notamment rédigé des propositions de modification à apporter au décret du 7 septembre 1989 relatif aux CTR et à la décision du 31 mars 1992 fixant le règlement intérieur des comités.

Les propositions de modification du décret, rendues nécessaires par la nouvelle rédaction de l'article 29-3 de la loi du 30 septembre 1986, seront soumises, après validation par l'assemblée plénière du Conseil, à la Direction du développement des médias.

Par ailleurs, la réunion annuelle des secrétaires généraux des comités techniques radiophoniques de métropole s'est tenue à Paris le 21 octobre 2005. Elle a été essentiellement consacrée au calendrier et aux modalités d'organisation des appels aux candidatures généraux concernant la bande MF.

S'agissant des appels aux candidatures partiels traités en 2005, les CTR y ont largement participé, et des présidents, accompagnés de leur secrétaire général, sont venus présenter au groupe de travail « Radio » les propositions de présélection de leur comité : le président Marlier le 8 novembre 2005 pour l'appel partiel en Île-de-France et le président Girard le 15 novembre 2005 pour l'appel partiel en Midi-Pyrénées.

Pour les premiers appels généraux, les CTR de Toulouse (pour le Languedoc-Roussillon) Marseille (pour la Corse) et Rennes ont été associés au lancement de la consultation publique préalable prévue par l'article 31 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée par la loi du 9 juillet 2004.

Le président et les conseillers du CSA se sont également rendus dans les comités. Ainsi, M. Dominique Baudis, accompagné de M^{me} Marie-Laure Denis et M^{me} Michèle Reiser, a rendu visite au CTR de Toulouse le 27 mai 2005. M^{mes} Denis et Reiser se sont rendues au CTR de Bordeaux le 1^{er} juillet 2005. Ces déplacements ont permis une rencontre avec les présidents et les membres des deux CTR et se sont poursuivis par des visites des stations de radio.

Deux nouveaux présidents de CTR sont entrés en fonction en 2005, par décision du vice-président du Conseil d'État en date du 25 octobre 2005. M. Guy Laporte, président des tribunaux administratifs de Nouvelle-Calédonie et de Mata Utu, a été nommé président du CTR de Nouvelle-Calédonie et des îles Wallis-et-Futuna et M. André Schilte, président du tribunal administratif de Cergy-Pontoise a été nommé président du comité technique radiophonique de Paris.

On trouvera en annexe les modifications intervenues dans la composition des CTR durant l'année 2005 ainsi que les renouvellements de mandat.

5. LES CONVENTIONS AVEC LA NOUVELLE-CALÉDONIE ET LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

CONVENTION AVEC LA NOUVELLE-CALÉDONIE : PREMIÈRE RÉUNION DE LA COMMISSION DE TRAVAIL

La loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 modifiée relative à la Nouvelle-Calédonie dispose en son article 27 que le Congrès calédonien pourra, à partir du début de son mandat commençant en 2009, adopter une résolution tendant à ce que lui soit notamment transférée, par une loi organique ultérieure, la compétence en matière de communication audiovisuelle.

Pour sa part, l'article 37 de la même loi comporte les dispositions suivantes :

« Le gouvernement est consulté en matière de communication audiovisuelle :

- par le haut-commissaire, sur toute décision relevant du gouvernement de la République et propre à la Nouvelle-Calédonie ;
- par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, sur toute décision réglementaire ou individuelle relevant de sa compétence ou concernant la société nationale de programme

chargée de la conception et de la programmation d'émissions de télévision et de radiodiffusion sonore destinées à être diffusées outre-mer, lorsque ces décisions intéressent la Nouvelle-Calédonie.

L'avis est réputé donné s'il n'est pas intervenu dans un délai de trente jours, qui peut être réduit en cas d'urgence, à la demande du haut-commissaire ou du Conseil supérieur de l'audiovisuel selon le cas, sans pouvoir être inférieur à quarante-huit heures.

Une convention conclue entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel et le gouvernement associe la Nouvelle-Calédonie à la politique de communication audiovisuelle ».

La convention susvisée entre le CSA et le gouvernement de Nouvelle-Calédonie a été signée le 22 juin 2004. Conformément à l'article 1^{er} de cette convention, une commission de travail a été créée, afin de procéder régulièrement à des échanges d'information relatifs à l'exercice de la régulation audiovisuelle et à la transposition de ses règles en prévision du transfert de la compétence mentionnée à l'article 27 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999. La première réunion de la commission de travail a eu lieu à Nouméa, le 2 août 2005.

SIGNATURE D'UNE CONVENTION AVEC LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

S'agissant de la répartition des compétences entre l'État et la Polynésie française, l'État est compétent dans le domaine de la communication audiovisuelle, conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française.

L'article 25 de la loi précitée précise, d'une part, que le gouvernement de la Polynésie est consulté en matière de communication audiovisuelle par le Conseil supérieur de l'audiovisuel sur toute décision réglementaire ou individuelle relevant de sa compétence ou concernant la société nationale de programme et, d'autre part, qu'une convention conclue entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel et le gouvernement associe la Polynésie française à la politique de communication audiovisuelle.

Cette convention, qui a fait l'objet d'une longue concertation entre les deux parties, a été signée le 15 novembre 2005.

IV. le **contrôle** des **programmes**



IV. le contrôle des programmes



Les domaines dans lesquels le CSA doit exercer son contrôle sur les programmes diffusés par les services de radio et de télévision sont

définis par la loi du 30 septembre 1986 modifiée.

Le premier d'entre eux concerne la sauvegarde des principes fondamentaux que sont la dignité de la personne humaine et l'ordre public.

Les autres peuvent être regroupés en cinq grandes catégories :

- le pluralisme et l'honnêteté de l'information ;
- la protection de l'enfance et de l'adolescence ;
- le régime de diffusion et de production des œuvres cinématographiques et audiovisuelles ;
- la publicité, le parrainage et le téléachat ;
- la défense et l'illustration de la langue française.

Depuis 1996, le contrôle effectué par le CSA porte également sur le respect de l'obligation faite aux radios privées de diffuser un minimum de 40 % de chansons d'expression française.

Le contrôle du respect de l'ensemble de ces obligations relève principalement de la direction des programmes.

Pour répondre à ces missions, environ 50 000 heures de programmes des télévisions nationales hertziennes sont contrôlées exhaustivement chaque année. Les programmes des télévisions régionales et locales, des chaînes du câble et du satellite, ainsi que des radios publiques et privées font pour leur part l'objet d'un contrôle par sondage.

La direction des programmes procède également à des analyses approfondies à la demande du Conseil et l'informe immédiatement des manquements relevés. Elle instruit les plaintes adressées au Conseil avant de les soumettre au groupe de travail compétent puis à l'assemblée plénière. Elle établit, sous forme de bilans annuels, des synthèses de ses observations (par grande chaîne et par grandes obligations thématiques).

Enfin, la direction de programmes effectue tous les mois le relevé des temps de parole des personnalités politiques et syndicales sur les chaînes de télévision nationales hertziennes, est chargée de la préparation des recommandations relatives aux élections, en liaison avec la direction juridique, et de la mise en œuvre des campagnes électorales radiotélévisées.

Dotée d'une soixantaine d'agents, la direction des programmes vérifie ainsi si les émissions diffusées sont conformes aux lois, règlements, recommandations du Conseil, cahiers des missions et des charges (pour les sociétés nationales de programme) ou engagements conventionnels (pour les services privés).

Ce contrôle s'exerce toujours après la diffusion et non pas avant, le Conseil n'étant en aucun cas un organe de censure.

L'organisation du contrôle des programmes doit en permanence s'adapter aux évolutions du paysage audiovisuel national. Nouveaux services, nouveaux modes de diffusion, nouvelles pratiques de « consommation » médiatique, nouvelles dispositions législatives et réglementaires, nouvelles attentes des téléspectateurs et des citoyens : autant de mutations qui influent sur les missions du CSA et sur les modalités de leur réalisation.

Jusqu'à présent, le Conseil a lui-même produit l'essentiel des données nécessaires à son contrôle (à l'exception des obligations de production, qui font l'objet chaque année de

déclarations informatisées de la part des diffuseurs) alors même que, bien souvent, des éléments de même nature sont collectés par les opérateurs pour les besoins de leur propre contrôle interne.

Ainsi, pour les obligations de diffusion, le Conseil dispose d'une base de données alimentée par un relevé chronologique des programmes fourni par la société Médiamétrie et indexée par les agents de la direction des programmes. Pour le contrôle des temps de parole, des observateurs visionnent l'intégralité des programmes d'information des chaînes hertziennes analogiques et chronomètrent chaque intervention à l'aide d'un logiciel de visionnage adapté, avant de transférer les temps obtenus dans une base de données spécifique.

Cette méthode de travail, garante d'exhaustivité mais relativement lourde, explique que le Conseil se soit concentré sur les tâches jugées les plus prioritaires, sur les éléments du contrôle les plus sensibles ou les plus sujets à contestation.

Dans le contexte du lancement des nouveaux services de la TNT, le Conseil a ainsi conduit une réflexion approfondie sur l'évolution de ses méthodes de contrôle afin de les adapter à ce nouveau contexte et d'assurer une meilleure prise en compte de l'ensemble de ses missions (contrôle du pluralisme des temps de parole sur l'ensemble des services audiovisuels, des chaînes de télévision extra-européennes, de la déontologie des programmes notamment), sur l'ensemble des services.

Constatant que les désaccords avec les opérateurs historiques en matière de respect des obligations quantifiables étaient finalement fort peu nombreux et souhaitant renforcer l'esprit de confiance et de responsabilisation qui est le propre d'une régulation réussie, le CSA a décidé, lors de son assemblée plénière du 13 septembre 2005, de faire évoluer ses méthodes de contrôle selon deux principes simples :

- inverser le sens et la logique du contrôle en restituant aux opérateurs la responsabilité première du suivi de leurs obligations ; il s'agira donc pour le Conseil d'exercer son contrôle, non plus à partir de données produites en interne, mais sur la base des déclarations que lui feront les services ;
- proportionner l'importance du contrôle mené sur le respect des obligations à l'audience du service, c'est-à-dire à son impact final sur le téléspectateur.

Une période transitoire s'est donc ouverte au dernier trimestre 2005, consacrée aux échanges avec les différents services de radio et de télévision ainsi qu'aux études et développements informatiques nécessaires à la mise en place de cette réforme, qui devrait entrer en application à la fin de l'année 2006.

I. LE PLURALISME DE L'INFORMATION

> Le pluralisme en période électorale

Au cours de l'année 2005, la tenue de deux scrutins a conduit le CSA à exercer les missions qui lui sont confiées par la loi en la matière :

- veiller au respect du principe du pluralisme dans le traitement éditorial de l'actualité électorale ;
- organiser, quand elles sont prévues par les textes, les campagnes officielles radiotélévisées sur les antennes du service public.

Ces missions ont, en 2005, concerné les échéances suivantes :

- l'élection partielle des membres de l'Assemblée de la Polynésie française du 13 février 2005 ;
- le référendum sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe du 29 mai 2005.

L'ÉLECTION PARTIELLE DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE DU 13 FÉVRIER 2005

À la suite de l'annulation de l'élection des membres de l'Assemblée de Polynésie française du 23 mai 2004 dans la circonscription des îles du Vent, le CSA a adopté, après avis du gouvernement de la Polynésie française, une recommandation à destination de RFO et des services de communication audiovisuelle autorisés en Polynésie française le 23 décembre 2004 (cf. annexe).

Ce texte a été suivi d'une seconde recommandation, en date du 3 janvier 2005, proscrivant la diffusion de toute campagne audiovisuelle publicitaire des réalisations ou de la gestion d'une collectivité sur le territoire de la circonscription des îles du Vent (cf. annexe).

Dans ce cadre, les opérateurs concernés devaient veiller à ce que les listes de candidats, lorsqu'il était traité de la circonscription des îles du Vent, et les forces politiques, lorsque ce traitement dépassait le cadre de la circonscription, bénéficient d'une présentation et d'un accès équitables à l'antenne.

Si les réclamations relatives à l'application de cette recommandation ont été peu nombreuses, le CSA est toutefois intervenu auprès d'opérateurs locaux ou nationaux pour leur rappeler la nécessité d'en respecter certaines dispositions.

Il a ainsi été amené, le 8 février 2005, s'agissant d'un débat diffusé sur TNTV dans le cadre de l'émission *Parlon z'en*, le 25 janvier 2005, pour lequel l'impartialité de l'animateur avait été mise en cause par certains participants qui considéraient qu'il faisait preuve de complaisance vis-à-vis de M. Gaston Flosse représentant de la liste Tahoeraa, à rappeler à la chaîne que sa recommandation prévoyait que « *les comptes rendus, commentaires et présentations auxquels donnent lieu cette élection doivent être exposés par les rédactions avec un souci constant d'équilibre et d'honnêteté* » en lui demandant de se conformer strictement à cette disposition.

Le CSA a également été amené à intervenir auprès de TFI à la suite de la diffusion d'un reportage dans le cadre du magazine *Sept à Huit* le 6 février 2005 (cf. *infra*).

Le non-respect par la station polynésienne Radio Maohi des dispositions de la recommandation en date du 23 décembre 2004 prohibant « *la diffusion de propos diffamatoires, injurieux, mensongers ou apportant des éléments nouveaux de polémique électorale, à une date ou dans des conditions rendant une réponse impossible ou inopérante, étant de nature à fausser la sincérité du scrutin et à entraîner son annulation* » a donné lieu à une mise en demeure du Conseil.

En effet, un animateur de la station a tenu, lors de l'émission *La Chronique de Maohi*, le 25 janvier 2005, des propos diffamatoires à l'encontre d'un membre du gouvernement de la Polynésie française. Malgré une première mise en garde en date du 3 février 2005 contre le renouvellement d'un tel discours à l'antenne, des propos de même nature ont, à nouveau, été tenus par l'animateur lors de la diffusion des émissions des 3 et 4 février 2005. Le Conseil a, dès lors, mis en demeure la station le 8 février pour non-respect de cette recommandation.

Par ailleurs, le CSA a organisé la campagne officielle radiotélévisée liée à ce scrutin dont la production a été confiée à la société Réseau France outre-mer (RFO). Les différentes listes habilitées ont ainsi pu faire valoir leur point de vue et leurs propositions sur les antennes (télévision et radio) de RFO Polynésie du 31 janvier au 4 février et du 6 au 11 février 2005, sous le contrôle vigilant des représentants du CSA, présents sur place tout au long de la conduite des opérations.

LE RÉFÉRENDUM SUR LE TRAITÉ ÉTABLISSANT UNE CONSTITUTION POUR L'EUROPE DU 29 MAI 2005

Le 22 mars 2005, le CSA a adopté une recommandation adressée à l'ensemble des services de télévision et de radio en vue du référendum du 29 mai 2005 (cf. annexe). Cette première recommandation est entrée en vigueur à compter du 4 avril 2005.

Elle a été complétée, le 24 mai, par une deuxième recommandation destinée à rappeler les dispositions relatives à la fin de la campagne : dates limites pour la diffusion d'interventions à caractère de propagande électorale, dates et heures à compter desquelles les résultats du scrutin peuvent être communiqués (cf. annexe).

Les critères de pluralisme appliqués à l'actualité référendaire

Les campagnes référendaires sont rituellement l'objet de polémiques sur les critères pertinents à appliquer pour assurer l'expression pluraliste des intervenants : équilibre des temps accordés aux différentes forces politiques ou égalité entre partisans du « oui » et partisans du « non ».

Ce débat récurrent a bien entendu resurgi lors de la campagne pour le référendum du 29 mai 2005. Tout en y étant attentif, le CSA n'a pas souhaité abandonner le principe d'équité entre les forces politiques qui fonde l'ensemble de ses recommandations en période électorale, à l'exception de celles concernant les campagnes pour l'élection présidentielle.

Il a en effet considéré que la fonction reconnue aux partis et groupements politiques par l'article 4 de la Constitution devait continuer à constituer l'élément central pour l'appréciation du traitement éditorial de la campagne.

Cette analyse a d'ailleurs été validée par le Conseil constitutionnel qui, le 17 mars 2005, a rendu un avis favorable sur le projet de recommandation que le CSA lui avait soumis.

En définitive, la recommandation du 22 mars 2005 retenait deux principes concernant l'accès à l'antenne pendant la période du 4 avril au 29 mai 2005 :

- les services de télévision et de radio devaient veiller à ce que les partis ou groupements politiques bénéficient d'une présentation et d'un accès à l'antenne équitables ;
- ces mêmes services devaient veiller à assurer une pluralité d'opinion en ce qui concerne l'accès à l'antenne de personnalités n'appartenant pas à des partis et groupements politiques.

Tout au long de son déroulement et dans les jours qui ont suivi le scrutin, le traitement médiatique de la campagne a donné lieu à de vigoureuses polémiques. Tous les vecteurs d'opinion (partis, associations, syndicats, médias, télé-spectateurs-citoyens) ont activement participé à ces débats. Ceux-ci se sont articulés autour de trois thèmes.

• **Les critères d'appréciation du pluralisme**

Le principe d'équité qui fonde la recommandation du 22 mars a été mis en cause par des personnalités politiques revendiquant de pouvoir bénéficier d'une égalité entre partisans du « oui » et du « non ».

Cette revendication n'est pas nouvelle et fait traditionnellement l'objet de saisines de formations politiques lors de chaque campagne référendaire.

Pour la campagne référendaire de 2005, le CSA, dès avant la période d'application de la recommandation, a été saisi par certaines formations politiques (Parti communiste français, Mouvement pour la France, Mouvement républicain et citoyen) ou associations (Attac) souhaitant que soit préservée la pluralité d'opinion lors de la future campagne.

Le CSA a précisé dans ses réponses qu'une recommandation interviendrait lors de l'ouverture effective de la campagne pour définir les conditions d'accès aux médias des formations politiques et des personnalités non politiques.

Tout en indiquant qu'il n'avait pas constaté de discrimination délibérée à l'encontre des tenants du « non » dans la période de pré-campagne, il a souligné que lors de cette période, c'est le principe de référence (équilibre entre Gouvernement, majorité parlementaire et opposition parlementaire et accès équitable pour les autres formations) qui devait s'appliquer.

Pendant la période d'application de la recommandation, le Conseil a été saisi par des formations politiques revendiquant l'égalité entre le « oui » et le « non » ou s'inquiétant de la sous-représentation des partisans du « non ».

- Lettre du 15 mars de M. Bruno Mégret, président du MNR, souhaitant que la campagne donne lieu à une égalité entre partisans du « oui » et partisans du « non ». Le Conseil a dans sa réponse rappelé que les dispositions de la recommandation qu'il venait d'adopter étaient fondées sur le principe d'équité entre formations politiques, conformément à l'article 4 de la Constitution.
- Lettre du 17 mars de M. Jacques Myard, député UMP, revendiquant une stricte égalité d'expression entre le « oui » et le « non ». Le Conseil a dans sa réponse rappelé que les dispositions de la recommandation qu'il venait d'adopter étaient fondées sur le principe d'équité entre formations politiques, conformément à l'article 4 de la Constitution et qu'une disposition nouvelle appliquait désormais ce principe à l'expression médiatique des différentes positions au sein des formations politiques.
- Lettre du 26 avril signée conjointement par MM. Jacques Myard et Nicolas Dupont-Aignan, députés UMP faisant état d'un déséquilibre en faveur du « oui » dans les médias audiovisuels. Tout en s'interrogeant sur la méthode de décompte utilisée dans la saisine, le Conseil a indiqué qu'à l'occasion de l'examen des temps de parole pour la période du 4 au 29 avril, il avait adressé des observations à certaines chaînes en vue de rééquilibrer leurs temps de parole.
- Lettre du 13 mai de M. Didier Mathus faisant état d'un déséquilibre manifeste en faveur du « oui » dans les médias audiovisuels et de l'insuffisance de temps accordé aux socialistes partisans du « non ». Le Conseil a rappelé dans sa réponse que le critère fondant la recommandation était l'équité entre formations politiques, conformément à l'article 4 de la Constitution. En ce qui concerne l'accès à l'antenne des partisans du « non » au sein du Parti socialiste, le Conseil a indiqué être intervenu auprès des opérateurs chaque fois que nécessaire au regard de la disposition de la recommandation prévoyant un accès équitable pour les tenants de différentes positions au sein de chaque formation politique.

Outre ces saisines, le principe d'équité et les règles d'accès à l'antenne qui en découlent ont été contestés par des représentants des médias chargés de les appliquer.

Cette mise en cause a pris la forme d'une dénonciation de l'excessive complexité de la recommandation, combinant de fait le principe d'équité et, en ce qui concerne les différentes positions s'exprimant au sein des partis ou les personnalités non politiques, l'expression pluraliste du « oui » et du « non ».

C'est ainsi que des responsables de rédaction ont fait part dans la presse du « casse-tête » que représentait à leurs yeux la nécessité de « *respecter en même temps l'équilibre entre le poids de chaque parti politique et l'équité entre le "oui" et le "non" à l'intérieur de chaque formation* » et se sont inquiétés du rôle « *d'arbitre entre les camps qui s'opposent à l'intérieur des partis* » qu'ils étaient amenés à assumer du fait des règles d'accès à l'antenne.

Plus fondamentalement, le principe même d'équité a été ouvertement mis en cause à plusieurs reprises.

C'est ainsi que M. Gilles Leclerc, responsable du service politique de France 2, au cours de l'émission *L'Hebdo du médiateur* de France 2 du 4 juin 2005, a opposé la règle d'équité dont l'application stricte aurait selon lui abouti à l'attribution de 80 % du temps de parole aux partisans du « oui » (contre 20 % à ceux du « non »), et le « travail journalistique précis et rigoureux » ayant permis d'aboutir à un meilleur équilibre entre les deux positions.

Ces déclarations ont été désavouées le 6 juin par M. Christopher Baldelli, directeur général de France 2, dans une lettre au CSA soulignant qu'elles constituaient une erreur incontestable d'interprétation de la recommandation du Conseil et feraient l'objet d'une rectification lors de *L'Hebdo du médiateur* de France 2 du 11 juin 2005. Dans sa réponse au président de France Télévisions, le Conseil a pris acte de cette lettre tout en soulignant que les affirmations de M. Gilles Leclerc constituaient effectivement une présentation totalement erronée des règles relatives aux temps de parole pendant la campagne référendaire.

Le CSA s'est par ailleurs ému des propos tenus sur plusieurs médias, y compris lors de journaux télévisés de 20 h de TF1, par M^{me} Claire Chazal et M. Patrick Poivre d'Arvor, concernant la légitimité du principe d'équité.

Dans ces propos, était mis en avant le fait que TF1, en ce qui concerne le traitement de la campagne référendaire, avait choisi de retenir le critère d'égalité entre partisans du « oui » et partisans du « non », au détriment du principe d'équité qui fonde la recommandation adoptée le 22 mars 2005 par le CSA, le principe d'équité ayant même été ouvertement contesté à plusieurs reprises.

Ces propos ont été examinés en assemblée plénière du CSA le 14 juin. Le Conseil a adressé à la chaîne une lettre dans laquelle il lui a rappelé fermement qu'il n'appartient pas à TF1 de se substituer aux autorités publiques compétentes pour définir les règles applicables lors des campagnes électorales ni d'apprécier la nécessité ou non de respecter la recommandation du 22 mars 2005. Il a également précisé que le principe d'équité, justifié par le rôle reconnu aux partis par l'article 4 de la Constitution et validé de façon constante par le Conseil constitutionnel, n'est nullement incompatible avec un résultat constaté d'équilibre entre tenants du « oui » et tenants du « non », étant entendu que cet équilibre ne peut être que la résultante du principe d'équité.

• **La polémique sur un présumé parti pris des médias en faveur du « oui »**

Cette polémique a concerné toutes les catégories de médias : télévision, radio et presse écrite.

En ce qui concerne les médias audiovisuels, elle s'est centrée sur la mise en cause de leur objectivité, en raison d'une présumée tendance dominante en faveur du « oui », de façon implicite ou par l'attitude de certaines rédactions, de certains journalistes ou éditorialistes, aboutissant à un « traitement à sens unique de la campagne ».

Le thème du manque d'objectivité des médias est apparu tôt dans la campagne. Il a été débattu au cours de plusieurs émissions, notamment *Arrêt sur images* (France 5) du 10 avril, *L'Hebdo du médiateur* de France 2 du 7 mai, *Ripostes* (France 5) du 8 mai et *Vous écoutez la télé* (France Inter) des 21 et 28 mai.

Il a donné lieu à une pétition, publiée le 4 mai à l'initiative de salariés de France Télévisions et de Radio France sous le titre « *Le "non" censuré dans les médias, ça suffit !* ». Diffusée sur internet et relayée par un certain nombre de syndicats et

par Attac, cette pétition a été remise par une délégation de signataires au président du CSA le 17 mai.

Le Conseil a par ailleurs été saisi de ce problème par des personnalités politiques :

- saisine de M. Michel Charasse, sénateur du Puy-de-Dôme, concernant les manquements au principe de neutralité relevés par lui sur les chaînes de service public ;

- saisines de M. Didier Mathus, député de Saône-et-Loire et de M. Jean-Paul Bacquet, député du Puy-de-Dôme, considérant que, dans l'émission *France Europe Express* du 26 avril 2005, M^{me} Christine Ockrent aurait fait preuve d'un engagement partisan en faveur du « oui ».

Tout au long de la campagne, le CSA est resté très attentif à l'application des dispositions de la recommandation prévoyant que « *les comptes rendus, commentaires et présentations auxquels donne lieu la consultation doivent être exposés par les rédactions avec un souci constant d'équilibre et d'honnêteté* ».

En ce qui concerne les cas dont il a été saisi, il n'a pas relevé de manquement à ce principe.

Plus généralement, il a considéré que l'objectif d'équilibre et d'honnêteté ne pouvait pas le conduire à encadrer totalement l'expression des journalistes et éditorialistes, au risque de porter atteinte au principe de liberté éditoriale.

• **Le traitement des interventions du Président de la République**

La recommandation du 22 mars ne prévoit le décompte du temps de parole que pour deux catégories de personnalités : les représentants ou soutiens de formations politiques, auxquels s'applique le principe d'équité, et les personnalités non politiques (représentants d'associations, de syndicats, personnalités de la société civile, artistes...) pour lesquelles doit pouvoir s'exprimer une pluralité d'opinion.

Comme pour les précédentes recommandations référendaires, les propos du Président de la République, qu'il s'agisse de l'actualité liée au référendum ou de l'actualité non liée, ne sont rattachés à aucune catégorie.

Cette règle s'est appliquée en 1992 (référendum sur le traité de Maastricht) et en 2000 (référendum sur la réduction à cinq ans du mandat présidentiel). Elle a cependant connu un aménagement lors du débat télévisé ayant opposé en 1992 le président François Mitterrand et M. Philippe Séguin, les interventions de ce dernier ayant été neutralisées dans les décomptes.

Il convient d'ailleurs de remarquer que cette interprétation est conforme au traitement des interventions du Président de la République en règle générale, y compris en dehors des périodes de campagne électorale, ce dernier n'apparaissant pouvoir être assimilé à aucune des catégories (Gouvernement, majorité parlementaire, opposition parlementaire, autres formations) donnant lieu à décompte.

L'implication du président Jacques Chirac dans la campagne pour le référendum a donné lieu à un vif débat, à l'occasion notamment de ses deux interventions télévisuelles, le 14 avril sur TF1, lors d'une soirée de débat avec un panel de 80 jeunes, puis le 26 mai lors d'une allocution diffusée en même temps sur TF1, France 2, France 3, M6 et France Inter.

Le CSA a été saisi par les sociétés de journalistes de France 2, France 3 et M6 des conditions d'organisation et d'animation du débat du 14 avril, les signataires s'interrogeant notamment sur le recours à des animateurs non-journalistes. Le CSA a indiqué dans sa réponse qu'il ne lui appartenait pas de procéder au contrôle des émissions avant leur diffusion.

Il ne lui est pas apparu que cette émission, sous ses différents aspects, ait donné lieu à des manquements à la recommandation du 22 mars.

L'absence de prise en compte par le CSA des déclarations du Président de la République a par ailleurs fait l'objet d'un recours en annulation devant le Conseil d'État, le 12 avril.

Ce recours était effectué à l'encontre de la note de présentation de la recommandation du Conseil du 22 mars, en tant qu'elle prévoyait que les propos du Président de la République, qu'il s'agisse de l'actualité liée au référendum ou de l'actualité non liée, n'étaient rattachés à aucune organisation.

Le Conseil d'État statuant au contentieux a, dans sa décision du 13 mai 2005, conclu au rejet de la requête et a confirmé la position du CSA concernant la non-prise en compte du temps du Président de la République au titre d'une formation politique. Il a notamment considéré *« qu'en raison de la place qui, conformément à la tradition républicaine, est celle du chef de l'État dans l'organisation constitutionnelle des pouvoirs publics, le Président de la République ne s'exprime pas au nom d'un parti ou d'un groupement politique ; que, par suite, en recommandant aux services audiovisuels de veiller à ce que les partis ou groupements politiques bénéficient dans le traitement de l'actualité liée au référendum d'une présentation et d'un accès équitables, le Conseil supérieur de l'audiovisuel a exclu à bon droit la prise en compte dans ce cadre des interventions du Président de la République [...] »*.

• **Manquements aux dispositions relatives à la publicité pour la presse ou l'édition**

La recommandation en vue du référendum du 29 mai 2005 dispose que *« les services radio veillent, s'agissant de la publicité en faveur du secteur de la presse, à ne pas diffuser de messages publicitaires de nature à fausser la sincérité du scrutin »* et que *« seraient susceptibles d'être considérés comme tels des messages publicitaires comportant des références, verbales ou visuelles, à des personnalités engagées dans la campagne en vue du référendum ou à des positions relatives au référendum »*.

Suite au manquement constaté en la matière, le 16 mai 2005, le Conseil a mis en garde plusieurs stations contre la diffusion d'un message publicitaire en faveur du *Nouvel Observateur* dans lequel était clairement exprimée la position de M. Jacques Delors en faveur du projet constitutionnel européen. Étaient visées par cette mise en garde les stations Europe 1, Europe 2, RTL, BFM, RFM, Nostalgie, Rire et Chansons et Radio Classique.

Les temps de parole relevés

Tout au long de la campagne, le CSA a assuré le relevé des temps de parole et d'antenne pour les télévisions nationales hertziennes (cf. annexe) et la coordination avec les opérateurs relevant du régime déclaratif. Il a procédé, par quinzaine pour la période du 4 au 29 avril 2005 puis chaque semaine jusqu'au 27 mai 2005, à l'examen des temps de parole et d'antenne à la fois pour les journaux et les magazines.

Le CSA a adressé régulièrement des observations à certaines chaînes visant à corriger la faiblesse, voire l'absence, de temps relevé pour certains partis, l'insuffisance ou l'absence totale de temps accordé aux tenants du « non » dans certaines formations et dans certains cas l'insuffisance du pluralisme dans la présentation des positions des personnalités non politiques.

Des manquements plus significatifs, notamment en raison de leur répétition, ont amené le CSA à adresser des mises en garde à certains opérateurs afin qu'ils se conforment aux dispositions de sa recommandation.

La campagne officielle radiotélévisée

Parallèlement au contrôle du traitement éditorial de la campagne, le CSA, en vertu de l'article 16 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, a organisé la campagne officielle radiotélévisée sur les antennes du service public.

Pour établir les règles relatives au déroulement des émissions, le CSA prend trois types de décisions sous le contrôle du Conseil constitutionnel :

- il fixe le nombre et la durée des émissions revenant aux différentes forces politiques habilitées à participer à la campagne officielle ;
- il définit les conditions de production et de contrôle de ces émissions ;
- il établit par tirage au sort l'ordre de passage de ces émissions.

La réforme mise en place en 2004 à l'occasion des élections européennes a engendré de profonds changements dans les modalités de production et de diffusion des émissions. Cette réforme avait dans l'ensemble recueilli la satisfaction des différents acteurs de la campagne. La plupart de ces modalités ont donc été conservées et reconduites pour la campagne en vue du référendum.

La campagne officielle radiotélévisée s'est déroulée au cours des deux semaines précédant le scrutin, soit du 16 au 21 mai 2005, puis du 23 au 27 mai 2005, touchant 55,5 millions d'individus âgés de 15 ans et plus (source : Médiamétrie).

L'action détaillée du CSA à l'occasion de la campagne en vue du référendum sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe a fait l'objet d'un rapport spécifique au mois de juillet 2005 (Rapport sur la campagne en vue du référendum du 29 mai 2005 sur le traité établissant une constitution pour l'Europe).

> Le pluralisme hors périodes électorales

LES TEMPS DE PAROLE

En dehors des périodes électorales durant lesquelles des procédures spécifiques de relevé et de suivi des interventions des personnalités politiques sont mises en place, le CSA veille tout au long de l'année au respect du pluralisme dans les programmes des chaînes nationales hertziennes en se fondant sur le principe de référence en application depuis le 1^{er} janvier 2000.

En vertu de ce principe, les éditeurs doivent respecter un équilibre entre le temps d'intervention des membres du Gouvernement, celui des personnalités appartenant à la majorité parlementaire et celui des personnalités de l'opposition parlementaire et leur assurer des conditions de programmation comparables. En outre, les éditeurs doivent veiller à assurer un temps d'intervention équitable aux personnalités appartenant à des formations politiques non représentées au Parlement. Sauf exception justifiée par l'actualité, le temps d'intervention des personnalités de l'opposition parlementaire ne peut être inférieur à la moitié du temps d'intervention cumulé des membres du Gouvernement et des personnalités de la majorité parlementaire.

Afin de « lisser » les effets purement conjoncturels de l'actualité, les temps d'intervention sont non seulement appréciés chaque mois, mais replacés dans une perspective trimestrielle, selon le principe de trimestres glissants.

Chaque fois qu'il a relevé des déséquilibres, le CSA en a fait l'observation aux chaînes concernées en leur demandant de procéder dans les meilleurs délais aux correctifs correspondant aux exigences de son principe de référence en matière de pluralisme.

Figurent en annexe pour l'ensemble de l'année 2005 (hors temps liés à la campagne référendaire), les relevés de temps de parole des personnalités politiques

dans les journaux, les magazines d'information et les autres émissions du programme de TF1, France 2, France 3, Canal+ et M6, classés en fonction des catégories du principe de référence en matière de pluralisme.

LES SAISINES

Vivement dimanche (France 2) : réponse au président du Conseil général de Haute-Corse

Le président du Conseil général de Haute-Corse, M. Paul Giacobbi, a saisi le CSA à propos de l'émission *Vivement dimanche* diffusée le 26 juin 2005 sur l'antenne de France 2, au motif que, parmi les invités de l'émission, ne figuraient que des représentants de la droite insulaire.

Le CSA lui a répondu en soulignant le fait que cette émission n'avait donné lieu qu'à une seule intervention d'élu, celle de M. Charles Napoléon, adjoint au maire d'Ajaccio, dans un registre d'ailleurs plus patrimonial que politique. Dans ces conditions, elle ne pouvait avoir qu'une faible incidence sur l'équilibre global des temps de parole des personnalités politiques invitées à s'exprimer sur l'antenne de France 2. Le CSA ne pouvait donc pas en conclure que la chaîne avait manqué, en l'occurrence, à ses obligations en matière de pluralisme.

Temps de parole de l'UDF : réponse à M. Bernard Accoyer

M. Bernard Accoyer, président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, a saisi le CSA le 23 novembre 2005 pour demander qu'à la suite du vote négatif émis par une partie du groupe UDF au terme de la discussion en première lecture du projet de loi de finances pour 2006, le temps de parole de l'UDF sur l'antenne des médias audiovisuels soit désormais comptabilisé au titre de l'opposition parlementaire.

Le CSA lui a répondu qu'il considérait que le seul vote évoqué ne justifiait pas une telle modification de l'application de ses critères d'appréciation du pluralisme dans le contexte politique actuel, les parlementaires de l'UDF s'étant divisés dans les deux Assemblées au cours des différents scrutins relatifs à la discussion budgétaire et M. Gilles de Robien, adhérent de l'UDF, comptant toujours parmi les membres du Gouvernement.

En tout état de cause, la modification demandée n'aurait pu procéder que d'un acte de rupture manifeste et irrévocable de la part de l'UDF.

Or, le CSA estime que la Constitution de la V^e République lui permet d'évaluer l'appartenance ou non d'une formation politique à l'opposition parlementaire à la lumière de son attitude lorsque la responsabilité du Gouvernement est engagée selon les procédures prévues par l'article L. 49, alinéa 1, 2 et 3. Constatant que, dans ce cadre, les députés de l'UDF n'avaient jamais émis de vote négatif à l'encontre du Gouvernement, le CSA ne pouvait que conclure au maintien de ce parti dans la majorité parlementaire.

La position du CSA bénéficie dans ce domaine de la légitimité que lui confère un précédent. En effet, lorsqu'en 1986, 1992 et 1993 notamment, les parlementaires communistes se sont prononcés contre les projets de loi de finances, sans toutefois refuser la confiance au Gouvernement qui avait engagé sa responsabilité en application de l'article L. 49, alinéa 3 de la Constitution, les différentes instances de régulation de l'époque n'ont pas jugé opportun de classer le PCF dans les rangs de l'opposition parlementaire.

En conséquence, le CSA a considéré qu'il ne disposait pas des éléments nécessaires pour constater une situation nouvelle, justifiant que soit reconsidérée l'appartenance de l'UDF à la catégorie «majorité parlementaire» telle que définie par son principe de référence.

**Débat sur RFO
Réunion à l'occasion
du référendum :
réponse à la fédération
locale du Parti socialiste**

La fédération de la Réunion du Parti socialiste a saisi le Conseil au sujet d'un débat organisé le 28 avril 2005 sur l'antenne de RFO Réunion et relatif au référendum du 29 mai 2005. Au cours de ce débat, un auditeur a accusé le représentant local du PS d'être atteint de la maladie d'Alzheimer sans que, malgré l'indignation manifestée par ce dernier, de tels propos ne suscitent de réaction de la part de l'animatrice.

Le Conseil, réuni en assemblée plénière le 19 juillet, a décidé d'écrire au directeur général de RFO pour recueillir ses observations sur la manière dont a été assurée la gestion de l'antenne lors de cet incident.

Dans sa réponse datée du 2 août 2005, le directeur général de RFO a invoqué les conditions du direct et la possibilité qu'avait l'intéressé d'interpeller par la suite l'auditeur sur « ses propos irrévérencieux ». Il a par ailleurs estimé que l'enjeu du scrutin ne portant pas sur une candidature personnelle du représentant local du PS, la radio n'avait pas méconnu les exigences d'égalité de traitement, d'honnêteté et de pluralisme de l'information au cours du débat.

2. LA DÉONTOLOGIE DES PROGRAMMES ET DE L'INFORMATION

> Télévision

**REPRÉSENTATION
À L'ANTENNE DE
LA DIVERSITÉ DE
LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE**

La question de la diversité des origines et des cultures à la télévision et le souci que la télévision soit un reflet plus exact de la société française ont constitué une préoccupation constante du Conseil depuis 1999. Dans le cadre des conventions qu'il négocie avec les opérateurs privés, le Conseil a obtenu, en 2001, d'y intégrer une disposition selon laquelle le diffuseur prend en considération « dans la représentation à l'antenne, la diversité des origines et des cultures constitutives de la communauté nationale ». Cette disposition a été par la suite introduite dans l'ensemble des conventions des opérateurs diffusés par câble et par satellite et ceux ayant obtenu une fréquence hertziennne numérique.

Cette question a pris une ampleur particulière en 2005, lorsque le Président de la République a décidé de recevoir, le 22 novembre, le CSA et les responsables des chaînes hertziennes. Lors de cette réunion, le président du CSA a insisté principalement sur la nécessité de donner un cadre légal à l'action du Conseil et d'aligner les cahiers des missions et des charges des chaînes publiques sur les conventions des chaînes privées. La demande du CSA a été entendue puisqu'il a été saisi, par lettre du 9 décembre 2005, d'une proposition de modification de la loi n° 86-1607 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, tendant à inscrire la lutte pour la cohésion sociale et contre les discriminations dans les missions du Conseil. Cette proposition, sur laquelle le Conseil a remis un avis le 6 janvier 2006, donne enfin une base législative à l'action entreprise depuis plusieurs années par le CSA, de manière purement conventionnelle, avec les éditeurs privés de services de télévision et de radio, en matière de lutte contre les discriminations.

Par ailleurs, le Conseil a consacré sa Lettre de décembre 2005 à cette question en proposant notamment une synthèse des réponses que les chaînes sont tenues de lui fournir. Rappelons en effet que depuis janvier 2004, le Conseil a demandé aux chaînes hertziennes analogiques qu'elles s'engagent à lui présenter,

dans le cadre de leur bilan annuel, un rapport qui explique comment elles se sont acquittées de leur responsabilité dans ce domaine. Ces rapports sont publiés en annexe des bilans que le Conseil dresse annuellement pour chacune des chaînes hertziennes analogiques. Ces bilans seront étendus prochainement aux chaînes du câble et du satellite.

TRAITEMENT DES AFFAIRES JUDICIAIRES

Sept à Huit : lettre à TFI

Au cours du magazine *Sept à Huit* du 6 février 2005, TFI a diffusé un reportage, intitulé « Dans les eaux troubles de Tahiti », relatif à la disparition, en décembre 1997, de M. Jean-Pascal Couraud, journaliste, affaire alors en cours d'instruction judiciaire.

Ce reportage mettait en cause M. Gaston Flosse, président de la Polynésie française, dans cette disparition.

Après en avoir débattu au cours de son assemblée plénière du 8 février 2005, le CSA a considéré, dans une lettre adressée à la chaîne, que ce programme n'était pas conforme aux exigences rappelées à l'article 8 de sa convention, aux termes duquel « *lorsqu'une procédure judiciaire en cours est évoquée à l'antenne, la société doit veiller à ce que l'affaire soit traitée avec mesure, rigueur et honnêteté* ».

Dans la mesure où TFI est diffusée en Polynésie française au sein du bouquet Tahiti Nui Satellite, le CSA a estimé par ailleurs que ce reportage était de nature à altérer la sincérité du scrutin du 13 février 2005.

Pourtant, dans sa recommandation du 23 décembre 2004 relative à l'élection des représentants à l'Assemblée de la Polynésie française, le CSA avait rappelé aux services de télévision la jurisprudence du juge de l'élection proscrivant à ceux-ci la diffusion de propos de nature à fausser la sincérité du scrutin et à entraîner son annulation. Par courrier du 30 décembre 2004 et du 3 février 2005, le CSA avait porté à la connaissance de TFI cette recommandation et lui avait indiqué que ses programmes étaient soumis aux règles qu'elle fixait.

Le CSA a donc souhaité rencontrer les responsables éditoriaux de la chaîne pour examiner les mesures les plus appropriées pour corriger les effets de cette diffusion.

Le CSA a pris acte de l'engagement qu'ils ont souscrit au cours de cette rencontre, de cesser toute nouvelle diffusion en Polynésie de l'émission litigieuse et de mettre M. Gaston Flosse en mesure de s'exprimer sur l'antenne de TFI sur sa mise en cause dans le reportage incriminé.

Le Droit de savoir : TFI mise en demeure

TFI a été mise en demeure, le 15 février 2005, en raison de la diffusion, dans le magazine *Le Droit de savoir* du 4 mai 2004, d'une séquence intitulée « La nuit des deux couteaux » au sein du reportage « Enquête au cœur de la Crim' de Versailles ». Cette séquence retraçait l'enquête menée par le SRPJ de Versailles sur l'agression subie par deux personnes à leur domicile en mai 2002.

Ayant constaté que ce sujet présentait de nombreux éléments relevant de la vie privée des victimes, susceptibles de mettre en cause leur honneur et leur réputation, que l'ensemble des faits était présenté sans qu'il soit fait appel à leur témoignage ou à celui de personnes susceptibles de défendre leur point de vue et sans que le commentaire indique que leur témoignage avait été sollicité ou leur accord demandé pour faire état de faits de nature personnelle, le CSA avait demandé à TFI, le 28 septembre 2004, de lui faire part de ses observations sur ces points.

Après analyse de la réponse de TFI, le CSA a estimé que les griefs qu'il avait relevés demeuraient fondés. Aussi a-t-il mis la chaîne en demeure de respecter les articles 8, 10 et 21 de sa convention.

TRAITEMENT DES CONFLITS INTERNATIONAUX

Attentat de Hilla (Irak) : lettre à TFI

TFI a diffusé, le 28 février 2005, dans le cadre du journal de 20 h, un reportage sur l'attentat à la voiture piégée perpétré le jour même dans la ville de Hilla en Irak. Ce reportage comportait, aux yeux du CSA, des images susceptibles de choquer les téléspectateurs, notamment les plus jeunes.

Ce reportage n'ayant pas été précédé d'un avertissement de la part du présentateur, le CSA a écrit à TFI pour lui rappeler que, conformément à l'article 15 de sa convention et à la recommandation du CSA du 7 décembre 2004 sur les conflits internationaux, la chaîne aurait dû, préalablement à leur diffusion, avertir le public du caractère difficile de ces images.

DISCRIMINATION RACIALE, INCITATION À LA HAINE

Faut-il brûler Dieudonné ? : KMT mise en demeure

La chaîne KMT (Martinique) a été mise en demeure, le 7 juin 2005, en raison des propos tenus dans l'émission *Faut-il brûler Dieudonné ?* diffusée sur son antenne le 16 mars 2005. En effet, les déclarations de plusieurs intervenants sont apparues au CSA de nature à constituer une incitation à la haine ou à la violence pour des raisons de race, de sexe, de mœurs, de religion ou de nationalité et de porter atteinte au respect de la personne humaine.

La chaîne a donc été mise en demeure de respecter l'article 15 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée ainsi que les articles 2-2-1 et 2-3-2 de sa convention.

C dans l'air : France 5 mise en garde

Le CSA a mis en garde France 5 à la suite de l'émission *C dans l'air* du 11 février 2005 intitulée « Délinquance : la route des Roms ». Plusieurs associations, membres de l'Union Romani Internationale, avaient saisi le CSA à son sujet, estimant que ce programme constituait une incitation à la haine raciale.

Après examen, le CSA a considéré que cette émission posait plusieurs problèmes. Le premier résidait dans l'amalgame, opéré par le titre et l'introduction de l'émission, entre une communauté particulière et une forme de criminalité organisée. Cette présentation était susceptible de renforcer les préjugés racistes et, en conséquence, d'être contraire à l'article 15 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée.

En outre, le CSA a regretté que l'émission n'ait pas donné lieu à un débat contradictoire qui aurait permis une expression plus équilibrée des opinions sur le sujet.

Propos tenus par M. Philippe de Villiers sur TFI

Le CSA a reçu de nombreuses protestations, dont une émanant du Mrap, à la suite des propos tenus par M. Philippe de Villiers, président du MPF, dans le journal de 13 h de TFI le 16 juillet 2005, au sujet de la communauté musulmane et de l'islamisme. Il a décidé de communiquer une copie de l'ensemble de ces courriers à la chaîne.

**Événements
de Perpignan :
réponse à la Halde**

Le président de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde) a transmis au CSA une saisine de M. Mourad Ghazli, secrétaire national du Parti radical valoisien, relative au traitement médiatique des événements survenus à Perpignan au mois de mai 2005.

Le CSA lui a répondu qu'il n'avait pas constaté de qualification discriminatoire ou stigmatisante des individus et des communautés concernés lors de la couverture de ces événements. Il a donc considéré que les opérateurs audiovisuels n'avaient pas, sur ce sujet, manqué à leurs obligations.

**Propos tenus par
le chanteur Diamantic :
RFO Sat
mise en demeure**

Le 22 décembre 2004, avait été retransmis sur l'antenne de RFO Sat un concert du chanteur Wycleff Jean, enregistré en Martinique, au cours duquel était invité un artiste local, le chanteur Diamantic qui, au cours de sa prestation scénique, s'était adressé au public en créole en tenant des propos particulièrement violents à l'encontre des homosexuels.

Par conséquent, le 7 juin 2005, le Conseil a mis en demeure la société nationale de programme Réseau France outre-mer, sans délai, de ne plus diffuser sur l'antenne de RFO Sat de programmes contraires à la sauvegarde de l'ordre public contenant une incitation à la haine ou à la violence pour des raisons de race, de sexe, de mœurs, de religion ou de nationalité, conformément aux articles 1^{er} et 15 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée.

La société a également été mise en demeure de ne plus diffuser sur l'antenne de RFO Sat de programmes contenant une incitation à des comportements délinquants et inciviques, conformément à l'article 2-3-3 de sa convention.

**DÉFAUT DE MAÎTRISE
DE L'ANTENNE
DANS LES ÉMISSIONS
D'INFORMATION**

**Irruption de manifestants
sur le plateau
du Grand Journal
de Canal+
le 30 novembre 2005**

Le Conseil a constaté qu'au cours de l'émission *Le Grand Journal* du 30 novembre 2005, des manifestants avaient fait irruption sur le plateau et avaient pu s'exprimer pendant plusieurs minutes avant de quitter celui-ci de leur propre chef.

Suite à cet incident, le Conseil a auditionné les représentants de la chaîne. Il a également adressé à celle-ci une mise en garde, considérant que la possibilité laissée aux manifestants de s'exprimer longuement constituait un manquement à l'obligation de maîtrise de l'antenne qui incombait à la chaîne.

Le Conseil a notamment souligné que le fait que la parole ait été donnée aux manifestants à la demande d'un invité présent en plateau ne pouvait exonérer Canal+ de sa responsabilité éditoriale, la chaîne disposant en toute hypothèse de la possibilité d'intervenir en régie ou, si elle décidait de laisser l'émission se dérouler, de recadrer les interventions imposées par la contrainte.

**REPORTAGES CONSACRÉS
AU SUIVI D'ENQUÊTES
JUDICIAIRES**

Le Conseil a eu, au cours de ces dernières années, à examiner plusieurs documents mettant en question les conditions dans lesquelles une équipe de journalistes avait pu suivre, dans une grande proximité avec l'équipe d'enquêteurs, le déroulement d'une enquête judiciaire, en vue de réaliser un reportage par ailleurs diffusé alors même que l'affaire concernée n'avait pas été jugée :

– reportage intitulé « Folie meurtrière » diffusé le 30 novembre 2003 dans le magazine *Zone interdite* ;

- reportage intitulé « La nuit des deux couteaux » diffusé dans le magazine *Le Droit de savoir : faits divers* du 4 mai 2004 ;
- reportage intitulé « Ils ont tué Marjorie » diffusé dans le magazine *Le Droit de savoir : faits divers* du 7 septembre 2004.

Compte tenu des problèmes susceptibles d'être posés par ce type de document au regard notamment de la déontologie de l'information (recueil du consentement des personnes apparaissant dans le reportage, préservation de l'image, de la vie privée ou de la dignité des personnes, préservation de la présomption d'innocence et du secret de l'instruction), le Conseil a mis en place, en septembre 2005, un groupe de réflexion sur leurs conditions de réalisation associant les ministères directement concernés (ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, ministère de la Défense, ministère de la Justice).

Le groupe de réflexion a auditionné en octobre 2005, dans le cadre de ses travaux, les représentants des principales chaînes hertziennes pour recueillir leur point de vue sur ce problème et connaître les méthodes mises en œuvre pour veiller à l'application des principes déontologiques.

Les auditions ont été l'occasion d'échanges très ouverts entre les chaînes, les ministères et le Conseil. Ces échanges ont porté sur trois domaines :

- les pratiques en cours des chaînes concernant le traitement déontologique des reportages sur les enquêtes judiciaires ;
- la légitimité d'un dispositif de prévention des éventuels manquements déontologiques ;
- les mesures envisagées pour mieux encadrer le tournage d'enquêtes judiciaires.

Parallèlement, le Conseil a participé aux travaux du groupe de travail mis en place à l'initiative du ministère de la Justice relatif aux modalités d'application de l'article 11 du Code de procédure pénale ⁽¹⁾.

(1) Article 11 du Code de procédure pénale : « Sauf dans le cas où la loi en dispose autrement et sans préjudice des droits de la défense, la procédure au cours de l'enquête et de l'instruction est secrète. Toute personne qui concourt à cette procédure est tenue au secret professionnel dans les conditions et sous les peines des articles 226-13 et 226-14 du Code pénal. Toutefois, afin d'éviter la propagation d'informations parcellaires ou inexacts ou pour mettre fin à un trouble à l'ordre public, le procureur de la République peut, d'office et à la demande de la juridiction d'instruction ou des parties, rendre publics des éléments objectifs tirés de la procédure ne comportant aucune appréciation sur le bien-fondé des charges retenues contre les personnes mises en cause. »

> Radio

RADIOS PRIVÉES

L'article 1^{er} de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée dispose que « l'exercice de la liberté de communication audiovisuelle peut être limité par le respect de la dignité de la personne humaine et par la sauvegarde de l'ordre public ».

L'article 15 de la même loi précise les missions du CSA en matière de contrôle de la déontologie des programmes radiophoniques. Il dispose que « le Conseil supérieur de l'audiovisuel veille [...] au respect de la dignité de la personne dans les programmes mis à la disposition du public par un service de communication audiovisuelle [...] ».

Dans les conventions signées entre le CSA et les opérateurs radiophoniques privés, les articles relatifs à la déontologie reprennent les éléments énoncés dans la loi précitée en énonçant les obligations de ces mêmes opérateurs :

- « Le titulaire [de l'autorisation] doit veiller, dans ses émissions, au respect de la personne humaine, à l'égalité entre les femmes et les hommes [...] ».
- « Toute intervention à caractère violent ou pornographique ou de nature à porter gravement atteinte à la dignité humaine est interdite ».
- « Dans le cadre des émissions en direct et en cas de doute, les animateurs doivent interrompre la diffusion des propos tenus par l'auditeur ».
- « Il est interdit de programmer des émissions contraires aux lois, à l'ordre public, aux bonnes mœurs ou à la sécurité du pays ».

Le Conseil a été amené à relever, sur les antennes de plusieurs radios, un nombre croissant de propos et discours en contravention avec les principes déontologiques.

Il a ainsi constaté plusieurs manquements aux dispositions légales et conventionnelles des stations, tout particulièrement en matière d'atteinte à la dignité de la personne humaine, d'injure et d'incitation à la haine raciale et religieuse.

Le 10 mars 2005, lors de la diffusion de l'émission *Le Libre Journal* sur Radio Courtoisie, des commentaires de nature à porter atteinte à la dignité de la personne humaine sur l'accident mortel de trois élèves officiers saint-cyriens d'origine africaine ont été tenus par l'un des animateurs de la station. En conséquence, le Conseil a adressé à Radio Courtoisie une lettre de mise en garde en date du 8 avril 2005 contre le renouvellement de ce genre de propos à l'antenne de la station.

En février 2005, le Conseil a été saisi par des auditeurs de la station Radio Contact à Pointe-à-Pitre, au sujet de propos concernant l'immigration haïtienne en Guadeloupe. La population haïtienne y était décrite comme dangereuse et comme portant en elle le risque d'engendrer « *la disparition du peuple guadeloupéen* ». Le 17 mai 2005, le Conseil a prononcé une mise en demeure à l'encontre de la station sur le fondement de l'article 15 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée et de l'article 7 de la convention signée par la radio avec le CSA considérant qu'un tel discours incitait à la violence et à la haine raciale.

Par ailleurs, le Conseil a réagi à la suite de propos tenus lors de la diffusion de l'émission *On va se gêner*, le 29 juin 2005, sur l'antenne d'Europe 1. La virulence des commentaires à l'encontre de la Pologne et du peuple polonais durant ce programme a conduit le Conseil à mettre en garde la station, le 8 août 2005, contre le renouvellement d'un tel discours qui s'avère constitutif du délit de diffamation envers un groupe de personnes en raison de leur origine ou de leur appartenance à une nation.

L'assemblée plénière du Conseil a également prononcé le 6 septembre 2005 une mise en demeure à l'encontre de la station Méditerranée FM pour la tenue de propos antisémites à l'antenne. Le Conseil a en effet, constaté lors des émissions *Tribune Libre* du 31 mars et du 10 avril 2005, la diffusion de propos présentant le judaïsme comme « *un club fermé* » pour lequel « *il faut presque une golden carte pour en faire partie* ».

En outre, le Conseil a relevé la tenue, par un des animateurs de la station polynésienne Radio Maohi, de propos injurieux à l'encontre de personnalités politiques locales lors des émissions des 21, 22 et 23 juin 2005. Le Conseil a mis en demeure cette station, le 15 novembre 2005, de respecter les dispositions de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse réprimant l'injure publique.

Le CSA a également écrit, le 8 décembre 2005, à la station associative Radio Fontaine (Isère) au sujet du discours tenu, le 2 juin 2005, par l'un de ses animateurs. Celui-ci s'est en effet exprimé sur la société française en des termes racistes et xénophobes. Le Conseil a mis en garde la station, estimant que ces propos étaient susceptibles de constituer une incitation à la violence ou à la haine pour des raisons raciales ou religieuses.

Lors de la diffusion de l'émission *Le Libre Journal* sur Radio Courtoisie, le 9 novembre 2005, l'animateur a préconisé « *le lance-flammes* » comme solution aux émeutes des banlieues. Ces propos ont été considérés par le Conseil comme susceptibles de constituer un manquement aux dispositions réprimant la diffusion de tout propos incitant à la haine et à la violence sur les ondes. La station ayant déjà fait l'objet d'une mise en demeure, en date du 30 mars 2004 pour le même type de manquement, l'assemblée plénière du Conseil du

6 décembre 2005 a décidé d'engager une procédure de sanction à l'encontre de Radio Courtoisie.

Enfin, le 22 décembre 2005, le Conseil a prononcé une mise en garde à l'encontre de la station Europe 2 lui rappelant son obligation de maîtrise de l'antenne. En effet, lors de la diffusion des émissions *On plaisante pas* des 3 et 4 novembre 2005, des propos offensants et caricaturaux à l'égard des habitants des villes de Lens et de Berk ont été tenus par l'un des humoristes de la station, ce qui a profondément choqué nombre d'auditeurs.

RADIO FRANCE

Le Conseil a reçu, le 3 mai 2005, un courrier de M. Alain Mettemich, président de Radio Classique, protestant contre des propos ironiques, voire désobligeants, tenus le 31 janvier 2005 à l'encontre de sa station sur l'antenne de France Musique, par le producteur Lionel Esparza au cours de son émission *Si loin, si proche*.

Le Conseil a communiqué à Radio France, le 6 juin 2005, copie du courrier de M. Mettemich. La société nationale de programme n'a pas informé le Conseil des suites éventuelles qui ont été données à ce dossier.

Par ailleurs, le Conseil a été saisi le 15 juin 2005 par M. Patrick Gaubert, président de la Licra, à la suite de propos « rapportés », jugés intolérables, qui auraient été tenus à l'égard d'Israël et des juifs victimes de l'holocauste par un invité de l'émission *Charivari* diffusée le 9 juin 2005 sur France Inter.

Le Conseil, qui a examiné les passages incriminés dans la saisine, a estimé qu'aucun propos susceptible de constituer une incitation à la violence ou à la haine raciale ni aucun discours à caractère révisionniste n'avait été tenu dans cette émission par la personne invitée qui s'est contentée de faire usage de sa liberté d'expression. L'instance de régulation a fait part de ses conclusions au président de la Licra dans une lettre en date du 22 juillet 2005.

3. LA PROTECTION DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE

> Les actions entreprises par le CSA en 2005

Télévision

CONSTITUTION D'UN COMITÉ D'EXPERTS DE L'ENFANCE

En avril 2005, pour enrichir sa réflexion, le groupe de travail « Protection du jeune public et déontologie des programmes » a constitué un comité d'experts réunissant des personnalités aux compétences diverses et complémentaires, en prise directe avec le monde de l'enfance.

Le comité, qui a été réuni à quatre reprises durant l'année 2005, a entrepris une large expertise des émissions de télévision consacrées aux relations intrafamiliales et de leur impact sur les enfants mineurs, qu'ils soient participants ou télé-spectateurs. Cette réflexion se poursuivra au cours de l'année 2006.

Le CSA est parallèlement intervenu à plusieurs reprises auprès des chaînes pour leur rappeler la nécessité d'une plus grande vigilance dans le traitement à la télévision des enfants et des adolescents qui vivent des situations difficiles (maladies, violences subies ou agies, conflits intrafamiliaux, etc.) du fait notamment des

risques de stigmatisation sociale que peut susciter leur exposition médiatique (cf. *infra*).

RÉFLEXION SUR LA DÉONTOLOGIE MÉDICALE

Le groupe de travail « Protection du jeune public et déontologie des programmes » a organisé deux réunions avec des représentants du Conseil national de l'ordre des médecins. Le CSA et le Conseil de l'ordre des médecins se sont en effet inquiétés de violations du secret médical au cours de certaines émissions et ont estimé nécessaire de réfléchir aux conditions dans lesquelles les médecins interviennent dans les émissions de télévision, ainsi qu'à l'introduction des caméras dans les consultations et les espaces de soin.

ÉTUDE DE CONTRATS DE TÉLÉ-RÉALITÉ

Le groupe de travail « Protection de l'enfance et déontologie des programmes » a souhaité disposer d'une expertise juridique sur les contrats signés par les participants à l'émission de M6 intitulée *Opération séduction* et sur les autorisations d'enregistrement signées par les participants à l'émission de TFI intitulée *Y'a que la vérité qui compte*. En effet, le groupe de travail s'interrogeait sur certaines dispositions de ces documents contractuels au regard du droit des obligations et du droit de la personne (renonciation par les participants à certains droits à titre gracieux, cession des droits de représentation et de reproduction, dispositions relatives à la confidentialité...).

Après avoir obtenu auprès de M6 et de TFI les contrats signés par les participants à ces deux émissions, le CSA a ainsi commandé à deux professeurs de droit, M. Philippe Stoffel-Munck et M^{me} Agathe Lepage, une expertise juridique des engagements pris par les candidats au regard du droit des contrats et du droit de la personne.

En juillet 2005, les deux professeurs ont remis leur étude au Conseil.

Certains manquements soulevés par l'expertise pourraient constituer des manquements aux conventions des chaînes, en particulier aux articles 10 et 13 relatifs aux droits des personnes. Le Conseil a ensuite adressé ces expertises aux deux chaînes, dans la perspective d'une réunion en 2006.

ENCADREMENT DE LA DIFFUSION DE SPECTACLES DE COMBATS

Le groupe de travail a conduit une réflexion sur les conditions de diffusion à la télévision de spectacles de combat libre, communément appelé « *Free Fight* ». Il a auditionné à ce sujet des représentants du ministère des Sports ainsi que des représentants du Comité national olympique et sportif français. À la suite de cette réflexion, le CSA a refusé le conventionnement d'une chaîne qui se proposait de diffuser chaque soir du *Free Fight*, considérant que cette diffusion pouvait porter atteinte au respect de la dignité de la personne humaine, nuire gravement à l'épanouissement des mineurs et être contraire à la sauvegarde de l'ordre public.

Après avoir consulté le ministre de la Jeunesse et des Sports, le CSA a ensuite adopté, le 20 décembre 2005, une recommandation à l'adresse des éditeurs de services de télévision. Il leur est demandé de ne pas diffuser de combats qui ne seraient pas régis par une fédération nationale agréée par le ministère des Sports ou, s'agissant des manifestations se déroulant à l'étranger, qui ne répondraient pas aux critères suivants :

- règles de compétition respectant l'intégrité physique et morale des sportifs ;
- transmission de valeurs éducatives ;
- encadrement médical adapté ;
- contrôles anti-dopage ;
- encadrement formé (arbitres, juges officiels...) ;
- combattants d'égale valeur technique et de poids comparable.

RECOMMANDATION RELATIVE AUX CONDITIONS DE DIFFUSION DES PROGRAMMES DE CATÉGORIE V POUR LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES D'OUTRE-MER

Le Conseil avait adopté, le 15 décembre 2004, une recommandation relative aux conditions de diffusion des programmes de catégorie V (programmes pornographiques ou de très grande violence) qui n'était applicable qu'en métropole et dans les Dom.

Or, il existe également, dans les collectivités territoriales d'outre-mer, des offres de programmes de catégorie V. Aussi, afin d'encadrer ces diffusions, le CSA a décidé, en assemblée plénière du 17 mai 2005, de soumettre pour avis aux gouvernements de Polynésie française et de Nouvelle-Calédonie un projet de recommandation identique à celui applicable en métropole, conformément à l'article 25 de la loi organique du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française et à l'article 37 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie. Par lettre du 20 juin 2005, le gouvernement de Polynésie française a informé le CSA qu'il émettait un avis favorable sur le projet de recommandation.

Ainsi, le Conseil a adopté, le 26 juillet 2005, une recommandation aux éditeurs et distributeurs de services de télévision diffusant dans les collectivités territoriales d'outre-mer des programmes de catégorie V.

RECOMMANDATION RELATIVE À LA SIGNALÉTIQUE JEUNESSE ET À LA CLASSIFICATION DES PROGRAMMES

Le 7 juin 2005, le Conseil a adopté une recommandation aux éditeurs de service de télévision concernant la signalétique jeunesse et la classification des programmes. Cette recommandation reprend le dispositif signalétique tel qu'il est aujourd'hui prévu dans les conventions des différents opérateurs relevant de la compétence française, afin de pouvoir être applicable à l'ensemble des services, y compris à ceux qui sont soumis à un simple régime déclaratif.

PRÉSENTATION D'ŒUVRES CINÉMATOGRAPHIQUES, DE VIDÉOGRAMMES, DE JEUX VIDÉO, DE SERVICES TÉLÉPHONIQUES FAISANT L'OBJET DE RESTRICTIONS AUX MINEURS

Le CSA a soumis aux éditeurs un projet de recommandation sur la présentation à la télévision d'œuvres cinématographiques, de vidéogrammes, de jeux vidéo, de services téléphoniques qui font l'objet de restrictions aux mineurs afin de mieux encadrer les horaires et les conditions de diffusion de ces présentations (horaires de programmation, mention des restrictions, heures de diffusion des publicités pour ces produits). Les chaînes ont fait part de leurs réserves sur certains points de la recommandation. Les responsables du service Game One ont de plus été auditionnés en groupe de travail « Protection du jeune public et déontologie des programmes » le 14 décembre 2005. Ils ont exposé leurs craintes face à ce projet et leur souhait d'assouplissement des contraintes horaires de diffusion des messages publicitaires et des contenus éditoriaux relatifs à des jeux faisant l'objet de restrictions de vente aux mineurs. Le CSA se prononcera en 2006 sur la suite à donner à ce projet de recommandation.

REDIFFUSION ET TEST DE LA CAMPAGNE SIGNALÉTIQUE

Le CSA a demandé aux chaînes hertziennes ainsi qu'aux chaînes du câble et du satellite de rediffuser sur leurs antennes en septembre 2005 le message de sensibilisation à la signalétique produit par lui en application de leur engagement conventionnel pour l'année 2004. Elles ont dans l'ensemble répondu à la demande du CSA d'offrir à ce message une couverture analogue à celle qu'elles avaient donné aux messages diffusés les années précédentes et de privilégier les plages de grande écoute entre 19 h et 23 h. La plupart des chaînes du câble et du satellite ont également diffusé le message. Le CSA a demandé également aux nouvelles chaînes de la TNT, ainsi qu'aux chaînes locales, de participer à cette campagne.

Le CSA a commandé à la société Anne Dollé Consultants une étude qualitative auprès de parents d'enfants de 6 à 14 ans pour savoir comment le film avait été reçu, compris et apprécié par le public visé par la campagne, et si son objectif de

sensibilisation au dispositif de la signalétique avait pu être atteint. L'étude qualitative a montré une très grande efficacité du film qui suscite l'adhésion des parents tant pour son message, qui leur paraît évident, que pour sa diffusion, dont ils reconnaissent presque tous qu'il agit comme une « piqure de rappel » utile et bienvenue.

Selon l'étude, il reste cependant un effort à entreprendre :

- pour crédibiliser la signalétique et renforcer la force de persuasion des classifications en communiquant sur les critères qui leur servent de support ;
- pour faire mieux connaître les missions du CSA de protection des téléspectateurs et des mineurs auprès du grand public ;
- pour rendre visible la responsabilité des chaînes dans la procédure de classification.

APPLICATION DE LA RECOMMANDATION SUR LES PROGRAMMES DE CATÉGORIE V

Multidiffusion de XXL sur Free

Le Conseil a constaté que sur le site internet du distributeur de télévision par ADSL dénommé Free, l'offre de programmes prévoyait la diffusion du service XXL et sa multidiffusion sur quatorze canaux. La multidiffusion n'était pas prévue par la convention du service XXL, et même expressément exclue par la lettre d'accompagnement du CSA du 24 décembre 2004, qui précisait que cette convention « ne permet pas la rediffusion du service en plusieurs programmes ». Par lettre du 13 juillet 2005, le CSA a donc demandé à AB Sat de mettre fin sans délai à la multidiffusion de XXL sur Free.

XXL a alors sollicité du CSA la modification de sa convention afin de pouvoir multidiffuser son service sur quatorze canaux. Le service souhaiterait être autorisé à diffuser, non plus un maximum de 730, mais 10 950 programmes de catégorie V par an. Le Conseil a décidé de ne pas accéder à sa demande. Le CSA souhaite en effet limiter l'accroissement important du nombre de diffusions de programmes de catégorie V constaté ces dernières années. C'est ce qu'il a indiqué dans sa recommandation du 15 décembre 2004 précisant que « le CSA veille en outre à ce que le nombre de diffusions de programmes de catégorie V sur chacun des services de télévision concernés soit limité par l'inscription dans chaque convention d'un nombre maximum de diffusions ». Afin d'assurer efficacement la protection de l'enfance et de l'adolescence contre le danger des programmes pornographiques, le CSA considère en effet nécessaire de cumuler les mesures de protection (double verrouillage, horaires de diffusion, obligations d'investissement, limitation du nombre de diffusions...).

Commercialisation groupée des programmes – 18 ans sur Multivision

Par courrier du 8 décembre 2005, le Conseil a demandé au service de paiement à la séance Multivision de cesser dans les meilleurs délais la commercialisation groupée des offres de vente pour l'option « Charmes » option qui propose des programmes de catégorie IV et V, et de se conformer strictement aux dispositions prévues par la recommandation du 15 décembre 2004, selon lesquelles les programmes de catégorie V proposés sur les services de paiement à la séance ne doivent être commercialisés qu'à l'unité.

Demande de modification de la convention de Pink TV

Pink TV a présenté le 29 août 2005 une demande de modification de sa convention sur différents points :

- autorisation d'une plage en clair ;

- alignement de sa convention sur celle des chaînes cinéma pour la diffusion des programmes de catégorie III et de catégorie IV ;
- augmentation du nombre de diffusions de programmes de catégorie V (passant de 208 autorisées à 416).

Le CSA a accepté de modifier la convention pour donner à Pink TV la possibilité de disposer de plages en clair. Pink TV n'ayant pas le statut d'une chaîne cinéma, qui implique que l'objet principal du service soit la programmation d'œuvres cinématographiques et impose des investissements très élevés dans la production cinématographique, le Conseil a cependant décidé de ne pas donner de suite favorable à sa deuxième demande. Tenant compte de la spécificité de la programmation cinématographique du service, il a cependant proposé d'assouplir sa convention et de l'autoriser à diffuser en première partie de soirée 10 films interdits en salle aux moins de 12 ans, au lieu des 4 figurant dans sa convention.

Sur le troisième volet, le Conseil a considéré que Pink TV, chaîne généraliste à vocation culturelle, n'était pas assimilable à un service dédié à l'érotisme et à la pornographie, qui n'émet qu'à partir de 22 h 30 et dont la totalité de la programmation fait l'objet d'un double verrouillage.

En conséquence, le Conseil a refusé de relever le plafond de diffusion autorisée de programmes de catégorie V, pour l'aligner sur celui applicable aux chaînes dédiées. Le CSA souhaite en effet limiter l'accroissement du nombre de diffusions de programmes de catégorie V, conformément à sa recommandation du 15 décembre 2004, et le chiffre de 208 programmes de catégorie V diffusables par an a été fixé par cette recommandation pour distinguer les services qui ne diffusent qu'occasionnellement de tels programmes, de ceux qui sont dédiés à l'érotisme et à la pornographie.

Le CSA s'est cependant déclaré prêt à réexaminer les modalités de montée en charge des obligations de production de la chaîne.

Films –16 ans sur les chaînes cinéma

Le groupe de travail a souhaité auditionner TPS Cinéma et Cinécinéma auteur à la suite de l'observation de la diffusion de nombreux films interdits aux mineurs de 16 ans sur leur antenne en première partie de soirée :

- en 2004, 38 films sur TPS Cinextrême, 18 sur TPS Cinéculte, 22 sur Cinécinéma auteur ;
- entre le 1^{er} janvier et le 31 octobre 2005, 40 films ou téléfilms sur TPS Cinextrême, 20 films sur TPS Cinéculte, 45 films sur Cinécinéma auteur.

Le CSA a également commandé une étude à la société Médiamétrie sur l'audience des 107 films –16 ans diffusés en 2004 par les chaînes cinéma en première partie de soirée auprès des 4-14 ans, afin de disposer d'éléments permettant d'appréhender l'exposition réelle des enfants à ces programmes que les chaînes cinéma sont autorisées à diffuser à partir de 20 h 30. Il ressort de cette étude que les audiences sont très variables. La majorité des films –16 obtiennent une audience insignifiante, voire nulle, auprès de cette tranche d'âge. 19 films obtiennent des audiences enfantines supérieures à la moyenne de la case de la chaîne sur ce public. Deux films (*Mad Max* et *Dragon rouge*) ont obtenu des audiences élevées (plus de 10 000 enfants), au regard des audiences moyennes des cases des chaînes concernées.

Le groupe de travail a encouragé les deux chaînes à demander la révision des visas des films anciens –16 ans, lorsqu'elle leur semble envisageable, et leur a demandé de renforcer leur vigilance sur le nombre de films –16 ans qu'elles diffusent en particulier les mardis, vendredis et samedis soir, périodes de forte audience enfantine. Sensibles à la mise en garde du Conseil, qu'ils trouvent légitime, les responsables de TPS Cinéma se sont engagés devant le groupe de

travail à repousser la case érotique du samedi soir à son précédent horaire (22 h 30), à partir de janvier 2006 et à porter une attention particulière à la programmation du mardi soir. Ils ont fait valoir cependant la faible place des programmes de catégorie IV dans l'ensemble des grilles de TPS cinéma (3 %). Les responsables de Cinécinéma auteur ont indiqué qu'ils avaient pris des précautions dans la communication sur leur case *Carré blanc* et qu'ils l'avaient décalée à 21 h (au lieu de 20 h 30).

RÉVISION DES VISAS DE FILMS ANCIENS

Les chaînes sont parfois confrontées à un problème de classification lorsqu'elles diffusent des films anciens dont le visa n'a pas été révisé depuis de longues années. Certains films sont en effet assortis d'une interdiction aux mineurs, ce qui impose aux chaînes une signalétique correspondante lors de leur diffusion, alors que bien souvent leur contenu ne justifie plus cette restriction. Pour l'efficacité de la signalétique et de son effet d'alerte auprès des parents, il est important qu'elle soit la plus cohérente possible. Or, la surclassification de films anciens risque de susciter l'incompréhension du téléspectateur et de diminuer sa confiance dans la signalétique.

La Commission de classification des œuvres cinématographiques, dont l'avis et la décision du ministre valent pour l'exploitation des œuvres en salle et non pour leur diffusion à la télévision, avait rencontré, ces dernières années, des difficultés pour répondre aux demandes des chaînes et des producteurs dans des délais suffisants. C'est pourquoi le CSA a, en 2002, conclu avec la Commission un accord aux termes duquel celle-ci accepte de réexaminer jusqu'à vingt films par an à condition que leur dernier visa ait plus de vingt ans, que la demande soit faite neuf mois avant diffusion et que les chaînes en adressent la demande au CSA, lequel, après visionnage, transmet en priorité les demandes qui lui paraissent pouvoir faire l'objet d'une nouvelle classification. Cette procédure a été mise en place le 8 juillet 2002.

En 2005, le CSA a examiné 6 demandes. Il a émis un avis favorable et transmis 5 demandes à la Commission de classification des œuvres cinématographiques. Trois d'entre elles ont fait l'objet d'une révision de leur visa par la Commission, les deux autres n'ayant pas encore été examinées :

- la demande de Studio Canal Image pour le film *Jeux précoces (Jioco al mas-sacro)*, de Damiano Damiani (visa de 1960, interdit aux mineurs de 16 ans). Par décision du ministre de la Culture et de la Communication, rendue le 10 juin 2005, ce film a dorénavant un visa d'exploitation pour tous publics ;
- la demande de Des Films pour *Liens d'amour et de sang (Béatrice Cenci)*, de Lucio Fulci (visa de 1969, interdit aux mineurs de 16 ans). Ce film dispose désormais d'un visa tous publics avec avertissement, par décision du 3 août 2005 ;
- la demande de Canal+ Image pour le film *Konga*, de John Lemont (visa de 1961, interdit aux moins de 12 ans). L'interdiction a été levée et le visa d'exploitation est pour tous publics, par décision du 25 novembre 2005 ;
- la demande de Liliom audiovisuel pour le film *Les Révoltés de l'an 2000 (Quién puede matar a un niño ?)*, de Narciso Ibanez Serrador (visa de 1977, interdit aux mineurs de 16 ans) ;
- la demande de Des Films et de Marceau Concordia pour le film *La Résidence* de Narciso Ibanez Serrador (visa de 1971, interdit aux moins de 12 ans).

La décision du Conseil de ne pas transmettre certaines demandes dans le cadre du protocole d'accord du 8 juillet 2002 ne remet pas en cause la procédure classique de demande directe de la révision du visa à la Commission de classification des œuvres cinématographiques.

En 2005, le Conseil, estimant que les visas en vigueur n'entraînaient pas d'incohérence dans le dispositif de la signalétique, n'a pas transmis la demande de Universal pour le film *Les Dents de la mer* de Steven Spielberg (visa de 1975, interdit aux moins de 12 ans).

RÉUNION AVEC LES AUTEURS DE FICTION

Le groupe de travail « Protection du jeune public et déontologie des programmes » a organisé le 2 février 2005 une réunion avec des représentants des auteurs (SACD, Groupe 25 images, Club des auteurs, Union Guilde des scénaristes) des producteurs (USPA, SPI) et des diffuseurs (France télévisions, TFI, M6, Canal+) pour évoquer la question de l'impact du dispositif de la signalétique sur la qualité de la fiction, sa diversité, sa liberté de ton. Cette réunion avait pour objectif de favoriser le dialogue et la concertation entre les différents partenaires, à la demande des auteurs qui ont le sentiment que le dispositif de protection de l'enfance est parfois invoqué par les chaînes pour réduire leur liberté et induire moins de diversité et plus d'uniformisation dans la fiction française.

Le CSA a exposé que son rôle consistait à faire appliquer des règles, conformément aux missions que le législateur lui a confiées, notamment en matière de protection de l'enfance et de l'adolescence, mais qu'il fallait trouver un équilibre afin que la mise en œuvre de ces contraintes légitimes ne se fasse pas au détriment de la création. Il semble cependant que la contrainte maximale qui pèse sur les auteurs est liée à l'exigence d'audience qu'ont les diffuseurs hertziens, bien plus qu'à la signalétique par laquelle le CSA cherche à concilier au maximum la liberté de communication et la protection des mineurs.

Le CSA a rappelé qu'il n'intervient jamais *a priori*, qu'il n'est pas un organe de censure, qu'il n'y a pas non plus de sujets interdits, et que la signalétique doit permettre, en fonction du traitement du sujet, d'avertir le public, voire de le diffuser après 22 h ou 22 h 30. En outre, la classification des programmes est faite par les chaînes et le CSA ne contrôle celle-ci qu'après leur diffusion. Enfin, ces dernières années, le CSA n'est que très rarement intervenu sur des programmes de fiction française et en 2005 aucune intervention n'a eu lieu de la part du Conseil.

En 2005, la fiction française représente d'ailleurs une part très faible de la fiction signalisée. 7 programmes de fiction française ont été signalisés en -12 par les chaînes en clair, et 5 ont été diffusés en première partie de soirée. Les 24 fictions françaises signalisées -16 étaient toutes des fictions érotiques de M6.

> Les principales interventions du CSA en 2005 sur les programmes en matière de protection des mineurs

Télévision

CHAÎNES NATIONALES HERTZIENNES

France 2 *Insuffisante protection des mineurs participant à une émission de télévision*

Le Conseil a rappelé à France 2, par courrier du 21 juillet 2005, la nécessité de protéger l'identité des mineurs en situation difficile à la suite de la diffusion dans

l'émission *Envoyé spécial* du 12 mai 2005 d'un reportage intitulé « Les pompiers du social » au cours duquel un enfant en difficultés scolaire, psychologique et familiale est décrit de manière négative, puis interrogé par une assistante sociale sans que son identité soit protégée (contrairement à l'article 3 alinéa 5 du cahier des missions et des charges de la chaîne).

Le Conseil a renouvelé, par courrier du 18 octobre 2005, sa demande d'être très attentif au respect des règles permettant de protéger les enfants en difficulté et de veiller particulièrement à l'exactitude des informations ayant un caractère médical, à la suite de la diffusion sur France 2 le 13 avril 2005 de l'émission *Ça se discute* consacrée au stress, à la dépression et à la phobie chez les enfants.

Le Conseil est également intervenu auprès de France 2, par courrier du 26 janvier 2006, à la suite de la diffusion des émissions *Ça se discute* du 7 septembre 2005 à 22 h 30 ayant pour thème « Nos enfants se méfient-ils assez du piège de l'alcool ? » et celle du 3 octobre 2005 ayant pour thème « Orphelins : seuls pour reconstruire une nouvelle vie ». Dans la première émission, une mineure de 16 ans était amenée à témoigner à visage découvert de son alcoolisme précoce, ce qui risquait de la stigmatiser. Dans la seconde émission, témoignaient deux mineurs dont les parents avaient été assassinés depuis moins d'un an. Le Conseil a considéré que l'article 3 alinéa 5 du cahier des missions et des charges de la chaîne n'avait à nouveau pas été respecté. Il a décidé d'entendre à ce sujet les responsables de la chaîne et l'animateur de l'émission.

Avertissement et horaire de diffusion

Le Conseil a reçu de nombreuses plaintes, notamment de l'association Familles-Média, mettant en cause la classification du film *Intimité* de Patrice Chéreau diffusé le 27 septembre 2005 à 22 h 40. Ces plaintes considéraient qu'en raison des scènes de sexe très crues que comporte ce film, il aurait dû être accompagné d'une signalétique –16 ans. Le Conseil a observé que France 2 n'avait pas diffusé l'avertissement de la Commission de la classification qui accompagne son interdiction aux moins de 12 ans. Il a donc écrit à la chaîne, le 28 décembre 2005, pour lui rappeler de veiller à diffuser les avertissements de la Commission de classification et lui demander de ne pas diffuser ce film avant 22 h, précaution que la chaîne avait prise lors de sa diffusion le 27 septembre 2005.

France 3 Sous-classifications et horaires de diffusion

Le Conseil a demandé à France 3, par courrier du 24 juin 2005, de modifier la classification –12 donnée au documentaire britannique *Le Meilleur Ami de l'homme*, diffusé le 15 janvier 2005 à 23 h, et de lui attribuer, pour les éventuelles rediffusions, une signalétique –16 ans, du fait de la crudité des propos, de la présentation insistante et détaillée de pratiques sexuelles.

À la suite de nombreuses plaintes, le Conseil a demandé à France 3, par courrier du 27 juin 2005, du fait de la violence que représentent pour les enfants les scènes de corrida, de bien vouloir accompagner le magazine de corrida *Tercios*, sur France 3 Aquitaine, d'une signalétique –10 ans et d'éviter sa programmation le dimanche matin, qui correspond à une tranche horaire pendant laquelle les enfants peuvent être seuls devant la télévision.

Par courrier du 29 novembre 2005, le Conseil a demandé à la chaîne de ne pas diffuser en journée l'épisode intitulé « Un braquage insolite » de la série *Taggart*, diffusé le 16 juillet 2005 à 15 h avec une signalétique –10 ans, compte tenu des nombreuses scènes de violence que comporte cet épisode.

TF1 **Sous-classification**

TF1 a diffusé dans l'émission *Vis ma vie* du 12 avril 2005 à 22 h 45 avec la signalétique –12 ans, le reportage « Ma vie de criminologue au Texas » au cours duquel est montrée une scène d'autopsie longue et très détaillée particulièrement éprouvante et donc susceptible d'angoisser durablement des enfants de moins de 16 ans. Le Conseil a demandé à TF1, par courrier du 19 juillet 2005, une signalétique –16 ans pour les programmes de cette nature.

M6 **Horaire de diffusion**

Le Conseil s'est inquiété, de la diffusion par M6 le mardi 22 mars 2005 à 8 h 14, dans l'émission *C'est pas trop tôt !*, d'une séquence comportant un extrait du spectacle intitulé « Pluskapoil » de Michaël Youn. Du fait des propos à connotation sexuelle très crus, voire sexistes, que comprend ce spectacle, le Conseil a reçu plusieurs plaintes de téléspectateurs à la suite de cette diffusion. Comme il l'a fait savoir à la chaîne, par courrier du 6 juin 2005, la tenue de ce type de discours à connotation sexuelle explicite à cette heure matinale ne semble pas conforme au principe de protection de l'enfance et de l'adolescence, et revêt d'autre part un caractère sexiste et discriminatoire qui pourrait être considéré comme contraire à l'article 9 alinéa 3 de la convention de M6.

Sous-classification

Le Conseil a demandé à M6, par courrier du 29 juillet 2005, de modifier lors d'une prochaine programmation la signalétique –10 ans accompagnant le film *Anaconda le prédateur* lors de sa diffusion le lundi 14 mars 2005 à 20 h 50, pour une signalétique –12. Ce film, qui dispose d'un visa « tous publics avec avertissement », contient plusieurs scènes de violence, voire de sadisme, susceptibles d'effrayer durablement les enfants.

**Protection de l'identité des mineurs en situation difficile
dans leur vie privée et rappel du cadre légal lors de la diffusion
d'émissions posant des problèmes de santé publique**

Le Conseil a rappelé à M6, par courrier du 21 juillet 2005, à propos de l'émission *Zone interdite* : « Antidépresseurs, somnifères, amphétamines... drogue-t-on nos enfants ? » du 30 janvier 2005 la nécessité de faire preuve de prudence dans l'évocation de situations susceptibles de porter préjudice aux mineurs. Dans le premier reportage, « Ados sous psychotropes : une banalisation dangereuse », des jeunes mineurs en situation de détresse ont en effet témoigné sur leur consommation de psychotropes sans que leur identité soit protégée.

M6 a diffusé dans l'émission *Quelle famille* du 11 octobre 2005 deux reportages intitulés « À 9 ans je suis une petite maman » et « À 13 ans je remplace mes parents », qui montraient des jeunes mineures en situation de détresse sans que leur identité soit protégée. De plus, lors de la présentation de situations posant des problèmes de santé publique, il appartient à la chaîne de rappeler le cadre légal. Le Conseil avait déjà appelé l'attention de la chaîne sur ces points, et la chaîne s'était engagée dans un courrier du 4 avril 2005 à en tenir compte. Le Conseil a mis en garde M6, par lettre du 26 janvier 2006, contre le renouvellement de ce type de manquement et lui a demandé de faire preuve de davantage de prudence dans l'évocation de situations susceptibles de porter préjudice à des mineurs.

Canal+ **Sous-classification, horaire de diffusion inadaptés
et oubli de la mention de la classification PEGI**

Canal+ a programmé la série américaine *The Shield* le samedi à 21 h et l'a rediffusée en journée, à partir du 8 janvier 2005, avec une signalétique –12 ans. Le

Conseil a considéré dans un courrier du 18 avril 2005 que la diffusion en journée de cette série, en particulier des épisodes diffusés les 8 et 15 janvier, posait problème du fait de l'omniprésence de la violence, du réalisme de son traitement, de la grande violence de certaines scènes, du rôle des policiers héros de la série, qui eux-mêmes emploient des méthodes expéditives, voire ont recours à des techniques de torture.

Par le même courrier, le Conseil a réitéré sa demande d'accompagner le magazine *7 jours au Groland* d'une signalétique –12 ans chaque fois qu'il contient des séquences à connotation érotique qui risquent de heurter la sensibilité des enfants. Cette signalétique aurait été nécessaire pour l'émission du 15 janvier.

Canal+ a programmé dans son magazine *Demain le monde* diffusé en clair le 19 février à 19 h 40, une séquence consacrée aux jeux vidéo X interactifs. Le Conseil a été alerté par des plaintes de téléspectateurs choqués par certaines séquences. Certains jeux présentés étaient en effet destinés aux plus de 16 ans, voire aux plus de 18 ans et classés comme tels par le système européen Pegi auquel l'industrie française a adhéré. Or, contrairement aux recommandations du Conseil, la classification des jeux n'a pas été mentionnée lors de leur présentation. De plus, la classification –10 ans donnée à ce programme est parue insuffisante compte tenu de sa connotation sexuelle appuyée. Le Conseil a demandé à la chaîne, par courrier du 19 mai 2005, une classification –12 ans pour ce type de programme.

Le 8 septembre 2005, le Conseil a rappelé dans un courrier la nécessité d'avertir le public lors de diffusions de séquences violentes suite à la diffusion de l'émission *La Minute de la blonde*, le 2 septembre 2004 et le 12 mai 2005. Ces deux séquences parodiaient des films interdits aux moins de 16 ans (respectivement *Trouble every day* de Claire Denis et *Irréversible*, de Gaspar Noé). Malgré leur brièveté, elles pouvaient être extrêmement angoissantes pour des enfants. Le Conseil a demandé une signalétique –12 ans pour accompagner ce type de programme.

Dans le cadre de la demande de révision de visa dont a fait l'objet le film *Liens d'amour et de sang* de Lucio Fulci en mars 2005, qui a abouti à une levée de l'interdiction initiale aux mineurs de 16 ans et à la délivrance d'un visa tous publics, accompagné d'un avertissement du ministre de la Culture et de la Communication, le Conseil avait demandé à la chaîne, par courrier du 13 juin 2005, d'accompagner de la signalétique « déconseillé aux moins de 12 ans » la diffusion de ce film, en raison des nombreuses scènes violentes qu'il comporte. Par courrier du 28 novembre 2005, le Conseil a regretté que la chaîne n'ait pas jugé opportun de suivre sa recommandation, celle-ci s'étant limitée à précéder la diffusion de la signalétique « déconseillé aux moins de 10 ans ».

CHAÎNES DE LA TNT

NTI

NTI a diffusé à partir du 6 avril 2005, en première diffusion le mercredi à partir 22 h 10, et en rediffusion d'abord le dimanche, puis le samedi vers 22 h 15, plusieurs numéros de la série américaine *Cops* montrant des policiers dans leurs interventions pour arrêter des délinquants et criminels. Le Conseil a considéré que la diffusion de ce programme sans la signalétique qui convient et en dehors des horaires de diffusion appropriés, posait problème au regard du principe de protection de l'enfance et de l'adolescence. Outre des images souvent violentes, les caméras de *Cops* s'attardent, assez longtemps et à plusieurs reprises dans un certain nombre de numéros sur la souffrance visible ou l'état de choc des victimes d'une agression, des témoins d'un crime, etc. Le Conseil considère

que ces séquences auraient dû entraîner une classification « déconseillé aux moins de 12 ans » pour l'ensemble de ces émissions. Par courrier du 6 octobre 2005, le Conseil a demandé à la chaîne d'appliquer cette classification lors de leur rediffusion et de faire preuve de la plus grande vigilance dans la classification des autres numéros de cette émission.

Europe 2 TV

Au cours de l'émission *Sexy or not ?* diffusée le mardi à 20 h 35 depuis le 18 octobre 2005, des candidats étaient conduits à s'exposer devant la caméra en sous-vêtements, parfois nus, et à adopter des poses à connotation quasi érotique. Auditionnée le 7 décembre 2005 devant la Commission audiovisuel numérique terrestre du Conseil, la chaîne a indiqué que les rediffusions de cette émission le mercredi à 17 h et le samedi à 18 h 40 avaient été supprimées, et que *Sexy or not ?* était désormais diffusée le jeudi à 23 h 15, le samedi à 22 h 45 et le dimanche à 22 h 30, précisant que la case de diffusion du mardi à 20 h 35 était maintenue. Dans son courrier du 23 décembre 2005, le Conseil a considéré que l'émission devait être déconseillée aux mineurs de 12 ans et a demandé à la chaîne d'éviter la diffusion de cette série avant 22 h les mardis, vendredis et samedis, les veilles de jours fériés et pendant les périodes de congés scolaires. La programmation d'émissions déconseillées aux moins de 12 ans en première partie de soirée ne peut en effet être tolérée qu'à titre exceptionnel, ce qui ne peut être le cas d'une diffusion intervenant une fois par semaine ou davantage.

CHAÎNES THÉMATIQUES

PINK TV *Sous-classification, horaire de diffusion inadapté*

Le mardi 20 septembre 2005 à 20 h 50, Pink TV a diffusé un documentaire, *Mister Leather 2003*, avec une signalétique –12 ans. Le vocabulaire franc et cru ainsi que certaines pratiques sexuelles, non montrées mais néanmoins décrites ou mimées, ne semblaient pas destinés à un public de moins de 16 ans. L'émission n'aurait pas dû être diffusée avant 22 h 30.

« Le plaisir de la souffrance », débat qui suivait ce documentaire, diffusé à 22 h et signalisé –10 ans, posait également problème. En effet, le ton de cette émission était léger, alors que certains propos s'apparentaient à la promotion de pratiques risquées et violentes telles que la suffocation et la strangulation. La diffusion d'un tel sujet relève d'une signalétique –16 ans et ne peut donc intervenir avant 22 h 30. Par ailleurs, ce genre d'évocation aurait nécessité que soient rappelés des principes de prudence et des messages de santé publique, ce qui n'a pas été le cas.

Enfin, le documentaire *Journal d'un accessoire*, diffusé le mardi 25 octobre 2005 à 20 h 50, rediffusé en journée le 26 octobre à 15 h 50, le 3 novembre à 14 h 30 et le dimanche 6 novembre à midi, a été diffusé avec une signalétique –10 ans qui a semblé, là encore, insuffisante en regard du thème abordé, les accessoires sexuels. De plus, le débat intitulé « Fans d'accessoires », qui faisait suite à ce documentaire, également signalisé –10 ans, posait problème au regard du manque de réelle mise en garde par l'animatrice de l'émission quant au caractère dangereux de l'utilisation de certains accessoires, ainsi que par le vocabulaire employé, souvent vulgaire et cru. Ces deux programmes auraient dû être accompagnés d'une signalétique –12 et n'être diffusés qu'après 22 h.

Le Conseil a adressé le 26 décembre 2005 un courrier à la chaîne la mettant un garde contre le renouvellement de telles pratiques.

Game One *Sous-classification, oubli de la mention de la classification PEGI*

Le Conseil a constaté lors de la diffusion des deux éditions de l'émission *Game Zone* le 19 mai 2005 que le pictogramme « moins de 10 ans » apparaissait de façon épisodique au cours de l'émission rendant difficile sa compréhension. Dans un objectif de cohérence générale, la chaîne se doit d'utiliser correctement le dispositif pour la protection de l'enfance, en portant la signalétique à la connaissance du public au moment de la diffusion de l'émission concernée, dans les bandes-annonces ainsi que dans les avant-programmes communiqués à la presse. Dans le cas d'espèce, ce programme d'une durée inférieure à 30 minutes aurait exigé la présence à l'écran du pictogramme pendant les cinq premières minutes.

Le Conseil a d'autre part constaté, lors de la diffusion le même jour du documentaire *Les Jeux de baston*, qu'aucune signalétique n'avait été apposée, alors même que la violence était omniprésente et banalisée. Une signalétique –12 ans aurait été appropriée.

Par ailleurs, le visionnage de la programmation du 19 mai a permis de relever que la classification des jeux vidéo, établie par le Syndicat des éditeurs de logiciels de loisir (Sell) ou par l'Interactive Software Federation of Europe (ISFE), n'était pas systématiquement portée à la connaissance du public dans des termes suffisamment explicites, malgré une précédente demande du Conseil par courrier daté du 2 juillet 2003.

Promotion d'un site pornographique en journée

Enfin, après visionnage de l'émission *Game Zone* du 19 octobre 2005, à la suite d'une plainte, le Conseil a constaté que l'adresse d'un site pornographique avait été indiquée en incrustation pendant 58 secondes lors des diverses diffusions de cette émission à 11 h 55, 16 h, 19 h 03 et 22 h 47. S'agissant d'un service dont la programmation consacrée aux jeux vidéo rencontre un large public d'enfants et d'adolescents, le Conseil considère qu'il aurait dû être d'autant plus attentif aux informations données sur son antenne. Le Conseil a adressé à la chaîne Game One un courrier daté du 18 janvier 2006 la mettant en garde contre un éventuel renouvellement de ces manquements.

TF6 *Déontologie des programmes de télé-réalité*

TF6 a diffusé, à compter du 18 mai 2005 le mercredi à 20 h 50, le programme *Miss Swan*, accompagné d'une signalétique « déconseillé aux moins de 12 ans ». Si la signalétique adoptée est apparue appropriée au contenu, l'horaire de diffusion ne l'était pas. En effet, l'ensemble des épisodes étant déconseillés aux –12 ans, TF6 aurait dû programmer l'émission après 22 h.

L'usage de pratiques médicales et chirurgicales dans le cadre d'un jeu mettant en concurrence des femmes complexées, voire en situation de détresse morale, afin que l'une d'elles soit élue « miss » et remporte une forte somme d'argent est susceptible de heurter un certain nombre de principes et d'engagements d'ordre déontologique souscrits par TF6.

Au regard des préoccupations de santé publique, ce programme pose le problème du risque de banalisation de gestes chirurgicaux pour résoudre des problèmes physiques mais aussi psychologiques, voire sentimentaux, sans qu'une information complète soit donnée au public. Aucun recul n'est pris et aucune mise en garde n'est prononcée non plus face aux risques liés aux anesthésies générales, inhérents à toute intervention chirurgicale, ni aux risques spécifiques liés à certaines opérations de chirurgie esthétique (comme les liposuccions).

Le Conseil avait déjà auparavant mis TF6 en garde contre le renouvellement de la diffusion de programmes contraires aux règles déontologiques, dans ses courriers du 15 mars et du 24 mai 2005. Il a examiné ce nouveau programme au cours de sa réunion plénière du 1^{er} septembre 2005, et demandé à la chaîne par courrier du 16 septembre 2005 de venir exposer, devant le groupe de travail « Protection du jeune public et déontologie des programmes », les mesures qu'elle comptait prendre à l'égard de l'ensemble des problèmes relevés sur son antenne.

Les responsables du service TF6 ont été auditionnés le 16 novembre 2005 et se sont engagés à respecter un code de bonne conduite pour tous les programmes de télé-réalité susceptibles de poser problème à l'avenir. Les grandes lignes de ce code seraient : la soumission systématique à l'avis du comité de visionnage interne ; le strict respect des conditions de diffusion au regard de la signalétique retenue ; l'information préalable des téléspectateurs sur les risques et conséquences éventuels ; la mise en perspective des programmes avec les réalités de la société française ; l'assurance que le consentement éclairé de tous les participants a été recueilli préalablement à la diffusion...

Filles TV *Horaire de diffusion inadapté*

Les avant-programmes de Filles TV ont annoncé la diffusion de l'émission *Émilie et les filles*, avec la signalétique –12 ans, le samedi 22 octobre à 20 h 30, le mercredi 26 octobre à 21 h, le dimanche 30 octobre à 22 h, le mardi 8 novembre à 21 h 15 et le vendredi 11 novembre à 21 h. Sur ces 5 diffusions, 4 se situaient à des horaires non autorisés par la convention (avant 22h), et à des jours également non autorisés (samedi, mardi et vendredi) et n'avaient donc pas le caractère exceptionnel toléré par la convention pour les programmes –12. Le Conseil a considéré que la classification –12 ans était adaptée à cette émission de libre antenne, qui est la reprise de l'émission de radio diffusée depuis le studio 108 du Mouv', à la Maison de la radio, dans laquelle l'animatrice Émilie répond, avec l'aide de la sexologue Catherine Solano, aux interrogations, en général d'ordre sexuel, des jeunes auditrices. Le Conseil a mis en garde la chaîne par courrier du 23 décembre 2005 contre le renouvellement de cette pratique et lui a demandé, compte tenu du jeune âge d'une partie du public, de toujours diffuser cette émission après 22 h.

Trace TV *Sous-classification d'une émission de vidéomusiques*

Le Conseil a constaté que de nombreuses vidéomusiques diffusées dans le cadre de l'émission *Adult only*, déconseillée aux moins de 10 ans, ont une connotation érotique. C'est le cas des vidéomusiques *Baby* de Booba et Nessbeal, « *Pussy Poppin* » de Ludacris et « *Dirty* » de Redman, diffusées le 31 mars 2005. Après avoir procédé au visionnage des émissions des 23, 28, 29 juin et des 2 et 3 juillet 2005, le Conseil a constaté que ces programmes donnent de la femme une image dégradante, la présentant comme un objet sexuel et vénal (notamment, les vidéomusiques de *Mystical Shake it fast*, de 50 cent *Disco inferno* et *P.I.M.P.*, de Zoxea *J'ai besoin de sexe*, de 4.21 *la, la, la, la*, de *Weedy Rap and Biz*, de Chingy *Right thurr explicit*, *Baby* de Booba et Nessbeal). Certaines s'inscrivent en outre dans un climat de violence latente, d'autres font référence à la drogue. Pour toutes ces raisons, ces programmes sont susceptibles de troubler les repères des jeunes de moins de 16 ans. Le Conseil a donc demandé à Trace TV, par courrier du 9 septembre 2005, d'accompagner ce genre d'émission d'une signalétique –16 ans et a souhaité rencontrer les responsables de la chaîne pour évoquer ces questions. Lors de leur audition, le 23 novembre 2005, ces

demiers ont fait valoir qu'ils ne contestaient pas la signalétique – 16 ans et que seuls des problèmes techniques avaient empêché, pendant plusieurs mois, que l'émission soit accompagnée de la signalétique adéquate. La chaîne s'est engagée à ne plus diffuser le clip *Booba* en raison de sa connotation sexiste, et à modifier le contenu de la bande-annonce de l'émission qui comportait des images érotiques.

Planète Choc **Sous-classification**

Planète Choc a diffusé le documentaire *Elle fait parler les morts*, avec une signalétique – 12 ans, les 11 juin à 22 h, 17 juin à 23 h 45, 23 juin à 0 h 05 ; le 4 juillet à 0 h ; le 5 juillet à 2 h 05, les 9 et 14 juillet à 1 h 30. Après l'avoir visionné, le Conseil a estimé que certaines scènes d'autopsie dans la morgue étaient longues et pénibles et que, de ce fait, ce programme aurait dû être déconseillé aux moins de 16 ans. Le Conseil a demandé à la chaîne, par courrier du 23 novembre 2005, de modifier la classification de ce documentaire s'il venait à être rediffusé. Le Conseil a adressé également copie de ce courrier à France 2 qui a coproduit et diffusé ce documentaire sur son antenne en mars 2003 avec la signalétique – 12 ans.

TPS Star **Sous-classification**

Le Conseil a demandé par courrier du 1^{er} février 2006 à TPS Star de classer en – 10 ans le film *Le Smoking* de Kevin Donovan, que la chaîne a diffusé le 23 juillet 2005, s'il venait à être rediffusé, dans la mesure où ce film comprend de nombreuses scènes de violence (meurtres, bagarres, incendies, empoisonnements, noyades).

CHAÎNES PRIVÉES D'OUTRE-MER

ATV **Sous-classification et horaire de programmation inadapté**

À partir du dernier trimestre 2004, ATV a programmé sur son antenne l'émission *Ça va se savoir* à 12 h 15. Le visionnage de certains épisodes (notamment ceux des 20, 21 et 22 octobre 2004) a montré que cette émission se composait généralement d'une succession de conflits intimes donnant lieu à des échanges verbaux souvent vulgaires, voire violents, ainsi qu'à des réactions physiques extrêmement agressives, le tout sous les huées, voire les insultes, du public.

Par courrier en date du 17 mars 2005, le Conseil a rappelé à ATV que le traitement de l'intimité, notamment de la sexualité, privilégiant les comportements violents, ainsi que la fréquence des sujets liés au caractère incestueux des relations familiales, risquaient de perturber les mineurs de douze ans. Le programme aurait dû être accompagné d'une signalétique moins de douze ans et diffusé après 21 h 30.

ATV a diffusé *Le Retour de l'inspecteur Harry* réalisé par Clint Eastwood et titulaire d'un visa avec interdiction aux mineurs de 12 ans lors de sa diffusion en salle, avec une signalétique « déconseillé aux moins de 10 ans » le dimanche 3 avril 2005 à 20 h 40, et le 19 avril 2005 à 21 h 50 sans aucune signalétique. Au cours de ces deux diffusions, aucune référence au visa délivré par le ministre de la Culture et de la Communication n'a été effectuée à l'antenne. Le Conseil a adressé à la chaîne un courrier daté du 8 juillet 2005, lui demandant de se conformer à l'article 2-4-2 de sa convention et à l'article 5 du décret n° 90-174 du 23 février 1990 modifié.

ATV a diffusé plusieurs épisodes de la série policière américaine *Les Experts* en milieu de journée, sans aucune signalétique. Après visionnage de ces épisodes, le Conseil a considéré qu'en raison du nombre de scènes violentes, de leur traitement souvent détaillé et sanglant, leur diffusion était susceptible de susciter l'angoisse auprès de jeunes téléspectateurs et aurait dû, de ce fait, être accompagnée d'une signalétique appropriée.

Le Conseil a adressé à la chaîne un courrier daté du 29 juillet 2005, rappelant ses obligations en matière de protection de l'enfance et de l'adolescence, et demandant de lui faire parvenir la liste des membres de la commission de visionnage pour la classification des programmes.

Par courrier du 23 décembre 2005, le Conseil a indiqué à Antilles Télévision que le téléfilm français *Belle comme le diable*, réalisé par Patrice Gautier, et diffusé le dimanche 4 septembre 2005 à 21 h 45 avec une signalétique –16, aurait dû être diffusé après 22 h. Il lui a rappelé que trois courriers lui avaient déjà été envoyés depuis le début de l'année 2005 pour lui signifier ses obligations en matière de protection de l'enfance et de l'adolescence.

Le service de télévision ATV a pris en compte les remarques formulées par le Conseil :

- l'émission *Ça va se savoir* a été retirée de l'antenne au cours du mois d'avril ;
- à la suite de la réception du courrier du 29 juillet, les épisodes de la série *Les experts* pouvant troubler les mineurs de douze ans ont été programmés en soirée ;
- un comité de visionnage interne a été mis en place qui se réunit chaque semaine depuis début septembre 2005, pour décider de la signalétique des programmes.

AB Sat Non-respect des horaires de diffusion par XXL à Mayotte

Ayant constaté que XXL diffusait dans la collectivité territoriale de Mayotte, des programmes de catégorie V avant minuit, le Conseil a demandé à ce diffuseur par courrier du 13 mai 2005, de faire respecter l'article 2-4-3 de sa convention qui précise que les programmes de catégorie V ne peuvent être diffusés qu'entre 0 h et 5 h.

Non-respect des horaires de diffusion des programmes –12

Par courrier du 27 octobre 2005, le Conseil a rappelé à AB Sat l'article 2-4-3 de la convention du 11 avril 2005 relative à Ciné Polar, qui précise que les programmes de catégorie III ne doivent pas être diffusés le mercredi avant 20 h 30. Ce diffuseur avait annoncé la programmation des films *L'Antigang* de Burt Reynolds et *Le Récidiviste* de Ulu Grosbard le mercredi 2 novembre à 10 h 50 et 12 h 50 respectivement, alors que ces deux films ont fait l'objet d'une interdiction en salle aux mineurs de 12 ans et relèvent donc de la catégorie III.

RFO Sous-classification

Par courrier du 8 juin 2005, le Conseil a demandé que le film *Harry, un ami qui nous veut du bien*, en dépit du visa tous publics accordé pour sa sortie en salle, soit dorénavant accompagné d'une signalétique –12 ans pour toute diffusion à la télévision, du fait des nombreuses scènes et situations angoissantes qu'il comporte. Ce film a été diffusé sur Télé Martinique le mardi 4 janvier à 20 h avec une signalétique –10 ans. Le Conseil a en effet estimé que ce film est susceptible de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs, et que sa diffusion en première partie de soirée les veilles de jours de repos pour les enfants (mardis, vendredis, samedis, veilles de jours fériés, vacances scolaires) doit donc être évitée.

Radio

RADIOS PRIVÉES

L'article 15 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée précise les missions du CSA en matière de contrôle de la déontologie des programmes radiophoniques. Il doit notamment veiller à ce qu'aucun programme susceptible de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs ne soit diffusé par un service de radio, sauf lorsqu'il est assuré par le choix de l'heure de diffusion que des mineurs ne sont pas normalement susceptibles de l'entendre.

Les programmes pornographiques ou de très grande violence font, quant à eux, l'objet d'une interdiction totale de diffusion en raison de l'absence de dispositif technique permettant, pour les services de radio, de s'assurer que seuls les adultes peuvent y accéder.

En application de ces dispositions, le CSA a adopté, le 10 février 2004, une délibération destinée à renforcer les obligations déontologiques des radios, notamment celles qui diffusent des émissions à l'intention des jeunes. Ainsi, aucune station de radio ne doit diffuser entre 6 h et 22 h 30 de programmes susceptibles de heurter la sensibilité des auditeurs de moins de 16 ans. Depuis plusieurs années en effet, le Conseil a constaté une augmentation significative des émissions dites de libre antenne, parfois génératrices de dérapages verbaux ou d'immixtions dans la vie privée des auditeurs.

Au cours de l'année 2005, le groupe de travail « Protection du jeune public et déontologie des programmes » présidé par M^{me} Agnès Vincent-Deray a examiné plusieurs dossiers relatifs à ce sujet.

Concernant RMC Info, un contrôle de son programme sur quatre journées, du 12 au 15 janvier 2005, a permis de relever 4 écrans publicitaires différents en faveur de services de rencontres par SMS et/ou par téléphone réservés aux adultes, ceux-ci étant multidiffusés de 17 h à 18 h. Considérant que le contenu de ces messages était susceptible d'interpeller de jeunes enfants et que leur diffusion à ces horaires pouvait être susceptible de constituer un manquement au principe de protection du jeune public, le CSA a adressé le 3 mars 2005 à M. Alain Weil, président de RMC Info, un courrier lui demandant, à l'avenir, de ne plus diffuser en journée ce type de message.

En réponse, le 8 avril 2005, le président de RMC Info précisait que « ces messages n'étaient pas normalement diffusés dans la journée, mais qu'il veillerait dorénavant à respecter scrupuleusement cette règle ». Or, de nouvelles écoutes, notamment sur la journée du 30 juin 2005, ont traduit la persistance de ce type de message à l'antenne à 19 h 07, 19 h 20 et 19 h 40.

En conséquence, le Conseil a adressé le 9 septembre 2005 au président de la station un courrier de mise en garde contre le renouvellement de la diffusion de ce type de message en lui rappelant les termes de la délibération du 10 février 2004 et lui demandant instamment de ne pas les programmer avant 22 h 30.

Concernant Radio Scoop, opérateur émettant à Lyon, Bourg-en-Bresse, Clermont-Ferrand, Saint-Étienne, Roanne et au Puy-en-Velay, un contrôle de son programme de libre antenne, *Le Pato Show*, diffusé le 21 janvier 2005 de 21 h à minuit, a permis de relever des séquences mettant notamment en scène une relation sexuelle explicitement décrite, en contravention, d'une part, avec la recommandation adoptée par le Conseil le 10 février 2004, qui dispose « qu'aucun service de radiodiffusion sonore ne doit diffuser de programmes susceptibles de heurter la sensibilité des auditeurs de moins de seize ans [et que] les programmes pornographiques [...] font, quant à eux, l'objet d'une interdiction totale de diffusion », d'autre part, avec l'article 6 de sa convention qui précise que « toute intervention à caractère [...] pornographique [...] est interdite », et, par

ailleurs, que « le titulaire doit veiller, dans ses émissions [...] à la protection des enfants et des adolescents » ainsi qu'avec l'article 7 de cette même convention qui interdit les émissions « contraires aux lois » ou « à l'ordre public ».

Après avoir pris connaissance de la transcription des propos tenus lors de cette émission, le Conseil, réuni en assemblée plénière le 1^{er} mars 2005, a mis en demeure Radio Scoop de se conformer à la délibération du 10 février 2004.

À l'issue de cinq contrôles du programme de libre antenne *Radio libre* diffusé sur Skyrock de 21 h à minuit, suivis par l'audition de ses responsables le 23 juin et sur le fondement de cette même délibération, le Conseil, réuni en assemblée plénière le 17 décembre 2004, a décidé de prononcer une mise en demeure à l'encontre de cette station de se conformer aux dispositions relatives à la protection de l'enfance et de l'adolescence. La SA Vortex a formé, le 16 février 2005, un recours gracieux à l'encontre de cette décision. Réuni en assemblée plénière le 12 avril 2005, le Conseil a estimé que, faute d'élément nouveau de nature à remettre en cause cette décision de mise en demeure, il décidait de rejeter ce recours. Cette décision a été notifiée à la SA Vortex le 18 avril 2005.

Parallèlement, le contrôle de ce programme a été poursuivi et a fait l'objet de 9 nouveaux rapports d'écoute établis les 6 et 27 janvier, le 24 février, les 3, 10 et 17 mars, le 28 avril et les 5 et 12 mai 2005. Après avoir examiné ces éléments en assemblée plénière le 31 mai 2005, le Conseil a estimé que, malgré la mise en demeure notifiée à la société Vortex, celle-ci persistait dans une ligne éditoriale qui ne se conformait toujours pas aux principes énoncés par la délibération du Conseil du 10 février 2004. En conséquence, conformément aux dispositions des articles 42-1 et suivants de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, le Conseil a décidé d'engager la procédure de sanction prévue à l'article 42-7. Cette décision a été notifiée à la société Vortex le 7 juin 2005.

Enfin, dans le cadre d'un contrôle régulier des programmes interactifs de divertissement particulièrement destinés aux jeunes auditeurs, l'émission *Sans interdit*, diffusée quotidiennement sur NRJ de 21 h à minuit, a fait l'objet d'un rapport d'écoute portant sur 6 soirées consécutives, du 4 au 10 octobre 2005. Le Conseil a estimé que certaines séquences, notamment celles diffusées les 4, 5, 6 et 9 octobre de 21 h à 22 h 30, contenaient des propos susceptibles de heurter la sensibilité des auditeurs de moins de 16 ans.

Réuni en assemblée plénière le 8 novembre 2005, le Conseil a décidé de mettre en demeure la société NRJ SA de se conformer aux dispositions de l'article 15 de la loi du 30 septembre 1986, de la délibération du 10 février 2004 relative à la protection de l'enfance et de l'adolescence, et de l'article 6 de la convention conclue avec le CSA. Cette décision a été notifiée à l'opérateur le 17 novembre 2005.

RADIO FRANCE

Le Conseil a décidé, lors de son assemblée plénière du 11 juillet 2005, de mettre en demeure Radio France à la suite de la diffusion, le samedi 28 mai 2005 à 15 h 30 sur l'antenne du Mouv' dans le cadre de l'émission *Le Point hot*, d'une séquence au cours de laquelle a été décrite de façon détaillée la pratique de la fellation.

Le Conseil a considéré qu'une telle émission était contraire aux dispositions de l'article 15 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, à l'article 5 du cahier des missions et des charges de la société et à la délibération du 10 février 2004 qui stipule qu'aucune radio ne doit diffuser entre 6 h et 22 h 30 de programmes susceptibles de heurter la sensibilité des auditeurs de moins de 16 ans.

4. LA DIFFUSION ET LA PRODUCTION D'ŒUVRES AUDIOVISUELLES ET CINÉMATOGRAPHIQUES

> Les moyens de contrôle du Conseil

LES CHÂÎNES HERTZIENNES NATIONALES

Le Conseil dispose, pour les chaînes hertziennes analogiques, d'une base de données, qui à partir d'une chronologie des émissions fournie par la société Médiamétrie, permet de déterminer, mois par mois, le respect des quotas de diffusion. Pour les chaînes hertziennes numériques, un contrôle a été mis en place sur la base de déclarations mensuelles fournies par les diffuseurs. La réforme en cours des outils de contrôle devrait permettre, pour l'ensemble des chaînes gratuites, de disposer d'un outil fiable et exhaustif issu des déclarations des diffuseurs.

Chaque chaîne hertzienne nationale doit envoyer, avant le 31 mai, un rapport d'exécution de ses obligations. Les services du Conseil rédigent, en se fondant notamment sur ce document, un bilan annuel d'exécution de sa convention (chaînes privées) ou de son cahier des missions et des charges (chaîne publique) qui établit le respect de chaque obligation. Ce document est analysé en groupe de travail « Télévisions hertziennes nationales analogiques » puis présenté, à l'assemblée plénière, par le conseiller qui préside le groupe considéré. Une audition du président de chacune de ces chaînes a lieu ensuite, dans le cadre de l'assemblée plénière du Conseil. Le bilan établi par le Conseil est ensuite rendu public sur son site internet.

Il a été demandé pour les nouvelles chaînes hertziennes numériques qu'un bilan soit rédigé au titre de 2005, même si, ayant commencé à émettre le 31 mars, elles n'auront pas disposé d'une année entière.

LES CHÂÎNES DU CÂBLE ET DU SATELLITE

Les 99 chaînes françaises diffusées sur le câble et le satellite en 2005 sont soumises aux obligations en matière de programmes inscrites dans les conventions qu'elles ont signées avec le Conseil. Le contrôle de ces services conventionnés s'effectue généralement à deux niveaux :

- Tout au long de l'année, un suivi de la programmation est effectué à partir des avant-programmes que chaque service est tenu de communiquer régulièrement au Conseil et par le visionnage de toute nouvelle émission (vérification de la qualification en œuvre ou non-œuvre, pertinence de la signalétique retenue) ou de toute émission dont le contenu paraît pouvoir poser problème au regard des obligations. Le Conseil visionne également tout programme sur lequel il a pu être alerté par un téléspectateur ou une association.

Si un manquement est avéré (signalétique inappropriée, publicité clandestine, non-respect du pluralisme ou de l'honnêteté de l'information, comportements discriminatoires...), le Conseil peut agir de façon graduée.

- Chaque année, les services sont tenus de communiquer au Conseil, au plus tard le 31 mars, un rapport sur les conditions d'exécution de leurs obligations pour l'exercice précédent. Chaque rapport est examiné et vérifié, tout spécialement pour s'assurer du respect par les chaînes des quotas de diffusion d'œuvres audiovisuelles et cinématographiques d'expression originale française et européenne. Ces rapports donnent lieu à l'établissement de bilans annuels globaux validés par l'assemblée plénière.

Pour les services provenant de pays extérieurs à l'Union européenne et qui relèvent de la compétence de la France (notamment lorsqu'ils sont diffusés par un satellite de la société Eutelsat), les modalités de contrôle sont bien entendu différentes, ces services n'étant pas soumis aux mêmes obligations que les services établis en France. En particulier, ils ne sont pas soumis à des quotas de diffusion et de production d'œuvres et n'ont pas à fournir au Conseil de bilan annuel. Ils sont cependant tenus de respecter les principes du droit de l'audiovisuel français, notamment les droits de la personne et la non-discrimination pour des raisons de race, de sexe, de religion ou de nationalité.

Malgré un nombre de chaînes extra-communautaires très important, le Conseil s'attache à les suivre, en ciblant son contrôle sur celles qui peuvent poser des difficultés. En particulier, le Conseil s'est adjoint des compétences linguistiques dans le cadre de vacations ou de contrats à durée déterminée, voire en recourant de plus en plus à des interprètes.

> La qualification des œuvres audiovisuelles et cinématographiques

La direction des programmes instruit régulièrement des dossiers relatifs à la qualification de certains programmes en tant qu'œuvres audiovisuelles, de certaines œuvres en tant qu'œuvres cinématographiques ou téléfilms, et enfin, la qualification des œuvres, tant audiovisuelles que cinématographiques, en tant qu'œuvres d'expression originale française et œuvres européennes.

LA PROCÉDURE DE QUALIFICATION

Les programmes des chaînes hertziennes analogiques font l'objet d'un suivi exhaustif. Toute nouvelle émission est visionnée par les chargés de mission de la direction des programmes afin de déterminer si elle relève de la catégorie des œuvres audiovisuelles, telle que définie à l'article 4 du décret n° 90-66 modifié. Rappelons que les diffuseurs ont l'obligation que 60 % du volume horaire des œuvres audiovisuelles diffusées sur leur antenne soient d'origine européenne et 40 % d'expression originale française, proportions qui doivent être respectées sur l'ensemble des œuvres diffusées, mais aussi sur celles programmées aux heures de grande écoute. Une base de données recense toutes les qualifications attribuées à l'ensemble des émissions diffusées sur les chaînes hertziennes analogiques.

La qualification d'une émission en œuvre audiovisuelle, si elle s'avère délicate, peut cependant donner lieu à une procédure assez longue. En effet, elle est alors examinée par un comité de visionnage qui se réunit au sein de la direction des programmes et qui soumet une proposition de qualification au groupe de travail « Production audiovisuelle », composé d'au moins deux conseillers et de représentants des services du Conseil. Si celui-ci suit le plus souvent la proposition des services, il lui arrive, dans certains cas, de l'amender. L'ensemble des qualifications sont enfin soumises à la décision de l'assemblée plénière avant, pour les chaînes hertziennes analogiques, d'être rendues publiques sur le site internet du Conseil.

S'agissant des chaînes hertziennes numériques, qui n'ont commencé à émettre qu'en cours d'année 2005, il leur a été provisoirement demandé, en attendant la réforme des outils de contrôle conduite depuis septembre 2005, de fournir chaque mois la liste de leurs émissions qu'elles considèrent comme œuvres, en indiquant leur qualification d'expression originale française ou européenne. Après examen, la direction des programmes envoie à chaque chaîne un courrier qui lui

fait part des éventuelles différences d'appréciation sur telle ou telle émission et lui demande, sous un délai d'un mois, d'apporter les éléments d'information susceptibles de modifier l'analyse des services. Ceux-ci sont portés à la connaissance du groupe de travail « Production audiovisuelle » qui préconise à l'assemblée plénière une qualification. La décision prise par cette dernière est notifiée par courrier au diffuseur qui dispose, comme pour les chaînes hertziennes analogiques, d'un délai de deux mois pour exercer un éventuel recours gracieux ou contentieux.

LA QUALIFICATION DE CERTAINES ŒUVRES EN TANT QU'ŒUVRES CINÉMATOGRAPHIQUES

Si la définition de l'œuvre audiovisuelle qui figure à l'article 4 du décret n° 90-66 du 17 janvier 1990 modifié inclut les œuvres cinématographiques de court métrage (d'une durée inférieure à 60 minutes), les œuvres cinématographiques de longue durée possèdent une définition spécifique, figurant à l'article 2 du même décret. Le critère est celui du visa d'exploitation délivré par le Centre national de la cinématographie, à l'exception des œuvres documentaires qui ont fait l'objet d'une première diffusion en France à la télévision. Une première diffusion à la télévision confère définitivement aux œuvres documentaires le statut d'œuvres audiovisuelles, même si elles poursuivent une carrière en salle par la suite.

Par ailleurs, les œuvres étrangères peuvent être qualifiées d'œuvres cinématographiques même si elles n'ont pas obtenu de visa d'exploitation en France, dès lors qu'elles ont fait l'objet d'une exploitation cinématographique commerciale dans leurs pays d'origine.

Le Conseil reçoit parfois des demandes de qualification en tant qu'œuvres audiovisuelles d'œuvres étrangères inédites en salle en France qui, en raison d'une très faible exploitation dans leur pays d'origine (tests de marché par exemple aux États-Unis) seraient susceptibles d'être regardées comme des œuvres cinématographiques. Le Conseil examine avec attention chaque demande et statue en séance plénière. Aucune demande n'a été formulée en 2005.

LA QUALIFICATION EUROPÉENNE ET EOF

Les qualifications européenne et d'expression originale française (EOF) sont attribuées par le Conseil. Mises à part les œuvres pour lesquelles ces qualifications ne laissent place à aucun doute, plusieurs œuvres sont passées au crible des critères de qualification définis aux articles 5 et 6 du décret n° 90-66 du 17 janvier 1990 modifié avant d'obtenir, par une décision du Conseil en séance plénière, leur qualification EOF et/ou européenne.

Pour les œuvres produites ou coproduites par un producteur établi en France et pour lesquelles le bénéfice du soutien financier de l'État à l'industrie cinématographique et à l'industrie de programmes audiovisuels a été demandé, la qualification d'œuvre européenne et celle d'œuvre d'expression originale française sont attribuées seulement après avis du directeur général du Centre national de la cinématographie. Cet avis est prononcé en même temps qu'est délivré l'agrément des investissements. Le Conseil, de son côté, n'intervient qu'une fois l'œuvre achevée. Il peut arriver, mais cela est rare, que l'avis du directeur général du CNC ne soit pas suivi si l'œuvre terminée n'est pas conforme au projet initialement présenté au CNC et, dans sa version définitive, ne respecte pas les critères de la qualification souhaitée.

Qualification européenne

En 2005, la qualification d'œuvre cinématographique européenne n'a pas été attribuée aux films *Eros*, réalisé par Michelangelo Antonioni, Steven Soderbergh et Wong Kar Wai, et *Carnets de voyage*, réalisé par Walter Salles, qui, bien que produits et financés par des sociétés de production européennes, ne réunissaient pas une proportion suffisante d'artistes-interprètes et de techniciens collaborateurs de création européens.

Après l'annulation par le tribunal administratif de Paris le 10 novembre 2004, confirmée par la Cour administrative d'appel de Paris le 10 mai 2005, de la décision d'agrément accordée le 23 octobre 2003 au film *Un long dimanche de fiançailles* de Jean-Pierre Jeunet, le Conseil s'est interrogé sur les conséquences que pourraient avoir ces décisions de justice sur la valorisation par TFI et Canal+, au titre de leurs obligations annuelles, de leur contribution à la production de ce film.

Tenant compte de la bonne foi de TFI et de Canal+ au moment de leur intervention en coproduction et en préachat de droits de diffusion de cette œuvre cinématographique, à laquelle le Centre national de la cinématographie avait accordé son agrément après un long débat, le Conseil n'a pas souhaité remettre en cause les montants valorisés par TFI et Canal+ dans leur bilan 2003 au titre de leurs obligations de contribution à l'industrie cinématographique.

En ce qui concerne la prise en compte de ce film au titre des quotas de diffusion d'œuvres cinématographiques lors de ses diffusions à la télévision, le Conseil, prenant également en compte la bonne foi des diffuseurs, qui ont fixé le prix du préachat des droits de diffusion de l'œuvre en fonction de l'existence présumée d'une qualification européenne, a accepté en outre et à titre exceptionnel, compte tenu du caractère inédit et hors norme des questions posées par cette production, de ne pas décompter ce film au titre des œuvres non européennes à l'occasion des différentes diffusions prévues au titre des contrats de préachat. Cette abstention ne vaudra que pour les diffusions précisées aux contrats initiaux, les décisions judiciaires ayant désormais définitivement tranché la question sur la qualification non européenne de cette œuvre.

Jusqu'à présent, le Conseil avait toujours rencontré quelques difficultés pour obtenir des informations précises sur la réalisation des œuvres étrangères (sans coproduction avec une société française), ce qui rendait difficile l'attribution de la qualification européenne. Face à ces difficultés, dans le doute et dans l'attente de l'aboutissement d'une réflexion sur ce sujet, le Conseil a continué, en 2005, à attribuer la qualification européenne à des œuvres cinématographiques dotées d'un certificat de nationalité délivré par un État membre de l'Union européenne.

Cependant, une décision du Conseil d'État, intervenue le 19 octobre 2005, a confirmé le refus du CSA en 2004 de reconnaître la qualité d'œuvre européenne au film *Space Truckers* de Stuart Gordon, au seul motif que ce film n'avait pas réuni pour sa réalisation une proportion suffisante d'artistes-interprètes et de techniciens collaborateurs de création. Cette décision contribue à la réflexion entreprise par le Conseil depuis 2004 sur cette question et lui permettra sans aucun doute d'adopter en 2006 une pratique juridiquement plus solide en matière de qualification européenne des œuvres cinématographiques.

Qualification d'expression originale française

S'agissant de la qualification d'expression originale française, le Conseil procède pour chaque film de fiction faisant l'objet d'une telle demande, à un décompte des mots prononcés dans chacune des langues utilisées. La qualification EOF n'est attribuée que lorsque le français est la langue principale de réalisation, c'est-à-dire la langue la plus parlée (s'il y a plus de deux langues). Suivant une décision rendue par le Conseil d'État en 2002 dans l'affaire *Le Journal d'Anne Frank*, le CSA attribue la qualification EOF aux films documentaires ou à caractère documentaire et aux films d'animation qui ont été conçus, écrits et réalisés dès l'origine en langue française. Ainsi, les films documentaires *Belzec* de Guillaume Moscovitz, *Carlitos Medellín* de Jean-Stéphane Sauvaire, *Le Dernier Trappeur* de Nicolas Vanier, *Massaï*, *Les Guerriers de la pluie* de Pascal Plisson, *Ô Gengis* d'Alan Simon ainsi que les films d'animation *Pinocchio* de Daniel Robichaud et

Le Roman de Renart de Thierry Schiel se sont vu attribuer la qualification d'œuvres cinématographiques d'expression originale française en 2005.

Toutes ces décisions de qualification sont publiées sur le site internet du CSA et sont susceptibles de recours gracieux ou contentieux.

L'ENGAGEMENT D'UNE CONCERTATION SUR L'ŒUVRE AUDIOVISUELLE

En juillet 2005, le Conseil a décidé d'entamer une large concertation sur la définition de l'œuvre audiovisuelle, conduite dans le cadre du groupe de travail « Production audiovisuelle ». Dans son courrier adressé aux diffuseurs, producteurs, auteurs et personnalités du monde de la création, le Conseil a insisté sur la modification structurelle du paysage audiovisuel intervenue en 2005 avec le lancement de la TNT et l'inquiétude des créateurs face au manque de diversité et au formatage croissant des programmes. Il a inscrit la question du périmètre de l'œuvre audiovisuelle et de sa redéfinition au cœur de cette problématique.

Les auditions ont débuté le 10 octobre 2005. De cette date à la fin décembre 2005, 17 auditions ont été organisées. Quatre d'entre elles ont été consacrées aux diffuseurs hertziens analogiques (TF1, M6, France Télévisions, Canal+), une a convié les représentants de l'ACCeS. Cinq auditions ont concerné les syndicats de producteurs (USPA, SPI, SPFA, SAPT, Spect). Cinq auditions ont permis d'entendre les représentants des auteurs et sociétés de gestion collective (SACD, UGS, Groupe 25 images, Sacem, Scam). Enfin, quatre auditions ont permis de recueillir le point de vue de personnalités du monde de la création telles que M^{me} Marianne Lamour, MM. Serge Moati, Mag Bodard, Martin Meyssonier, Claude-Jean Philippe, Alain de Sedouy...

Les auditions se poursuivront jusqu'à la fin du premier trimestre 2006 et donneront lieu ensuite à la rédaction d'un rapport.

> La diffusion

LES ŒUVRES AUDIOVISUELLES

Sur les chaînes hertziennes nationales

Pour la première fois depuis qu'elle est soumise à des obligations de diffusion d'œuvres audiovisuelles, la société Canal+ ne les a pas respectées s'agissant tant des œuvres européennes pour lesquelles un déficit de 106 heures a été constaté en 2005 que pour les œuvres d'expression originale française où le nombre d'heures manquantes s'est élevé à 147. Dans un courrier daté du 5 septembre 2005, Canal+ a expliqué cette infraction par une erreur informatique. Le Conseil a décidé en assemblée plénière du 20 septembre 2005, de mettre en demeure Canal+ de respecter à l'avenir ses quotas de diffusion d'œuvres européennes et d'expression originale française.

Sur les chaînes du câble et du satellite

Chaque année, le Conseil rédige un bilan global de toutes les chaînes du câble et du satellite à partir des déclarations d'exécution de leurs obligations qu'elles établissent.

Lors de sa séance plénière du 26 juillet 2005, le Conseil a ainsi examiné le bilan de l'année 2004 de 97 chaînes en activité à cette date. Il a constaté que la majorité des chaînes respectaient de façon satisfaisante leurs obligations en matière de diffusion d'œuvres audiovisuelles et cinématographiques. Seuls quelques services, particulièrement des chaînes de cinéma et de paiement à la séance, peinent encore à atteindre les niveaux requis.

Sur les chaînes locales Les télévisions locales métropolitaines

Ces chaînes ne diffusent des feuilletons, séries et téléfilms qu'à titre tout à fait exceptionnel. En revanche, elles diffusent des retransmissions de spectacles, des documentaires d'expression originale française, parfois coproduits avec des sociétés de production locales. Ces coproductions permettent aux producteurs, qui trouvent avec de telles chaînes un premier diffuseur, d'obtenir des aides financières auprès du Centre national de la cinématographie (CNC).

Les télévisions locales d'outre-mer

Ces chaînes doivent rendre compte de la vie sociale et de l'actualité économique, sociale et culturelle du département ou de la collectivité dans lesquels elles sont autorisées à diffuser. En cela, elles répondent aux attentes des téléspectateurs et complètent l'offre de télévision généraliste et thématique.

S'agissant de la diffusion des œuvres audiovisuelles, le Conseil a pu constater que les quotas de diffusion d'œuvres audiovisuelles européennes et d'expression originale française n'étaient pas respectés par Tahiti Nui Télévision et Antilles Télévision.

RFO

En ce qui concerne la diffusion des œuvres audiovisuelles, avant la modification du décret n° 90-66 du 17 janvier 1990 par le décret n° 2001-1330 du 28 décembre 2001, le Conseil ne pouvait pas imposer d'obligations de diffusion d'œuvres audiovisuelles à la société RFO (Réseau France outre-mer) car :

- le décret n° 90-66 ne mentionnait pas expressément la société nationale de programme RFO dans les services de télévision du secteur public devant se conformer aux obligations de diffusion d'œuvres audiovisuelles ;
- le décret n° 93-535 du 27 mars 1993 portant approbation du cahier des missions et des charges de RFO ne comportait aucune disposition spécifique relative à des obligations de diffusion d'œuvres audiovisuelles.

Le décret n° 2001-1330 du 28 décembre 2001 modifiant le décret n° 90-66 précité a étendu les obligations de diffusion d'œuvres audiovisuelles à l'ensemble des « éditeurs de services de télévision ».

Le Conseil a demandé le 2 septembre 2003 au ministre de la Culture et de la Communication de lui confirmer l'extension du champ d'application du décret précité à RFO. Dans un courrier du 25 novembre 2003, le ministre a indiqué au Conseil que le décret s'appliquait à RFO mais ne pouvait trouver application qu'en métropole et dans les départements d'outre-mer.

Bien que le décret n° 90-66 soit ainsi applicable aux stations de RFO diffusées dans les Dom, en l'absence de clause spécifique du cahier des missions et des charges de RFO reprenant cette obligation, RFO ne transmet aucun chiffre au Conseil justifiant du respect des quotas de diffusion d'œuvres audiovisuelles.

LES ŒUVRES CINÉMATOGRAPHIQUES

Sur les chaînes hertziennes nationales

Une base de données spécifique à la diffusion des œuvres cinématographiques a été mise en place en collaboration avec le Centre national de la cinématographie et recense toutes les œuvres cinématographiques de longue durée diffusées depuis 1957 en précisant, pour chacune d'entre elles, un grand nombre de caractéristiques. Bien que quelque peu lacunaire en ce qui concerne les premières années, cette base de données est actuellement un des outils les plus

riches en ce qui concerne la diffusion des œuvres cinématographiques à la télévision. Elle permet au Conseil d'être une source d'informations rigoureuse et à jour pour tous les professionnels concernés.

Après l'envoi par chacune des chaînes du rapport annuel d'exécution de leurs obligations, qu'elles sont tenues d'adresser au Conseil, celui-ci rédige un bilan annuel de l'activité de chaque société, document disponible sur le site internet du Conseil. Ce document établit le respect de chaque obligation figurant dans les conventions des chaînes privées ou des cahiers des missions et des charges des chaînes publiques. S'agissant des quotas de diffusion des œuvres audiovisuelles et cinématographiques, le bilan annuel détaille le volume d'œuvres audiovisuelles et le nombre d'œuvres cinématographiques diffusées, ainsi que le pourcentage d'œuvres EOF et européennes, y compris aux heures de grande écoute. Sont annexées au bilan les listes des émissions reconnues comme œuvres et leur ventilation par origine.

Sur les services de cinéma de premières exclusivités

Le décret n° 2004-1481 du 23 décembre 2004 a apporté une nouvelle modification au décret n° 90-66 du 17 janvier 1990 modifié, qui fixe les principes généraux concernant la diffusion des œuvres cinématographiques et audiovisuelles par les éditeurs de services de télévision, en introduisant la définition d'un nouveau type de services de cinéma, « les services de cinéma de premières exclusivités », autorisés notamment à diffuser des œuvres cinématographiques de long métrage le samedi soir.

« Est dénommé service de premières exclusivités un service de cinéma de premières diffusions qui diffuse annuellement en première exclusivité télévisuelle hors paiement à la séance au moins soixante-quinze œuvres cinématographiques dans un délai inférieur à 36 mois après leur sortie en salle en France, dont au moins dix d'expression originale française pour lesquelles les droits ont été acquis avant la fin de la période de prises de vues ». C'est le Conseil qui, « au vu des engagements d'acquisition d'œuvres cinématographiques, notamment d'expression originale française, souscrits par un éditeur de services (...) détermine annuellement, au plus tard le 30 novembre, si ce service est regardé comme un service de premières exclusivités au 1^{er} janvier de l'année suivante ».

Pour l'exercice 2005, le Conseil a considéré que les chaînes Canal+ et TPS Star pouvaient être considérées comme des services de cinéma de premières exclusivités. Lors de l'examen des bilans annuels de Canal+ et de TPS Star pour l'exercice 2005, le Conseil s'assurera que la programmation des œuvres cinématographiques aura été conforme à la définition d'un service de premières exclusivités.

Comme le prévoit une disposition de l'article 6-3 du décret n° 90-66 du 17 janvier 1990 modifié, le Conseil, au vu des engagements d'acquisition d'œuvres cinématographiques de Canal+ et TPS Star, a également considéré fin 2005 que ces deux services pouvaient être regardés comme des services de premières exclusivités en 2006.

Sur les chaînes du câble et du satellite

L'année 2005 a vu naître sur le câble, à l'instar de Canal+, un second service de cinéma à programmation multiple, TPS Star et ses déclinaisons, TPS Cinéstar et TPS Home Cinéma. En outre, le Conseil aura pour la première fois au titre de l'année 2005, à contrôler le respect par Canal+ et TPS Star de la modification apportée par la loi n° 2004-669 du 9 juillet 2004 en l'article 28, 14°, autorisant les programmes rediffusés de ces services à comporter, dans la limite d'un tiers de leur temps de diffusion, des émissions différentes du programme principal dont ils sont issus.

Sur les chaînes locales

Les chaînes locales de métropole ne diffusent pas d'œuvres cinématographiques. C'est en revanche le cas des chaînes locales d'outre-mer, qui, la plupart du temps, ne respectent pas les quotas fixés. Elles invoquent les mêmes raisons depuis de plusieurs années : les droits des films français et européens susceptibles de plaire au public local ne peuvent être acquis à des coûts raisonnables. Le déficit d'œuvres européennes et d'expression originale française se fait au bénéfice d'œuvres qui proviennent essentiellement des États-Unis.

Ainsi, sur une diffusion de 56 films, Antilles Télévision déclare avoir diffusé 57,4 % d'œuvres européennes et 39,9 % d'œuvres d'expression originale française. Tahiti Nui Télévision a diffusé au cours de l'année 2005 17 œuvres cinématographiques, toutes d'origine américaine. Le Conseil a écrit à ces deux chaînes afin de leur rappeler leurs obligations en matière de quotas de diffusion d'œuvres cinématographiques.

Antenne Créole Guyane déclare pour sa part n'avoir diffusé aucune œuvre cinématographique au cours de l'année 2005.

Quant à RFO, la société a déclaré dans son rapport d'exécution de ses obligations pour 2004, avoir diffusé 192 œuvres cinématographiques sur Télé Pays et 187 œuvres cinématographiques sur Tempo.

> La production**LES ŒUVRES
AUDIOVISUELLES****Sur les chaînes
hertziennes nationales**

Le Conseil a réalisé, au premier semestre 2005, le bilan des investissements dans la production audiovisuelle 2004 des chaînes hertziennes analogiques françaises.

Ce bilan est effectué sur la base des déclarations des chaînes qui détaillent, pour chaque œuvre dont le paiement est intervenu dans le courant de l'exercice examiné, le financement et son origine ainsi que les informations nécessaires à l'appréciation de l'indépendance. C'est le contrôle de l'ensemble de ces informations qui permet au Conseil de rendre compte du respect par ces chaînes de leurs obligations propres.

Toutes les chaînes ont respecté leurs obligations générales et particulières en matière de contribution au développement de la production d'œuvres audiovisuelles (cf. tableau des obligations et engagements en page 148).

Leur investissement annuel a légèrement progressé puisque ces chaînes ont investi un peu plus de 721 M€ dans des œuvres audiovisuelles, soit une progression de 2,8 % par rapport au précédent exercice. Toutefois, il est relevé qu'en 2004, Canal+ a consacré à la production audiovisuelle un volume financier inférieur à celui investi en 2003 (-1,8 %).

Cette croissance globale est due à la progression du chiffre d'affaires des chaînes qui sert de référence pour le calcul de leurs investissements annuels dans la production audiovisuelle.

S'agissant de l'obligation relative à la production indépendante (2/3 des investissements doivent répondre cumulativement à des caractéristiques liées à l'œuvre (limitation de la durée des droits, non-détention de la part production, acquisition séparée des différents droits d'exploitation) et à des impératifs concernant les liens capitalistiques entre diffuseurs et producteurs), celle-ci a également été respectée en 2004 par toutes les chaînes (cf. tableau de la réalisation 2004 des obligations et engagements en page 149).

OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS DES CHÂÎNES HERTZIENNES DANS LA PRODUCTION AUDIOVISUELLE EN 2004

(en % du chiffre d'affaires de l'année précédente)

1. Contribution au développement de la production d'œuvres audiovisuelles

	TFI	France 2	France 3	M6	France 5	Canal+
Taux global annuel (européennes ou EOF)	16	18,5	19	18	16	4,5
Dont EOF :	16	16	16	13,5	16	4,5
Reste (européen non EOF)	–	2	2,5	4,5		
Quota d'inédits	10,66	13,875	14,25	12	12	3
Quota par genre						
Animation	0,6	–	–	1	–	–
Musique						
Quota diffusion	120 heures	96 heures + 24 heures en rediffusion	96 heures + 24 heures en rediffusion	100 heures	–	–
Textes de référence	Décret n° 2001-609 modifié et convention	Décret n° 2001-609 des missions et des charges	Décret n° 2001-609 modifié et cahier modifié et des charges	Décret n° 2001-609 modifié et convention	Décret n° 2001-609 modifié et cahier des missions et des charges	Décret n° 2001-1332 du 28/12/2001

2. Production indépendante

	TFI en % du CA	France 2 en % du CA	France 3 en % du CA	M6 en % du CA	France 5 en % du CA	Canal+ en % du CA
% de commandes indépendantes (2/3 de l'obligation globale)	10,66	12	12,33	12	12	3

RÉALISATION 2004 DES OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS DES CHÂÎNES HERTZIENNES DANS LA PRODUCTION AUDIOVISUELLE

(en M€ et en % du chiffre d'affaires de l'année précédente)

1. Contribution au développement de la production d'œuvres audiovisuelles

	TFI		France 2		France 3		M6		France 5		Canal+	
	en M€	en % du C.A.	en M€	en % du C.A.	en M€	en % du C.A.	en M€	en % du C.A.	en M€	en % du C.A.	en M€	en % du C.A.
Taux global annuel (européennes ou EOF)	225,45	16,13	177,08	18,99	120,701	19,55	91,69	18,31	36,89	24,59	69,58	5,09
Dont EOF :	225,45	16,13	171,22	18,36	119,56	19,37	79,88	15,94	36,89	24,59	} 69,58	5,09
Reste (européen non EOF)	-	-	5,86	0,63	1,141	0,18	11,81	2,36				
Quota d'inédits	210,54	15,48	172,55	18,50	118,09	19,13	83,21	16,83	35,48	23,64	64,33	4,70
Quota par genre												
Animation	8,63	0,61	-	-	-	-	5,31	1,06	-	-	-	-
Musique												
Quota diffusion	152 h 27 min		298 h 41 min		277 h 37 min		264 h 58 min		-	-	-	-
Textes de référence	Décret n° 2001-609 modifié et convention		Décret n° 2001-609 des missions et des charges		Décret n° 2001-609 modifié et cahier des missions et des charges		Décret n° 2001-609 modifié et convention		Décret n° 2001-609 modifié et cahier des missions et des charges		Décret n° 2001-1332 du 28/12/2001	

2. Production indépendante

	TFI		France 2		France 3		M6		France 5		Canal+	
	en M€	en % du C.A.	en M€	en % du C.A.	en M€	en % du C.A.	en M€	en % du C.A.	en M€	en % du C.A.	en M€	en % du C.A.
% de commandes indépendantes	160,832	11,50	119,93	12,86	81,76	13,24	61,15	12,21	19,80	13,19	43,081	3,15

Sur les chaînes du câble et du satellite

Le décret n° 2002-140 du 4 février 2002, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2003, assujettit tout service du câble et du satellite diffusant plus de 20 % d'œuvres audiovisuelles à des obligations de production d'œuvres audiovisuelles.

Peu après l'entrée en vigueur de ce décret, le Gouvernement a annoncé que le texte allait à nouveau être modifié. Le Conseil a donc attendu cette modification, intervenue en août 2003, pour commencer à négocier les nouvelles conventions, ce qui explique que cette phase de négociation ne s'est achevée qu'en juillet 2004.

Du fait de cette signature tardive des conventions, le Conseil a alors estimé que le bilan des obligations 2003 transmis par les chaînes ne serait pas validé en assemblée plénière et n'aurait pour but que de familiariser les éditeurs de services avec le tableau de déclaration qu'ils devront désormais remettre chaque année au Conseil.

Ce n'est donc qu'en 2005 que le Conseil a établi le premier bilan d'investissement dans la production d'œuvres audiovisuelles des chaînes du câble et satellite au titre de l'exercice 2004.

Il s'est basé sur les déclarations électroniques fournies par les chaînes selon un modèle standard élaboré par le Conseil. Ces déclarations recensent pour chaque œuvre les différentes informations permettant de contrôler le respect des obligations réglementaires.

Dans l'ensemble, les chaînes du câble et du satellite ont relativement bien rempli ces déclarations et surtout ont bien respecté leurs obligations, qu'il s'agisse de l'obligation globale ou des sous-quotas (expression originale française, indépendance, inédit) (cf. tableaux en pages 151 et 152). Seuls quelques éditeurs n'ont pas rempli leurs obligations, un courrier leur a donc été envoyé pour les leur rappeler et les inciter à les respecter à l'avenir.

Sur les chaînes locales

L'article 3 du décret n° 2001-609 du 9 juillet 2001 relatif à la contribution et au développement de la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles des sociétés nationales de programme filiales de France Télévisions (RFO) et des éditeurs de services de télévision diffusés en clair par voie hertzienne terrestre en mode analogique, exclut de l'assiette du chiffre d'affaires net annuel d'une société ou d'un service de télévision la part consacrée à la programmation d'émissions sur une zone géographique dont la population recensée est inférieure à 10 millions d'habitants.

Il résulte de cet article que le montant des obligations de production pour un service de télévision dont la desserte est inférieure à 10 millions d'habitants est nul, ou très faible, dans la mesure où le chiffre d'affaires restant, une fois retranscrite la part des frais consacrée à la programmation d'émissions locales, est la plupart du temps négatif. Or, c'est le chiffre d'affaires qui sert d'assiette au calcul des obligations.

En pratique, les chaînes locales du secteur privé ne sont pas soumises aux obligations de production d'œuvres audiovisuelles et cinématographiques.

Malgré ces dispositions dérogatoires en matière de production d'œuvres audiovisuelles, les **télévisions locales autorisées en métropole** se sont engagées par voie conventionnelle à produire chaque jour un volume minimum de production propre en première diffusion. La majorité d'entre elles ont respecté cet engagement. En outre, certaines s'efforcent de proposer des documentaires parfois coproduits avec des sociétés de production locales. Néanmoins, leur volume d'œuvres audiovisuelles ne dépasse pas 20 % du volume total de leur diffusion.

INVESTISSEMENTS DANS LA PRODUCTION D'ŒUVRES AUDIOVISUELLES PAR LES CHÂÎNES DU CÂBLE ET DU SATELLITE EN 2004

Service	Thématique	Groupe	Investissement global		EOF		Indépendant		Inédit	
			Obligation (en % du CA)	Réalisé (en % du CA)	Obligation (en % du CA)	Réalisé (en % du CA)	Obligation (en % du CA)	Réalisé (en % du CA)	Obligation (en % du CA)	Réalisé (en % du CA)
Cuisine TV	Art de vivre	Multithématiques	6 %	7,6 %	4,5 %	6,7 %	4 %	2,7 %	0,9 %	2,8 %
Berbère TV	Communautaire	Indépendant	7 %	7,2 %	5,25 %	7,2 %	4,66 %	0,8 %	0,7 %	6,4 %
Beur TV	Communautaire	Indépendant	NON-ENVOI DE LA DÉCLARATION							
KTO	Communautaire	Indépendant	16 %	19,5 %	12 %	19,5 %	10,66 %	18,5 %	1,6 %	2,5 %
Animaux	Documentaire	AB	6 %	9,8 %	4,5 %	5,5 %	4 %	4,7 %	0,9 %	4,9 %
Chasse & Pêche	Documentaire	AB	6 %	7,9 %	4,5 %	7,6 %	4 %	4,2 %	0,9 %	1,3 %
Encyclopédia	Documentaire	AB	8 %	8 %	6 %	5 %	5,33 %	5,2 %	0,8 %	1,8 %
Escapes	Documentaire	AB	8 %	28 %	6 %	26 %	5,33 %	3,2 %	1,2 %	24 %
Toute l'histoire	Documentaire	AB	6 %	7,6 %	4,5 %	4,6 %	4 %	4,1 %	0,6 %	2,3 %
Planète	Documentaire	Multithématiques	11 %	12,6 %	8,25 %	10,4 %	7,33 %	12,6 %	1,65 %	4,5 %
Planète choc	Documentaire	Multithématiques	8 %	12,4 %	6 %	8,3 %	5,33 %	12,4 %	1,2 %	1,4 %
Planète Thalassa	Documentaire	Multithématiques FranceTélévisions	11,5 %	13,3 %	8,6 %	11,2 %	7,66 %	6,5 %	1,725 %	1,8 %
Seasons	Documentaire	Multithématiques	13 % (œuvre) + 3 % (non-œuvre)	52,4 % 0 %	9,75 %	52,4 %	8,6 %	52,4 %	1,95 %	52,4 %
Voyage	Documentaire	Pathé	13 % (œuvre) + 0,5 % (non-œuvre)	13,4 % 0 %	9,75 %	7,7 %	8,66 %	4,8 %	1,3 %	11,6 %
Histoire	Documentaire	TFI	16 %	15,9 %	12 %	13,8 %	10,66 %	10,8 %	2,4 %	5,6 %
Odyssée	Documentaire	TFI	16 %	16 %	12 %	12,8 %	10,66 %	12,7 %	2,4 %	9,7 %
ABI	Fiction	AB	7 %	29 %	5,25 %	18,2 %	4,66 %	6,1 %	1,4 %	2,1 %
Festival	Fiction	France Télévisions	16 %	16 %	12 %	14,8 %	10,66 %	10,8 %	1,6 %	4,8 %
13 ^{ème} rue	Fiction	Indépendant	11,8 %	14,4 %	8,85 %	9 %	7,8 %	9,9 %	1,77 %	3,4 %
Comédie !	Fiction	Multithématiques	10,5 %	11,6 %	7,87 %	11,6 %	7 %	7,1 %	1,57 %	8,7 %
Jimmy	Fiction	Multithématiques	9 %	13,6 %	6,75 %	5,2 %	6 %	12,5 %	1,125 %	0,85 %
Série Club	Fiction	TFI/M6	6 %	6,6 %	4,5 %	4,6 %	4 %	4,4 %	0,6 %	0,6 %
TF6	Fiction	TFI/M6	6 %	6,9 %	4,5 %	5,3 %	4 %	4,3 %	0,9 %	2 %
TV5	Généraliste	France Télévision	16 % ⁽¹⁾	18,4 %	12 %	18,3 %	10,66 %	17,3 %	2,4 %	12,2 %

(1) Aucune obligation de production n'est inscrite dans la convention de TV5 car le service s'était engagé à diffuser moins de 20 % d'œuvres audiovisuelles. Or il en diffuse plus de 20 %. Par conséquent le taux plein du décret s'applique.

INVESTISSEMENTS DANS LA PRODUCTION D'ŒUVRES AUDIOVISUELLES PAR LES CHÂÎNES DU CÂBLE ET DU SATELLITE EN 2004 (suite)

Service	Thématique	Groupe	Investissement global		EOF		Indépendant		Inédit	
			Obligation (en % du CA)	Réalisé (en % du CA)	Obligation (en % du CA)	Réalisé (en % du CA)	Obligation (en % du CA)	Réalisé (en % du CA)	Obligation (en % du CA)	Réalisé (en % du CA)
Match TV	Généraliste	Lagardère	16 %	13,22 %	12 %	12,4 %	10,66 %	9,2 %	2,4 %	11 %
Paris première	Généraliste	M6	9 %	9,5 %	6,75 %	9,1 %	6 %	4,3 %	1,35 %	7,2 %
Teva	Généraliste	M6	13 % (œuvre) + 3 % (non-œuvre)	13,9 % + 3,7 %	9,75 %	11,1 %	8,66 %	9,6 %	0,65 %	8 %
EN ATTENTE D'INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES										
TMC	Généraliste	Pathé								
TV Breizh	Généraliste	TFI	8 %	9,6 %	6 %	6,1 %	5,33 %	5,5 %	1,2 %	1,9 %
Mangas	Jeunesse	AB	6 %	13,3 %	4,5 %	7 %	4 %	0 %	0,6 %	0,9 %
Disney Channel	Jeunesse	Disney	8 %	6,4 %	6 %	5,8 %	5,33 %	1,2 %	1,2 %	5,2 %
Jetix	Jeunesse	Disney	12 %	15,6 %	9 %	15,6 %	8 %	8,2 %	2,4 %	13,5 %
Playhouse Disney	Jeunesse	Disney	8 %	9,7 %	6 %	6,9 %	5,33 %	2,5 %	1,2 %	2,3 %
Toon Disney	Jeunesse	Disney	8 %	6 %	6 %	6 %	5,33 %	1,9 %	1,2 %	2 %
Canal J	Jeunesse	Lagardère	13 % (œuvre) + 3 % (non-œuvre)	15,8 % + 8,4 %	9,75 %	15,8 %	8,66 %	0,2 %	1,95 %	15,8 %
Tiji	Jeunesse	Lagardère	9 %	12,1 %	6,75 %	7,9 %	6 %	0 %	0,9 %	4,3 %
Tfou	Jeunesse	TFI	12 %	12,4 %	9 %	12,4 %	8 %	11,3 %	1,2 %	8,8 %
Euréka	Jeunesse	TPS	8 %	61 %	6 %	53 %	5,33 %	0 %	1,2 %	43 %
Télétoon	Jeunesse	TPS	16 %	21,4 %	12 %	21,1 %	10,66 %	1,6 %	2,4 %	15,4 %
Musique Classique	Musical	AB	6 %	0 %	4 %	0 %	4,5 %	0 %	0,96 %	0 %
RFM TV	Musical	AB	5 %	8 %	3,75 %	5,3 %	3,33 %	8 %	0,5 %	0 %
Zik	Musical	AB	5 %	18,6 %	3,75 %	12,4 %	3,33 %	18,6 %	0,5 %	0 %
Télé Mélody	Musical	Indépendant	5 %	13,3 %	3,75 %	9 %	3,33 %	13,2 %	0,5 %	0,07 %
Trace TV	Musical	Indépendant	3 %	25,3 %	2,25 %	25,3 %	2 %	24,6 %	0,15 %	0,9 %
MCM	Musical	Lagardère	8 %	14,3 %	6 %	9,7 %	5,33 %	11,5 %	0,8 %	3,5 %
MCM POP	Musical	Lagardère	4 %	247 %	3 %	155 %	2,66 %	247 %	0,4 %	0 %
MCM TOP	Musical	Lagardère	2 %	630 %	15 %	434 %	1,33 %	630 %	0,2 %	0 %
Mezzo	Musical	Lagardère	8 %	48 %	6 %	36,9 %	5,33 %	46,4 %	0,8 %	39,2 %
Fun TV	Musical	M6	8 %	7,99 %	6 %	6,3 %	5,33 %	6,9 %	0,4 %	0,9 %
M6 Music	Musical	M6	8 %	8,3 %	6 %	6,05 %	5,33 %	7,6 %	0,4 %	8 %
XXL	Service dédié à la catégorie 4 et 5	AB	6 %	0,6 %	4,5 %	0,5 %	4 %	0,5 %	0,3 %	0 %

Les **chaînes privées d'outre-mer** s'acquittent, pour la plupart, de leurs engagements et produisent quotidiennement deux heures de programme composées d'émissions de proximité et de journaux d'information présentés en première diffusion.

En ce qui concerne plus particulièrement les chaînes du groupe Canal+ diffusées outre-mer, la société Media Overseas a saisi le Conseil en 2002 afin de lui faire part des difficultés rencontrées à réaliser leurs investissements dans la production, conformément à leurs engagements conventionnels. Un dispositif spécifique a donc été négocié par le Conseil avec la société Media Overseas pour Canal Antilles, Canal Guyane et Canal Réunion prenant en compte les termes du décret n°2001-1332 du 28 décembre 2001 et les difficultés rencontrées par les chaînes pour produire des programmes locaux.

Chacune de ces trois sociétés s'est engagée à verser le montant de ses investissements en production à une structure *ad hoc* commune dénommée Prodom. Cette structure a pour vocation d'investir dans la production d'œuvres audiovisuelles européennes ou d'expression originale française inédites, commandées majoritairement à des producteurs locaux indépendants capitalistiquement de chaque éditeur de service. La mise en commun des ressources a permis de financer un téléfilm répondant aux critères définis, qui n'aurait pu l'être par aucune des sociétés de façon individuelle.

Pour Canal Antilles, l'obligation pour l'année 2005 a été fixée à 4 % des ressources annuelles nettes du service. Pour Canal Réunion et Canal Guyane l'obligation est fixée, jusqu'à la fin de leur autorisation respective ⁽¹⁾ de 3,5 % des ressources annuelles nettes du service. Aucune montée en charge du taux minimal n'a été prévue dans ces deux conventions.

RFO (Réseau France outre-mer) est, quant à elle, une société nationale de programme, filiale du groupe France Télévisions. Elle est donc assujettie au décret n° 2001-609 du 9 juillet 2001, en application de l'article 1^{er} de ce même décret. En conséquence, RFO devrait consacrer 16 % de son chiffre d'affaire à des investissements dans la production audiovisuelle, dont 2/3 d'indépendants, et diffuser 120 heures d'œuvres EOF ou européennes inédites débutant entre 20 h et 21 h (article 8 du décret précité).

En pratique, en l'absence de clause spécifique du cahier des missions et des charges de RFO reprenant ces dispositions, le Conseil n'est pas en mesure d'effectuer un contrôle de ses obligations de production.

LES ŒUVRES CINÉMATOGRAPHIQUES

Sur les chaînes hertziennes nationales en clair

En son article 27, la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée prévoit que des décrets en Conseil d'État fixent un certain nombre de principes généraux définissant notamment les obligations concernant la contribution des éditeurs de services au développement de la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles. S'agissant des chaînes hertziennes nationales, ces décrets sont le décret n° 2001-609 du 9 juillet 2001 modifié, pour les chaînes diffusées en clair, et le décret n° 2001-1332 du 28 décembre 2001 modifié, pour les chaînes dont le financement fait appel à une rémunération de la part des usagers. Le Conseil est chargé de veiller au respect des obligations annuelles fixées par ces textes.

Comme pour la diffusion, le Conseil établit, au cours du premier semestre de l'année suivante, un bilan annuel relatif à la contribution de chaque diffuseur à la production cinématographique.

En 2005, les données relatives à l'exercice 2004 ont été examinées.

(1) Pour rappel : septembre 2010 pour la Réunion et novembre 2009 pour la Guyane.

LES FILMS PRODUITS PAR LES CHÂÎNES HERTZIENNES NATIONALES EN CLAIR EN 2004

	TFI	France 2	France 3	M6
Nombre de films de long métrage	24	32	24	9
dont premiers films	6	5	4	2
Parts coproduction	11,326 M€	11,506 M€	8,895 M€	2,557 M€
Parts antenne	33,249 M€	19,053 M€	10,955 M€	12,638 M€
Suppléments d'investissements	0,157 M€	0,341 M€	0,422 M€	0,835 M€
Annulation	—	—	—	—
Total des investissements (au moins 3,2 % du CA)	44,732 M€ 3,2 %	30,90 M€ 3,31 %	20,272 M€ 3,28 %	16,03 M€ 3,2 %
dont œuvres EOF (au moins 2,5 %)	2,87 %	3,06 %	2,93 %	3,2 %
Production indépendante (au moins 75 % des dépenses)	86,28 %	83,64 %	100 %	89,71 %

Source : CSA

Arte et France 5 sont exclues de ce décompte, la première n'étant pas suivie par le CSA en vertu de son statut inter-étatique et la seconde n'ayant pas d'obligations de production en raison du faible nombre de films qu'elle diffuse annuellement. Tant par le nombre de films que par le volume financier engagé, la contribution des quatre chaînes est demeurée stable en 2004.

Sur Canal+

La contribution de Canal+ au cinéma marque encore une légère baisse en 2004 (moins 5 M€), baisse qui ne concerne pas les films européens mais qui porte en partie sur les films d'expression originale française (moins 3,10 M€). Le nombre de films à la production auxquels Canal+ a participé a néanmoins augmenté.

CONTRIBUTION DE CANAL+ À LA PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE EN 2004

	Nombre de films	Montant de l'obligation	Investissement de l'année 2004	Excédent de l'année 2003	Total investissements	% des ressources annuelles
Ensemble des films	438	286,298 M€	287,00 M€	0,703 M€	287,703 M€	20,10
Films européens	254	171,779 M€	175,13 M€	0,483 M€	175,613 M€	12,27
Films EOF	165	128,834 M€	128,32 M€	1,37 M€	129,69 M€	9,06

Source : CSA

Les minima garantis étant toujours inférieurs aux dépenses de Canal+ calculées en pourcentage de ses ressources totales annuelles, ce sont celles-ci qui ont été prises en compte.

En 2004, Canal+ a consacré 120,95 M€ à la production indépendante, ce qui représente 85,49 % des dépenses qu'elle a consacrées à l'acquisition de droits de diffusion de films EOF et de films agréés inédits.

Le décret n° 2004-1482 du 23 décembre 2004 a modifié sensiblement les obligations de Canal+ en ce qui concerne sa contribution à la production cinématographique. Dès l'exercice 2005, les nouvelles obligations imposées à la chaîne

cryptée ne porteront plus que sur ses investissements dans le cinéma européen et d'expression originale française, rejoignant sur ce point les obligations imposées aux services de cinéma diffusés sur le câble et le satellite et aux services de cinéma diffusés prochainement par voie hertzienne terrestre en mode numérique.

Jusque-là, les obligations de Canal+ étaient au moins de 20 % de ses ressources totales annuelles consacrés à des œuvres cinématographiques, quelle que soit leur origine. Au sein de cet ensemble, les œuvres européennes et EOF devaient représenter respectivement 12 % et 9 %. Même les œuvres EOF non européennes pouvaient donc être valorisées au titre des œuvres EOF.

Sur les chaînes du câble et du satellite

Le décret n° 2002-140 du 4 février 2002, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2003, a assez largement modifié les obligations des services du câble et du satellite en ce qui concerne leurs obligations et engagements de contribution à la production cinématographique.

En raison de la signature tardive des nouvelles conventions, les bilans de la contribution à la production cinématographique des services de cinéma pour les exercices 2003 et 2004 n'étaient toujours pas finalisés en fin d'année 2005.

S'agissant des services « non-cinéma », tout éditeur de services du câble et du satellite, diffusant annuellement au moins 52 œuvres cinématographiques de longue durée différentes ou au moins 104 diffusions et rediffusions, a également une obligation de contribuer au développement de la production d'œuvres cinématographiques, obligation auparavant inexistante. Pour la première fois en 2004 et 2005, les services ayant des obligations en la matière ont transmis au Conseil un bilan détaillé du respect de ces obligations et des bilans ont pu être réalisés. Dans l'ensemble, les services du câble et du satellite ont bien respecté leurs obligations et engagements en la matière.

Sur les chaînes locales

Comme cela a été expliqué précédemment, les chaînes locales privées (en métropole et en outre-mer) ne sont pas soumises aux obligations de production d'œuvres cinématographiques.

En ce qui concerne Réseau France outre-mer (RFO), la situation est plus complexe. Le décret n° 2001-609 précité dispose que les services diffusant moins de 52 films par an n'ont pas d'obligation de production d'œuvres cinématographiques. Or, ce n'est pas le cas des services Télé Pays et Tempo puisque RFO, pour l'année 2004, a déclaré au Conseil avoir diffusé 192 œuvres cinématographiques sur Télé Pays et 187 œuvres cinématographiques sur Tempo.

RFO devrait donc être assujettie à des obligations de production d'œuvres cinématographiques, c'est-à-dire consacrer au moins 3,2 % de son chiffre d'affaires annuel net de l'exercice précédent à des dépenses contribuant au développement de la production d'œuvres cinématographiques (article 32 du décret n° 2001-609).

En l'absence de clause spécifique du cahier des missions et des charges de RFO reprenant ces dispositions, RFO ne transmet cependant aucun chiffre au Conseil. Celui-ci n'est donc pas en mesure d'effectuer un contrôle de ces obligations de production.

5. LA PUBLICITÉ, LE PARRAINAGE ET LE TÉLÉCHAT

> La publicité à la télévision

Les règles relatives à la publicité télévisée sont précisées dans la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication et le décret n° 92-280 du 27 mars 1992 modifié.

Sont exposés ci-après les manquements à la législation ou à la réglementation en matière de publicité qui ont fait l'objet de décisions du Conseil en 2005.

MESSAGES PUBLICITAIRES

Langue française

Le Conseil a alerté le Bureau de vérification de la publicité (BVP) en juillet 2005 après avoir relevé la diffusion de plusieurs messages publicitaires qui comportaient des mentions en anglais dont la traduction était insuffisante. Il s'agissait de trois publicités Lipton Ice Tea et d'une publicité Got2b de Schwarzkopf.

Ces messages contrevenaient à l'article 20-I, alinéa 4 de la loi du 30 septembre 1986 introduit par la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française qui précise que « *lorsque les émissions ou les messages publicitaires [...] sont accompagnés de traductions en langues étrangères, la présentation en français doit être aussi lisible, audible ou intelligible que la présentation en langue étrangère* ».

Si, ainsi que le suggère la circulaire du Premier ministre du 19 mars 1996 concernant l'application de la loi du 4 août 1994, une exacte similitude entre les différentes mentions n'est pas indispensable, encore faut-il que la version française soit clairement compréhensible et assimilable par le téléspectateur, aux fins d'un parfait respect de ses intérêts. Or, la traduction en français présente dans les messages qui ont retenu l'attention du Conseil ne respectait pas ces exigences.

Diffusion hors écran publicitaire

De septembre 2004 à janvier 2005, Télé Toulouse a diffusé la nuit pendant plus de cinq heures hors écran publicitaire des messages pour des portails d'accès à des messageries roses. Contrevenant à l'obligation réglementaire de diffuser les messages publicitaires dans des écrans spécialisés, clairement identifiés et nettement séparés du reste du programme, cette pratique constituait en outre un manquement à l'obligation conventionnelle de la chaîne de diffuser au maximum quinze minutes de publicité pour une heure donnée. À la demande du Conseil, la chaîne a cessé sans délai cette diffusion.

Insertion de la publicité

Par lettre du 22 juin 2005, France 2 a soumis au Conseil un projet d'insertion d'écrans publicitaires au cours des programmes de la matinée du 6 juillet 2005 consacrée à la désignation par le Comité international olympique (CIO) de la ville organisatrice des Jeux olympiques d'été de 2012. Le Conseil a considéré, après examen du projet tel que la chaîne le lui a présenté, que celui-ci ne paraissait pas de nature à contrevenir aux dispositions du décret du 27 mars 1992 modifié et de l'article 36 dernier alinéa du cahier des missions et des charges de France 2.

À l'occasion de la diffusion du Tour de France 2005, le Conseil a examiné les conditions dans lesquelles France 2 a appliqué les nouvelles stipulations de l'article 36 de son cahier des missions et des charges lui permettant d'interrompre par de la publicité les retransmissions sportives qui ne comportent pas d'intervalles.

Si le Conseil a noté que la chaîne a fait le choix de diffuser un nombre modéré d'écrans publicitaires pendant les retransmissions afin de pas priver les téléspectateurs des moments forts des courses cyclistes, il a également remarqué que lors des après-midi des 7, 19 et 21 juillet entre 16 h et 16 h 30, le principe selon lequel « *une période d'au moins vingt minutes doit s'écouler entre deux interruptions successives de l'émission* » n'avait pas été respecté, les interruptions publicitaires se succédant dans un délai inférieur à 20 minutes.

En conséquence, le Conseil a demandé à la chaîne de veiller à ce que les nouvelles stipulations de l'article 36 de son cahier des missions et des charges concernant les retransmissions sportives qui ne comportent pas d'intervalles soient, à l'avenir, scrupuleusement respectées.

Par ailleurs, pour la quatrième année consécutive, le Conseil ne s'est pas opposé à la demande de France Télévisions d'insérer dans l'émission consacrée au *Téléthon* un écran publicitaire dont les recettes étaient intégralement reversées à l'Association française contre les myopathies (AFM). Il a toutefois demandé à France Télévisions d'annoncer à l'antenne qu'il s'agissait d'une interruption exceptionnelle au bénéfice d'une opération caritative.

Dépassement du volume de publicité autorisé

Après avoir constaté des dépassements de la durée maximale de publicité autorisée pour une heure donnée sur France 3 les 14 et 25 mai et sur M6 le 24 juin, le Conseil a obtenu de ces diffuseurs les explications nécessaires à l'analyse des causes de ces dépassements. Il a admis leur caractère accidentel.

Publicité clandestine

Le Conseil a relevé en 2005 diverses pratiques susceptibles de constituer des publicités clandestines.

Il a adressé des mises en demeure à TFI, France 3 et Chasse et Pêche (cf. chapitre V).

Il est en outre intervenu auprès des chaînes hertziennes et des chaînes du câble et du satellite au sujet de publicités clandestines de différentes natures.

Promotion de produits relevant de secteurs interdits de publicité

Alcool et tabac

Au cours de l'émission *Tout le monde en parle* diffusée sur France 2 le 9 avril, le Conseil a constaté qu'une des invitées a consommé à plusieurs reprises des produits du tabac. Il a rappelé à la chaîne l'interdiction faite par l'article L.3511-3 du Code de la santé publique de promouvoir un quelconque produit du tabac ainsi que l'article L. 3511-7 qui interdit « *de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif* ». Il a également considéré que la mise à la disposition de l'invitée d'un cendrier par la production et l'absence manifeste de prise de conscience de la part des responsables de l'émission des règles relatives à la consommation de produits du tabac sur un plateau de télévision constituaient en l'espèce des circonstances aggravantes.

Il a par ailleurs constaté que l'émission *Thema* consacrée à la vodka, le 14 octobre sur Arte, a contribué à assurer la promotion de l'alcool. Le premier documentaire, qui retraçait les relations des Russes, d'hier et d'aujourd'hui, avec la vodka et ses conséquences en termes d'alcoolisme, ne semblait pas constituer une telle promotion. En revanche, les deux autres documentaires et la présen-

tation de la soirée *Thema* étaient susceptibles de contrevenir aux dispositions de l'article L. 3323-2 du Code de la santé publique, qui prohibe la propagande en faveur de boissons alcooliques. Les deuxième et troisième documentaires, s'ils comportaient des éléments informatifs, étaient l'occasion de montrer de façon répétée des bouteilles de vodka, des scènes de consommation de cet alcool et de présenter celui-ci de façon exclusivement positive.

Le Conseil n'est pas compétent s'agissant des programmes diffusés par Arte. En effet, dans le traité franco-allemand du 2 octobre 1990 portant création d'Arte, la chaîne culturelle européenne est soumise à la surveillance et au contrôle des seuls sociétaires, Arte France et Arte Deutschland TV GmbH, à l'exclusion de toute intervention d'autorité publique, y compris d'autorités indépendantes chargées de la régulation de l'audiovisuel. Le Conseil a toutefois estimé nécessaire de porter à la connaissance du ministre de la Santé et des Solidarités la diffusion de ce programme.

Promotion d'autres produits, services ou marques

Le visionnage des programmes diffusés au cours des mois d'octobre et de novembre 2004 par Pink TV a permis au Conseil de relever certaines pratiques méconnaissant les dispositions prohibant la publicité clandestine et celles interdisant le recours à la publicité télévisée pour certains secteurs. Le service a été convié à remédier à cette situation et le Conseil l'a invité à un rendez-vous de travail pour faire le point sur la réglementation en vigueur. Cette réunion a eu lieu le 14 mars 2005.

Le 22 décembre 2004, un logo de la chaîne de restauration rapide Mc Donald's accompagné du slogan en anglais « I'm lovin' it » est apparu à l'antenne de Canal+ pendant 12 secondes lors de la retransmission en différé d'un match de basket-ball dans *NBA mag+*. Cette pratique pouvait être regardée comme de la publicité clandestine. Conscient que Canal+ reçoit les images de ces retransmissions sportives en l'état, le Conseil a toutefois souhaité que le service obtienne du détenteur des droits de celles-ci un signal exempt de toute marque commerciale.

Le Conseil a alerté France 3 au début de l'année 2005 après avoir relevé qu'à plusieurs reprises au cours de l'émission *On ne peut pas plaire à tout le monde*, des invités arboraient des tenues comportant des marques commerciales ou en faisaient la promotion, ce qui constituait une publicité clandestine pour ces marques.

Une mise en garde a été adressée à France 3 en raison de la promotion appuyée durant le magazine *Thalassa* diffusé les 13 mai et 17 juin 2005 sur France 3, des DVD *Littoral vu du ciel* (13 mai) et *Couleurs de mer* (17 juin), produits dérivés de l'émission réalisés par l'équipe de cette dernière.

Par ailleurs, le Conseil a également relevé dans l'émission du 17 juin 2005, la promotion d'un livre *La Dernière Aventure de la Calypso*, écrit par l'un des membres de *Thalassa*, grand reporter de l'émission. Le CSA a considéré qu'en l'espèce la présentation de DVD dans deux émissions différentes (avec visualisation de la jaquette, discussion enthousiaste des animateurs et même dans l'émission du 13 mai, long extrait de plus de deux minutes) et d'un livre dans l'émission du 17 juin a revêtu un caractère promotionnel particulièrement explicite et déontologiquement contestable.

Le 1^{er} juin 2005, la présence du logo de la compagnie aérienne australienne Qantas a été relevée dans le générique de fin de l'émission de TFI *Ushuaïa nature*. Le Conseil admet de longue date la mention dans le générique de fin d'une émission, à titre de remerciement, des noms des entreprises qui ont contribué à la réalisation de cette émission. Il importe toutefois que cette

mention ne soit pas l'occasion d'assurer la promotion de ces partenaires, ce qui relèverait de la publicité clandestine, prohibée par l'article 9 du décret précité. Aussi, le Conseil exige que ces derniers ne bénéficient pas d'une mise en valeur particulière par rapport aux autres mentions apparaissant dans le générique de fin (caractères grossis, arrêt sur image, etc.). Cette nécessaire neutralité rend impossible l'utilisation d'un logo, comme c'était le cas en l'espèce, un tel procédé ayant une finalité publicitaire avérée. En conséquence, le Conseil a demandé à TFI qu'une telle pratique ne se reproduise pas sur son antenne.

Le 11 octobre, le Conseil a constaté sur l'antenne de Télé Réunion, qu'au cours de l'émission *C du cinéma* enregistrée depuis un multiplexe nouvellement ouvert sur l'île, l'animatrice présentait les principales caractéristiques de ce dernier, pratique qui relevait de la publicité clandestine.

Enfin, une réunion de travail a eu lieu avec Direct 8 en octobre après que les services du Conseil eurent relevé plusieurs pratiques susceptibles de relever de la publicité clandestine sur l'antenne de ce nouveau service de télévision.

Incitation à appeler des numéros surtaxés

Dans sa recommandation du 5 mars 2002 relative aux incitations à appeler des services téléphoniques surtaxés ou des services télématiques, le Conseil a demandé aux diffuseurs, « *afin que soit assurée une parfaite information des téléspectateurs sur le coût des communications, [que] celui-ci [soit] exposé en permanence et dans des caractères identiques à ceux des coordonnées téléphoniques ou télématiques* » et de proposer aux téléspectateurs « *chaque fois que cela est réalisable, d'intervenir par l'intermédiaire d'une connexion à l'internet ne faisant pas l'objet d'une facturation spécifique* ».

Au cours de l'émission des *Victoires de la musique* diffusée le 5 mars 2005 sur France 2 qui permettait aux téléspectateurs de voter par téléphone ou par SMS pour désigner la chanson de l'année, il a été relevé que les mentions du coût des communications ne respectaient pas cette recommandation, celles-ci n'étant pas exposées dans des caractères identiques à ceux des coordonnées téléphoniques proposées.

Les mêmes remarques ont été formulées à l'encontre de NTI lors de la diffusion de l'émission *Le Grand Kiff* au quatrième trimestre 2005.

Par ailleurs, le Conseil a précisé à France Télévisions qu'il admettait que l'application de la recommandation puisse être plus souple lors de la diffusion du *Téléthon 2005*. Toutefois, il était nécessaire que la mention du coût des appels télématiques et téléphoniques soit indiquée à l'écran au moins quatre fois par heure d'antenne.

Il est également intervenu auprès de RFO après avoir constaté des incitations à appeler des numéros surtaxés dans des messages publicitaires. En effet, le 17 mars, Télé Martinique a diffusé deux messages publicitaires, l'un en faveur de la compagnie aérienne Air Caraïbes, l'autre de la marque automobile Chevrolet, qui comportaient des incitations à composer un numéro surtaxé sans mentionner le coût des communications.

Le Conseil a donc écrit à RFO pour lui rappeler que l'arrêté du 3 décembre 1987 relatif à l'information sur les prix disposait en son article 14 que « *le prix de tout produit ou de toute prestation de services proposés au consommateur selon une technique de communication à distance doit être indiqué de façon précise au consommateur, par tout moyen faisant preuve, avant la conclusion du contrat* ».

Le Conseil a également précisé à la société que la mention du coût des communications surtaxées devait être exposée « *en permanence et dans des caractères identiques à ceux des coordonnées téléphoniques ou télématiques* », comme cela a

été indiqué, s'agissant des renvois à des services téléphoniques surtaxés ou des services télématiques en dehors des écrans publicitaires, dans sa recommandation du 5 mars 2002.

Interruption des œuvres audiovisuelles

Le visionnage des programmes diffusés par Match TV le 2 avril 2005 a permis au Conseil de constater l'interruption d'un documentaire *Charles et Camilla* par un écran publicitaire et une annonce de parrainage, ce qui est contraire aux dispositions de l'article 73 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, qui prévoient que l'interruption publicitaire d'une œuvre audiovisuelle « ne peut contenir que des messages publicitaires, à l'exclusion de tout autre document, donnée ou message de toute nature, notamment bande-annonce, bande d'auto-promotion ».

> Le parrainage à la télévision

Le titre II du décret n° 92-280 du 27 mars 1992 modifié précise les règles applicables au parrainage des émissions télévisées.

En 2005, le Conseil a prononcé une mise en demeure à l'encontre de Canal J en matière de parrainage (cf. chapitre V).

Il est également intervenu auprès des diffuseurs après avoir relevé divers manquements, aussi bien durant l'année 2005 qu'au cours des derniers mois de 2004.

Le Conseil a constaté lors de la diffusion sur Canal+ de l'émission *NBA mag+* les 22 décembre 2004 et 2 février 2005, que le présentateur portait un vêtement de la marque NBA by Dia qui était parrain de l'émission.

Le fait de porter dans l'émission un produit du parrain est contraire à l'article 18-IV du décret précité aux termes duquel « au cours de l'émission parrainée (...), la mention du parrain n'est possible que dans la mesure où elle [...] se borne à rappeler la contribution apportée par celui-ci et ne recourt pas à d'autres moyens d'identification que ceux mentionnés » et à l'article 18-III alinéa 2 qui exclut « toute présentation du produit lui-même ou de son conditionnement ». Le Conseil a mis en garde la chaîne contre le renouvellement d'une telle pratique.

INFLUENCE DU PARRAIN SUR L'ÉMISSION PARRAINÉE

Diffusée en mars 2005 sur Équidia, l'émission *Au cœur du Quinté+* parrainée par le journal *Geny Courses* ne respectait pas les termes de l'article 18-I du décret selon lesquels le contenu et la programmation des émissions parrainées « ne peuvent, en aucun cas, être influencés par le parrain dans des conditions susceptibles de porter atteinte à la responsabilité et à l'indépendance éditoriale » de la chaîne. En effet, le Conseil a relevé que l'émission était conçue systématiquement à partir des informations, pronostics et statistiques qui provenaient de *Geny Courses* et qui étaient présentés par un journaliste de la rédaction de ce titre de presse, identifié comme tel.

Sur Sport +, le Conseil a relevé que le journal *Karaté-Bushido*, qui était l'un des deux parrains de l'émission *Ippon*, a fait l'objet, au cours de l'édition de cette émission diffusée le 7 octobre 2004, d'un reportage de 4 minutes et 45 secondes entièrement consacré à son histoire, ses rédacteurs, son lectorat. Si l'événement que constitue le trentième anniversaire du magazine *Karaté-Bushido* pouvait justifier la diffusion d'un reportage dans une émission consacrée aux arts martiaux, cette dernière n'aurait pas dû être parrainée par le titre de presse en question.

Par ailleurs, le Conseil a fermement mis en garde M6 suite à la diffusion au printemps 2005 d'une émission intitulée *Bonne Fête*. Ce programme très court,

parrainé par le service de visiophonie MaLigne visio de France Télécom, mettait en scène une conversation par visiophonie. Le générique de parrainage comportait la mention orale : « *On se voit et on se dit bonne fête. Bonne fête avec MaLigne visio de France Télécom* ». Conformément aux articles I 8-I et I 8-II du décret précité, une émission parrainée ne peut, en aucun cas, être influencée par le parrain ni inciter les téléspectateurs à l'achat des biens ou services du parrain. En application de l'alinéa 2 de l'article I 8-III dudit décret, le parrainage ne saurait comporter de slogan publicitaire. Aucune de ces règles n'était respectée en l'espèce. De plus, la brièveté de l'émission, sa multidiffusion quotidienne et sa construction renforçaient son caractère publicitaire.

IDENTIFICATION DES ÉMISSIONS PARRAINÉES

Sur Sport+, le Conseil a relevé le 7 octobre 2004 que des animations en faveur des sociétés GMF et Orange sont apparues à proximité de bandes-annonces d'émissions consacrées au championnat de France de rugby sans que puisse être clairement établi le lien unissant ces annonceurs à ces émissions. Cette pratique, source de confusion, pour le téléspectateur, ne permettait pas d'avoir la certitude que GMF et Orange en étaient bien des parrains.

Le Conseil est intervenu auprès d'Équidia après avoir constaté en mars 2005 que l'émission *Au cœur du Quinté+* ne pouvait être parrainée par le service Audiotel 3601. Ce numéro, qui est un des services proposés par le titre de presse *Geny Courses*, ne peut être considéré comme un moyen d'identification d'une émission parrainée, tel que prévu par la réglementation.

Lors de l'émission *Couleurs sport* diffusée le 9 mai sur Télé Guadeloupe, le Conseil a constaté que le parrainage de cette émission par le quotidien d'information locale *Maxi Mini.com* ne permettait pas d'identifier clairement le lien entre la mention du parrain et l'émission parrainée.

Le Conseil a alerté France 3 à la suite de la diffusion en septembre du parrainage du programme *Plus belle la vie*. Il a en effet constaté que l'annonceur Télé Z n'était pas clairement identifié comme parrain de l'émission.

OBJET DU PARRAINAGE

Le Conseil a constaté au quatrième trimestre 2005 que les œuvres d'animation *Les Chevaliers du Zodiaque* et *Dragon Ball Z* composant l'émission *Le Grand Kiff* diffusée sur NT1 faisaient l'objet de parrainages. Il a donc rappelé au service que seule une émission peut être parrainée, les parties autonomes composant cette émission ne pouvant l'être.

Incitation à l'achat

Le Conseil a noté en mars qu'au cours de l'émission d'Équidia *Au cœur du Quinté+* parrainée par le titre de presse *Geny Courses*, la présentatrice apportait des commentaires présentant sous un jour favorable les choix (pronostics et analyses) d'un journaliste, consultant de *Geny Courses*, et faisait référence au numéro Audiotel 3601, service édité par le titre de presse, pour retrouver ce consultant. Cette pratique constituait une incitation à l'achat des services du parrain, ce qui est contraire aux dispositions de l'article I 8-II du décret précité.

CARACTÈRE PUBLICITAIRE DU PARRAINAGE

Le Conseil a alerté France 3 en septembre à la suite de la diffusion du parrainage de l'émission *On ne peut pas plaire à tout le monde*. Il a en effet considéré que la mention « *On ne peut pas plaire à tout le monde sur France 3, alors détendez-vous avec Tac O Tac gagnant à vie* » constituait un slogan publicitaire prohibé par l'article I 8-III alinéa 2 du décret.

JEUX ET CONCOURS

L'alinéa 3 de l'article I 8-III du décret précité prévoit que « [...] lorsque le parrainage est destiné à financer une émission de jeux ou de concours, des produits ou

services du parrain pourront, sous réserve de ne faire l'objet d'aucun argumentaire, être remis gratuitement aux particuliers à titre de lots ». Dans une lettre circulaire du 24 juillet 1995 relative à la remise de lots dans les émissions de jeux et de concours, le Conseil a précisé les conditions dans lesquelles devaient être remis les lots dans les émissions de jeux et de concours.

Il a constaté sur l'antenne de Télé Guadeloupe le 9 mai 2005 la diffusion d'un module de concours indépendant de toute émission, consacré à la promotion de la compilation Zouklove Nostalgie, invitant les téléspectateurs à répondre à la question du jour afin de gagner ladite compilation et divers lots présentés à l'écran dont la marque était citée à l'antenne, et ce à l'aide de leur téléphone portable Orange. Ce module, ne respectant en rien les règles du parrainage, relevait de la publicité clandestine.

Dans l'émission de jeu *La Télé de A à Z* diffusée sur France 2 le 8 octobre 2005, des DVD émanant de plusieurs sociétés ont été remis aux participants du jeu à titre de lots alors qu'elles n'étaient pas parrains de l'émission.

Le Conseil est également intervenu auprès de Jetix et NTI au quatrième trimestre à la suite de la diffusion de modules de concours non conformes.

RESPECT DE LA LANGUE FRANÇAISE

Le Conseil a relevé sur Sport+ le 7 octobre 2004 que l'émission *X-Raid-Aventures* était ouverte et fermée par un générique au sein duquel toutes les mentions écrites étaient en anglais, sans faire l'objet d'une traduction, ne respectant pas, de ce fait, les dispositions de l'article 20-I de la loi du 30 septembre 1986 précitée.

> Le téléachat à la télévision

De nombreux services diffusent des émissions de téléachat. Sur le câble, deux services lui sont spécifiquement dédiés, M6 Boutique La Chaîne et Best of Shopping.

Le Conseil n'a pas constaté en 2005 de manquements aux règles encadrant le téléachat sur les services diffusant ce type d'émission ni sur ceux exclusivement consacrés à cette activité.

> La publicité et le parrainage à la radio

RADIOS PRIVÉES

L'article 14 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée confie au CSA « le contrôle, par tous les moyens appropriés, sur l'objet, le contenu et les modalités de programmation des émissions publicitaires diffusées par les sociétés nationales de programme et par les titulaires des autorisations délivrées pour des services de communication audiovisuelle. »

Les conventions des opérateurs radiophoniques fixent également des règles précises quant au temps maximal consacré à la publicité, à l'insertion des messages et à l'annonce des tarifications des appels surtaxés.

Le Conseil exerce une vigilance attentive quant au respect de la réglementation publicitaire. Durant l'année 2005, aucun manquement aux dispositions en vigueur n'a été relevé pour les radios de ce secteur.

RADIO FRANCE

Après avoir constaté la diffusion en septembre 2004 sur les antennes de Radio France, en particulier sur France Inter, de messages publicitaires apparaissant en contravention avec le cahier des missions et des charges de la société, le Conseil a reçu le 17 janvier 2005, dans le cadre de la réunion du groupe de travail « Publicité-Parrainage », les responsables de la publicité à Radio France afin de faire le point sur les pratiques publicitaires de la société.

Au cours de cette audition, ont été évoqués, outre le chiffre d'affaires publicitaire réalisé ces dernières années par la société, le volume de la publicité sur les différentes chaînes du réseau, la baisse du nombre des annonceurs présents sur les antennes et, plus précisément, les problèmes d'interprétation des articles 32, 33 et 34 du cahier des missions et des charges de la société.

Selon Radio France, la présence sur les antennes des mutuelles qui sont au cœur de l'économie sociale ne devrait pas poser de problème. Il en est de même pour la promotion des produits se situant dans le champ de la concurrence mais encadrés par l'État (assurance-vie, épargne-retraite). En outre, la société souhaiterait que soit aujourd'hui pris en compte, sinon autorisés, les produits du secteur de l'économie mutualiste.

À l'issue de l'audition du 17 janvier 2005, le Conseil a demandé à Radio France la communication de tableaux récapitulatifs de la publicité, du parrainage et des partenariats entre 1999 et 2004, avec l'indication pour chaque station du chiffre d'affaires et du volume des messages diffusés, ainsi que des arguments relatifs à l'économie sociale et au caractère générique des produits qui seraient promus dans ce secteur d'activité.

Parallèlement à l'envoi des documents demandés par l'instance de régulation, M. Jean-Paul Cluzel, président de Radio France, a fait parvenir au Conseil, en date du 7 mars 2005, un courrier accompagné d'une note d'argumentation en faveur d'une modernisation, voire d'une révision plus générale, des dispositions relatives à la publicité inscrites dans le cahier des missions et des charges de la société nationale de programme.

Lors de son assemblée plénière du 21 juin 2005, le Conseil a fait toutefois observer qu'il n'appartenait pas à l'instance de régulation de prendre position sur la requête de Radio France avant que le Gouvernement ne la saisisse pour avis, comme elle l'a toujours fait par le passé dans de telles circonstances.

6. LA LANGUE FRANÇAISE

Il incombe au Conseil supérieur de l'audiovisuel, en application de l'article 3-I de la loi du 30 septembre modifiée, de veiller « à la défense et à l'illustration de la langue française » dans la communication audiovisuelle ainsi qu'au respect des dispositions de la loi du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française.

Tout au long de l'année 2005, comme il le fait habituellement, le Conseil s'est attaché à remplir cette mission en veillant au respect des obligations envers la langue française inscrites aux cahiers des missions et des charges des sociétés nationales de programme et dans les conventions annexées aux décisions d'autorisation des diffuseurs privés.

À la suite de sa réflexion sur les pratiques langagières des professionnels des médias, notamment les emprunts à l'anglo-américain, les registres de langue, et plus généralement sur la notion du « bien parler dans les médias », le Conseil a adopté, le 18 janvier 2005, une recommandation relative à l'emploi de la langue française qu'il a adressée à l'ensemble des sociétés de télévision et de radio. Cette recommandation a été publiée au *Journal officiel* du 27 avril 2005.

Bien qu'il n'existe pas de contrôle systématique de la qualité de la langue dans les programmes (ce qui imposerait des milliers d'heures d'écoute), les services du Conseil effectuent régulièrement des relevés linguistiques qui sont complétés par le courrier des téléspectateurs et des auditeurs.

Les relevés linguistiques soulignent d'une manière générale la qualité de la langue pratiquée dans les émissions d'information, les magazines et les documentaires, toutes sociétés confondues. Toutefois, on constate toujours un grand nombre d'emprunts inutiles à l'anglais, alors qu'existent des équivalents français.

Après les anglicismes, ce sont les mots grossiers qui suscitent le plus grand nombre de lettres de téléspectateurs et d'auditeurs. Le parti pris de certains animateurs de privilégier un langage truffé d'expressions vulgaires heurte le public, surtout dans les émissions présentées aux heures d'écoute familiale.

Un autre domaine de la langue qui pourrait être sensiblement amélioré est celui de l'orthographe, que ce soit dans les incrustations ou le sous-titrage. Les coquilles relevées concernent aussi bien la grammaire, notamment les conjugaisons, que le vocabulaire ou encore les noms propres.

La rubrique « Langue française » de *La Lettre du CSA* signale, chaque mois, les incorrections les plus fréquentes ou les plus significatives, relevées par les services du Conseil ou communiquées par les téléspectateurs et les auditeurs. Elle reprend également les termes recommandés par la Commission générale de terminologie et de néologie, afin de promouvoir la diffusion d'une terminologie française.

La langue française est aussi présente sur le site internet du CSA : rappel des équivalents français proposés par la Commission générale de terminologie pour remplacer des termes étrangers couramment entendus sur les antennes, articles « Langue française » de *La Lettre du CSA*, décisions du Conseil relatives au respect de la langue française sur les antennes et législation sur les quotas de chansons d'expression française diffusées par les radios.

Cette rubrique propose également une carte de France des radios diffusant tout ou partie de leur programme dans une ou plusieurs langues autres que le français (quatorze langues régionales et trente-quatre langues étrangères).

En ce qui concerne le respect de la loi du 4 août 1994 dans les messages publicitaires, on se reportera à la partie consacrée à la publicité (cf. *supra*).

7. LES PROGRAMMES ACCESSIBLES AUX PERSONNES SOURDES OU MALENTENDANTES

Le Conseil n'a jamais manqué de rappeler aux diffuseurs l'importance de la prise en compte des difficultés du public atteint de handicap auditif et a montré depuis plusieurs années l'importance qu'il accorde à ce sujet.

Il entretient des contacts réguliers avec les associations représentatives des personnes sourdes ou malentendantes.

L'année 2005, qui a vu le 11 février la publication de la loi n° 2005-102 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées introduisant des modifications à la loi du 30 septembre 1986 modifiée, a été particulièrement dense sur ce point.

En effet, la loi confie désormais la responsabilité au CSA de négocier avec les opérateurs privés des engagements en la matière. Les chaînes hertziennes dont

« l'audience moyenne annuelle dépasse 2,5 % de l'audience totale des services de télévision » devront à terme rendre accessible la totalité de leurs programmes (à l'exception des écrans publicitaires), mais avec une montée en charge que le Conseil doit négocier dans les conventions. Pour les chaînes hertziennes dont l'audience est inférieure au seuil de 2,5 %, l'article 28 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée dispose qu'une part « substantielle » des programmes devra être rendue accessible aux personnes sourdes ou malentendantes. Enfin, pour les chaînes diffusées sur les réseaux câblés ou le satellite, les conventions devront dorénavant inscrire les proportions de programmes rendus accessibles par des dispositifs adaptés, conformément à l'article 33-I de la loi du 30 septembre 1986 modifiée.

> Création de la mission « accessibilité des programmes de radio et de télévision aux personnes handicapées »

En janvier 2005, le Conseil a créé une mission « Accessibilité des programmes de radio et de télévision aux personnes handicapées », présidée par M^{me} Agnès Vincent-Deray et chargée notamment de l'inscription dans les conventions des différents diffuseurs concernés des dispositions de la loi du 11 février 2005.

> Rencontres avec les associations représentatives des personnes sourdes ou malentendantes

Dans cette perspective, le Conseil a organisé le 7 avril 2005 une rencontre réunissant l'ensemble des associations représentatives (étaient présents : l'Unisda, le Mouvement des sourds de France, la Fédération nationale des sourds de France, le Bucodes, l'Afideo et l'Anpeda). Cette réunion était entièrement accessible aux personnes sourdes ou malentendantes, puisqu'elle bénéficiait d'une boucle magnétique ainsi que de la présence d'une vélotypiste et de deux interprètes en langue des signes.

À cette occasion, les attentes des personnes concernées par le handicap auditif ont été exposées au Conseil et les conséquences de la mise en œuvre de la loi du 11 février 2005 ont été explicitées par celui-ci aux représentants des associations.

Le 7 octobre 2005, une nouvelle réunion de travail avec les représentants des personnes sourdes ou malentendantes, en groupe plus restreint, a permis de préciser les attentes spécifiques du public concerné et d'examiner de manière plus approfondie les modalités envisageables de mise en œuvre de la loi du 11 février 2005.

> Consultation des diffuseurs sur leurs engagements et négociation des conventions

En novembre 2005, un questionnaire a été envoyé à l'ensemble des chaînes, dans la perspective de la modification de leur convention afin notamment de recueillir leurs propositions d'engagements en la matière.

> Suivi de la diffusion des chaînes et établissement de bilans annuels

Un bilan de l'offre de programmes accessibles sur les chaînes est établi chaque année. À cette occasion, *La Lettre du CSA* publie un article consacré à ce sujet où l'ensemble des informations sont portées à la connaissance du public. Le bilan de l'année 2004 a été publié dans le n° 192, en février 2006.

8. LA DIFFUSION DE LA MUSIQUE À LA RADIO

> Les quotas de chansons d'expression française

Comme il l'avait fait les années précédentes, le Conseil a vérifié, tout au long de l'année 2005, par le biais de l'institut Yacast, le respect des engagements des opérateurs radiophoniques en matière de diffusion de chansons d'expression française (cf. tableaux en pages 167 à 170).

Depuis la promulgation de la loi du 1^{er} août 2000, les dispositions relatives à la diffusion de chansons francophones sur les antennes des stations de radio, qui figurent au 2 *bis* de l'article 28 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, permettent aux opérateurs de choisir entre trois options :

- soit diffuser 40 % de chansons d'expression française, dont la moitié au moins provenant de nouveaux talents ou de nouvelles productions ;
- soit pour les radios spécialisées dans la mise en valeur du patrimoine musical, diffuser 60 % de titres francophones, dont un pourcentage de nouvelles productions pouvant aller jusqu'à 10 % du total, avec au minimum un titre par heure en moyenne ;
- soit, pour les radios spécialisées dans la promotion de jeunes talents, diffuser 35 % de titres francophones, dont 25 % au moins du total provenant de nouveaux talents.

Le Conseil avait, au cours de l'année 2004, adressé cinq mises en garde à des opérateurs radiophoniques en contravention avec leurs engagements conventionnels en la matière. En 2005, 5 mises en garde et 2 mises en demeure ont été prononcées à l'encontre de stations en infraction dans ce domaine.

En outre, tout comme il l'avait fait en 2004, le Conseil a continué de mesurer mensuellement l'exposition de la chanson d'expression française sur l'antenne du Mouv' en 2005. La moyenne annuelle des pourcentages de diffusion de chansons d'expression française sur cette station s'élève à 36,4 % (contre 37,1 % en 2004). Le pourcentage des nouveaux talents, quant à lui, s'établit à 24,7 % (contre 27,7 % en 2004). Ces chiffres peuvent être comparés avec l'obligation conventionnelle des opérateurs privés visant un public jeune, de 35 % de chansons d'expression française et 25 % de nouveaux talents minimum.

1^{er} TRIMESTRE 2005TAUX TRIMESTRIEL DE DIFFUSION DE CHANSONS FRANCOPHONES,
DE NOUVEAUX TALENTS ET DE NOUVELLES PRODUCTIONS (%)

STATIONS	JANVIER		FÉVRIER		MARS	
	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 35 %	Nouveaux talents Minimum requis : 25 %	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 35 %	Nouveaux talents Minimum requis : 25 %	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 35 %	Nouveaux talents Minimum requis : 25 %
FUN	35,4	31	36	34,4	35,3	32,7
ADO FM	34,5	33	34,2	33,8	34,7	34,3
OUI FM	34,8	23,6	37,2	25,1	37,9	24,7
CONTACT FM	35,8	35,7	35,6	34,7	35,8	33
HIT WEST	39,1	28,9	38,4	26,6	37,5	26,1
VIBRATION	41,5	24,4	42,7	24,4	45,8	24,2
VITAMINE	34,3	28,8	34,3	32,3	35,2	34,1
EUROPE 2	37,3	24,5	37,5	25,7	37,2	26,6

STATIONS	JANVIER		FÉVRIER		MARS	
	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 60 %	Nouvelles productions Minimum requis : 1 titre par heure en moyenne (7,5 %)	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 60 %	Nouvelles productions Minimum requis : 1 titre par heure en moyenne (7,5 %)	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 60 %	Nouvelles productions Minimum requis : 1 titre par heure en moyenne (7,5 %)
M FM	65,4	10,4	66	11,1	66,5	11,3
NOSTALGIE	60,3	8,2	60,2	8,2	59,9	7,4

STATIONS	JANVIER		FÉVRIER		MARS	
	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 40 %	Nouveaux talents ou nouvelles productions Minimum requis : 20 %	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 40 %	Nouveaux talents ou nouvelles productions Minimum requis : 20 %	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 40 %	Nouveaux talents ou nouvelles productions Minimum requis : 20 %
CHÉRIE FM (50 %)	52,5	22,3	53,3	24,3	53,1	23,9
RFM (50 %)	49,7	21,4	49,6	20	50,4	18,7
KISS FM	40,4	33,8	40,1	36,1	39,8	34,6
NRJ	39	36,7	38	36,3	38,8	35,7
RTL 2	41,7	21,3	40,9	21,7	40,9	20,2
RADIO SCOOP	39,5	34	40,5	36,3	39,7	33,1
SKYROCK	47,8	46,1	44,5	43,3	42,4	41,3
ALOUETTE FM	40,2	32,7	39,7	34,2	40,1	33,1
TOP MUSIC	40,2	25,5	40,6	26,2	40,5	25,8
VOLTAGE	36	23,8	36,9	25,9	36,1	30,1
WIT FM	39,7	32	40,4	31,1	39,7	29,3

2^e TRIMESTRE 2005
TAUX TRIMESTRIEL DE DIFFUSION DE CHANSONS FRANCOPHONES,
DE NOUVEAUX TALENTS ET DE NOUVELLES PRODUCTIONS (%)

STATIONS	AVRIL		MAI		JUIN	
	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 35 %	Nouveaux talents Minimum requis : 25 %	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 35 %	Nouveaux talents Minimum requis : 25 %	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 35 %	Nouveaux talents Minimum requis : 25 %
FUN	35,5	32,9	36	33,8	36,2	34,7
ADO FM	34,4	34	34,2	34	34	33,8
OUI FM	37,7	27,6	33,4	25,7	34,6	27,6
CONTACT FM	34,1	31,6	39,1	37,7	38,5	35,8
HIT WEST	37,2	25,6	37,8	27,4	39,8	28,4
VIBRATION	45,2	25,1	41,2	30,2	33,9	25,5
VITAMINE	32,9	32	31,4	30,5	33	32,1
EUROPE 2	37,4	26,6	35,8	25,1	36,8	25,8
VOLTAGE	34,1	28,1	34,8	28,6	35,1	27,9

STATIONS	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 60 %	Nouvelles productions Minimum requis : 1 titre par heure en moyenne (7,5 %)	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 60 %	Nouvelles productions Minimum requis : 1 titre par heure en moyenne (7,5 %)	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 60 %	Nouvelles productions Minimum requis : 1 titre par heure en moyenne (7,5 %)
M FM	65,8	11,1	65,6	10,1	65,9	9,4
NOSTALGIE	61,2	7,5	61,4	7,8	61,5	8,2

	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 40 %	Nouveaux talents ou nouvelles productions Minimum requis : 20 %	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 40 %	Nouveaux talents ou nouvelles productions Minimum requis : 20 %	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 40 %	Nouveaux talents ou nouvelles productions Minimum requis : 20 %
CHÉRIE FM (50 %)	52,3	22	53,3	22,7	52,7	21,3
RFM (50 %)	50,6	17,7	50,6	18,2	50,8	20,2
KISS FM	39,5	34,9	38,9	35,6	39,2	35,6
NRJ	38	34,2	38,9	34,7	40	37,9
RTL 2	40,9	19,2	41,5	20	41,1	20
RADIO SCOOP	37,8	30,6	39,3	32,2	38,2	32
SKYROCK	40,7	39,5	42,3	41,2	41,1	39,9
ALOUETTE FM	39,7	32,3	40,4	32	39,9	32,5
TOP MUSIC	40,1	24,6	40,5	24,1	40	22,8
WIT FM	35,6	28,7	41,9	31,6	41,6	30,8

3^e TRIMESTRE 2005TAUX TRIMESTRIEL DE DIFFUSION DE CHANSONS FRANCOPHONES,
DE NOUVEAUX TALENTS ET DE NOUVELLES PRODUCTIONS (%)

STATIONS	JUILLET		AOÛT		SEPTEMBRE	
	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 35 %	Nouveaux talents Minimum requis : 25 %	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 35 %	Nouveaux talents Minimum requis : 25 %	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 35 %	Nouveaux talents Minimum requis : 25 %
FUN	35,5	34	33,7	32,1	33,6	31,3
ADO FM	34,1	33,8	34,4	33,9	34,5	34
OUI FM	30,8	21,1	33,6	23,3	33,7	22,8
CONTACT FM	36	33,2	34,1	30,8	33,7	30
HIT WEST	38,9	30,4	38,1	28,5	37,8	26,2
VIBRATION	35,7	24,6	38,8	27,5	37,1	24,1
VITAMINE	33	32	32,4	30,7	38,9	36,9
EUROPE 2	37	26,2	36,6	25,4	38,1	23,6
VOLTAGE	34,8	25,6	35,2	26,7	36,3	24,3

STATIONS	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 60 %	Nouvelles productions Minimum requis : 1 titre par heure en moyenne (7,5 %)	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 60 %	Nouvelles productions Minimum requis : 1 titre par heure en moyenne (7,5 %)	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 60 %	Nouvelles productions Minimum requis : 1 titre par heure en moyenne (7,5 %)
M FM	65,6	10,2	65,1	10	65,3	10,4
NOSTALGIE	60,3	7,7	60,5	7,5	62,1	7,7

	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 40 %	Nouveaux talents ou nouvelles productions Minimum requis : 20 %	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 40 %	Nouveaux talents ou nouvelles productions Minimum requis : 20 %	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 40 %	Nouveaux talents ou nouvelles productions Minimum requis : 20 %
CHÉRIE FM (50 %)	52,7	23,9	52,8	25,4	52,2	25,4
RFM (50 %)	50,6	22,5	50,3	20,5	49,8	20,1
KISS FM	38,8	34,5	40	32,7	40,2	30,8
NRJ	38,4	36,9	38,3	36,8	38,1	33,8
RTL 2	41,2	19,4	40,4	21,6	40,8	20,6
RADIO SCOOP	37,9	34	39	34,7	39,1	32,6
SKYROCK	39,1	37,6	38,7	37,9	42,4	41,4
ALOUETTE FM	40	32,5	39,6	33,1	39,9	33
TOP MUSIC	39,9	23,1	40	22,9	40	21,8
WIT FM	36,9	24,9	35,7	23,5	38,7	28,4

4^e TRIMESTRE 2005TAUX TRIMESTRIEL DE DIFFUSION DE CHANSONS FRANCOPHONES,
DE NOUVEAUX TALENTS ET DE NOUVELLES PRODUCTIONS (%)

STATIONS	OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE	
	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 35 %	Nouveaux talents Minimum requis : 25 %	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 35 %	Nouveaux talents Minimum requis : 25 %	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 35 %	Nouveaux talents Minimum requis : 25 %
FUN	35,1	33	33,9	31,8	33,7	32
ADO FM	34,4	31,5	34	32,5	34,8	33,1
OUI FM	33,8	21,9	35	21	37	23,7
CONTACT FM	35,6	32,3	35,8	33,6	34,4	32,8
HIT WEST	39	25,9	38,2	24,4	34,6	22,9
VIBRATION	39,1	24,1	42,3	24,3	41,2	25
VITAMINE	38,2	35,8	36,1	31	35,4	31,3
VOLTAGE	37,2	24,1	37,1	24,7	35,1	24,1

STATIONS	OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE	
	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 60 %	Nouvelles productions Minimum requis : 1 titre par heure en moyenne (7,5 %)	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 60 %	Nouvelles productions Minimum requis : 1 titre par heure en moyenne (7,5 %)	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 60 %	Nouvelles productions Minimum requis : 1 titre par heure en moyenne (7,5 %)
M FM	65,3	11,5	65,2	10,9	65,6	10,3
NOSTALGIE	61,5	7,8	61,7	7,6	61	7,1

STATIONS	OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE	
	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 40 %	Nouveaux talents ou nouvelles productions Minimum requis : 20 %	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 40 %	Nouveaux talents ou nouvelles productions Minimum requis : 20 %	Taux de chansons francophones Minimum souscrit : 40 %	Nouveaux talents ou nouvelles productions Minimum requis : 20 %
CHÉRIE FM (50 %)	51,7	24,6	53,7	27,5	51,2	26
RFM (50 %)	50,2	19,4	50,1	19,6	50,1	20,2
EUROPE 2	38,2	21,7	39,5	30,7	40,3	30,6
KISS FM	40,3	31,3	40	32,9	39,5	32,8
NRJ	38,4	32,2	38,2	32,4	39,4	34,2
RTL 2	39,1	21	40,1	20,8	40,5	20,7
RADIO SCOOP	38,7	32	38,4	32,2	38,9	32,2
SKYROCK	45,4	44	46,6	45	48,6	47,3
ALOUETTE FM	40,5	33,7	40	30,3	39,8	29,6
TOP MUSIC	39,7	22,4	39,9	23,6	39,7	23,9
WIT FM	42	32,6	41,9	27,3	43,1	26,8

> La transparence du contrôle

Les listes des artistes confirmés et des nouvelles productions sont mises en ligne sur le site internet du CSA (www.csa.fr). La première de ces listes est réactualisée deux fois par an et la seconde chaque mois.

Par ailleurs, le Conseil a fait l'objet d'une saisine du groupe Lagardère Active, en date du 9 novembre 2005, dans laquelle ce dernier attirait son attention sur, d'une part, l'absence de la station Rire et Chansons dans le panel des radios suivies par le CSA pour le contrôle mensuel des quotas et, d'autre part, d'après les études faites par les services de cet opérateur, sur le non-respect persistant par Rire et Chansons de son obligation en matière de quotas de chansons d'expression française.

Dans sa réponse en date du 16 décembre 2005, le Conseil a précisé que l'ensemble des radios faisant partie du panel en l'état étaient majoritairement musicales, ce qui n'est pas le cas de Rire et Chansons, mais il a indiqué que la mise en place prochaine d'un panel tournant complémentaire de stations lui permettrait de s'assurer du respect de leurs obligations par les opérateurs nouvellement intégrés.

Effectif à partir de janvier 2006, ce panel, dont la composition doit être pré-définie en groupe de travail « Radio », comportera quatre stations, locales régionales ou nationales. Si d'éventuels manquements aux obligations conventionnelles en matière de respect des quotas de chansons d'expression française de nouveaux talents et/ou de nouvelles productions sont constatés, le Conseil pourra contrôler les opérateurs sélectionnés sur la durée de son choix et sanctionner ces manquements selon des modalités similaires à celles employées pour les stations du panel « fixe ».

V. les **sanctions** et les **saisines** du **procureur** de la **République**



V. les **sanctions** et les **saisines** du **procureur** de la **République**



L'une des principales missions du CSA consiste à veiller à ce que les éditeurs et distributeurs de services de radio et de télévision

respectent leurs obligations législatives, réglementaires et conventionnelles.

Le législateur a doté à cette fin le CSA d'un pouvoir de sanction, qui est toujours utilisé après mise en demeure, conformément à la loi, et dont l'exercice est le plus souvent précédé de simples courriers d'observations ou de mises en garde.

Le CSA dispose également de la faculté de saisir le procureur de la République, lorsqu'il constate des faits qui lui semblent constitutifs d'une infraction pénale.

I. LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES

> Télévision

Au cours de l'exercice 2005, le Conseil supérieur de l'audiovisuel a prononcé vingt-huit mises en demeure et trois sanctions à l'encontre d'éditeurs de services de télévision. Trois procédures engagées pendant l'année 2005 demeuraient en cours au 31 décembre.

Les chaînes hertziennes nationales

MISES EN DEMEURE

Cinq mises en demeure ont été délibérées en 2005 à l'égard de chaînes hertziennes nationales : deux à l'encontre de TF1, deux à l'encontre de Canal+ et une à l'encontre de France 3.

Déontologie des programmes

TF1

Le 15 février 2005, TF1 a été mise en demeure de respecter les stipulations des articles 8, 10 et 21 de sa convention en raison de la diffusion, dans le magazine *Le Droit de savoir* du 4 mai 2004, d'une séquence intitulée « La nuit des deux couteaux » au sein du reportage *Enquête au cœur de la Crim' de Versailles*. Cette séquence, qui traitait de l'agression sexuelle à l'arme blanche de deux victimes, dont l'anonymat n'était pas assuré et dont l'orientation sexuelle était révélée, développait une thèse tendant à expliquer leur agression par une réaction de légitime défense de la part de l'agresseur, sans assurer le pluralisme des points de vue. Par ailleurs, le voisin des deux victimes avait été filmé à son insu lors de sa déposition dans les locaux de la police judiciaire.

Le Conseil a considéré que de tels faits étaient contraires aux dispositions inscrites dans la convention de la chaîne relatives au secret de la vie privée, au

pluralisme des points de vue, au respect de la réputation et de l'honneur des personnes, ainsi qu'aux conditions de recours aux procédés permettant de recueillir des images et des sons à l'insu des personnes filmées ou enregistrées.

Canal+

Le 10 mai 2005, Canal+ a été mise en demeure à la suite de la diffusion, le 20 avril 2005, dans l'émission humoristique *Les Guignols de l'info*, d'une séquence traitant de l'élection du nouveau pape Benoît XVI, au début de laquelle apparaissait à l'écran un bandeau comportant la mention « Adolf II », et au cours de laquelle la marionnette représentant le nouveau pape tenait les propos suivants : « Je vous bénis au nom du père, du fils et du troisième Reich ».

Le Conseil a estimé que cette séquence assimilait le pape Benoît XVI à un tenant du régime nazi et a en conséquence mis en demeure Canal+ de se conformer aux articles 10 et 11 de sa convention. L'article 10 de la convention conclue entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel et Canal+ impose à la société de respecter les différentes sensibilités politiques, culturelles et religieuses de son public et de ne pas encourager des comportements discriminatoires en raison de la race, du sexe, de la religion ou de la nationalité. Aux termes de l'article 11, elle est tenue de respecter les droits de la personne relatifs à sa vie privée, son image, son honneur et sa réputation tels qu'ils sont reconnus par la loi et la jurisprudence.

Publicité clandestine

Aux termes de l'article 9 du décret n° 92-280 du 27 mars 1992 modifié, la publicité clandestine est interdite. Est définie comme telle la présentation verbale ou visuelle de marchandises, de services, du nom, de la marque ou des activités d'un producteur de marchandises ou d'un prestataire de services dans des programmes, lorsque cette présentation est faite dans un but publicitaire.

Par ailleurs, il ressort de l'article 14 du décret n° 92-280 susvisé que les messages publicitaires ou les séquences de messages publicitaires doivent être aisément identifiables comme tels et nettement séparés du reste du programme, avant comme après leur diffusion, par des écrans reconnaissables à leurs caractéristiques optiques et acoustiques.

TF1

Au cours de la rencontre de football Marseille-Newcastle du 6 mai 2004 retransmise sur TF1, l'un des commentateurs, M. Thierry Roland, a annoncé que la publication de presse *L'Équipe* à paraître serait accompagnée d'un DVD consacré à un combat de boxe mythique.

En outre, à l'occasion du match de football opposant le 6 juin 2004 la France à l'Ukraine, M. Thierry Roland a annoncé la vente à titre exclusif de billets à tarif réduit dans les magasins Carrefour.

Ces faits étant susceptibles de relever de la publicité clandestine, prohibée par l'article 9 du décret précité, le CSA a décidé le 5 juillet 2004 d'engager une procédure de sanction à l'encontre de TF1. En assemblée plénière du 8 mars 2005, le Conseil a décidé de clore la procédure de sanction considérée. Lors de la même assemblée plénière et pour les mêmes faits, le CSA a mis en demeure TF1 de respecter l'article 9 du décret du 27 mars 1992 qui prohibe la publicité clandestine.

France 3

La société nationale de programme France 3 a diffusé le 8 août 2005 au cours du journal télévisé *Soir 3* un reportage à caractère laudatif pour le site internet

meetisland.com, organisateur de vacances pour célibataires. Ce reportage consistait à présenter de façon détaillée et complaisante les prestations du site. La page d'accueil et des images du site ont été visualisées durant quelques secondes, et les commentaires de la journaliste ont été pratiquement exempts de tout regard critique.

En assemblée plénière du 6 décembre 2005, le Conseil a estimé que ce reportage revêtait un caractère promotionnel et devait être considéré comme de la publicité clandestine. Il a donc mis en demeure la société nationale de programme France 3 de se conformer aux dispositions de l'article 9 du décret n° 92-280 du 27 mars 1992.

Respect des quotas

Lors de l'examen du bilan de la chaîne Canal+ pour l'exercice 2004, le Conseil a remarqué qu'elle n'avait pas respecté, sur l'ensemble du programme, ses obligations de diffusion d'œuvres audiovisuelles européennes (56 % au lieu des 60 % requis, ce qui représente un déficit de 106 heures) et d'expression originale française (34,4 % au lieu des 40 % requis, soit un déficit de 147 heures). Lors de son assemblée plénière du 20 septembre 2005, le CSA a en conséquence mis en demeure la société Canal+ de respecter à l'avenir ses obligations de diffusion d'œuvres audiovisuelles sur l'ensemble du programme, telles que fixées à l'article 13 du décret n° 90-66 du 17 janvier 1990.

Les chaînes hertziennes locales

Trois mises en demeure ont été prononcées en 2005 à l'encontre de chaînes locales hertziennes.

MISES EN DEMEURE

Déontologie des programmes

Le 7 juin 2005, la chaîne KMT (Martinique) a été mise en demeure en raison de propos tenus dans l'émission *Faut-il brûler Dieudonné ?* diffusée sur son antenne le mercredi 16 mars 2005 à 21 h 30. En effet, les déclarations de plusieurs intervenants ont, aux yeux du Conseil, constitué une incitation à la haine ou à la violence pour des raisons de race, de sexe, de mœurs, de religion ou de nationalité et ont porté atteinte au respect de la personne humaine. À la suite de l'agression physique de Dieudonné en Martinique, les intervenants de cette émission lançaient un appel à la solidarité avec l'humoriste, victime selon eux d'un lynchage médiatique imposé par un lobby sioniste international qui contrôlerait les médias et empêcherait toute contestation du sionisme. Dans de longs développements, ils critiquaient la politique israélienne, liaient le principe de l'élection du peuple juif et le concept de la race supérieure, déploraient que les crimes perpétrés contre les Juifs fussent mieux reconnus que l'esclavage, avant d'affirmer que le combat de Dieudonné n'était pas fini, qu'il n'était pas seul, que « le combat des Nègres » n'était pas fini. La chaîne a été mise en demeure de respecter l'article 15 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée interdisant la diffusion de propos incitant à la haine ainsi que les articles 2-2-1 et 2-3-2 de sa convention relatifs à la maîtrise de l'antenne, à l'honnêteté de l'information et au pluralisme des points de vue.

Fourniture du rapport d'activité

Les sociétés éditrices des chaînes Antenne Réunion et La Une Guadeloupe ont été mises en demeure, le 20 décembre 2005, de fournir leur rapport sur les conditions d'exécution de leurs obligations en 2004.

ENGAGEMENT DE PROCÉDURES DE SANCTION

Une procédure de sanction a été engagée, le 20 décembre 2005, contre la société éditrice du service Éclair TV, qui n'aurait pas fourni au Conseil son bilan d'activité pour 2004.

Les chaînes autres que hertziennes

MISES EN DEMEURE

Vingt mises en demeure ont été prononcées en 2005 à l'encontre de chaînes autres que hertziennes (câble, satellite, ADSL, etc.).

Déontologie des programmes

Le 7 juin 2005, la chaîne France Ô a été mise en demeure de ne plus diffuser sur son antenne de programmes contraires à la sauvegarde de l'ordre public ou contenant une incitation à la haine ou à la violence pour des raisons de race, de sexe, de mœurs, de religion ou de nationalité conformément aux articles 1^{er} et 15 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, ni de programmes incitant à des comportements délinquants ou inciviques, conformément à l'article 2-3-3 de sa convention. France Ô avait en effet diffusé, le 22 décembre 2004, un concert de Wycleff Jean enregistré en Martinique au cours duquel un chanteur local, dénommé Diamantic, avait tenu en créole des propos particulièrement violents à l'encontre des personnes homosexuelles, appelant notamment le public à leur tirer dessus avec un fusil.

Publicité clandestine

Chasse et pêche

La société ABSat a diffusé, les 30 et 31 janvier, 2 février et 6 mars 2005 entre 2 h 30 et 4 h à l'antenne du service de télévision dénommé Chasse et Pêche, des messages publicitaires pour les sites web Allogirls.com et Gayprime.com.

Ces messages publicitaires n'ont pas été identifiés comme tels et n'ont pas été nettement séparés du reste du programme, avant comme après leur diffusion, par des écrans reconnaissables à leurs caractéristiques optiques et acoustiques.

Par ailleurs, la société ABSat a diffusé, sur le même service aux mêmes dates et mêmes horaires, des séquences érotiques sur fond musical, chaque séquence faisant référence à un numéro de téléphone et à un numéro de SMS surtaxés. Le CSA a estimé qu'il s'agissait d'une présentation de services dans un but publicitaire constitutive de publicité clandestine.

La société ABSat a donc été mise en demeure, le 3 mai 2005, de ne plus diffuser de publicité clandestine et d'identifier ses messages publicitaires comme tels, conformément aux dispositions des articles 9 et 14 du décret n° 92-280 du 27 mars 1992.

Canal J

La société Canal J a diffusé, les 5 octobre et 28 novembre 2005, des modules de jeux intitulés *Zakpot* et indépendants de toute émission. Ces modules ont assuré la promotion du film intitulé *Wallace et Gromit, le mystère du lapin-garou*, d'albums de bandes dessinées « Hachette Jeunesse » et du journal *Astrapi*. Or, la lettre-circulaire du 24 juillet 1995 relative à la remise de lots dans les émissions de jeux ou de concours prévoit que les modules de jeux ou de concours indépendants de toute émission n'ont pour objet que d'assurer la promotion des biens et services et qu'un habillage artificiel de ces modules n'est pas de nature à restreindre ce caractère promotionnel. Ces modules relèvent de la publicité clandestine et ne doivent pas être diffusés.

La société Canal J a donc été mise en demeure, le 13 décembre 2005, de se conformer à l'article 9 du décret n° 92-280 du 27 mars 1992 et à la lettre-

circulaire du 24 juillet 1995 en ne diffusant plus de modules de jeux ou de concours indépendants de toute émission et ayant pour objet d'assurer la promotion d'un bien ou d'un service.

Quotas de diffusion

Lors de son assemblée plénière du 1^{er} février 2005, le Conseil a clos la procédure de sanction engagée à l'encontre du service de paiement à la séance Multi-vision relative au quota de diffusion d'œuvres audiovisuelles d'expression originale française et a transformé cette décision en une mise en demeure.

Lors de l'assemblée plénière du 15 mars 2005, le Conseil a mis en demeure TFJ de se conformer aux dispositions de l'article 7 du décret n° 90-66 du 17 janvier 1990 relatif à la diffusion annuelle d'œuvres cinématographiques européennes ou d'expression originale française.

Au cours de l'assemblée plénière du 26 juillet 2005, le Conseil a mis en demeure les éditeurs des services :

- **MCM, pour non-respect des quotas de** diffusion d'œuvres cinématographiques de longue durée européennes et d'expression originale française, sur le nombre total annuel des diffusions et des rediffusions et aux heures de grande écoute ;
- **Jimmy, pour non-respect des quotas** d'œuvres cinématographiques de longue durée européennes et d'expression originale française aux heures de grande écoute ;
- **Ciné Polar, pour non-respect des quotas de** diffusion d'œuvres cinématographiques de longue durée européennes sur l'ensemble des heures de diffusion et rediffusion, et européennes et d'expression originale française aux heures de grande écoute ;
- **Ciné Cinéma Frisson, pour non-respect des quotas de** diffusion d'œuvres cinématographiques de longue durée d'expression originale française aux heures de grande écoute ;
- **Ciné Cinéma Premier, pour non-respect des quotas de** diffusion d'œuvres cinématographiques de longue durée européennes et d'expression originale française aux heures de grande écoute ;
- **TPS Home Cinéma, pour non-respect du quota de** diffusion d'œuvres cinématographiques de longue durée européennes différentes aux heures de grande écoute ;
- **TPS Star, pour non-respect du quota de** diffusion d'œuvres cinématographiques de longue durée européennes aux heures de grande écoute ;
- **Kiosque, pour non-respect des quotas de** diffusion d'œuvres cinématographiques de longue durée européennes et d'expression originale française aux heures de grande écoute ;
- **Action, pour non-respect des quotas de** diffusion, d'une part, d'œuvres cinématographiques de longue durée européennes sur l'ensemble des heures de diffusion et de rediffusion, d'œuvres cinématographiques de longue durée européennes et d'expression originale française aux heures de grande écoute et, d'autre part, d'œuvres audiovisuelles européennes et d'expression originale française aux heures de grande écoute ;
- **Ciné-FX, pour non-respect des quotas de diffusion**, d'une part, d'œuvres cinématographiques de longue durée d'expression originale française sur l'ensemble des heures de diffusion, européennes et d'expression originale française aux heures de grande écoute et, d'autre part, d'œuvres audiovisuelles européennes et d'expression originale française sur l'ensemble des heures de diffusion.

Diffusion d'un film en dehors des plages autorisées

Lors de l'assemblée plénière du 15 février 2005, le Conseil a mis en demeure le service Tfou de se conformer, à l'avenir, pour le service éponyme, aux obligations prévues par le décret n° 90-66 du 17 janvier 1990 modifié en ne diffusant aucune œuvre cinématographique de longue durée le mercredi soir, à l'exception des œuvres d'art et d'essai programmées après 22 h 30, le vendredi soir, à l'exception des œuvres d'art et d'essai diffusées après 22 h 30, ainsi que le samedi et le dimanche avant 20 h 30.

Lors de l'assemblée plénière du 3 mai 2005, le Conseil a mis en demeure le service Toute l'Histoire de se conformer aux obligations prévues à l'article 10 du décret n° 90-66 du 17 janvier 1990 modifié et, en conséquence, de ne diffuser aucune œuvre cinématographique de longue durée le mercredi soir, à l'exception des œuvres d'art et d'essai diffusées après 22 h 30, le vendredi soir, après 22 h 30, le samedi et le dimanche avant 20 h 30.

Protection du jeune public

Cinextrême

La société TPS Cinéma avait diffusé le mercredi 22 septembre 2004 à 21 h sur l'antenne du service de télévision TPS Cinextrême une œuvre cinématographique intitulée *Cannibal Holocaust* en la classant en catégorie IV (programmes interdits en salle aux moins de 16 ans).

Ce film, diffusé dans son intégralité, comporte de nombreuses scènes de très grande violence (viols, découpes de corps humains, avortement suivi du meurtre de la mère, viols collectifs, empalement d'une jeune femme, castrations de jeunes hommes...) dont certaines ne sont pas simulées (dépeçage d'animaux vivants).

Le Conseil a considéré que l'extrême brutalité de ces scènes associée à leur caractère répétitif et amplificateur constituaient, lors d'une diffusion à la télévision, un véritable danger pour l'équilibre mental des mineurs et que l'œuvre cinématographique considérée devait en conséquence être classée en catégorie V.

Or, la convention signée par TPS Cinéma avec le CSA prévoit que des programmes de catégorie V ne peuvent pas être diffusés à l'antenne de TPS Cinextrême.

Aussi le Conseil a-t-il décidé, en assemblée plénière du 8 mars 2005, de mettre en demeure la société TPS Cinéma de ne plus diffuser, sur TPS Cinextrême, de programmes de catégorie V susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs, conformément à l'article 2-4-3 de sa convention.

Communication du bilan annuel

Lors de l'assemblée plénière du 26 juillet 2005, le Conseil a mis en demeure le service Beur TV de lui communiquer le rapport d'exécution de ses obligations et engagements pour l'exercice 2004 et de se conformer à l'article 4-1-3 de sa convention.

Absence d'informations permettant la mise en conformité de la convention avec le décret du 4 février 2002

Au cours de son assemblée plénière du 25 janvier 2005, le CSA a mis la société Métropole Télévision en demeure de lui fournir les informations demandées le 17 décembre 2003, afin de mettre en conformité avec le décret du 4 février 2002 la convention signée le 8 octobre 2001 en vue de la diffusion du programme spécifique de M6 à destination des réseaux câblés suisses.

PROCÉDURES DE SANCTION

Les procédures engagées

Au cours de son assemblée plénière du 26 juillet 2005, le Conseil a décidé d'engager deux procédures de sanction à l'encontre du service Jimmy qui n'aurait pas respecté, d'une part, son quota de diffusion d'œuvres audiovisuelles européennes, et d'autre part, son quota de diffusion d'œuvres cinématographiques européennes.

Les clôtures de procédure et retrait de sanctions

Lors de l'assemblée plénière du 11 janvier 2005, le Conseil a décidé de clore la procédure de sanction engagée le 26 juillet 2004 à l'encontre du service Ciné Cinéma Premier au motif que la chaîne n'aurait pas respecté, lors de l'exercice 2003, la limite du nombre de rediffusions possibles d'une même œuvre cinématographique sur une période de trois semaines. Après examen, il est en effet apparu qu'à la suite de la mise en demeure adressée à la chaîne le 16 septembre 2003 pour ce motif, Ciné Cinéma Premier n'avait manqué qu'une seule fois à son obligation, du 1^{er} au 16 octobre 2003.

Lors de l'assemblée plénière du 8 mars 2005, le Conseil a décidé de rapporter la décision de sanction adoptée le 27 juillet 2004 à l'encontre de la société Multivision pour non-respect de ses quotas de diffusion d'œuvres audiovisuelles européennes et d'expression originale française au cours de l'exercice 2002. La chaîne avait en effet, le 3 novembre 2004, annoncé au Conseil sa décision d'investir, comme celui-ci le lui avait proposé, le montant de la sanction pécuniaire, soit 125 000 €, dans l'acquisition et la production d'œuvres audiovisuelles autres que de catégories IV et V au cours de l'année 2004 ou 2005, en plus de ses engagements conventionnels.

SANCTIONS

Au cours de l'assemblée plénière du 1^{er} février 2005, le Conseil a prononcé trois sanctions à l'encontre d'éditeurs de services de télévision autres que hertziens :

- à l'issue de la procédure de sanction, engagée le 26 juillet 2004, à l'encontre de Jimmy pour non-respect de ses quotas de diffusion d'œuvres audiovisuelles et cinématographiques européennes en 2003, le Conseil a prononcé une sanction de 50 000 € pour manquement à son obligation de diffusion d'œuvres audiovisuelles européennes ;
- à l'issue de la procédure de sanction, engagée le 26 juillet 2004, à l'encontre de Multivision pour non-respect, en 2003, de son quota de diffusion d'œuvres cinématographiques européennes et de son quota de diffusion d'œuvres audiovisuelles européennes et d'expression originale française, le Conseil a prononcé une sanction de 15 000 € pour manquement à son obligation de diffusion d'œuvres audiovisuelles européennes ;
- à l'issue de la procédure de sanction engagée le 26 juillet 2004 à l'encontre de TFJ pour non-communication du rapport d'exécution de ses obligations en 2003, le Conseil a prononcé une sanction de 1 500 €.

> Radio

Au cours de l'année 2005, 67 mises en demeure et 4 sanctions ont été prononcées à l'encontre d'opérateurs radiophoniques (cf. annexe). Les motifs pouvant conduire le Conseil à mettre en œuvre son pouvoir de sanction à l'égard de services de radio sont variés. On peut essentiellement distinguer les

manquements aux dispositions législatives et réglementaires (dispositions relatives à l'ordre public ou à la protection de l'enfance et de l'adolescence, décret relatif à la publicité locale...), les manquements liés au non-respect des caractéristiques techniques figurant dans la décision d'autorisation (non-émission, puissance excessive...) et les manquements aux obligations conventionnelles contractées par un opérateur, notamment en matière de programme ou de fourniture de documents permettant au Conseil d'exercer son contrôle.

MISES EN DEMEURE

Déontologie des programmes

Radio Maohi

Le 8 février 2005, l'association Radio Maohi (Polynésie française) a été mise en demeure de respecter l'article 29 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse et la recommandation n° 2004-9 du 23 décembre 2004 du CSA à la société nationale de programme Réseau France outre-mer (RFO) et aux services de communication audiovisuelle autorisés de Polynésie française en vue de l'élection des représentants à l'Assemblée de la Polynésie française (circonscription des Îles du Vent) du 13 février 2005. Il ressort de la recommandation que la diffusion de propos injurieux est susceptible d'entraîner à tout moment de la campagne électorale des sanctions administratives ou pénales. Lors des émissions *La Chronique de Maohi* diffusées les 3 et 4 février 2005 sur l'antenne de Radio Maohi, un animateur a tenu les propos suivants : « *Eh oui, ces deux fidèles soutiens du hezbollah Oscar n'apprécient pas que je qualifie Philip Schyle d'eunuque [...]* ». Le Conseil a estimé que ces propos, tenus à l'encontre de personnalités politiques en période électorale, étaient injurieux et justifiaient le prononcé d'une mise en demeure.

Le 15 novembre 2005, l'association Radio Maohi a de nouveau été mise en demeure en raison de propos injurieux tenus par un animateur lors des émissions *La Chronique de Maohi* diffusées les 21, 22, 23 et 28 juin 2005. Le Conseil a estimé que ces propos, visant notamment le président de la Polynésie française, étaient contraires aux dispositions des articles 29 et 33 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse réprimant l'injure commise envers un citoyen chargé d'un service ou d'un mandat public, et de l'article 7 de la convention de la radio qui stipule l'interdiction de programmer des émissions contraires aux lois.

Radio Contact

Le 17 mai 2005, Radio Contact (Pointe-à-Pitre - Guadeloupe) a été mise en demeure pour avoir diffusé, les 15 et 22 février 2005, des propos constituant une incitation à la haine ou à la violence à l'encontre de la population immigrée clandestine d'origine haïtienne. Les intervenants présentaient cette immigration comme facteur de délinquance, de risques sanitaires et démographiques susceptibles d'entraîner à terme la disparition du peuple guadeloupéen, et appelaient à organiser « le sauvetage du pays ». Le Conseil a estimé que ces propos étaient contraires à l'article 15 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée interdisant la diffusion sur les antennes radiotélévisées de propos incitant à la haine ou à la violence pour des raisons de race, de sexe, de mœurs, de religion ou de nationalité, et avec l'article 7 de la convention de la radio qui stipule l'interdiction de programmer des émissions contraires aux lois.

Méditerranée FM

Une mise en demeure a été adressée à Méditerranée FM, le 6 septembre 2005, en raison de propos antisémites tenus lors de l'interview de Dieudonné et de l'émission *Tribune libre*, respectivement diffusés le 31 mars et le 10 avril 2005.

Lors de l'interview de Dieudonné du 31 mars 2005, l'un des animateurs a affirmé : « *Les Juifs du Moyen-Orient ont participé amplement aux vagues d'esclavage puisque beaucoup de commerçants étaient juifs* », propos auxquels Dieudonné a répondu : « [...] *La vérité, c'est qu'effectivement, ce peuple juif, qui se dit persécuté de toujours, a aussi participé à des persécutions ignobles. Il faut aussi qu'il l'assume [...]* ».

Le 10 avril 2005, l'animateur de l'émission *Tribune libre* a affirmé : « [...] Le judaïsme, je l'ai déjà dit, ça reste une religion qui est un club privé, il faut presque une golden carte pour en faire partie. Je veux dire, ça reste un club de privilégiés, un club de nantis et un club extrêmement fermé aux autres, qui se replie et qui mourra par lui-même parce qu'il est tellement replié sur soi qu'il ne se renouvellera plus [...] ».

Le Conseil a estimé que de tels propos étaient contraires aux dispositions de l'article 15 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, des articles 23, 24 et 32 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse prohibant l'incitation à la haine, ainsi qu'aux dispositions de l'article 7 de la convention signée entre la société Saprodif et le CSA lui faisant interdiction de diffuser des programmes contraires aux lois.

Protection du jeune public

L'article 15 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée prévoit que « *le Conseil supérieur de l'audiovisuel veille à la protection de l'enfance et de l'adolescence et au respect de la dignité de la personne dans les programmes mis à disposition du public par un service de communication audiovisuelle. Il veille à ce que des programmes susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs ne soient pas mis à disposition du public par un service de radio et de télévision, sauf lorsqu'il est assuré, par le choix de l'heure de diffusion ou par tout procédé technique approprié, que des mineurs ne sont normalement pas susceptibles de les voir ou de les entendre [...]* ».

Par délibération du 10 février 2004, le Conseil a adressé une recommandation aux éditeurs de services de radio concernant la mise en œuvre du principe de protection de l'enfance et de l'adolescence énoncé à l'article 15 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée. Il ressort de cette délibération qu'aucun service de radio ne doit diffuser, entre 6 h et 22 h 30, de programmes susceptibles de heurter la sensibilité des auditeurs de moins de seize ans et que les programmes pornographiques ou de très grande violence font, quant à eux, l'objet d'une interdiction totale de diffusion en raison de l'absence de dispositif technique permettant, pour les services de radio, de s'assurer que seuls les adultes peuvent y accéder.

Radio Scoop

Au cours de l'émission intitulée *Pato Show* diffusée le 21 janvier 2005 sur Radio Scoop, des propos promouvant la pornographie et décrivant de façon crue et détaillée certaines pratiques sexuelles (échangisme, utilisation de légumes ou d'objets à des fins sexuelles) ont été diffusés avant 22 h 30. Or, la diffusion de tels propos est susceptible de heurter la sensibilité des auditeurs de moins de 16 ans et ne peut pas intervenir entre 6 h et 22 h 30.

Au cours de la même émission, une relation sexuelle entre deux femmes ayant lieu dans les locaux de la radio a été décrite et commentée en direct sur l'antenne. Un tel programme devait être qualifié de pornographique et ne pouvait pas être diffusé à l'antenne d'un service de radio.

En assemblée plénière du 1^{er} mars 2005, le Conseil a donc mis en demeure la Sarl Société de publicité audiovisuelle, qui exploite Radio Scoop, de ne plus

diffuser de programme pornographique sur son antenne et de ne diffuser des programmes susceptibles de heurter la sensibilité des auditeurs de moins de 16 ans qu'entre 22 h 30 et 6 h, conformément à la délibération du 10 février 2004 relative à la protection de l'enfance et de l'adolescence à l'antenne des services de radio.

Le Mouv'

Des propos décrivant de façon explicite et détaillée une pratique sexuelle ont été tenus par une animatrice entre 15 h et 16 h au cours de la rubrique intitulée « Le point hot » diffusée le 28 mai 2005 sur l'antenne de la station publique Le Mouv'. De tels propos sont susceptibles de heurter la sensibilité des auditeurs de moins de 16 ans et ne peuvent pas être diffusés entre 6 h et 22 h 30.

En assemblée plénière du 11 juillet 2005, le Conseil a donc décidé de mettre en demeure la société nationale de programme Radio France de ne plus diffuser, à l'antenne du service Le Mouv', de programmes susceptibles de heurter la sensibilité des auditeurs de moins de 16 ans entre 6 h et 22 h 30, conformément à la délibération du 10 février 2004 relative à la protection de l'enfance et de l'adolescence à l'antenne des services de radio.

NRJ

NRJ a diffusé, entre 21 h et 22 h 30 dans l'émission *Sans interdits* des 4, 5, 6 et 9 octobre 2005, des propos décrivant de façon crue, détaillée et banalisée certaines pratiques sexuelles. Or, ces propos étaient susceptibles de heurter la sensibilité des auditeurs de moins de seize ans. Leur diffusion sur une antenne de radio ne pouvait donc pas intervenir avant 22 h 30, conformément à la délibération du 10 février 2004 relative à la protection de l'enfance et de l'adolescence à l'antenne des services de radio.

En outre, aux termes de l'article 6 de sa convention, NRJ « doit veiller, dans ses émissions, au respect de la personne humaine [...] et à la protection des enfants et des adolescents, le titulaire est tenu d'avertir les auditeurs sous une forme appropriée lorsqu'il programme des émissions de nature à heurter leur sensibilité et notamment celle du public des enfants et des adolescents. Toute intervention à caractère violent ou pornographique ou de nature à porter gravement atteinte à la dignité humaine est interdite ».

Par décision du 8 novembre 2005, le Conseil a donc mis en demeure NRJ de ne plus diffuser de programmes susceptibles de heurter la sensibilité des auditeurs de moins de seize ans, entre 6 h et 22 h 30, et de se conformer pour l'avenir aux dispositions de l'article 15 de la loi du 30 septembre 1986, de la délibération du 10 février 2004 relative à la protection de l'enfance et de l'adolescence à l'antenne des services de radio, et de l'article 6 de la convention conclue avec le CSA.

Quotas de chansons françaises

Le Conseil a vérifié, tout au long de l'année 2005, le respect des engagements des opérateurs radiophoniques en matière de diffusion de chansons d'expression française.

Les dispositions relatives à la diffusion de chansons francophones sur les antennes de stations de radio, qui figurent au 2° bis de l'article 28 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, offrent aux opérateurs trois options :

- soit, diffuser 40 % de chansons françaises, dont la moitié au moins provenant de nouveaux talents ou de nouvelles productions ;
- soit, pour les radios spécialisées dans la mise en valeur du patrimoine musical, diffuser 60 % de titres francophones, dont un pourcentage de nouvelles pro-

ductions pouvant aller jusqu'à 10 % du total, avec au minimum un titre par heure en moyenne ;

– soit, pour les radios spécialisées dans la promotion de jeunes talents, diffuser 35 % de titres francophones, dont 25 % au moins du total provenant de nouveaux talents.

En 2005, deux opérateurs ont été mis en demeure de respecter les quotas de chansons françaises.

Après examen des taux de diffusion de chansons d'expression française, de nouvelles productions et de nouveaux talents sur les antennes des radios au mois de décembre 2004, le Conseil a décidé, le 1^{er} février 2005, de mettre en demeure la station Oui FM qui, pour le quatrième mois consécutif, n'avait pas respecté son engagement conventionnel en matière de nouveaux talents.

À la suite de l'examen des taux de diffusion de chansons d'expression française, des nouvelles productions et des nouveaux talents sur les antennes des radios au cours du mois de juillet 2005, le Conseil a mis en demeure, le 13 septembre 2005, Vitamine (Toulon - Var) qui, pour le quatrième mois consécutif, n'avait pas respecté son obligation conventionnelle en matière de diffusion de chansons d'expression française.

Publicité RDC

Aux termes de l'article 13 de la convention que l'Association de radiodiffusion charentaise a signée avec le CSA, les messages publicitaires diffusés doivent être clairement annoncés et identifiés comme tels.

Or, les 31 mai, 1^{er} et 2 juin 2004, des messages publicitaires en faveur de cabinets de voyance ont été diffusés à l'antenne de RDC au sein de séquences annonçant l'organisation de thés dansants ou d'autres manifestations. Ces messages publicitaires n'ont donc pas été clairement annoncés et identifiés comme tels. Il en était également ainsi du message introduisant la séquence « Horoscope » qui, compte tenu de sa nature promotionnelle, ne pouvait être regardé comme un générique de parrainage mais bien comme un message publicitaire.

En assemblée plénière du 5 janvier 2005, l'Association de radiodiffusion charentaise a donc été mise en demeure de clairement annoncer et identifier les messages publicitaires comme tels, conformément à l'article 13 de sa convention.

Manquements aux caractéristiques techniques de l'autorisation

Le respect par les opérateurs des caractéristiques techniques des autorisations est essentiel : il permet d'assurer une gestion optimale du spectre hertzien. En 2005, les manquements relevés sont les suivants.

Absence d'émission

Le Conseil, compte tenu de la rareté des fréquences disponibles, ne peut pas accepter que des opérateurs autorisés n'exploitent pas ces dernières. Notons à cet effet que le Conseil précise dans les décisions d'autorisation le risque de caducité à défaut d'émission dans un délai d'un ou de deux mois suivant la publication au *Journal officiel* desdites décisions. Le Conseil d'État, dans une décision du 22 avril 1992 (CE, société Prisca, req p.189), a jugé qu'une telle disposition était légale et, par voie de conséquence, que la caducité ne constitue pas une sanction non prévue par la loi.

En 2005, le Conseil a prononcé deux mises en demeure pour absence d'émission.

Déviations de fréquence excessive

Le Conseil a prononcé onze mises en demeure à l'encontre de radios qui émettaient avec une déviation de fréquence supérieure à celle autorisée.

Émission depuis un site non autorisé

Le Conseil a prononcé deux mises en demeure à l'encontre de radios qui émettaient depuis un site non autorisé.

Manquements aux obligations conventionnelles

Ces manquements concernent essentiellement les programmes et les obligations permettant au Conseil d'exercer le suivi d'une autorisation (fourniture des enregistrements, des rapports d'activité et des documents financiers).

Diffusion d'un programme non conforme aux engagements pris par le titulaire de l'autorisation

En ce qui concerne les programmes, le Conseil s'attache particulièrement au respect des engagements en matière de programme d'intérêt local souscrits par les opérateurs. La réalisation d'un tel programme d'une durée quotidienne de trois heures étant la condition d'accès au marché publicitaire local. Ainsi, au cours de l'année 2005, deux mises en demeure ont été délibérées sur ce fondement.

Deux mises en demeure ont en outre été prononcées à l'encontre d'opérateurs ne respectant pas leur engagement conventionnel en matière de diffusion.

Défaut de fourniture des éléments demandés par le Conseil

Afin de procéder au contrôle des stations qu'il autorise, le Conseil peut être conduit à leur demander de lui fournir les conducteurs des émissions, voire les bandes des programmes enregistrés. Le refus du titulaire de l'autorisation de répondre aux demandes du Conseil donne lieu à l'envoi de mises en demeure. En 2005, le Conseil a prononcé cinq mises en demeure sur ce fondement.

Les opérateurs doivent par ailleurs communiquer chaque année les comptes de bilan et de résultats accompagnés d'un rapport d'activité pour l'année écoulée. En 2005, 33 mises en demeure ont été délibérées sur ce fondement. Il est en effet parfois difficile pour le Conseil d'obtenir ces éléments, pourtant nécessaires à sa bonne information.

Évolution des données au vu desquelles l'autorisation a été délivrée

Après examen des arguments avancés par l'opérateur, le Conseil, lors de sa séance plénière du 18 janvier 2005, a décidé de clore la procédure de sanction engagée le 15 juin 2004 à l'encontre de Radio Moralo (Morne-à-Louis - Guadeloupe) au motif que la radio aurait procédé à une modification substantielle des données au vu desquelles l'autorisation lui avait été délivrée. En revanche, il a mis la radio en demeure de respecter l'article 15 de sa convention qui demande l'accord préalable du CSA avant toute modification substantielle, notamment dans la composition du bureau de l'association, l'adresse du siège social de celle-ci et le programme diffusé.

ENGAGEMENT DE PROCÉDURES DE SANCTION

En 2005, le Conseil a décidé d'engager une procédure de sanction à l'encontre de 11 opérateurs.

Défaut de fourniture des éléments demandés par le Conseil

Lors de sa séance plénière du 1^{er} février 2005, le Conseil a décidé d'engager une procédure de sanction à l'encontre de Rock FM (Belley - Ain), qui n'aurait pas communiqué son rapport d'activité et ses comptes de bilan et de résultats pour l'exercice 2003, en dépit d'une mise en demeure adressée le 5 octobre 2004.

Des procédures de sanction ont été engagées sur le même fondement, le 5 avril 2005, à l'encontre de Média Tropical Guadeloupe (Morne-à-Louis - Guadeloupe), Radio Média FM (Trinité - Martinique) et Vinyle Radio (Cayenne et Kourou - Guyane), qui n'auraient communiqué au CSA ni leur rapport d'activité, ni leurs comptes de bilan et de résultats pour l'année 2003.

Enfin, lors de sa séance plénière du 6 juillet 2005, deux procédures de sanction ont été engagées à l'encontre des radios parisiennes, Méditerranée FM et Ici et Maintenant : la première n'aurait pas fourni au CSA son rapport d'activité et ses comptes de bilan et de résultats pour l'exercice 2003, la seconde n'aurait pas communiqué au Conseil son rapport d'activité pour la même année.

Absence d'émission

Lors de sa séance plénière du 1^{er} mars 2005, une procédure de sanction a été engagée à l'encontre de la station Sept FM (Thouars - Deux-Sèvres), qui ne diffusait plus aucun programme depuis plus d'un an.

Une procédure de sanction a également été engagée le 11 juillet 2005 à l'encontre de IFM (Isère), qui ne diffusait aucun programme dans la zone de La Mure, en dépit d'une mise en demeure prononcée le 5 octobre 2004.

De même, lors de sa séance plénière du 8 novembre 2005, une procédure de sanction a été engagée à l'encontre de Radio Tilt (La Ferté-Saint-Aubin - Loiret) pour absence de diffusion de tout programme depuis plusieurs mois.

Diffusion d'un programme non conforme aux engagements pris par le titulaire de l'autorisation

Une procédure de sanction a été engagée le 6 juillet 2005 à l'encontre de Sport FM (Paris). En effet, l'écoute des programmes diffusés par la station les 27 et 29 avril, 2 et 3 mai, 3, 4, 5, 6 et 7 juin 2005, a révélé que Sport FM ne diffuserait pas la totalité du programme prévu par la convention signée par l'opérateur en janvier 2005, en dépit d'une mise en demeure prononcée le 22 avril 2005 : plusieurs émissions et journaux d'information auraient, semble-t-il, été supprimés de la grille.

Le 25 octobre 2005, la société éditrice Sport FM a adressé au CSA des observations indiquant qu'elle diffusait depuis septembre 2005 une grille de programmes conforme à ses engagements. Or, de nouvelles écoutes réalisées les 6, 8, 10, 11 et 14 septembre établiraient, malgré une amélioration, la récurrence de certains manquements, dans la durée de ses programmes d'information notamment. Le Conseil a donc décidé, le 15 novembre 2005, de joindre à la procédure de sanction engagée les nouvelles analyses de programmes et de les notifier à l'opérateur afin qu'il lui fasse part de ses observations.

Déontologie des programmes

Lors de l'assemblée plénière du 6 décembre 2005, une procédure de sanction a été engagée contre Radio Courtoisie à la suite de la tenue sur son antenne de propos susceptibles de contrevenir à l'article 15 de la loi de 1986 et aux articles 6 et 7 de la convention de la station.

Protection du jeune public

Skyrock

Par une décision du 17 décembre 2004, le Conseil a mis en demeure la société Vortex, qui exploite la radio Skyrock, de ne plus diffuser de programmes susceptibles de heurter la sensibilité des auditeurs de moins de 16 ans entre 6 h et 22 h 30, conformément à la délibération du 10 février 2004 relative à la protection de l'enfance et de l'adolescence à l'antenne des services de radio.

Or, il semblait ressortir de plusieurs rapports d'écoutes que, malgré cette mise en demeure, la société Vortex ne s'était toujours pas conformée à la recommandation du 10 février 2004. En effet, des propos décrivant de façon crue, détaillée et banalisée certaines pratiques sexuelles semblaient avoir de nouveau été diffusés entre 21 h et 22 h 30 à l'antenne dans l'émission intitulée *Radio libre*. En conséquence et conformément aux dispositions des articles 42-1 et suivants de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, le CSA a décidé dans sa séance plénière du 31 mai 2005 d'engager la procédure de sanction prévue à l'article 42-7.

CLÔTURE DE PROCÉDURE

Plusieurs procédures de sanction à l'encontre d'opérateurs ont été closes.

Ainsi, lors de sa séance du 15 février 2005, le Conseil a décidé de clore la procédure de sanction engagée le 15 juin 2004 à l'encontre de Radio Prévert (Châlons-sur-Saône - Saône-et-Loire), au motif que la radio ne semblait plus diffuser d'émissions. En effet, un constat dressé le 14 janvier 2005 avait permis d'établir la reprise de la diffusion du programme de Radio Prévert sur la fréquence attribuée.

De même, la procédure de sanction engagée le 14 octobre 2003 par le Conseil à l'encontre de Radio Chrono (Legé - Loire-Atlantique) a été close, le 17 mai 2005, la station émettant désormais avec une puissance satisfaisante.

Au cours de son assemblée plénière du 26 juillet 2005, le Conseil a également décidé de clore la procédure de sanction qu'il avait engagée le 1^{er} mars 2005 à l'encontre de Sept FM (Thouars - Deux-Sèvres), pour absence d'émission. En effet, l'association éditrice ayant, par la suite, annoncé au Conseil qu'elle renonçait à l'usage de sa fréquence, celui-ci avait prononcé, le 28 juin 2005, l'abrogation de la décision d'autorisation de la station.

Enfin, le Conseil a décidé, lors de son assemblée plénière du 25 septembre 2005, de clore les deux procédures de sanction qu'il avait engagées le 5 avril 2005, l'une à l'encontre de Média Tropical Guadeloupe (Morne-à-Louis - Guadeloupe), l'autre à l'encontre de Vinyle Radio (Cayenne et Kourou - Guyane), pour non-fourniture de leur rapport sur les conditions d'exécution de leurs obligations et leurs comptes de bilan et de résultat pour l'exercice 2003, les deux radios ayant en réalité transmis leurs comptes de bilan et de résultats 2003 au CTR des Antilles-Guyane quelque temps avant l'engagement de ces procédures.

SANCTIONS

Quatre sanctions ont été prononcées en 2005 à l'encontre d'éditeurs de services de radio.

À l'issue de la procédure de sanction engagée le 16 novembre 2004 à l'encontre d'Europe 2 Ternois (Nord) pour non-fourniture du rapport d'activité et des comptes de bilan et de résultats pour l'exercice 2002, le Conseil, lors de son assemblée plénière du 14 juin 2005, a décidé de prononcer une sanction pécuniaire de 1 000 €.

À l'issue de la procédure de sanction engagée, le 1^{er} février 2005, à l'encontre de Rock FM (Belley - Ain), pour non-fourniture du rapport d'activité et des comptes de bilan et de résultats pour l'exercice 2003, le Conseil, lors de son assemblée plénière du 14 juin 2005, a décidé de prononcer une sanction pécuniaire de 1 000 €.

De même, à l'issue de la procédure de sanction engagée le 30 mars 2005 à l'encontre de Radio Scoop (Clermont-Ferrand - Puy-de-Dôme et Le Puy-en-Velay - Haute-Loire), pour non-diffusion d'un programme local spécifique dans la zone du Puy-en-Velay, le Conseil, lors de son assemblée plénière du

25 septembre 2005, a décidé de prononcer une sanction pécuniaire de 50 000 €.

Enfin, dans le cadre de la procédure de sanction engagée le 5 avril 2005 à l'encontre de Radio Média FM (Trinité - Martinique), pour non-fourniture du rapport d'exécution de ses obligations accompagné de ses comptes de bilan et de résultat pour l'année 2003, le Conseil a décidé, le 22 novembre 2005, de réduire de trois mois la durée de l'autorisation accordée à la radio.

> Autres opérateurs

À la suite de la diffusion sur la chaîne iranienne Sahar 1 de programmes anti-sémites et négationnistes, la société Eutelsat a été mise en demeure de cesser la diffusion de ce service, par une décision du CSA en date du 10 février 2005.

D'une part, le Conseil a estimé que la diffusion de deux programmes sur ce service avait porté atteinte à l'un des principes définis à l'article 1er de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée, en tant, d'une part, qu'ils représentaient un risque pour l'ordre public, ainsi qu'un manquement à l'article 15 de la même loi, et d'autre part, qu'ils portaient atteinte à la dignité de la personne et étaient susceptibles d'inciter à la haine, à la violence ou à la discrimination pour des raisons de sexe, de race, de religion ou de nationalité.

En effet, à partir du 13 décembre 2004, le service de télévision avait diffusé un feuilleton intitulé *Pour toi, Palestine ou les yeux bleus de Zahra*, qui présentait systématiquement les Israéliens et les Juifs de manière avilissante, sous les traits de personnages sans scrupules, prêts notamment à prendre les yeux d'une enfant. Ce service avait également diffusé, en décembre 2004 et en janvier 2005, le feuilleton *Al-Shatat (Diaspora)*, qui dépeignait une conspiration datant de plusieurs siècles menée par la famille Rothschild, dont les principaux acteurs étaient les rabbins et les leaders sionistes, et où étaient présentés le meurtre rituel d'un « enfant chrétien » par des religieux juifs qui recueillaient son sang pour fabriquer du pain azyne, et celui, dans des conditions confinant à la barbarie, d'un Juif qui avait eu le tort d'épouser une femme non juive.

D'autre part, le Conseil a estimé que la diffusion, le 3 février 2005, de l'émission *Le Monde en question*, au cours de laquelle M. Faurisson avait soutenu que les chambres à gaz n'avaient pas existé, pas plus que la politique d'extermination physique des Juifs dont la principale cause de mortalité dans les camps était liée aux épidémies, était susceptible de constituer le délit de négationnisme, réprimé par l'article 24 bis de la loi du 29 juillet 1881 relative à la liberté de la presse.

2. LES SAISINES DU PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE

Le CSA a saisi le procureur de la République à quatre reprises en 2005.

Au cours de son assemblée plénière du 10 février 2005, le Conseil a saisi le procureur de la République de Paris des propos diffusés sur la chaîne Sahar 1, susceptibles de constituer les délits d'incitation à la haine raciale et de négationnisme prévus et réprimés par les articles 24 et 24 bis de la loi du 29 juillet 1881.

Constatant que Radio Triomphe occupait toujours à Lille la fréquence 103,3 MHz alors qu'elle ne disposait plus de l'autorisation de l'exploiter, le Conseil, au cours de son assemblée plénière du 18 octobre 2005, a décidé de

faire établir un procès-verbal d'infraction, puis d'en saisir le procureur de la République près le tribunal de grande instance de Lille pour lui demander d'engager les poursuites appropriées et de faire procéder à la saisie des matériels et des installations, conformément à l'article 78 de la loi du 30 septembre 1986.

Un procès-verbal de constat d'infraction, effectué le 6 septembre 2005 par un agent assermenté du CSA, a fait apparaître qu'un programme radio était diffusé sur la fréquence 88 MHz à Calais, en lieu et place de Radio Classique, autorisée sur cette fréquence depuis le 19 juillet 2005. Ce programme était, au vu de l'analyse technique réalisée par le Conseil, celui de la station TSF Calais dont l'autorisation était arrivée à échéance le 29 juin 2003. Au cours de son assemblée plénière du 13 septembre 2005, le Conseil a donc saisi le procureur de la République près le tribunal de grande instance de Boulogne-sur-Mer pour lui demander d'engager les poursuites appropriées dans l'hypothèse où, à la réception de la saisine, l'émission illégale perdurerait et de faire procéder alors à la saisie des matériels et des installations de la radio, conformément à l'article 78 de la loi du 30 septembre 1986.

Au cours de son assemblée plénière du 20 décembre 2005, après avoir constaté que la chaîne de télévision en langue tamoule Tamil Télévision Network, établie en France, émettait sans convention, le Conseil a décidé de saisir le procureur de la République.

VI. l'activité **contentieuse**



VI. L'activité contentieuse



L'année 2005 a été particulièrement riche sur le plan contentieux. Pas moins de 60 décisions ont été rendues par le Conseil d'État qui, comme

à l'égard des autres autorités administratives collégiales à compétence nationale, est compétent, sur le fondement du 4° de l'article R. 311-I du Code de justice administrative, pour juger, en premier et dernier ressort, de la légalité des décisions administratives adoptées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel dans l'exercice de ses missions de régulation de l'audiovisuel.

Comme chaque année, la grande majorité des décisions juridictionnelles concerne le contentieux relatif aux procédures de mise en concurrence et de sélection des candidats à la délivrance des autorisations d'usage de fréquences radioélectriques pour l'édition des services de radio ou de télévision.

Toutefois, les apports jurisprudentiels les plus marquants de l'année 2005 concernent la question du contrôle des programmes, les modalités de contrôle du pluralisme d'expression politique, la qualification et l'interruption des œuvres, les modalités de diffusion des programmes de catégorie V (programmes de grande violence ou à caractère pornographique) et l'agrément à la modification des organes de direction d'une société titulaire d'une autorisation.

> La délivrance des autorisations

En vertu de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, le Conseil supérieur de l'audiovisuel est compétent pour attribuer les autorisations d'usage de fréquences pour l'exploitation des services de radio et de télévision dans le cadre d'une opération complexe d'appel à candidatures.

En 2005, le Conseil d'État a été saisi de la légalité des décisions finales de sélection des candidatures le conduisant à confirmer sa jurisprudence sur les actes préparatoires et à préciser le sens et la portée des critères de sélection et des objectifs fixés par la loi du 30 septembre 1986 modifiée.

LA PROCÉDURE D'APPEL À CANDIDATURES

La procédure d'appel à candidatures impose d'abord au Conseil supérieur de l'audiovisuel de dresser la liste des candidatures recevables. Pour l'exploitation des services de radio, le 4° alinéa de l'article 29 de la loi du 30 septembre 1986 dispose que les déclarations de candidatures indiquent notamment l'objet et les caractéristiques générales du service, ainsi que les caractéristiques techniques d'émission.

En 2005, le Conseil d'État a rappelé qu'il appartient aux candidats de présenter, dans les délais impartis, un dossier complet contenant les informations prévues par le 4° alinéa de l'article 29 de la loi du 30 septembre 1986 et qu'aucune disposition législative ou réglementaire n'impose au Conseil supérieur de l'audiovisuel d'inviter les candidats à lui fournir les compléments susceptibles de combler les éventuelles insuffisances ou lacunes des dossiers qu'ils présentent. Ce faisant, il a confirmé l'irrecevabilité d'une candidature omettant d'indiquer dans quelle catégorie de service elle était présentée, d'autant que les éléments

très lacunaires de son dossier ne permettaient pas de l'établir (CE, 27 juin 2005, *SARL Production I*, 263383).

Avant sa modification par la loi n° 2004-669 du 9 juillet 2004, le 7^e alinéa de l'article 29 de la loi précitée disposait qu'au vu des déclarations de candidature enregistrées, le Conseil arrêtait une liste des fréquences pouvant être attribuées dans la zone considérée, accompagnée des indications concernant les sites d'émission et la puissance apparente rayonnée. En 2005, le Conseil d'État a confirmé que la liste des fréquences constitue « une mesure préparatoire » et n'a pas, par conséquent, le caractère d'une « décision faisant grief » susceptible d'être déférée à la censure du juge de l'excès de pouvoir (CE, 7 février 2005, *Association Agora*, 255441). La même solution a été confirmée en ce qui concerne la liste des candidats présélectionnés avec lesquels le Conseil supérieur de l'audiovisuel envisage de négocier la convention prévue à l'article 28 de la loi de 1986 (CE 10 août 2005 *Association Devcom*, 261734).

LA MISE EN ŒUVRE DES CRITÈRES DE SÉLECTION POUR LA DÉLIVRANCE DES AUTORISATIONS

Les critères du pluralisme des courants d'expression socioculturels et de la diversification des opérateurs

La sélection des candidats à l'autorisation s'opère au regard de critères d'inégale importance fixés par les dispositions du 8^e alinéa de l'article 29 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée.

Le principe de diversité des programmes prévu à l'article 1^{er} de la loi dont découlent les impératifs prioritaires de pluralisme des courants d'expression socioculturels et de diversification des opérateurs permet au Conseil supérieur de l'audiovisuel de sélectionner « les projets locaux qui permettent l'expression des courants socioculturels existant dans la zone » ⁽¹⁾, les candidatures présentant un format inédit ⁽²⁾ ou celle d'une catégorie absente ou moins représentée dans la zone ⁽³⁾.

En 2005, le Conseil d'État a confirmé que ces critères justifient de retenir la candidature d'une radio proposant un format inédit (CE, 12 janvier 2005, *Association Junior*, 256698 ; 7 février 2005, *Société Vortex*, 260211 et *Société Canal 9*, 264486 ; 23 mars 2005, *Société Vortex*, 264486) ou de privilégier une catégorie absente ou moins représentée dans la zone d'attribution (CE, 23 mars 2005, *Société Vortex*, 265241 et 264485) sans pour autant contraindre le CSA à accorder une autorisation d'usage de fréquence dans chacune des catégories pour lesquelles l'appel à candidatures a été ouvert ⁽⁴⁾ (CE, 13 juin 2005, *Société d'exploitation de la radio finance*, 260351, mentionnée aux tables du Recueil Lebon).

Le Conseil d'État a également estimé que, pour apprécier l'intérêt du projet pour le public de la zone, le CSA pouvait légalement prendre en compte, d'une part, la vocation culturelle du service, eu égard aux traditions historiques locales, pour attribuer une fréquence supplémentaire à une radio associative (catégorie A) alors même que sont déjà représentées dans la zone quatre radios de cette catégorie (CE, 13 juin 2005, *Société d'exploitation de radio finance*, précité), d'autre part, les programmes déjà diffusés dans la zone en FM pour départager des candidats à la délivrance d'une autorisation en ondes moyennes (CE, 10 août 2005, *Association Devcom*, 261734). Il a aussi jugé que le CSA pouvait se référer aux engagements conventionnels d'un service déjà autorisé sans avoir à engager au préalable des investigations complémentaires tendant à vérifier si cette radio respectait concrètement ses engagements contractuels (CE, 10 août 2005, *Sociétés BTV et VDOM*, 261664).

Enfin, la Haute Assemblée a eu l'occasion de préciser la portée de sa jurisprudence relative à la priorité accordée aux projets locaux ⁽⁵⁾ en jugeant que, dans

(1) CE, 27 juin 1997, *SARL Cirtes*, T. p. 1056.

(2) CE, 14 juin 2002, *Société Vortex*, 213283.

(3) CE, 17 octobre 1997, *Société Belenos Alsace*, T. p. 1056.

(4) CE 12 décembre 1997, *Société RTL-Ediradio*, p. 489.

(5) Voir notamment CE 27 juin 1997, *SARL Cirtes*, précitée.

une zone où sont autorisés deux services de radiodiffusion sonore – l'un en catégorie A (service associatif diffusant un programme d'intérêt local), l'autre en catégorie E (service généraliste à vocation nationale) –, le Conseil supérieur de l'audiovisuel ne peut écarter une candidature en catégorie C qui propose un service local diffusant également le programme musical d'un réseau thématique à vocation nationale – soit un format inédit dans la zone – pour attribuer la fréquence disponible à un service de catégorie B qui se borne à proposer un programme d'intérêt local déjà présent dans la zone, sans faire une inexacte application du critère de sauvegarde du pluralisme des courants d'expression socioculturels (CE, 13 juin 2005, *SARL Nord Aquitaine Radio*, 265899).

Le critère du financement et des perspectives d'exploitation

(1) CE 28 septembre 1994 *SARL Contact Distribution et autres*, T. p. 1169.

Parmi les critères secondaires de sélection des candidatures fixés à l'article 29 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, le Conseil supérieur de l'audiovisuel tient également compte du financement et des perspectives d'exploitation du service dont l'appréciation constitue, selon la jurisprudence constante du Conseil d'État ⁽¹⁾, un critère déterminant pour apprécier les mérites d'un projet radio-phonique, alors même qu'un tel motif n'est pas au nombre de ceux qui sont regardés comme des impératifs prioritaires par l'article 29 précité.

Sur ce fondement, le Conseil d'État a confirmé en 2005 que le Conseil supérieur de l'audiovisuel est fondé à rejeter une candidature dont la situation financière et économique n'offre aucune garantie quant à sa capacité d'assurer de façon durable l'exploitation effective du service. En l'espèce, la société candidate se trouvait dans une situation structurellement déficitaire et son résultat d'exploitation était constamment négatif (CE, 12 janvier, 16 et 23 mars, 18 mai, 13 et 14 juin et 6 juillet 2005, *Société Canal 9*, 264483, 259188, 265902, 265831, 264488, 264484, 255443, 266197, 269842, 270210 et 270620).

La même solution a également été retenue à l'égard d'une société candidate à l'exploitation d'un service de télévision diffusé en mode numérique (TNT) pour lequel le Conseil supérieur de l'audiovisuel ne disposait pas de la composition définitive du capital lors de la sélection des projets et n'avait pas connaissance de lettres d'engagement d'organismes bancaires garantissant le recours à l'emprunt nécessaire pour financer le projet (CE, 23 février 2005, *Société ETV Média*, 259676).

Les refus d'autorisation justifiés par des contraintes de programme

Dans un contexte de saturation du spectre radioélectrique, le Conseil supérieur de l'audiovisuel peut, dans une zone géographique, être confronté à une alternative consistant, soit à ne pouvoir dégager aucune fréquence pouvant être attribuée à tous les candidats potentiels – donc restreindre la liberté de communication –, soit à envisager l'usage conditionné d'une ou plusieurs fréquences pour l'attribuer à un ou plusieurs programmes déterminés dont la diffusion peut ne pas être altérée par les brouillages liés à la diffusion du ou des mêmes programmes sur les fréquences adjacentes dans des zones géographiques voisines.

La question s'est posée dans le cadre d'un appel à candidatures où la seule fréquence pouvant être autorisée dans une zone déterminée était assortie d'une contrainte de programme liée à l'exploitation d'un service sur des fréquences adjacentes diffusées dans des zones voisines. Dans le souci d'une utilisation optimale de la ressource hertzienne et compte tenu des contraintes techniques de planification de la seule fréquence disponible dans cette zone, le CSA avait estimé que l'autorisation d'un autre programme que celui du service en cause entraînerait une exploitation très limitée et serait source de brouillage, ce qui l'a conduit à retenir la seule candidature compatible avec cette contrainte et rejeté, pour ce motif, les autres candidatures.

Des candidats malheureux ont demandé au Conseil d'État d'annuler les décisions rejetant leur candidature dans cette zone en soutenant que le Conseil supérieur de l'audiovisuel avait porté atteinte au principe d'égalité de traitement, fixé par l'article 1^{er} de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, et aux critères de sélection des candidatures, prévus par l'article 29 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, dès lors que les conditions d'exploitation de la seule ressource disponible en restreignaient l'usage à un seul des candidats et que leur projet était dès l'origine voué au rejet.

En défense, le choix de planifier une fréquence pour un seul candidat possible a été justifié au regard des dispositions de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication prescrivant à l'instance de régulation de favoriser l'exercice de la liberté de communication par une gestion optimale du spectre hertzien et devant la conduire à faire prévaloir l'intérêt du public des auditeurs de la zone en cause, conformément à l'impératif prioritaire de pluralisme des courants d'expression socioculturels et à l'objectif de diversité des programmes, sur les contraintes techniques spécifiques.

Par décision du 23 février 2005, le Conseil d'État a confirmé que le Conseil supérieur de l'audiovisuel peut légalement attribuer une fréquence à une radio déjà titulaire de fréquences proches dans la région voisine en se fondant sur le motif tiré de ce que son affectation à la diffusion d'un autre programme aurait entraîné des phénomènes de brouillage, dès lors, d'une part, qu'il n'était pas possible de prévenir ces phénomènes en soumettant les émissions à des conditions techniques particulières et, d'autre part, qu'était signalée dans la décision publiant la liste des fréquences pouvant être attribuées la contrainte pesant sur la fréquence en question (CE, 23 février 2005, *Société Radio Monte-Carlo*, à mentionner dans les tables du Recueil).

Sur la base légale du rejet, le Conseil d'État a d'abord considéré que les dispositions de l'article 22 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, selon lesquelles « le Conseil supérieur de l'audiovisuel [...] prend les mesures nécessaires pour assurer une bonne réception des signaux », chargent le Conseil supérieur de l'audiovisuel de veiller à l'utilisation optimale des fréquences radioélectriques disponibles en tenant compte des contraintes techniques inhérentes aux moyens de la communication audiovisuelle. Le Conseil d'État a ensuite rapproché les dispositions de l'article 22 de celles de l'article 29 de la même loi aux termes desquelles la délivrance des autorisations est opérée en appréciant l'intérêt du projet pour le public.

Sur la légalité du motif de rejet, le Conseil d'État a validé la solution technique originale mise en œuvre par le CSA en confirmant qu'elle ne méconnaît pas le principe d'égalité dès lors qu'elle répond à l'intérêt du public local et résulte des contraintes techniques propres à la zone concernée.

Pour ce faire, la Haute Assemblée a vérifié la rareté de la ressource hertzienne en contrôlant qu'une seule fréquence était disponible et que sa libre affectation était source de brouillages inévitables justifiant la prescription de contraintes techniques spécifiques d'utilisation. Elle a également constaté que les candidats à l'usage de l'unique fréquence dans la zone avaient été informés de l'existence d'une contrainte de programme par la décision du 2 juillet 2002 arrêtant la liste des fréquences pouvant être attribuées qui le signalait expressément et que la sélection d'un service relevant du contrôle d'un groupe déjà présent dans la zone ne méconnaissait pas les critères de sélection des candidatures, en particulier celui de la diversification des opérateurs et de la nécessité d'éviter les abus de position dominante dès lors que le groupe en cause n'était attributaire que de deux des sept fréquences couvrant la zone.

**La mise en œuvre
des critères de sélection
doit respecter
un juste équilibre entre
les réseaux nationaux
de radiodiffusion
et les services locaux,
régionaux
et thématiques
indépendants**

(1) CE, 30 avril 2004, SARL Studio Vision Communication, 241 948.

L'avant-dernier alinéa de l'article 29 de la loi précitée prescrit au Conseil supérieur de l'audiovisuel de veiller, lors de la délivrance des autorisations d'usage de fréquences de radio, au juste équilibre entre les réseaux nationaux de radio et les services locaux, régionaux et thématiques indépendants.

Se prononçant pour la deuxième fois ⁽¹⁾ sur le respect de cet objectif, le Conseil d'État a considéré le 12 janvier 2005 que, dans une zone où l'unique service de radiodiffusion sonore autorisé avant l'intervention de la décision attaquée était un service local ou régional diffusant un programme d'intérêt local ainsi que le programme d'un réseau thématique à vocation nationale (catégorie C), le CSA ne pouvait écarter la candidature d'une société, proposant un service thématique à vocation nationale (catégorie D), pour attribuer les deux fréquences disponibles dans cette zone à deux services proposant des programmes d'intérêt local (catégorie B), sans méconnaître l'objectif, fixé à l'avant-dernier alinéa de l'article 29 de la loi du 30 septembre 1986, de juste équilibre entre les réseaux nationaux de radiodiffusion et les services locaux, régionaux et thématiques indépendants (CE, 12 janvier 2005, *Société Vortex*, 254057, mentionnée aux tables du Recueil Lebon).

L'annulation juridictionnelle du refus d'autorisation a connu des prolongements sur le terrain de l'exécution de la chose jugée dès lors que son bénéficiaire a saisi le Conseil supérieur de l'audiovisuel d'une demande affirmant que la pleine exécution de la chose jugée commandait de lui délivrer une autorisation de faire usage d'une fréquence qu'elle affirmait être disponible dans la zone en cause.

Cette affirmation a posé la question de l'étendue des obligations qui incombent au CSA pour exécuter une décision d'annulation d'un refus d'autorisation et ce, dans deux situations, d'une part, lorsqu'il apparaît qu'une fréquence peut être utilisée et que l'annulation a été prononcée pour un motif de légalité interne, comme en l'espèce, d'autre part, lorsqu'il n'existe pas de fréquence disponible dans la zone géographique où la demande d'autorisation a été initialement présentée.

Saisi par le président du Conseil supérieur de l'audiovisuel, la Section du rapport et des études du Conseil d'État a, par un avis en date du 20 octobre 2005, en premier lieu rappelé que le CSA doit, à la suite de l'annulation d'une décision de refus d'autorisation, statuer à nouveau sur cette demande au vu des circonstances de droit et de fait existant à la date de sa nouvelle délibération, tout en respectant les autorisations antérieurement délivrées devenues créatrices de droits et donc sans procéder à un nouvel appel aux candidatures concernant l'ensemble des fréquences déjà attribuées ⁽²⁾.

Ce faisant, la Section du rapport et des études confirme que le Conseil supérieur de l'audiovisuel est fondé à refuser de nouveau l'autorisation pour le motif de l'absence de fréquence disponible dans la zone, tenant aux contraintes techniques inhérentes à la communication audiovisuelle, ainsi que l'ont déjà proposé deux commissaires du Gouvernement, M^{me} Valérie Pécresse dans l'affaire *Strasbourg FM* précitée et, plus récemment, M. Didier Chauvaux ⁽³⁾.

Toutefois, dans l'hypothèse où l'annulation est prononcée alors qu'un appel à candidatures est prévu pour l'attribution d'au moins une fréquence dans la zone de l'annulation, la pleine exécution de la chose jugée justifie le réexamen différé de la candidature illégalement évincée dans le cadre du prochain appel et doit conduire le CSA à en informer le candidat.

La Section a en second lieu estimé, sous réserve de l'appréciation juridictionnelle de la question, que – s'il convient de distinguer le cas où l'annulation a été prononcée pour un motif de forme et celui où l'annulation a été décidée pour méconnaissance d'une règle de fond – aucun élément n'oblige ni n'autorise le

(2) CE, Section, 10 octobre 1997, *Société Strasbourg FM*, p. 355, RFDA 1998, p. 29.

(3) CE, Section, 13 décembre 2002, *Société Radio Monte-Carlo*, p. 451, AJDA 2003, p. 135.

CSA, au regard des dispositions de l'article 29 de la loi précitée selon lesquelles l'attribution d'une autorisation est précédée d'un appel à candidatures, à attribuer directement la fréquence disponible dans la zone considérée. En cas de fréquence disponible et, quel que soit le motif de l'annulation, le CSA doit organiser un appel à candidatures et considérer que le candidat illégalement évincé est candidat de plein droit, l'en informer et l'inviter à compléter sa candidature afin qu'elle soit réexaminée dans ce cadre. À cet égard, la Section considère que le candidat illégalement écarté ne bénéficie pas d'un droit de priorité ainsi que l'envisageait Mme Valérie Péresse dans l'affaire *Strasbourg FM* précitée, analyse qui n'avait toutefois pas été partagée par M. Didier Chauvaux dans l'affaire *Société Radio Monte-Carlo* précitée.

LE JUGE DES RÉFÉRÉS PEUT SUSPENDRE UNE DÉCISION DE REFUS D'AUTORISATION

L'appel à candidatures lancé le 14 décembre 2004 pour l'édition de services nationaux de télévision diffusés en mode numérique a conduit le CSA, le 19 juillet 2005, au terme de la procédure de mise en concurrence, à sélectionner les candidatures de huit nouveaux services et à rejeter les autres demandes dont celle de l'association Zaléa TV qui a formé un recours à l'encontre de la décision du 19 juillet 2005 écartant sa candidature et a demandé au juge des référés du Conseil d'État d'ordonner, sur le fondement de l'article L. 521-I du Code de justice administrative, la suspension de l'exécution de cette décision.

Par une ordonnance du 25 octobre 2005, le juge des référés du Conseil d'État a rejeté la requête non pas pour absence d'urgence mais pour défaut de doute sérieux sur la légalité de la décision. Après avoir écarté les moyens de légalité externe, le juge des référés a estimé qu'il appartient au Conseil supérieur de l'audiovisuel de subordonner l'octroi des autorisations qu'il délivre aux garanties offertes par le demandeur quant à sa capacité d'assurer de façon durable l'exploitation du service, que le motif principal de refus tiré de l'insuffisance des garanties de financement apportées par l'association Zaléa TV à l'appui de son projet est au nombre de ceux qui peuvent le justifier, et que l'appréciation portée sur l'insuffisance des garanties supposées contenues dans les lettres émanant d'établissements financiers dont se prévaut l'association n'était pas erronée.

Par ailleurs, le juge des référés a estimé que la légalité du refus n'était pas douteuse au regard de l'exigence du pluralisme des courants d'expression socio-culturels, de l'application par anticipation de règles relatives à la distribution commerciale des programmes diffusés par la télévision numérique terrestre et de l'appréciation du montant moyen envisagé de la redevance mensuelle par abonné (CE, Ord., 25 octobre 2005, *Association Zaléa TV*, req. n° 285750).

> Le contrôle des programmes et l'exercice du pouvoir de sanction

L'édition des services de radio et de télévision est subordonnée, en application des articles 28 et 33-I de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, à la conclusion d'une convention qui fixe les règles particulières applicables au service et définit notamment les pénalités contractuelles dont dispose le Conseil supérieur de l'audiovisuel pour assurer le respect des obligations conventionnelles, lesquelles s'ajoutent aux obligations légales et réglementaires dont la méconnaissance expose le service, après le préalable d'une mise en demeure ⁽¹⁾, au prononcé des sanctions prévues aux articles 42 et suivants de la loi de 1986.

(1) CE, Ass. 11 mars 1994 *Société La Cinq*, Rec. p. 117.

En 2005, le Conseil d'État a précisé les modalités selon lesquelles le Conseil supérieur de l'audiovisuel contrôle le respect par les éditeurs de services de leurs obligations de programme, s'est prononcé sur la possibilité de mettre en demeure un opérateur de réseaux satellitaires relevant de la compétence de la France de faire cesser la diffusion de programmes portant atteinte aux principes essentiels garantissant l'exercice de la liberté de communication et a confirmé la sanction de résiliation de la convention d'un service de télévision diffusant des programmes violant délibérément ces principes.

LES MODALITÉS DE CONTRÔLE DES OBLIGATIONS DE PROGRAMME

Par une décision du 25 juin 2005, le Conseil d'État a confirmé la décision par laquelle le CSA a mis en demeure un service de radio de se conformer à l'obligation d'honnêteté de l'information et, à cette occasion, a précisé qu'il pouvait se fonder sur ses propres enregistrements et non sur ceux du service.

En l'espèce, le service de radio en cause avait diffusé, au cours de deux émissions programmées à une semaine d'intervalle de manière répétée, une information inexacte et non vérifiée relative au décès ou à l'hospitalisation dans un état critique d'un chef d'État étranger, sans rectifier cette information erronée.

Après avoir rappelé que l'obligation imposée par convention à un service autorisé d'enregistrer et de conserver les programmes qu'il diffuse ne fait pas obstacle à ce que le Conseil supérieur de l'audiovisuel procède par ses propres moyens à des enregistrements des programmes diffusés – afin d'assurer sa mission de contrôle et de vérifier, sur ces bases, le respect par le service autorisé des obligations qui lui sont imposées –, le Conseil d'État a exercé un contrôle normal sur l'appréciation portée par le CSA sur l'honnêteté de l'information diffusée par un service autorisé et rejeté la requête de l'opérateur (CE, 26 juin 2005, SARL *Saprodif Méditerranée FM*, mentionnée aux tables du Recueil).

LE CONTRÔLE DES OPÉRATEURS DE RÉSEAUX SATELLITAIRES RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DE LA FRANCE

La loi n° 2004-469 du 9 juillet 2004 a introduit dans la loi du 30 septembre 1986 des dispositions nouvelles dont l'objet est de garantir le respect effectif des principes énoncés par cette loi dans le cas de services de télévision diffusés par des chaînes non européennes qui utilisent la capacité d'opérateurs de réseaux satellitaires relevant de la compétence de la France.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel peut ainsi, en vertu de l'article 19 modifié de la loi du 30 septembre 1986, recueillir auprès de ces opérateurs « *toutes les informations nécessaires à l'identification des éditeurs des services de télévision transportés* » afin de régulariser la situation de ces services au regard de l'obligation, prévue à l'article 33-I de la loi, de conclure avec l'instance de régulation une convention définissant leurs obligations particulières. À défaut de régularisation, l'article 42 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée par la loi du 9 juillet 2004 dispose que les opérateurs de réseaux satellitaires peuvent être mis en demeure de respecter les obligations qui leur sont imposées par les textes législatifs et réglementaires et par les principes définis aux articles 1^{er} et 3-I qui interdisent notamment la diffusion de programmes contenant une incitation à la haine ou à la violence pour des raisons de race, de sexe, de mœurs, de religion ou de nationalité.

À la suite du constat qu'une partie de la capacité de diffusion de la société de droit français Eutelsat, opérateur de réseau de télécommunications par satellite était utilisée pour diffuser notamment vers la France la chaîne non conventionnée Sahar I dont les programmes portaient atteinte aux principes essentiels précités, le Conseil supérieur de l'audiovisuel a, par une décision du 10 février 2005, mis en demeure la société Eutelsat de cesser dans un délai d'un mois la diffusion du service de télévision Sahar I, décision dont la société Eutelsat a

demandé au juge des référés du Conseil d'État d'ordonner la suspension, sur le fondement de l'article L. 521-I du Code de justice administrative.

Par une ordonnance du 3 mars 2005, le juge des référés du Conseil d'État a considéré que le CSA pouvait mettre en demeure un opérateur de réseaux satellitaires de faire cesser la diffusion d'un programme portant atteinte aux principes essentiels de la loi du 30 septembre 1986 (JRCE, 3 mars 2005, *Société Eutelsat*, publiée au Recueil Lebon, AJDA p. 838 note Yves Gounin).

Pour ce faire, il a d'abord considéré que la loi du 30 septembre 1986, telle que modifiée par la loi du 9 juillet 2004, prescrit à tout opérateur de réseaux satellitaires relevant de la France de veiller à ce que les contrats qu'il conclut dans l'exercice de son activité subordonnent leur application au respect par les services de télévision transportés des règles et principes énoncés par ces dispositions législatives, en particulier l'obligation de conventionnement avec le Conseil supérieur de l'audiovisuel et l'interdiction dans les programmes de toute incitation à la haine ou à la violence pour des raisons de race, de sexe, de mœurs, de religion ou de nationalité.

Le juge des référés a ensuite estimé que le Conseil supérieur de l'audiovisuel pouvait user des pouvoirs que lui confère la loi pour assurer l'application effective des principes qu'elle a énoncés et, en particulier, de prendre les mesures appropriées pour faire cesser dans les plus brefs délais le transport et la diffusion de tout programme contenant une incitation à la haine ou à la violence pour des raisons de race, de sexe, de mœurs, de religion ou de nationalité ; qu'il pouvait à cet effet adresser aux opérateurs de réseaux satellitaires, sans procédure contradictoire préalable, une mise en demeure sur le fondement de l'article 42 de la loi du 30 septembre 1986 et que cet avertissement solennel a pour objet de prescrire, sans préjudice d'une éventuelle saisine du président de la Section du contentieux du Conseil d'État selon la procédure prévue par l'article 42-10 de cette loi, des mesures proportionnées à la nature et à la gravité des manquements constatés et destinées à mettre fin à ceux-ci.

Sur le fond, le juge des référés a constaté que la chaîne Sahar I avait diffusé deux feuillets et une émission qui comportent des connotations antisémites caractérisées – dont un de ces feuillets était au nombre des émissions qui avaient déjà conduit le président de la Section du contentieux du Conseil d'État ⁽¹⁾ à enjoindre à la société Eutelsat de faire cesser dans un délai de 48 heures la diffusion sur ses satellites d'un autre service de télévision –, et que la société Sahar I n'avait conclu aucune convention avec le Conseil supérieur de l'audiovisuel. Dans ces conditions, et eu égard en particulier à la nature et la gravité des manquements constatés aux principes énoncés par l'article 15 de la loi du 30 septembre 1986, le juge des référés a estimé que la décision de mettre la société Eutelsat en demeure de prendre, dans un délai d'un mois, les mesures nécessaires pour faire cesser le transport sur ses satellites des émissions de la chaîne Sahar I ne semblait pas illégale.

(1) CE, Ord., 13 décembre 2004, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel, Lebon p. 456, AJDA 2005 p. 206.

L'INTERDICTION DES PROGRAMMES PORTANT OUVERTEMENT ATTEINTE AUX PRINCIPES ESSENTIELS DE LA LIBERTÉ DE COMMUNICATION

En 2005, la résolution de la question de la régularisation des chaînes extra-communautaires non conventionnées s'est accompagnée de celle de l'interdiction des chaînes qui sont signataires d'une convention mais qui ne se conforment pas à leurs obligations, notamment en diffusant des programmes portant ouvertement atteinte aux principes essentiels de la liberté de communication, conduisant ainsi le Conseil d'État à mettre un terme à « l'affaire Al Manar » par une décision dont la présentation nécessite de retracer préalablement les grandes lignes de sa genèse.

À la suite de l'ordonnance prononcée par le juge des référés du Conseil d'État ⁽¹⁾, la société Lebanese Communication Group, éditrice du service de télévision dénommé Al Manar, avait présenté le 21 septembre 2004 au CSA une demande tendant à la conclusion d'une convention aux termes de laquelle elle s'engageait notamment à ne pas diffuser de programmes susceptibles d'inciter à la violence ou à la haine pour des raisons de religion ou de nationalité. Au terme de l'instruction de cette demande, le CSA a décidé le 19 novembre 2004 de signer une convention permettant la diffusion de la chaîne Al Manar en Europe, conclue pour une durée d'une année et assortie d'obligations propres à garantir l'interdiction de diffuser notamment des programmes susceptibles d'entraîner des troubles à l'ordre public ou d'encourager des attitudes de rejet ou de xénophobie.

(1) CE, Ord., 20 août 2004, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel, Lebon, p. 357.

La diffusion le 23 novembre 2004 par cette chaîne, d'une part, d'une revue de presse au cours de laquelle un intervenant présenté comme un expert faisait état de tentatives sionistes pour transmettre à travers les exportations aux pays arabes des maladies dangereuses comme le sida, d'autre part, d'un programme intitulé *Des hommes qui ont tenu parole*, mettant en valeur l'action qualifiée de martyr des auteurs d'attentats suicide commis contre des Israéliens, le Conseil supérieur de l'audiovisuel a, lors de sa séance plénière du 30 novembre 2004, estimé que de tels programmes constituaient des manquements graves de la chaîne aux obligations précitées et décidé de mettre en demeure la société éditrice de se conformer à ses obligations. En outre, le président du CSA a demandé au président de la Section du contentieux du Conseil d'État d'enjoindre la société Eutelsat de faire cesser la diffusion sur ses satellites des services de télévision Al Manar, ce qu'il a obtenu par une ordonnance prononcée le 13 décembre 2004 ⁽²⁾.

(2) CE, Ord., 13 décembre 2004, précitée.

Lors du journal télévisé présenté en langue française sur la chaîne Al Manar diffusé le 2 décembre 2004, la présentatrice a fait état d'une campagne de l'État d'Israël tendant à empêcher la diffusion de ladite chaîne en Europe, ajoutant que le gouvernement israélien cherchait ainsi à empêcher la chaîne de télévision de révéler aux téléspectateurs européens et aux résidents étrangers en Europe, la réalité des crimes contre l'humanité perpétrés par Israël, aussi bien en Palestine occupée que dans le monde. Ces nouveaux propos tenus à l'antenne ont conduit le Conseil supérieur de l'audiovisuel, lors de sa séance plénière du 7 décembre 2004, à considérer que de tels programmes étaient susceptibles de constituer de nouveaux manquements graves aux obligations précitées et à décider d'engager, sur le fondement des articles 42-1 et 42-7 de la loi, une procédure de sanction qui, après audition des représentants de la chaîne Al Manar, l'a conduit à prononcer le 17 décembre 2004 la résiliation de la convention dont la société éditrice de la chaîne était signataire.

Cette décision a été déférée à la censure du Conseil d'État qui, par une décision du 6 janvier 2006, a confirmé la légalité de la sanction aux termes d'une décision importante qui confirme la régularité de la procédure de sanction du CSA, notamment au regard du principe d'impartialité ainsi que l'appréciation portée sur la qualification juridique des faits.

Sur la légalité externe, le Conseil d'État a écarté les moyens tirés de vices de forme ou de procédure en considérant qu'aucune disposition législative ou réglementaire ni aucun principe général n'impose que les décisions du Conseil supérieur de l'audiovisuel, non plus que les procès-verbaux de ses réunions, mentionnent à peine d'irrégularité la présence éventuelle d'agents des services du Conseil lors de l'audition des représentants d'un éditeur de services faisant l'objet d'une procédure de sanction, ni l'éventuelle présence et l'identité du secrétaire du Collège.

Mais surtout, la Haute Assemblée a confirmé que les dispositions de la loi du 30 septembre 1986 et du règlement intérieur du Conseil supérieur de l'audiovisuel relatives à la procédure de sanction ne sont pas contraires aux principes d'impartialité et d'équité du procès rappelés par les stipulations de l'article 6-1 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

À cet égard, le Conseil d'État a d'abord rappelé que le Conseil supérieur de l'audiovisuel, lorsqu'il prononce les sanctions en application de l'article 42-1 de la loi du 30 septembre 1986, doit être regardé comme décidant du bien-fondé d'accusations en matière pénale au sens des stipulations de l'article 6-1 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales – alors même qu'il n'est pas une juridiction au regard du droit interne – et, en conséquence, respecter le principe d'impartialité rappelé à l'article 6-1 dont la méconnaissance par un tribunal peut, eu égard à la nature, à la composition et aux attributions du CSA, être utilement invoquée à l'appui d'un recours formé devant le Conseil d'État ⁽¹⁾.

La Haute Assemblée a ensuite précisé que la circonstance que la procédure suivie devant le Conseil supérieur de l'audiovisuel ne serait pas en tous points conforme aux prescriptions de l'article 6-1 n'est pas de nature à entraîner dans tous les cas une méconnaissance du droit à un procès équitable, notamment en ce qui concerne le défaut de publicité de la séance à l'issue de laquelle a été adoptée la sanction, dès lors que l'examen en séance publique devant le Conseil d'État, d'un recours de pleine juridiction dirigé contre une sanction prononcée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel assure le respect du principe de la publicité de l'audience garanti par les stipulations précitées de l'article 6-1 précité ⁽²⁾.

En ce qui concerne le respect des principes d'impartialité et d'équité du procès, le Conseil d'État a également rappelé que, si la possibilité conférée à une autorité pouvant être qualifiée de tribunal au sens de l'article 6-1 précité de se saisir de son propre mouvement d'affaires qui entrent dans le domaine de compétence qui lui est attribué n'est pas en soi contraire à l'exigence d'équité dans le procès énoncé par ces stipulations, ni celles-ci ni aucun principe général du droit n'imposent la séparation des phases d'instruction et de jugement au sein d'un même procès, validant ainsi la confusion des fonctions, dès lors que, lorsque le CSA se prononce sur des agissements pouvant donner lieu aux sanctions prévues par l'article 42-1 de la loi du 30 septembre 1986 ou aux pénalités contractuelles définies dans les conventions, il statue dans des conditions respectant le principe d'impartialité.

À cet égard, la Haute Assemblée a considéré que la procédure de sanction ne peut être engagée qu'à raison de faits postérieurs à une mise en demeure qui, constatant l'existence d'un manquement du service à ses obligations, constitue un préalable à l'engagement d'une procédure de sanction, décidée sur la base de faits nouveaux susceptibles de révéler un manquement du service à ses obligations, mais ne saurait constituer un préjugement portant atteinte au principe d'impartialité.

S'agissant de la mise en oeuvre de la procédure qui, conformément au règlement intérieur du Conseil supérieur de l'audiovisuel, fait intervenir la direction juridique du CSA pour la rédaction d'un rapport de présentation de l'affaire après que les griefs ont été notifiés à l'éditeur, au distributeur ou à l'opérateur concerné et qu'un délai lui a été imparti pour présenter ses observations écrites, le Conseil d'État a souligné que ce rapport n'est soumis au Conseil supérieur de l'audiovisuel qu'en vue de l'adoption de la décision de clore ou de poursuivre la

(1) CE 29 juillet 2002 *Association Radio Deux Couleurs*, *Tables du recueil* p. 917,

(2) CE 4 avril 1999 *G.I.E. Oddo-Futures*, *Tables du Recueil* p. 791 ; CE 10 mai 2004 *Crédit du Nord*, 241587, *tables* p. 692).

procédure de sanction engagée et que, dans ce dernier cas, ce rapport est communiqué à l'intéressé qui est ensuite entendu par le Conseil, avant que celui-ci ne procède à la délibération à laquelle la direction juridique ne prend aucune part. Sur ce point, il a ajouté que la circonstance que cette direction soit placée sous l'autorité du président du Conseil supérieur de l'audiovisuel et que son rapport ne se borne pas à une présentation des faits mais, comme en l'espèce, commente les observations écrites déposées par l'éditeur, n'est pas de nature à altérer l'impartialité du Conseil supérieur de l'audiovisuel dans la conduite de la procédure de sanction.

Sur le même terrain, le Conseil d'État a enfin écarté tous les moyens tirés de ce que l'issue de cette procédure était déterminée avant d'être menée à son terme en relevant « que ni la publication dans la presse, le 30 novembre 2004, antérieurement aux faits ayant motivé l'engagement de la procédure de sanction, qui ont été commis le 2 décembre 2004, d'un article du président du Conseil supérieur de l'audiovisuel consacré aux questions posées par la diffusion de services de télévision par satellite en Europe, ni la demande présentée le même jour par le président du Conseil supérieur de l'audiovisuel devant le président de la Section du contentieux du Conseil d'État et tendant à ce qu'il soit enjoint à la société Eutelsat de faire cesser la diffusion du service Al Manar sur ses satellites à la suite des émissions diffusées le 23 novembre 2004, n'ont eu pour effet, dans les circonstances de l'espèce, d'affecter l'impartialité exigée du Conseil supérieur de l'audiovisuel dans le cadre de la procédure de sanction engagée ».

Sur le bien-fondé de la sanction infligée, la Haute Assemblée a considéré que les propos ont été tenus à l'antenne d'une chaîne dont les programmes s'inscrivent dans une perspective militante qui comporte des connotations antisémites, ainsi que l'ont illustré certaines de ses émissions qui ont, avant comme après la signature de la convention du 19 novembre 2004, porté gravement atteinte aux principes mentionnés aux articles 1^{er}, 3-1 ou 15 de la loi du 30 septembre 1986, en dépit des engagements réitérés de ses responsables de se conformer à leurs obligations.

Le Conseil d'État en a conclu que, dans ce contexte, le Conseil supérieur de l'audiovisuel n'avait pas inexactement qualifié les faits en estimant que de tels propos, tenus lors d'un journal télévisé et venant après ceux diffusés à l'antenne le 23 novembre 2004, constituaient un manquement grave de la chaîne à l'exigence d'honnêteté de l'information et à l'obligation de traiter avec pondération et rigueur les sujets susceptibles d'alimenter ou d'entraîner, en France et en Europe, des tensions et des antagonismes envers certaines communautés ou certains pays, ainsi qu'une incitation à la haine ou à la violence pour des raisons de religion ou de nationalité et qu'en raison des manquements répétés de la chaîne Al Manar à ses obligations légales et conventionnelles, de la particulière gravité de ces manquements et de l'incapacité avérée du service à respecter ses engagements, la sanction de la résiliation unilatérale de la convention signée le 19 novembre 2004 prononcée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel n'était pas excessive.

Il est à noter que la question de la régularisation et du conventionnement des chaînes extra-communautaires posée par les « affaires Sahar I et Al Manar » ne se posera plus dès lors que l'article 22 de la loi n° 2006-64 du 23 janvier 2006 relative à la lutte contre le terrorisme a supprimé à leur égard l'exigence de conventionnement ou de déclaration prévue par l'article 33-1 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée de sorte que les services en cause peuvent être diffusés sans formalité préalable mais « demeurent soumis aux obligations résultant de la présente loi et au contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel ».

> Le pluralisme d'expression politique

Conformément à sa mission de contrôle du respect du pluralisme des courants de pensée et d'opinion et sur le fondement du second alinéa de l'article 16 de la loi du 30 septembre 1986, selon lequel « *Pour la durée des campagnes électorales, le Conseil supérieur de l'audiovisuel adresse des recommandations aux exploitants de services de communication audiovisuelle autorisés en vertu de la présente loi* », le Conseil supérieur de l'audiovisuel adopte une recommandation s'adressant aux services audiovisuels et les invite à respecter scrupuleusement le pluralisme d'expression politique avant et pendant la campagne officielle préalable à toute consultation électorale.

En 2005, le Conseil d'État s'est prononcé à deux reprises sur des requêtes dirigées contre des recommandations adoptées par le CSA sur le fondement des dispositions précitées.

Par une décision du 12 janvier 2005, la Haute Assemblée a constaté qu'il n'y avait pas lieu de statuer sur une requête formée à l'encontre d'une recommandation du Conseil supérieur de l'audiovisuel en date du 19 décembre 2003 relative aux périodes précédant les élections cantonales et régionales des 21 et 28 mars 2004 dès lors que les résultats de ces élections avaient été proclamés à l'issue des opérations de vote (CE, 12 janvier 2005, M. Simonin, req. n° 265 352). Ce faisant, le Conseil d'État a rappelé sa position selon laquelle il n'y a pas lieu de statuer dès lors que les résultats de l'élection ont été proclamés à la date à laquelle le juge examine la requête, laquelle étant devenue sans objet ⁽¹⁾.

Telle n'a pas été la pratique à l'égard de nombreux recours formés à l'encontre des actes préparatoires au référendum du 29 mai 2005 relatif au projet de loi autorisant la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe dès lors que les juges du Palais-Royal ont examiné, avant la consultation électorale, des questions aussi essentielles que celle de la prise en compte du temps de parole du Président de la République ⁽²⁾.

En fait, le Conseil supérieur de l'audiovisuel a, par une délibération du 22 mars 2005, adopté une recommandation ayant pour objet, notamment, de déterminer les conditions de traitement, par les services audiovisuels, de l'actualité liée au référendum qui invite les services de radio et de télévision à veiller, à compter du 4 avril et pendant la durée de la campagne officielle organisée à cet effet, à ce que les partis ou groupements politiques bénéficient d'une présentation et d'un accès à l'antenne équitables.

Cette recommandation, publiée au *Journal officiel* du 25 mars 2005, était accompagnée, sur le site internet du CSA, d'une présentation précisant – ce que ne faisait pas la recommandation – que « *conformément à la pratique constante du CSA en la matière, les propos du Président de la République, qu'il s'agisse de l'actualité liée au référendum ou de l'actualité non liée, ne sont rattachés à aucune organisation* ».

Contestant la non-comptabilisation des propos du Président de la République, M. Hoffer, électeur tahitien, a déféré à la censure du Conseil d'État, d'abord la note de présentation en ce qu'elle traite du non-rattachement de ces propos à une organisation partisane, puis la recommandation en tant que la règle contestée de non-comptabilisation des interventions du chef de l'État résultait implicitement mais nécessairement de ladite recommandation.

Il faisait notamment valoir que M. Jacques Chirac, en tant que membre de l'UMP (Union pour un mouvement populaire), ne devrait pas bénéficier d'un statut particulier excluant toute comptabilisation de ses interventions et qu'il devait, au contraire, voir son temps de parole comptabilisé au profit de son parti.

(1) CE, 24 janvier 1996, *Front National*, Lebon p. 1144.

(2) Le contentieux des actes préparatoires du référendum du 29 mai 2005, Yves Gounin, AJDA p. 1211.

En défense, une fin de non-recevoir de la requête dirigée contre la note de présentation a été soulevée en tant qu'elle ne constitue pas – contrairement à la recommandation – un acte faisant grief car dépourvu de caractère impératif ou normatif. Sur le fond, il a ensuite été soutenu que la pratique en cause était une constante des instances de régulation de l'audiovisuel qui se sont succédé, qu'un large pouvoir d'appréciation était reconnu au CSA pour assurer sa mission de régulation, que le rôle particulier reconnu au Président de la République par les institutions de la V^e République, en particulier l'article 5 de la Constitution du 4 octobre 1958, en faisait un arbitre garant du bon fonctionnement des institutions dont les propos ne pouvaient être affectés à une organisation politique et qu'aucune observation à ce sujet n'avait été formulée par le Conseil constitutionnel lors des campagnes électorales ou référendaires passées.

Par une décision du 13 mai 2005, le Conseil d'État a estimé que les conclusions dirigées contre la note de présentation du 25 mars 2005 étaient irrecevables faute d'avoir le caractère d'un acte faisant grief, la note se bornant à commenter les dispositions de la recommandation. Interprétant les conclusions dirigées contre la recommandation comme contestant le non-rattachement des interventions du Président de la République au titre des groupements et partis politiques, la Haute Assemblée a considéré « *qu'en raison de la place qui, conformément à la tradition républicaine, est celle du chef de l'État dans l'organisation constitutionnelle des pouvoirs publics, le Président de la République ne s'exprime pas au nom d'un parti ou d'un groupement politique* » et que par suite, le Conseil supérieur de l'audiovisuel a exclu à bon droit les interventions du Président de la République de toute comptabilisation partisane de ses interventions dans les médias audiovisuels (CE, 13 mai 2005, M. René-Georges Hoffer, à publier au Recueil).

> La qualification européenne des œuvres

Pris en application du 2^o de l'article 27 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, le décret n° 90-66 du 17 janvier 1990 modifié fixe les principes généraux concernant la diffusion des œuvres cinématographiques et audiovisuelles par les éditeurs de services de télévision dont les dispositions de l'article 6 prescrivent notamment, conformément à l'objectif fixé par la directive n° 89/552/CEE modifiée du Conseil des communautés européennes en date du 3 octobre 1989 dite *Télévision sans frontières (TVSF)* qu'elles transposent en droit interne, de diffuser une proportion au moins égale à 60 % d'œuvres européennes définies comme remplissant un critère de réalisation européenne et un critère de production européenne.

L'œuvre doit d'abord avoir été réalisée essentiellement avec la participation d'auteurs, artistes-interprètes et techniciens résidant dans des États de l'Union européenne ou parties à la convention du Conseil de l'Europe sur la Télévision transfrontière. Ce critère a été précisé par un arrêté interministériel du 21 mai 1992, pris pour l'application de l'article 6 du décret précité, qui fixe un barème d'appréciation des éléments de réalisation afférents au caractère européen de l'œuvre. Ce système de points prend en compte le genre de l'œuvre et garantit qu'une proportion des différents corps de métiers intervenant dans la production est d'origine européenne. Le Conseil d'État a déjà reconnu la légalité du barème de points fixé par l'arrêté et la compatibilité de cet arrêté avec les objectifs énoncés par la directive modifiée n° 89/552/CEE du Conseil du 3 octobre 1989 ⁽¹⁾.

L'œuvre doit ensuite, soit avoir été produite par une entreprise établie dans un de ces États précités, soit avoir été majoritairement financée par les contributions

(1) CE, 15 novembre 2002, *Société Globe Trotter Network*, p. 401.

(1) CE, 29 janvier 1999, *Union syndicale de la production audiovisuelle*, n° 189917.

de coproducteurs établis dans ces États. Le Conseil d'État a confirmé la décision par laquelle le Conseil supérieur de l'audiovisuel a refusé la qualification d'œuvre européenne à une série majoritairement financée par des producteurs non européens ⁽¹⁾.

Par ailleurs, l'article 6-I du décret précité attribue au Conseil supérieur de l'audiovisuel, après avis du directeur général du Centre national de la cinématographie, la compétence de qualification des œuvres produites ou coproduites par un producteur français et pour lesquelles le soutien financier de l'État a été demandé.

Par une décision du 19 octobre 2005, le Conseil d'État a examiné la légalité d'une décision par laquelle l'instance de régulation a refusé l'octroi de cette qualification à une œuvre qui n'avait pas été réalisée essentiellement avec la participation d'artistes et de techniciens européens. À cette occasion, il a explicitement précisé les modalités d'application des critères de qualification européenne d'une œuvre cinématographique et implicitement confirmé la compétence du Conseil supérieur de l'audiovisuel pour leur mise en œuvre (CE 19 octobre 2005, *Société Les Films sans Frontières*, n° 266461).

En l'espèce, le Conseil d'État a confirmé que le Conseil supérieur de l'audiovisuel était fondé à refuser ladite qualification pour le seul motif que l'œuvre en cause n'atteignait pas le seuil de points afférent aux éléments artistiques et techniques de réalisation européenne fixé par l'article 2 de l'arrêté du ministre de la Culture, en date du 21 mai 1992, pris pour l'application de l'article 6 du décret n° 90-66 du 17 janvier 1990 modifié.

En examinant la légalité du refus de qualification, le Conseil d'État a jugé implicitement mais nécessairement que l'autorité de régulation est compétente pour statuer sur la qualification européenne d'une œuvre quel que soit le lieu d'établissement du producteur et ce, indépendamment de la circonstance qu'elle bénéficie ou non du soutien financier de l'État. Ce faisant, la Haute Assemblée confirme la pratique selon laquelle l'instance de régulation s'est toujours estimée compétente pour accorder ou non la qualification européenne et d'expression originale française à toutes les œuvres susceptibles d'être diffusées par les services français de télévision, dès lors que les chaînes sont soumises à des contraintes spécifiques d'exposition des œuvres – instituées par la directive TVSF ainsi que par la réglementation nationale – afin de garantir la diversité culturelle des programmes.

Sur le fond, le Conseil d'État confirme que la qualification européenne ne peut être accordée à une œuvre ne réunissant pas le nombre de points fixé par le barème d'appréciation des éléments de réalisation européenne et que le CSA est fondé à refuser cette qualification pour ce seul motif. La Haute Assemblée rappelle également qu'une œuvre remplissant ce premier critère doit également, pour bénéficier de la qualification européenne, être produite ou coproduite par un producteur établi en Union européenne et considère que la circonstance que la société propriétaire du film posséderait la nationalité britannique est par elle-même et, en tout état de cause, sans influence sur la qualification d'œuvre européenne du film.

> L'interruption publicitaire d'une œuvre cinématographique

Conformément à l'article 73 de la loi du 30 septembre 1986, la diffusion d'une œuvre cinématographique ou audiovisuelle par un service audiovisuel ne peut faire l'objet, sauf dérogation accordée par le CSA, de plus d'une interruption dont l'objet exclusif est de permettre la diffusion de messages publicitaires à

l'exclusion de tout autre document, donnée ou message de toute nature, notamment bande-annonce et bande d'autopromotion.

Par une décision de principe ⁽¹⁾, la Haute Assemblée a considéré qu'il ressort de ces dispositions que « *la diffusion d'une œuvre cinématographique ne peut faire l'objet que d'une interruption unique dont l'objet exclusif est de permettre la diffusion de messages publicitaires* » auxquels ne sont pas assimilables des bandes enregistrées annonçant les programmes et assurant ainsi la promotion de la chaîne. Ce faisant, le Conseil d'État interprète l'article 73 de la loi comme n'autorisant en cours de diffusion d'une œuvre audiovisuelle qu'une interruption unique dont l'objet exclusif est la diffusion de messages publicitaires. Cette position de principe a pour objectif de préserver l'unité et l'intégrité culturelle de l'œuvre et de prohiber toute interruption, même dépourvue de caractère publicitaire.

(1) CE, 20 mars 1991, *Société La Cinq*, Lebon p. 99, aux conclusions de M. Stirn.

À la suite de la diffusion sur la chaîne M6, dans la soirée du 14 septembre 2003, à l'approche de la fin de l'émission *Zone interdite*, d'une part, d'un bandeau déroulant portant la mention « *Après Zone interdite, retrouvez « L'affaire Trintignant, les dessous du drame, dans Secrets d'actualité* », d'autre part, d'un duplex mettant en scène les deux présentateurs sur les deux plateaux respectifs, le CSA a, par une délibération du 21 octobre 2003, mis la société éditrice de la chaîne M6 en demeure de respecter à l'avenir les dispositions de l'article 73 précité, laquelle en a demandé l'annulation au Conseil d'État.

Par une décision du 16 mars 2005, le Conseil d'État a d'abord considéré que l'insertion d'un bandeau déroulant au sein d'une œuvre audiovisuelle, destiné à promouvoir un programme à venir de la même chaîne constitue une interruption de l'œuvre, prohibée par les dispositions précitées de l'article 73 de la loi du 30 septembre 1986, dès lors qu'il ne s'agit pas d'une interruption publicitaire au sens de cette loi. Ce faisant, la Haute Assemblée a confirmé que l'insertion d'un bandeau en surimpression constitue une interruption de l'œuvre en cours de diffusion, dès lors que la présence du bandeau déroulant porte atteinte à l'unité et l'intégrité culturelle que visent notamment à protéger les dispositions de l'article 73.

Le Conseil d'État a ensuite considéré que la diffusion, avant celle du générique de fin de l'œuvre en cours, d'une liaison en duplex avec le plateau d'une émission suivante, afin d'informer le téléspectateur du contenu de celle-ci et de l'inciter à ne pas quitter la chaîne, ne constitue pas une interruption publicitaire de l'œuvre et constitue donc une interruption illicite de l'œuvre, dès lors que sa diffusion intervient avant le lancement de générique de fin d'émission, alors que le générique fait partie intégrante de l'œuvre et qu'il doit être préservé au même titre que le corps de l'œuvre (CE, 16 mars 2005, *Société Métropole Télévision M6*, 265922, mentionnée aux tables du Recueil).

> L'encadrement de la diffusion à la télévision des programmes de catégorie V

La question de la protection des mineurs contre l'exposition aux programmes de catégorie V, définis comme les programmes à caractère pornographique ou de grande violence destinés à un public adulte averti, a conduit le Conseil à adopter une recommandation en date du 21 octobre 2003 qui définit les critères techniques et commerciaux auxquels doit satisfaire la diffusion des programmes de cette catégorie en prescrivant notamment, d'une part, que la

diffusion en mode numérique de ces programmes nécessite la mise en œuvre d'un dispositif de verrouillage de la diffusion du programme et un dispositif de verrouillage de sa réception imposant la composition d'un code parental fourni aux seuls majeurs titulaires de l'abonnement ; d'autre part, que la commercialisation de ces programmes doit permettre aux abonnés désirant les recevoir d'exprimer un choix explicite qui doit être précédé d'une information complète sur la nocivité de ces programmes pour les enfants.

Par délibération du 19 décembre 2003, le Conseil supérieur de l'audiovisuel a approuvé deux projets de convention comportant des stipulations mettant en œuvre ce dispositif permettant ainsi la diffusion par des chaînes de télévision des programmes de catégorie V. Les sociétés cocontractantes ont déféré à la censure du Conseil d'État ces stipulations en contestant, d'une part, que la réception de programmes de catégorie V soit subordonnée à un choix explicite du nouvel abonné, d'autre part, que la réception de ces programmes en mode numérique implique la composition d'un code personnel dénommé « double verrouillage » dont le dispositif technique réponde à des critères définis par le CSA pour garantir son adéquation avec l'objectif de protection du jeune public.

En ce qui concerne la définition unilatérale par le CSA des critères d'un double verrouillage efficace, le Conseil d'État a considéré ⁽¹⁾ que les dispositions de l'article 15 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée donnent compétence au CSA pour définir les critères garantissant l'adéquation des procédés techniques utilisés pour contrôler l'accès aux programmes susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs, que le CSA n'a fait qu'user des pouvoirs qui lui sont donnés par l'article 15 précité et que ces critères n'avaient donc pas à faire l'objet d'un accord préalable de la société requérante.

(1) CE 9 février 2005 *Sociétés Canal Calédonie et Canal Polynésie, Lebon*.

S'agissant de l'obligation imposée aux abonnés de faire le choix explicite de recevoir des programmes de catégorie V, le Conseil d'État a considéré que cette stipulation relative à la réception de ces programmes en mode numérique était complémentaire de l'obligation de composer un code personnel, que la gestion informatisée des données nominatives se rapportant au choix des abonnés ne représentait pas un caractère excessif au regard de la finalité de protection du jeune public et que, par suite, les clauses prévoyant ces dispositifs ne méconnaissent pas les dispositions de la convention du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel du 28 janvier 1981 ni les objectifs de la directive n° 95/46/CE du 24 octobre 1995 du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

La Haute Assemblée a par ailleurs estimé que la création d'un fichier des personnes ayant choisi de recevoir des programmes de catégorie V ne pouvait pas être regardée comme étant de nature à faire apparaître, même indirectement, les mœurs des personnes concernées au sens des dispositions de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique et aux libertés et que les stipulations litigieuses ne méconnaissent pas l'article 1134 du Code civil dès lors que les opérateurs ne disposaient d'aucun droit acquis au maintien des dispositions relatives à la protection du jeune public figurant dans leur convention antérieure et que la nouvelle convention s'appliquait de plein droit aux contrats souscrits à compter de son entrée en vigueur, qu'il s'agisse de contrats venus à échéance et renouvelés ou de contrats souscrits par de nouveaux abonnés.

> Le pluralisme capitalistique interne des services de télévision

Le désengagement du groupe Suez du capital de la société Métropole Télévision, autorisée à exploiter le service M6, et dans lequel ce groupe détenait une part égale à celle de l'autre actionnaire de référence, la société RTL Group, a conduit le CSA à se poser la question de savoir si cette opération modifiait substantiellement les données au vu desquelles l'autorisation de la chaîne avait été délivrée le 26 février 1987 puis reconduite le 20 novembre 2001 et, en conséquence, pouvait entraîner son retrait en application de l'article 42-3 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée.

Par délibération du 20 novembre 2003, le Conseil supérieur de l'audiovisuel a estimé que la parité entre les deux actionnaires de référence de la chaîne avait constitué une donnée substantielle de délivrance puis de reconduction de l'autorisation, mais qu'il pouvait agréer l'opération à la condition que des clauses destinées à garantir l'indépendance de la chaîne soient introduites dans la convention la liant au CSA.

Par délibération du 24 janvier 2004, le CSA a approuvé un avenant à la convention de la chaîne interdisant notamment à tout actionnaire d'exercer plus de 34 % des droits de vote. La société Bouygues, qui contrôle la société TFI, a demandé au Conseil d'État d'annuler cette dernière délibération en soutenant principalement une violation des dispositions combinées des articles 39, I et 41-3, 2° de la loi du 30 septembre 1986 modifiée. Selon elle, si l'agrément donné par le CSA permet à la société RTL Group de détenir moins de 49 % du capital et d'exercer 34 % des droits de vote de la société Métropole Télévision, la dispersion de son actionnariat lui permet de déterminer en fait les décisions des assemblées générales et doit la faire regarder comme le titulaire de l'autorisation. Il s'ensuivrait que son contrôle par un seul actionnaire à hauteur de 80 %, le groupe Bertelsmann, méconnaîtrait l'article 39, I dès lors que le plafond de détention capitalistique fixé à 49 % s'imposerait, non seulement à la société titulaire de l'autorisation, mais également à son principal actionnaire.

Cette interprétation littérale des dispositions combinées des articles 39, I et 41-3, 2° de la loi du 30 septembre 1986 pose problème dans la mesure où elle remettrait en cause, non seulement l'agrément relatif à l'actionnariat de la société Métropole Télévision (M6), mais également la régularité de celui de la société Canal+, contrôlée par le Groupe Canal+, lui-même filiale à 100 % de Vivendi Universal, voire celle de la société TFI que contrôle la société Bouygues. Par ailleurs, cette interprétation ne correspond pas à l'objectif poursuivi par le législateur qui, en interdisant à toute société dont le capital est détenu à plus de 49 % par un même actionnaire d'acquiescer le contrôle – même indirect – d'un service national de télévision, a entendu garantir le pluralisme interne de l'actionnariat des sociétés détenant effectivement l'autorisation d'exploitation du service de télévision et non celui de la société la contrôlant.

La Haute Assemblée n'a pas eu cette interprétation en considérant que le Conseil supérieur de l'audiovisuel a pu légalement, et sans qu'y fasse obstacle la circonstance que RTL Group soit détenu à plus de 80 % par le groupe Bertelsmann, agréer la nouvelle répartition du capital social de la société Métropole Télévision, dès lors que RTL Group n'en détenait pas plus de 49 % (CE, 20 avril 2005, *Société Bouygues*, 266974, publiée au Recueil).

Le Conseil d'État a considéré, d'une part, qu'il résulte de l'économie de la loi du 30 septembre 1986 et des textes qui l'ont ultérieurement modifiée que le législateur n'a pas entendu soumettre les personnes morales, contrôlant des

sociétés titulaires de telles autorisations, à l'obligation de ne pas être elles-mêmes détenues à plus de 49 % par le même actionnaire, d'autre part, qu'en dépit des apparences, qui ne résultent que d'une malfaçon de rédaction, l'application combinée des dispositions des articles 39 et 4 I -3 de la loi dans sa rédaction antérieure à la loi du 9 juillet 2004 ne peut donc avoir pour conséquence que toute personne physique ou morale contrôlant une société titulaire d'autorisation ou l'ayant placée sous son autorité ou sa dépendance, et devant être par suite regardée comme titulaire d'une autorisation, se verrait soumise, fût-ce dans l'hypothèse de participations dites en cascade, à la limite de détention du capital fixée à 49 % par le I de l'article 39 de la loi.

VII. les avis

01015

01015

VII. les avis

➔ Parmi les compétences du CSA figure celle d'émettre des avis à la demande du Gouvernement. Ces avis sont motivés et publiés au *Journal officiel*.

Le CSA peut également être saisi pour avis par le Conseil de la concurrence. Ces avis ne sont pas rendus publics.

Par ailleurs, il peut faire part au Gouvernement de ses positions sous différentes formes (contributions publiques, courriers, etc.).

> Les avis sollicités par le Gouvernement

Avis n° 2005-1 du 1^{er} mars 2005 sur le projet de décret modifiant la deuxième partie (décret en Conseil d'État) du Code des postes et des communications électroniques pris en application de la loi n° 2004-669 du 9 juillet 2004 relative aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle, et sur le projet de décret relatif à l'Agence nationale des fréquences et au Fonds de réaménagement du spectre pris en application des articles L.43 et L.41-2 du Code des postes et des communications électroniques.

Saisi pour avis, en application de l'article 18 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée, d'un projet de décret modifiant la deuxième partie (décret en Conseil d'État) du Code des postes et des communications électroniques pris en application de la loi n° 2004-669 du 9 juillet 2004 relative aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle, et d'un projet de décret relatif à l'Agence nationale des fréquences et au Fonds de réaménagement du spectre pris en application des articles L.43 et L.41-2 du Code des postes et des communications électroniques, le Conseil supérieur de l'audiovisuel émet un avis favorable sur ces deux projets de décret.

Avis n° 2005-2 du 15 mars 2005 relatif au projet de décret portant approbation des modifications des cahiers des missions et des charges des sociétés nationales de programme France 2, France 3, France 5 et abrogeant les dispositions relatives aux projets numériques de France Télévisions adoptées en 2002.

Le Conseil a été saisi pour avis, en application de l'article 48 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, d'un projet de décret (devenu le décret n° 2005-614 du 27 mai 2005), d'une part, portant approbation des modifications des cahiers des missions et des charges des sociétés France 2, France 3, France 5 rendues nécessaires par le lancement de la télévision numérique par voie hertzienne terrestre et le changement de dénomination de la société nationale de programme La Cinquième et, d'autre part, abrogeant les dispositions relatives aux projets numériques de France Télévisions adoptées en 2002.

Le Conseil a estimé que ce décret de coordination n'appelait que peu de remarques de sa part mais a cependant considéré que l'observation qu'il avait formulée sur le projet de cahier des missions et des charges de France 4 relative à

l'accès du public sourd ou malentendant aux programmes, devrait également être prise en compte dans les cahiers des missions et des charges de France 2, France 3 et France 5.

S'agissant de cette dernière, le Conseil a considéré que, dès lors qu'en mode numérique France 5 diffusera 24h/24 et que l'article 18 de son cahier des missions et des charges prévoit qu'elle sera soumise aux dispositions du décret n° 2001-609 du 9 juillet 2001, cette société nationale de programme pouvait respecter l'obligation de diffusion d'œuvres européennes et d'expression originale française inédites débutant entre 20 h et 21 h. Dès lors, ledit décret devrait être modifié afin de ne plus exclure France 5 du champ d'application de cette obligation figurant au 2^e alinéa de son article 8.

Plus généralement, le Conseil a regretté que, pour des raisons de délai et alors même qu'il était précisé dans le rapport au Premier ministre que ces décrets ne pourront être publiés avant le 31 mars, date officielle de lancement de la télévision numérique terrestre gratuite, les remarques qu'il avait régulièrement formulées, lors des modifications successives de ces cahiers des missions et des charges, pour demander un alignement des obligations déontologiques des chaînes publiques sur les stipulations négociées avec les chaînes privées n'avaient pas été prises en compte. Ces clauses, en posant clairement le principe de maîtrise de l'antenne et en encadrant les émissions faisant appel à la participation du public, permettent en effet de veiller efficacement au contenu déontologique des émissions diffusées.

Le Conseil a également souhaité que la modification de ces cahiers des missions et des charges soit l'occasion d'introduire une disposition qu'il avait plusieurs fois demandée, relative à la diversité, sur l'antenne des chaînes publiques, des différentes composantes de la communauté nationale. Le Conseil a estimé en effet que les dispositions figurant dans les actuels cahiers des missions et des charges, qui se limitent à la promotion des différentes cultures constitutives de la société française et à la lutte contre les discriminations, devraient être alignées sur la rédaction négociée par le Conseil avec les chaînes privées. Celle-ci, en imposant une meilleure représentation à l'antenne des origines et des cultures constitutives de la société française, constitue un gage d'efficacité pour cet objectif de diversité auquel le Conseil a toujours manifesté son profond attachement.

Par ailleurs, le Conseil a préconisé une modification des cahiers des missions et des charges de France 2 et de France 3 qui, tels que libellés, empêchent toute interruption publicitaire des retransmissions de manifestations sportives ne comportant pas d'intervalles. Compte tenu des fâcheuses conséquences économiques qu'emporte ce régime lorsqu'il concerne des épreuves de longue durée, le Conseil a suggéré d'aligner le régime applicable aux sociétés nationales de programme sur celui des opérateurs privés. Conformément aux préconisations de la Commission européenne, ces derniers ont en effet la faculté d'interrompre la retransmission de manifestations sportives ne comportant pas d'intervalles toutes les vingt minutes.

Avis n° 2005-3 du 15 mars 2005 relatif au projet de décret portant approbation du cahier des missions et des charges de la société France 4

Saisi pour avis, en application de l'article 48 de la loi du 30 septembre 1986, d'un projet de décret portant approbation du cahier des missions et des charges de la société France 4 (devenu le décret n° 2005-286 du 29 mars 2005), le Conseil a pris acte avec intérêt de la naissance d'une nouvelle chaîne numérique du secteur public dont la programmation, consacrée principalement à la culture et aux programmes de création, permet d'enrichir l'offre de programmes gratuite de la

TNT et de répondre notamment aux attentes du public des jeunes adultes auxquels ce service est particulièrement destiné.

S'agissant de la ligne éditoriale générale du projet, le Conseil a considéré que, si en matière de spectacles vivants, les obligations du service sont clairement établies avec un minimum de 50 spectacles vivants annuellement diffusés et un quart de sa contribution à la production qui leur sera consacré, le projet, en proposant une programmation plurithématique, demeurerait très ouvert pour les autres genres et méritait d'être précisé.

Si la liste des genres énumérés dans le préambule et dans le corps du texte insiste sur la dimension culturelle et artistique de France 4, le Conseil a déduit de l'article 30 que la société pourrait toutefois réserver une place aux retransmissions sportives. Le Conseil s'est donc interrogé sur le positionnement de France 4 dans l'ensemble de l'offre sportive de France Télévisions. Il a estimé que le cahier des missions et des charges de ce nouveau service devrait assurer une certaine diversité dans ce domaine en privilégiant les disciplines qui font l'objet d'une faible médiatisation.

Plus généralement, l'articulation et la complémentarité entre la programmation proposée par France 4 et celle des autres chaînes du groupe France Télévisions devraient être davantage détaillées.

En second lieu, le Conseil a estimé souhaitable que, s'agissant d'une chaîne dont l'innovation dans le contenu des programmes et le rajeunissement de l'audience constituent des objectifs clairement identifiés, les obligations déontologiques soient renforcées, afin notamment de mieux encadrer les émissions qui sollicitent la participation du public. Sur ce point, les remarques plus générales relatives à un renforcement des obligations déontologiques que le Conseil a formulées dans son avis sur le projet de décret modifiant les cahiers des missions et des charges de France 2, France 3 et France 5, s'appliquent également à France 4. Les remarques du Conseil concernant la meilleure représentation des différentes composantes de la communauté nationale sur l'antenne des chaînes publiques ont également vocation à s'appliquer à France 4.

En ce qui concerne l'accès des personnes sourdes ou malentendantes aux programmes de la chaîne, le Conseil a suggéré que la rédaction prévue à l'article 4 du projet de cahier des missions et des charges soit adaptée afin de mieux refléter l'objectif figurant à l'article 53 de la loi du 30 septembre 1986, dans sa rédaction résultant de l'article 74 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. En application de cette loi, le projet de cahier des missions et des charges devrait en effet fixer un objectif d'accès à la totalité des programmes pour les personnes sourdes ou malentendantes, selon une montée en charge définie par le contrat d'objectifs et de moyens.

S'agissant des émissions de téléachat, dont la programmation est prévue à l'article 34 du projet de cahier des missions et des charges, le Conseil a considéré que, quand bien même elles porteraient exclusivement sur la vente de biens culturels, cette catégorie de programmes, qui repose sur des sollicitations commerciales, s'accorde difficilement avec les objectifs et les missions que doit poursuivre une chaîne du secteur public.

En toute hypothèse, le Conseil a rappelé que seraient proscrites, en application de l'article 22 du décret du 27 mars 1992 qui renvoie à son article 8, tant la vente de livres que la vente de places de cinéma pour des films en cours d'exploitation en salle ou en passe de l'être. Il s'est interrogé en outre sur la compatibilité de la vente de biens culturels avec les termes de l'article 24 du décret qui prohibe notamment toute mention de marque à l'antenne.

Enfin, sur un plan rédactionnel, le Conseil a noté que, s'agissant du dispositif relatif à la protection de l'enfance, le projet de cahier des missions et des charges prévoyait que France 4 mettrait en œuvre le dispositif défini « par le CSA », alors que pour les autres chaînes publiques, celui-ci est établi « en accord avec le CSA » et a ainsi souhaité une harmonisation rédactionnelle sur ce point.

Avis n° 2005-4 du 10 mai 2005 sur les projets de modification de trois arrêtés techniques concernant la télévision numérique

Le Conseil a été saisi pour avis, en application du deuxième alinéa de l'article 12 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, de trois projets de modification d'arrêtés techniques, concernant respectivement :

- l'arrêté du 21 novembre 2001 fixant les spécifications techniques applicables aux appareils de réception des signaux numériques de télévision ;
- l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif aux caractéristiques des équipements de réception des services diffusés par voie hertzienne numérique terrestre ;
- l'arrêté du 24 décembre 2001 fixant les caractéristiques des signaux émis.

Le Conseil, après en avoir délibéré lors de son assemblée plénière du 10 mai 2005, a pris acte de ce que, conformément à la décision du Premier ministre du 24 décembre 2004, ces projets avaient pour objet d'imposer l'utilisation de la norme Mpeg-4 pour le codage de la vidéo des services payants et des services en haute définition par voie hertzienne numérique terrestre.

Le Conseil a noté que les projets mentionnaient qu'à titre de dérogation les plages en clair des services payants, qui sont tenus de diffuser de telles plages, seraient diffusées en Mpeg-2. Cette dérogation ne concernait alors de par leur convention que deux chaînes : Canal+ et TPS Star.

Par ailleurs, le Conseil a formulé plusieurs observations sur ces projets.

1. Le Conseil a relevé que les projets d'arrêté ne comportent pas d'éléments techniques permettant de caractériser la haute définition, qui en constitue pourtant l'un des objets. Le cadre juridique de la haute définition pourrait utilement être complété sur ce point, au regard des premiers résultats des travaux menés en matière de labellisation par les acteurs industriels concernés.

2. Le Conseil a estimé qu'il serait souhaitable que l'article 2 du projet d'arrêté du 24 décembre 2001 modifié ne prévoie plus le croisement des informations de services entre multiplex. En effet, sur les sites où des émissions ou décrochages locaux se produisent, ce croisement nécessiterait l'insertion de nouvelles données au niveau de chaque multiplex, ce qui augmenterait le coût des prestations techniques et serait susceptible de dégrader la qualité du signal.

Le Conseil a observé d'ailleurs que lors de la phase de pré-déploiement, le non-croisement des informations de service n'a pas créé de difficulté dans l'initialisation des adaptateurs.

3. Le Conseil a souligné l'intérêt qui s'attacherait à ce que les deux premiers alinéas de l'article 3 du projet d'arrêté du 27 décembre 2001 modifié soient regroupés en un seul alinéa, ce qui permettrait de considérer qu'ils ont le même champ d'application, c'est-à-dire la réception sur les terminaux visés à l'article 1^{er} des services en clair qui ne sont pas diffusés en haute définition.

4. Le Conseil a rappelé qu'il considère que la rareté de la ressource hertzienne planifiée pour la TNT avant l'extinction de la diffusion analogique rend problématique à court terme la diffusion de services de TV gratuite en HD et donc en Mpeg-4, dès lors :

- que ces services devraient être également et simultanément diffusés en Mpeg-2 en définition standard ;

– que la même ressource hertzienne devrait également satisfaire les besoins des services locaux de télévision et d'éventuels services de télévision ou de radio en DVB-H pour une réception mobile.

5. Le Conseil a signalé que dans le cadre des pouvoirs qu'il tire de l'article 25 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, il poursuit ses travaux sur la définition des conditions techniques relatives à la future diffusion hertzienne terrestre de services en haute définition et de services à destination des mobiles. À l'issue de ces travaux, de nouvelles modifications des arrêtés pourraient s'avérer nécessaires.

Avis n° 2005-5 du 7 juin 2005 sur le projet de modification du tableau national de répartition des fréquences radioélectriques qui lui a été communiqué, en application de l'article L. 41 du Code des postes et des communications électroniques

Le Conseil a rendu, le 7 juin, un avis favorable au projet de modification du tableau national de répartition des bandes de fréquences radioélectriques qui lui avait été soumis le 14 avril 2005 par le Premier ministre, en application de l'article L. 41 du Code des postes et des communications électroniques. Il a noté que ce nouveau tableau national de répartition des fréquences concerne notamment ses conditions d'application en Polynésie française, en application de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française.

Avis n° 2005-6 du 21 juin 2005 sur le projet de décret relatif aux décrochages locaux exceptionnels

En application du 12° de l'article 28 de la loi du 30 septembre 1986, le Conseil a été saisi pour avis d'un projet de décret définissant les conditions des décrochages locaux exceptionnels des services de télévision à vocation nationale diffusés par voie hertzienne terrestre.

En premier lieu, le CSA a regretté que, contrairement à la pratique observée pour les autres projets de décret pris en application de la loi du 9 juillet 2004, le Gouvernement n'ait pas procédé à une consultation publique préalable sur ce texte, qui est pourtant susceptible de concerner un grand nombre d'opérateurs.

Sans être hostile au développement des décrochages locaux des télévisions hertziennes privées à vocation nationale, qui participent du pluralisme, le Conseil a estimé que la rédaction actuelle du projet de décret suscitait des interrogations quant à sa compatibilité avec les termes de la loi.

Ce projet de décret avait pour objet de préciser les conditions dans lesquelles les chaînes hertziennes privées diffusées en clair sur l'ensemble du territoire national peuvent procéder à des « décrochages locaux exceptionnels » comportant des messages publicitaires nationaux.

Au 4^e alinéa de l'article 2, ces décrochages locaux exceptionnels étaient limités à quatre par an et par zone, mais cette limitation était immédiatement contredite par la suite de l'alinéa qui ajoutait « sauf lorsqu'ils se rapportent à une compétition sportive saisonnière et que leur programmation intervient entre 23 h et 8 h », sans condition de fréquence.

Du fait de cet ajout, le CSA a estimé que la rédaction retenue dans le projet de décret ne correspondait pas à l'intention du législateur.

Cette rédaction, notamment par sa référence à la saison sportive, ouvrait de larges possibilités de décrochages, qui n'étaient que formellement contrebalancées par le critère tenant à la « grande importance » de l'événement pour le public local » et par la nécessité d'une autorisation délivrée par le CSA.

En effet, en matière sportive, le CSA ne serait pas en mesure, à la date à laquelle il statuerait, d'apprécier l'importance de l'événement pour le public local. Il serait donc contraint, si le décret était maintenu en l'état, de prendre la même décision pour tous les décrochages liés à une saison sportive et disposerait ainsi d'une marge de manœuvre extrêmement réduite en la matière.

Ainsi, les décrochages locaux liés à des compétitions sportives saisonnières, loin d'être exceptionnels, risqueraient au contraire d'être réguliers. Le projet de décret ne posant pas de limitations sur la nature de la discipline sportive, le risque de régularité de ces décrochages serait accentué par la possibilité de diffuser des compétitions sportives liées à tout type de sport.

Par ailleurs, le CSA a relevé qu'à l'occasion de l'examen de la loi du 9 juillet 2004, le Conseil constitutionnel s'est prononcé sur l'insertion de publicités nationales au sein des décrochages locaux exceptionnels et a précisé, dans sa décision n° 2004-497 DC du 1^{er} juillet 2004, les conditions permettant de considérer que cette disposition ne portait pas atteinte au pluralisme :

« Considérant que les "décrochages locaux", qui ne sauront être qu'exceptionnels et devront être autorisés par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, ne pourront comporter de messages publicitaires que si ces derniers sont "diffusés sur l'ensemble du territoire national" ; que, dès lors, les dispositions critiquées n'auront pas pour conséquence de mettre en cause les ressources publicitaires des médias locaux d'une manière telle qu'il serait porté atteinte aux conditions pluralistes d'exercice de la liberté de communication ».

À cet égard, le CSA a observé que s'ils n'étaient pas exceptionnels, les décrochages comprenant des publicités nationales pourraient risquer de mettre en cause les ressources publicitaires des médias locaux d'une manière telle que le pluralisme en serait menacé.

Le respect du pluralisme, principe constitutionnel rappelé à l'article 1^{er} de la loi du 30 septembre 1986 modifiée et qui doit guider les interventions des pouvoirs publics dans le secteur audiovisuel, suppose en effet de privilégier les mesures propres à garantir la viabilité économique de différents médias.

Pour l'ensemble de ces motifs, le CSA a émis un avis défavorable sur le projet de décret qui lui a été soumis, en tant qu'il prévoit pour les programmes se rapportant à une compétition sportive saisonnière un régime spécifique, autorisant de facto et sans limitation des décrochages locaux comportant des messages publicitaires nationaux.

Au 31 décembre 2005, le décret n'avait pas été adopté.

Avis n° 2005-7 du 11 juillet 2005 relatif au projet de décret pris pour l'application des articles 30-2, 34 et 34-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée

Saisi pour avis d'un projet de décret pris pour l'application des articles 30-2, 34 et 34-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 (devenu le décret n° 2005-1355 du 31 octobre 2005), le Conseil supérieur de l'audiovisuel, après en avoir délibéré, a formulé les observations suivantes.

I – Le régime des distributeurs commerciaux de la TNT

L'article 3 du décret fixe la liste des éléments que doit comporter la déclaration ; ces éléments portent sur la société (forme sociale, dénomination ou raison sociale, siège social), ainsi que sur les services distribués et la structure de l'offre.

Le CSA a estimé qu'il serait utile que le dossier de déclaration comporte également au moins une lettre d'intention de conclure un accord de distribution émanant d'un éditeur de service autorisé en TNT payante.

Il a appelé en outre l'attention du Gouvernement sur l'intérêt qui s'attacherait à ce que cette déclaration comporte les éléments pris ou envisagés pour le respect des dispositions de l'article 30-3 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée portant sur l'interopérabilité des décodeurs.

L'article 4 prévoit que l'accusé de réception délivré dans le cadre de l'envoi postal en recommandé vaut récépissé de déclaration.

Même si le CSA comprend que le Gouvernement ait souhaité réduire au maximum les délais liés à la procédure de déclaration, il a estimé que ce régime risquait de soulever des difficultés liées aux limites de la valeur probante de l'accusé de réception en l'absence de cadre juridique définissant les caractéristiques des envois recommandés utilisés dans le cadre des procédures administratives et juridictionnelles (l'article L.3-4 du Code des postes et des communications électroniques renvoie à un décret en Conseil d'État qui n'a pas encore été adopté).

En outre, le Conseil a relevé que cette procédure ne semblait pas en adéquation avec les termes de la loi, qui évoque expressément un « *récépissé de déclaration* », document qui se distingue clairement d'un accusé de réception postal.

Une autre difficulté de l'article 4 du projet de décret tient à la faculté donnée au CSA de notifier au déclarant, dans le délai d'un mois à compter de la réception de la déclaration complète, « *qu'il n'a pas la qualité de distributeur de services au sens du IV de l'article 30-2 de la loi du 30 septembre 1986* ».

Le CSA a estimé qu'il serait souhaitable que les motifs pour lesquels le CSA pourra ne pas reconnaître la qualité de distributeur commercial soient plus explicitement détaillés et couvrent à la fois le non-respect des conditions prévues au IV de l'article 30-2 de la loi du 30 septembre 1986, le défaut de fourniture au Conseil supérieur de l'audiovisuel des pièces requises et le cas où l'activité exercée ou envisagée n'entrerait pas dans le champ d'application du IV de l'article 30-2 de la loi du 30 septembre 1986.

II – Le régime des autres distributeurs de services

L'article 6 (devenu l'article 7 du décret) rappelle le principe d'une déclaration des distributeurs et expose ses modalités. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a considéré qu'il serait utile que cet article précise que chacune des offres des distributeurs commerciaux doit faire l'objet d'une déclaration ; en effet, certains distributeurs, en particulier les câblo-opérateurs, proposent des offres distinctes selon les zones desservies.

L'article 7 (devenu l'article 8 du décret) précise les éléments que doit contenir la déclaration, qui comprend notamment « *la structure de l'offre de services mise à disposition auprès du public* ». Compte tenu des différentes obligations (obligations de reprise, service antenne conforme aux dispositions de l'article 34-1 de la loi, absence de discrimination entre éditeurs) qui pèsent sur les distributeurs et de la nécessité, pour le Conseil, de s'assurer que seules des chaînes conventionnées ou déclarées sont distribuées, le CSA préconisait que le décret vise expressément la liste complète des services distribués ainsi que la structure des offres (prix des différentes options et numérotation des services dans chacune des options).

Le CSA estimait en outre que le décret devait prévoir la transmission, à titre confidentiel, des contrats de distribution des différents services. Cette mesure lui semble en effet indispensable pour lui permettre de s'assurer du caractère non discriminatoire des relations entre éditeurs et distributeurs, conformément à l'article 3-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986.

L'article 8 (devenu l'article 10 du décret) prévoit que le CSA peut, dans le délai d'un mois, « *notifier au déclarant qu'il n'a pas la qualité de distributeur de services*

au sens du deuxième alinéa du I de l'article 34 de la loi du 30 septembre 1986 susvisée ».

Comme pour les distributeurs commerciaux de la TNT, le CSA a estimé qu'il serait souhaitable que les motifs pour lesquels le CSA peut s'opposer à l'exercice de l'activité de distributeur commercial soient plus explicitement détaillés et couvrent à la fois le non-respect des conditions prévues à l'article 34 de la loi du 30 septembre 1986, le défaut de fourniture au Conseil supérieur de l'audiovisuel des pièces requises et le cas où l'activité exercée ou envisagée n'entrerait pas dans le champ d'application de l'article 34 de la loi du 30 septembre 1986.

L'article 9 (devenu l'article 11) permet au CSA de s'opposer, dans le délai d'un mois, à l'exploitation ou à la modification d'une offre qui ne serait pas conforme aux obligations prévues par la loi, notamment celles mentionnées aux articles 1^{er}, 3-1, 15 et 34-1 à 34-2.

Le CSA a estimé qu'il serait souhaitable que soit également mentionné l'article 33-1, afin de permettre expressément au CSA de s'opposer à l'introduction, dans une offre, d'une chaîne relevant de la compétence de la France qui ne serait ni conventionnée ni déclarée.

Il a également considéré que le délai donné au CSA pour intervenir en application de ces deux articles pourrait utilement être porté à deux mois, soit le délai de droit commun prévu à l'article 21 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Il notait qu'en tout état de cause, les opérateurs pourraient procéder aux modifications de leurs offres sans attendre l'expiration de ce délai, puisque l'article 6 du projet de décret prévoit une « *déclaration préalable* » des modifications mais ne fixe pas de délai entre la déclaration et la réalisation des modifications.

III – La reprise des services d'initiative publique locale

Les articles 10 à 12 (devenus les articles 13 à 15 du décret), relatifs aux conditions de reprise des services d'initiative publique locale, n'appelaient pas d'observations de la part du CSA.

Avis n° 2005-8 du 26 juillet 2005 relatif au projet d'arrêté de suppression des signaux d'identification couleur

Saisi pour avis par le ministre de la Culture et de la Communication, en application de l'article 12 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée, d'un projet d'arrêté fixant au 1^{er} août 2005 la fin des dispositions transitoires prévues à l'article 2 de l'arrêté du 14 mars 1978 fixant les normes de télévision en France métropolitaine (obligation des signaux d'identification couleur, dits « *bouteilles Secam* ») concernant les chaînes TFI, France 2 et France 3, le Conseil supérieur de l'audiovisuel, après en avoir délibéré lors de son assemblée plénière du 26 juillet 2005, a émis un avis favorable au projet qui lui a été soumis.

Le Conseil a estimé que le nombre de téléspectateurs qui pourraient subir une détérioration de la qualité de réception des chaînes TFI, France 2 et France 3 était très faible et que cette détérioration n'avait qu'un caractère limité puisque les programmes demeuraient accessibles.

Avis n° 2005-9 du 6 septembre 2005 relatif au projet de décret pris pour l'application de l'article 17-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 et relatif à la procédure de règlement des différends auprès du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

La loi du 9 juillet 2004 a élargi les compétences du CSA au pouvoir de régler tout différend relatif à la distribution d'un service de radio et de télévision, y

compris en ce qui concerne les conditions techniques et financières de sa mise à la disposition du public. Le CSA comme le Conseil de la concurrence, dans les avis qu'ils avaient rendus au Gouvernement sur le projet de loi sur les communications électroniques, avaient exprimé le souhait que ce pouvoir soit conféré au CSA, à l'image de celui dont sont dotées les autres instances de régulation sectorielles.

Il s'agit, pour le Conseil, de régler dans des délais rapides (deux ou quatre mois) des conflits qui, s'ils perduraient, provoqueraient des situations de blocage préjudiciables aux téléspectateurs, aux éditeurs ou aux diffuseurs. Le paysage audiovisuel, avec l'arrivée de la TNT et l'émergence de nouveaux supports, ne pourra en effet se développer de façon harmonieuse qu'à partir du moment où une procédure efficace de règlement des éventuels conflits entre les acteurs sera mise en place.

L'article 17-I dispose que les modalités d'application de la procédure seront détaillées dans un décret pris en Conseil d'État, à la différence des autres instances de régulation, pour lesquelles la procédure de règlement des conflits relève du seul règlement intérieur.

Le 27 juin 2005, le ministre de la Culture et de la Communication a saisi le CSA pour avis sur un projet de décret pris pour l'application de cet article. La procédure décrite dans le projet de décret se rapproche fortement de celle définie pour l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) ou de la Commission de régulation de l'électricité (CRE), avec notamment la désignation d'un rapporteur parmi les agents de l'administration et un jugement par le Collège.

Dans l'avis qu'il a rendu le 6 septembre 2005, le CSA soulignait en particulier la nécessité d'articuler cette nouvelle procédure avec celle prévue au I de l'article 34 de la loi, qui donne au CSA le pouvoir d'intervenir sur le plan de services d'un distributeur.

Le Conseil proposait également de préciser le rôle du rapporteur, de la direction générale du Conseil et du Collège dans cette procédure.

Au 31 décembre 2005, le décret n'était toujours pas adopté.

Avis n° 2005-10 du 3 novembre 2005 relatif au projet de modification du tableau national de répartition des fréquences radioélectriques

Le Conseil a rendu, le 3 novembre, un avis favorable au projet de modification du tableau national de répartition des bandes de fréquences radioélectriques qui lui avait été soumis le 4 octobre 2005 par le Premier ministre, en application de l'article L. 41 du Code des postes et des communications électroniques. Ces modifications ne concernaient pas les bandes de fréquences dont le CSA est affectataire.

> Les avis au Conseil de la concurrence

En 2005, le CSA a été saisi pour avis de trois dossiers par le Conseil de la concurrence. Le premier dossier a concerné le traitement au fond de la plainte de Multivision et de TPS sur les pratiques des sociétés Canal+ et Kiosque : à la demande du Conseil de la concurrence, le CSA a actualisé et complété l'avis rendu le 6 mars 2001 dans le cadre d'un nouvel avis adopté en assemblée plénière le 1^{er} mars 2005. Le deuxième a concerné les pratiques observées par les acteurs sur le marché de la publicité télévisée pour lesquelles la procédure est toujours en cours devant le Conseil de la concurrence. Les observations ont été

adoptées le 7 juin 2005. Enfin, le rachat du Pôle Ouest de la Socpresse par Sipa (Ouest France), a donné lieu à une série d'observations qui ont été adoptées en assemblée plénière le 26 juillet 2005.

Par lettre en date du 20 juillet 2005, le Conseil de la concurrence avait en effet saisi le CSA afin de recueillir ses observations sur l'opération de rachat du Pôle Ouest de la Socpresse par la société Sipa (Ouest France), car à la date de la notification, la Socpresse détenait, par l'intermédiaire du titre de presse quotidienne *Presse Océan*, 49 % du capital de la société editrice du service Nantes 7, autorisé par le CSA le 5 octobre 2004, et, par l'intermédiaire du *Courrier de l'Ouest*, 78 % de la société editrice du service Angers 7, présélectionnée par le CSA le 18 janvier 2005.

L'avis du CSA a eu pour objet d'éclairer le Conseil de la concurrence sur le fonctionnement de la télévision locale, qui est le média audiovisuel sur lequel l'opération en cause avait des incidences.

Dans ses observations, le CSA a souhaité attirer l'attention du Conseil de la concurrence sur les conséquences de cette opération au regard du pluralisme des médias locaux. À l'issue de l'opération de rachat, le groupe Sipa se trouvait en effet en situation de contrôle des deux titres de presse quotidienne de l'agglomération de Nantes, d'un service local de télévision analogique hertzien terrestre (Nantes 7), d'un titre de presse quotidienne gratuite d'information (*20 Minutes*) et d'un service local de radio : Hit West.

Le CSA a fait par ailleurs valoir que l'opération permettait à la nouvelle entité d'être présente sur l'ensemble des marchés de la publicité médias et hors-médias, avec une position de leader en matière de commercialisation d'espaces publicitaires.

Enfin, le Conseil a souligné les perspectives incertaines pour d'éventuels nouveaux entrants dans le domaine de la télévision locale à Nantes, tout en constatant qu'une forme de pluralisme en matière d'offres éditoriale et commerciale, existe d'ores et déjà à Nantes, dans la mesure où la chaîne associative Télénantes partage avec la société Nantes 7 le canal autorisé pour la télévision locale dans l'agglomération nantaise.

Le CSA a communiqué ses observations au Conseil de la concurrence le 26 juillet 2005.

Le ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie a finalement autorisé l'opération de rachat le 28 octobre 2005, en assortissant son autorisation, s'agissant des activités audiovisuelles de la nouvelle entité, d'une série d'engagements relatifs au contrôle de la régie publicitaire, aux couplages publicitaires et à la composition du capital des sociétés titulaires des autorisations des télévisions locales Nantes 7 et Angers 7.

> Les observations en réponse à l'Arcep sur le « Marché I 8 »

Conformément aux dispositions des articles L37-I D.301 et D.302 du Code des postes et des communications électroniques, l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) a saisi le CSA pour avis de son projet d'analyse du « marché de gros des services de diffusion audiovisuels » (« Marché I 8 » de la recommandation de la Commission européenne sur les « marchés pertinents », en date du 11 février 2003).

Dans ses observations, le Conseil a souhaité attirer l'attention de l'Arcep sur les spécificités et l'importance des relations économiques intervenant sur le

segment aval du « Marché I 8 », autrement dit le segment qui voit se rencontrer offre de services techniques pour la diffusion audiovisuelle et demande des éditeurs et des opérateurs de multiplex. Le CSA a aussi souligné l'importance du coût de la diffusion hertzienne terrestre, à la fois pour les opérateurs historiques qui diffusent en modes analogique et numérique, et pour les nouveaux entrants de la télévision numérique terrestre.

Tout en approuvant la définition du « Marché I 8 », qui permet à l'Arcep de moduler le type de régulation envisagé et de tenir compte du fonctionnement réel du marché, le CSA a appelé son attention sur l'importance de l'enjeu que représente pour les éditeurs le poids des dépenses de diffusion sur l'équilibre de leur exploitation, et plus particulièrement pour les éditeurs nouveaux entrants de la télévision numérique terrestre.

Dans un deuxième volet de ses observations, le CSA a porté son analyse sur le segment amont du marché, en soulignant les implications concurrentielles qu'emporte l'organisation technique spécifique de la diffusion audiovisuelle.

Parmi les éléments fondamentaux de cette organisation technique, le Conseil a tenu à souligner la dépendance durable de la diffusion audiovisuelle à l'égard d'une centaine de sites de forte puissance, construits au long de plusieurs décennies, qui assurent toujours la majeure partie de la couverture du territoire et de la population, pour la télévision publique et privée, comme pour les radios publiques.

Il a par ailleurs décrit les contraintes de la planification de la diffusion de la télévision numérique terrestre, les perspectives techniques d'ouverture du marché, service par service, et livré une analyse détaillée des conditions d'ouverture à la concurrence de la diffusion de la télévision en mode numérique.

En effet, en matière sportive, le CSA ne serait pas en mesure, à la date à laquelle il statuerait, d'apprécier l'importance de l'événement pour le public local. Il serait donc contraint, si le décret était maintenu en l'état, de prendre la même décision pour tous les décrochages liés à une saison sportive et disposerait ainsi d'une marge de manœuvre extrêmement réduite en la matière.

Ainsi, les décrochages locaux liés à des compétitions sportives saisonnières, loin d'être exceptionnels, risqueraient au contraire d'être réguliers. Le projet de décret ne posant pas de limitations sur la nature de la discipline sportive, le risque de régularité de ces décrochages serait accentué par la possibilité de diffuser des compétitions sportives liées à tout type de sport.

Par ailleurs, le CSA a relevé qu'à l'occasion de l'examen de la loi du 9 juillet 2004, le Conseil constitutionnel s'est prononcé sur l'insertion de publicités nationales au sein des décrochages locaux exceptionnels et a précisé, dans sa décision n° 2004-497 DC du 1^{er} juillet 2004, les conditions permettant de considérer que cette disposition ne portait pas atteinte au pluralisme :

« Considérant que les "décrochages locaux", qui ne sauront être qu'exceptionnels et devront être autorisés par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, ne pourront comporter de messages publicitaires que si ces derniers sont "diffusés sur l'ensemble du territoire national" ; que, dès lors, les dispositions critiquées n'auront pas pour conséquence de mettre en cause les ressources publicitaires des médias locaux d'une manière telle qu'il serait porté atteinte aux conditions pluralistes d'exercice de la liberté de communication ».

À cet égard, le CSA a observé que s'ils n'étaient pas exceptionnels, les décrochages comprenant des publicités nationales pourraient risquer de mettre en cause les ressources publicitaires des médias locaux d'une manière telle que le pluralisme en serait menacé.

Le respect du pluralisme, principe constitutionnel rappelé à l'article 1^{er} de la loi du 30 septembre 1986 modifiée et qui doit guider les interventions des pouvoirs publics dans le secteur audiovisuel, suppose en effet de privilégier les mesures propres à garantir la viabilité économique de différents médias.

Pour l'ensemble de ces motifs, le CSA a émis un avis défavorable sur le projet de décret qui lui a été soumis, en tant qu'il prévoit pour les programmes se rapportant à une compétition sportive saisonnière un régime spécifique, autorisant de facto et sans limitation des décrochages locaux comportant des messages publicitaires nationaux.

Au 31 décembre 2005, le décret n'avait pas été adopté.

Avis n° 2005-7 du 11 juillet 2005 relatif au projet de décret pris pour l'application des articles 30-2, 34 et 34-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée

Saisi pour avis d'un projet de décret pris pour l'application des articles 30-2, 34 et 34-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 (devenu le décret n° 2005-1355 du 31 octobre 2005), le Conseil supérieur de l'audiovisuel, après en avoir délibéré, a formulé les observations suivantes.

I – Le régime des distributeurs commerciaux de la TNT

L'article 3 du décret fixe la liste des éléments que doit comporter la déclaration ; ces éléments portent sur la société (forme sociale, dénomination ou raison sociale, siège social), ainsi que sur les services distribués et la structure de l'offre.

Le CSA a estimé qu'il serait utile que le dossier de déclaration comporte également au moins une lettre d'intention de conclure un accord de distribution émanant d'un éditeur de service autorisé en TNT payante.

Il a appelé en outre l'attention du Gouvernement sur l'intérêt qui s'attacherait à ce que cette déclaration comporte les éléments pris ou envisagés pour le respect des dispositions de l'article 30-3 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée portant sur l'interopérabilité des décodeurs.

L'article 4 prévoit que l'accusé de réception délivré dans le cadre de l'envoi postal en recommandé vaut récépissé de déclaration.

Même si le CSA comprend que le Gouvernement ait souhaité réduire au maximum les délais liés à la procédure de déclaration, il a estimé que ce régime risquait de soulever des difficultés liées aux limites de la valeur probante de l'accusé de réception en l'absence de cadre juridique définissant les caractéristiques des envois recommandés utilisés dans le cadre des procédures administratives et juridictionnelles (l'article L.3-4 du Code des postes et des communications électroniques renvoie à un décret en Conseil d'État qui n'a pas encore été adopté).

En outre, le Conseil a relevé que cette procédure ne semblait pas en adéquation avec les termes de la loi, qui évoque expressément un « *récépissé de déclaration* », document qui se distingue clairement d'un accusé de réception postal.

Une autre difficulté de l'article 4 du projet de décret tient à la faculté donnée au CSA de notifier au déclarant, dans le délai d'un mois à compter de la réception de la déclaration complète, « *qu'il n'a pas la qualité de distributeur de services au sens du IV de l'article 30-2 de la loi du 30 septembre 1986* ».

Le CSA a estimé qu'il serait souhaitable que les motifs pour lesquels le CSA pourra ne pas reconnaître la qualité de distributeur commercial soient plus explicitement détaillés et couvrent à la fois le non-respect des conditions prévues au IV de l'article 30-2 de la loi du 30 septembre 1986, le défaut de fourniture au Conseil supérieur de l'audiovisuel des pièces requises et le cas où l'activité exercée ou envisagée n'entrerait pas dans le champ d'application du IV de l'article 30-2 de la loi du 30 septembre 1986.

II – Le régime des autres distributeurs de services

L'article 6 (devenu l'article 7 du décret) rappelle le principe d'une déclaration des distributeurs et expose ses modalités. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a considéré qu'il serait utile que cet article précise que chacune des offres des distributeurs commerciaux doit faire l'objet d'une déclaration ; en effet, certains distributeurs, en particulier les câblo-opérateurs, proposent des offres distinctes selon les zones desservies.

L'article 7 (devenu l'article 8 du décret) précise les éléments que doit contenir la déclaration, qui comprend notamment « *la structure de l'offre de services mise à disposition auprès du public* ». Compte tenu des différentes obligations (obligations de reprise, service antenne conforme aux dispositions de l'article 34-1 de la loi, absence de discrimination entre éditeurs) qui pèsent sur les distributeurs et de la nécessité, pour le Conseil, de s'assurer que seules des chaînes conventionnées ou déclarées sont distribuées, le CSA préconisait que le décret vise expressément la liste complète des services distribués ainsi que la structure des offres (prix des différentes options et numérotation des services dans chacune des options).

Le CSA estimait en outre que le décret devait prévoir la transmission, à titre confidentiel, des contrats de distribution des différents services. Cette mesure lui semble en effet indispensable pour lui permettre de s'assurer du caractère non discriminatoire des relations entre éditeurs et distributeurs, conformément à l'article 3-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986.

L'article 8 (devenu l'article 10 du décret) prévoit que le CSA peut, dans le délai d'un mois, « *notifier au déclarant qu'il n'a pas la qualité de distributeur de services*

au sens du deuxième alinéa du I de l'article 34 de la loi du 30 septembre 1986 susvisée ».

Comme pour les distributeurs commerciaux de la TNT, le CSA a estimé qu'il serait souhaitable que les motifs pour lesquels le CSA peut s'opposer à l'exercice de l'activité de distributeur commercial soient plus explicitement détaillés et couvrent à la fois le non-respect des conditions prévues à l'article 34 de la loi du 30 septembre 1986, le défaut de fourniture au Conseil supérieur de l'audiovisuel des pièces requises et le cas où l'activité exercée ou envisagée n'entrerait pas dans le champ d'application de l'article 34 de la loi du 30 septembre 1986.

L'article 9 (devenu l'article 11) permet au CSA de s'opposer, dans le délai d'un mois, à l'exploitation ou à la modification d'une offre qui ne serait pas conforme aux obligations prévues par la loi, notamment celles mentionnées aux articles 1^{er}, 3-1, 15 et 34-1 à 34-2.

Le CSA a estimé qu'il serait souhaitable que soit également mentionné l'article 33-1, afin de permettre expressément au CSA de s'opposer à l'introduction, dans une offre, d'une chaîne relevant de la compétence de la France qui ne serait ni conventionnée ni déclarée.

Il a également considéré que le délai donné au CSA pour intervenir en application de ces deux articles pourrait utilement être porté à deux mois, soit le délai de droit commun prévu à l'article 21 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Il notait qu'en tout état de cause, les opérateurs pourraient procéder aux modifications de leurs offres sans attendre l'expiration de ce délai, puisque l'article 6 du projet de décret prévoit une « *déclaration préalable* » des modifications mais ne fixe pas de délai entre la déclaration et la réalisation des modifications.

III – La reprise des services d'initiative publique locale

Les articles 10 à 12 (devenus les articles 13 à 15 du décret), relatifs aux conditions de reprise des services d'initiative publique locale, n'appelaient pas d'observations de la part du CSA.

Avis n° 2005-8 du 26 juillet 2005 relatif au projet d'arrêté de suppression des signaux d'identification couleur

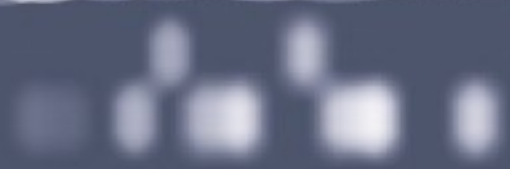
Saisi pour avis par le ministre de la Culture et de la Communication, en application de l'article 12 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée, d'un projet d'arrêté fixant au 1^{er} août 2005 la fin des dispositions transitoires prévues à l'article 2 de l'arrêté du 14 mars 1978 fixant les normes de télévision en France métropolitaine (obligation des signaux d'identification couleur, dits « *bouteilles Secam* ») concernant les chaînes TFI, France 2 et France 3, le Conseil supérieur de l'audiovisuel, après en avoir délibéré lors de son assemblée plénière du 26 juillet 2005, a émis un avis favorable au projet qui lui a été soumis.

Le Conseil a estimé que le nombre de téléspectateurs qui pourraient subir une détérioration de la qualité de réception des chaînes TFI, France 2 et France 3 était très faible et que cette détérioration n'avait qu'un caractère limité puisque les programmes demeuraient accessibles.

Avis n° 2005-9 du 6 septembre 2005 relatif au projet de décret pris pour l'application de l'article 17-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 et relatif à la procédure de règlement des différends auprès du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

La loi du 9 juillet 2004 a élargi les compétences du CSA au pouvoir de régler tout différend relatif à la distribution d'un service de radio et de télévision, y

VIII. les **nominations**



VIII. les nominations



Les articles 47-1, 47-2 et 47-3 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée confient au Conseil supérieur de l'audiovisuel la mission de nommer certains responsables des organismes du secteur public de l'audiovisuel.

L'année 2005 a vu la nomination du président de la société France Télévisions ainsi que la nomination de personnalités qualifiées au sein de son conseil d'administration, chacune étant appelée à siéger aux conseils d'administration de France 2, France 3 et France 5.

NOMINATION À LA PRÉSIDENCE DE FRANCE TÉLÉVISIONS

Le 6 juillet 2005, le CSA a nommé M. Patrick de Carolis, au titre des personnalités qualifiées mentionnées au 3° de l'article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, administrateur de la société France Télévisions, pour remplir les fonctions de président, pour une durée de cinq ans à compter du 22 août 2005. M. Patrick de Carolis a été élu au premier tour de scrutin, après avoir obtenu cinq voix, M. Marc Tessier, trois voix et M^{me} Simone Halberstadt-Harari, une voix. Le mandat du nouveau président de France Télévisions a pris effet à compter de la fin du mandat de M. Marc Tessier, soit le 22 août 2005.

Le CSA a estimé que l'expérience et les compétences de M. Patrick de Carolis dont témoigne son parcours professionnel, tant dans le domaine de l'information que des programmes, sont marquées par un réel sens du service public et que celui-ci, grand professionnel de l'audiovisuel, a montré à travers ses différentes fonctions son attachement à privilégier, au bénéfice du plus large public, la création, l'innovation, l'exigence de qualité et la rigueur éditoriale. Il a considéré que ces qualités étaient adaptées à l'exercice de la fonction de président de France Télévisions.

Le CSA a en outre estimé que M. Patrick de Carolis, lors de son audition par le Conseil le mardi 5 juillet 2005, a présenté pour France Télévisions et pour chacune des sociétés de programme un projet stratégique cohérent, un plan d'organisation adapté à la conduite de ce projet et des perspectives de développement propres à répondre aux missions de la télévision publique.

NOMINATIONS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE FRANCE TÉLÉVISIONS ET AUX CONSEILS D'ADMINISTRATION DE FRANCE 2, FRANCE 3 ET FRANCE 5

Le 1^{er} septembre 2005, le CSA a nommé, en application du 3° de l'article 47-1 de la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986, pour une durée de cinq ans à compter du 5 septembre 2005, trois personnalités qualifiées au conseil d'administration de la société France Télévisions, chacune étant par ailleurs appelée à siéger au conseil d'administration de l'une des trois sociétés France 2, France 3 et France 5.

Le CSA a ainsi reconduit comme administrateurs de la société France Télévisions :

M. Dominique Wolton, universitaire et chercheur au CNRS, en tant que personnalité qualifiée, par ailleurs appelé à siéger au conseil d'administration de la société nationale de programme France 2.

M. Constantin Costa-Gavras, réalisateur et producteur de films, en tant que personnalité qualifiée issue du monde de la création ou de la production

audiovisuelle ou cinématographique, par ailleurs appelé à siéger au conseil d'administration de la société nationale de programme France 3.

Le CSA a également nommé administrateur de France Télévisions :

M. Jean-Christophe Rufin, docteur en médecine, président d'Action contre la faim, écrivain, en tant que personnalité qualifiée issue du mouvement associatif, par ailleurs appelé à siéger au conseil d'administration de la société nationale de programme France 5.

IX. les études et la **communication**



IX. les études et la communication

I. LES ÉTUDES

Pour ses décisions et ses réflexions, le Conseil s'appuie notamment sur les travaux réalisés ou pilotés par la direction des études et de la prospective, qui compte douze agents fin 2005.

En 2005, ces travaux ont principalement porté sur l'accompagnement du lancement de la télévision numérique terrestre, sur les enjeux de concurrence et de concentration, et sur le développement de nouvelles plates-formes de distribution de radio et de télévision. Ils ont ainsi éclairé les décisions du Conseil en matière de numérisation, de nouveaux modes de diffusion et de nouvelles technologies de réception.

En plus de la réalisation régulière d'études économiques, le Conseil s'attache aussi à suivre les conséquences des évolutions technologiques sur des nouveaux formats audiovisuels et sur les nouveaux modes de consommation de la télévision, notamment grâce à une expertise des audiences, des usages et des publics.

LA MISE EN PLACE DE LA TÉLÉVISION NUMÉRIQUE DE TERRE

Dans le cadre de l'instruction du second appel aux candidatures portant sur huit canaux de télévision numérique terrestre (TNT), le CSA a conduit des travaux sur le potentiel de recettes publicitaires des chaînes gratuites, en confrontant les prévisions des sociétés candidates avec le potentiel d'amortissement du marché. Les espérances des candidats ont été mises en regard de la ponction publicitaire des chaînes TNT déjà sélectionnées. Une conclusion importante de l'étude a été que le potentiel du marché publicitaire de la TNT pouvait être réévalué à la hausse par rapport aux estimations qui prévalaient lors du premier appel à candidatures du 24 juillet 2001, ce qui permettrait de sélectionner un nombre limité de chaînes gratuites nouvelles pour la TNT.

Le CSA a par ailleurs poursuivi en 2005 son travail de veille des développements des offres de télévision numérique terrestre en Europe, grâce au soutien d'une société de conseil spécialisée dans les médias.

L'ANALYSE DES QUESTIONS DE CONCURRENCE ET DE CONCENTRATION

Études économiques en soutien des réflexions et avis du Conseil

Des études approfondies ont été menées dans le cadre de la préparation des avis rendus au Conseil de la concurrence.

La préparation des observations du CSA dans le cadre du traitement au fond de la plainte de Multivision et de TPS sur les pratiques des sociétés Canal+ et Kiosque a ainsi donné lieu à l'examen des évolutions des modalités d'approvisionnement des acteurs du paiement à la séance.

La préparation de l'avis du Conseil sur le rachat du Pôle Ouest de la Socpresse par Sipa (Ouest France), a été l'occasion d'une étude de l'offre de médias dans l'agglomération nantaise.

Le CSA a par ailleurs poursuivi en 2005 son analyse de l'évolution du marché de l'édition et de la commercialisation des chaînes thématiques, entreprise en 2004 lors du changement de contrôle de la chaîne TMC. Il ressort de cette analyse que les mouvements intervenus sur le capital d'un nombre significatif de chaînes auraient occasionné un renforcement de la concentration du contrôle des chaînes thématiques.

Au cours de la période 2001-2004, la tendance est à la concentration des revenus totaux du secteur en faveur des groupes TFI, M6, TPS, Canal+ et Lagardère qui réalisent les trois quarts du volume d'affaires total des chaînes thématiques, cependant que le groupe AB représente moins de 7 % du chiffre d'affaires de ce secteur, que les chaînes du secteur public voient leur part diminuer sur la période et que les autres éditeurs français indépendants voient leur part, déjà très faible, significativement baisser.

Contribution du Conseil aux travaux de la Commission sur la concentration dans les médias

Au printemps 2005, le CSA a contribué aux travaux préparatifs au rapport de la « Commission Lancelot » sur la concentration dans les médias. Un exposé détaillé du dispositif de la loi du 30 septembre 1986 modifiée relatif aux concentrations, ainsi qu'un commentaire de ce dispositif ont été ainsi communiqués à la Commission, qui a remis son rapport au Premier ministre le 13 janvier 2006.

Création d'un groupe de liaison avec le Conseil de la concurrence

À plusieurs reprises ⁽¹⁾, le Conseil avait affirmé son souhait d'un renforcement des coopérations entre les autorités chargées d'intervenir dans les domaines de la concurrence et du contrôle des concentrations. Les mouvements stratégiques à l'œuvre dans le secteur de l'audiovisuel, la concentration croissante des médias, le développement de la convergence et les tensions grandissantes entre les marchés de contenu et les marchés de contenant, rendent en effet crucial le renforcement du dialogue entre les autorités chargées d'intervenir dans ces domaines, dans le respect des règles de fonctionnement et d'indépendance de chacune d'elles.

Des représentants du CSA et du Conseil de la concurrence se sont ainsi rencontrés le 16 décembre 2005, afin de dresser les lignes d'une collaboration régulière entre les deux institutions. Il a été décidé que celle-ci prendrait la forme d'un groupe de liaison, dont les modalités de fonctionnement seront proches de celles du groupe de liaison CSA/Arcep, sans toutefois que ce groupe se réunisse avec une périodicité aussi rapprochée. Le groupe de liaison abordera des sujets de fond ou des points de doctrine d'intérêt commun, la discussion de ces sujets prenant la forme de présentations par les services des deux instances.

(1) Avis n° 2003-4 relatif au projet de loi sur les communications électroniques ; Article de la *Lettre du CSA* intitulé « Le CSA, le pluralisme et la concentration des médias » (juillet 2005).

L'ÉVALUATION DES RESSOURCES PUBLICITAIRES NÉCESSAIRES AU LANCEMENT DE CHÂÎNES DE TÉLÉVISION LOCALES EN RÉGION PARISIENNE

Dans le cadre des travaux sur les télévisions locales en région parisienne, le potentiel du marché publicitaire en région parisienne et en Île-de-France a été analysé.

En raison de sa population et de son niveau de revenu et d'activité, l'Île-de-France est le premier bassin publicitaire régional, avec des investissements supérieurs à 2 milliards d'euros en 2004 (supports médias et hors-médias locaux et régionaux d'Île-de-France). Ce potentiel donne des perspectives *a priori* favorables à la création de télévisions locales. Si la part de marché publicitaire des télévisions locales en Île-de-France était à terme de 10 %, et si 50 % des foyers étaient équipés d'une réception TNT, la part de marché effective des télévisions locales sur la zone pourrait être aussi de 5 %. Le potentiel de recettes des télévisions locales serait dans ce cas d'au moins 35 M€/an.

LES NOUVEAUX MÉDIAS

Dans le domaine des nouveaux médias, les travaux de prospective réalisés en 2005 se sont principalement attachés à éclairer les orientations prises par le Conseil dans les domaines de la télévision mobile en mode *Broadcast* et du lancement des émissions au format haute définition.

S'agissant de la télévision mobile, ces travaux ont fait le point sur l'état d'avancement des différents projets et technologies actuellement en compétition (réception terrestre, satellitaire ou mixte, normes DVB-H ou DM-B, etc.) et sur leurs mérites respectifs, grâce en particulier au dialogue engagé avec les principaux acteurs dans ce domaine.

Par ailleurs, le CSA a suivi l'expérimentation des technologies DVB-H et DMB autorisée à Paris à partir du mois de septembre, et a conduit une veille des offres de télévision en téléphonie 3G, au travers notamment de rencontres régulières avec les opérateurs de ces offres.

Les réunions mensuelles du groupe de liaison entre le CSA et l'Arcep se sont par ailleurs poursuivies en 2005. Elles ont permis un échange constant d'informations et de réflexions entre les deux autorités sur de nombreux sujets, notamment la préparation de la position française devant la Conférence régionale des radiocommunications numériques, la question du dividende numérique et la définition du futur cadre de régulation du marché de gros de la diffusion hertzienne (le « marché 18 » de la recommandation de la Commission européenne du 11 février 2003).

Enfin, ces travaux prospectifs liés aux nouveaux services et aux nouveaux médias ont permis de préciser la position du CSA en matière de développement des nouveaux vecteurs de télévision, comme la télévision mobile, les réseaux haut-débit ou la TVHD.

LA PRODUCTION ET LA PROGRAMMATION DES SERVICES DE TÉLÉVISION

À la demande du Conseil, les services ont conduit une mission de configuration d'un observatoire des programmes diffusés en première partie de soirée par les grandes chaînes hertziennes nationales, comprenant les rubriques suivantes : les performances, tendances et nouveautés s'agissant des programmes et de la programmation des chaînes, avec une évocation des faits marquants ; l'audience par chaîne au cours de la période sur la cible générique des 4 ans et plus, ainsi que sur la cible commerciale privilégiée par les annonceurs (« les ménagères de moins de 50 ans ») et sur les cibles « 15-34 ans » et « 50 ans et + » pour mesurer les phénomènes de rajeunissement/vieillessement des audiences ; le gros plan : il s'agit d'une étude sur un point saillant qui a marqué la période (comme l'analyse de l'offre et la consommation d'information lors de la campagne référendaire d'avril-mai 2005 dans le numéro zéro de l'Observatoire et l'analyse de

l'impact en audience du raccourcissement du « 20 h » de France 2, dans le n° 1 de l'Observatoire) ; enfin les investissements publicitaires de la période, en tenant compte toutefois qu'il n'y a pas, du fait des spécificités du marché de l'achat d'espaces publicitaires, de relation directe et immédiate entre performances d'audience à court terme et choix d'investissements des annonceurs.

En 2005, le CSA a fait l'acquisition de la nouvelle étude d'Espaces TV Communication intitulée *Télé Indice, les enjeux*. Les résultats de cette étude ont été présentés en groupe de travail au CSA. Centrée majoritairement sur les chaînes hertziennes nationales historiques et couvrant la saison septembre 2004/juin 2005, l'étude conclut que :

- la fiction française connaît une saison mitigée, mais peut se prévaloir de succès largement fédérateurs sur les formats de 90 minutes (TF1, France 3) et de quelques innovations performantes sur d'autres formats (*Clara Sheller, Plus belle la vie*) ;
- les séries américaines deviennent une valeur forte de la programmation des chaînes en première partie de soirée ;
- les chaînes privées bénéficient toujours de l'effet moteur de la télé-réalité, qui néanmoins commence à connaître une rotation accélérée des formats à l'antenne, face à la difficulté de renouvellement des formules à succès ;
- le cinéma souffre d'une régression de son offre en première partie de soirée, mais conserve de fortes audiences sur des titres fédérateurs ;
- les disciplines sportives phares se maintiennent à des niveaux d'audience élevés ;
- les programmes de deuxième partie de soirée continuent de fidéliser des audiences captives et contribuent fortement à l'identité des chaînes.

LES ÉTUDES ET LES ANALYSES EN MATIÈRE D'AUDIENCE ET DE PUBLICS

La protection du jeune public

Le bilan de la campagne pour la promotion de la signalétique des programmes

Le CSA a établi, en avril 2005, un bilan de diffusion et d'audience de la nouvelle vague de promotion de la signalétique, diffusée du 3 au 16 janvier 2005 inclus.

Les six chaînes nationales hertziennes (TF1, F2, F3, C+, F5 et M6) ont diffusé le message de la campagne à 172 reprises, soit 56 fois de plus que lors de la campagne de 2004 et 39 de plus par rapport à celle de 2002-2003. Sur le câble et le satellite, le message a été repris par 62 chaînes et a été diffusé en tout 2 713 fois, toutes chaînes confondues.

L'indice audimétrique global de ces deux semaines de la campagne signalétique 2005 a affiché 2,7 % en audience moyenne pour 10,2 % de parts d'audience, soit en moyenne 1,4 million de téléspectateurs de 4 ans et plus par message, toutes chaînes et tous créneaux confondus. Les performances audimétriques exceptionnelles de certaines chaînes, notamment TF1 et France 2, ont donné à cette campagne plus de puissance et d'efficacité.

L'analyse comparée de l'audience des programmes signalisés, avant et après la campagne signalétique 2005

Après la diffusion en janvier de la nouvelle campagne de sensibilisation des téléspectateurs à la signalétique de protection du jeune public, le CSA a réalisé une

pré-évaluation de l'impact de cette campagne sur l'audience auprès des adultes et du jeune public des programmes signalisés. Des séries de données ont été commandées à la société Médiamétrie concernant l'audience des programmes de catégorie II, III, IV et V, diffusés par les chaînes hertziennes nationales avant et après la campagne.

Si aucune tendance lourde ne s'est dégagée à l'analyse des données, certaines catégories du public adulte seulement ont toutefois manifesté, par leur mode de consommation de ces programmes, une sensibilité certaine à la nouvelle signalétique.

L'analyse comparée de l'audience des films de moins de 12 ans avant et après la mise en place de la nouvelle signalétique des programmes

L'objet de cette étude, réalisée en octobre 2005, a été d'évaluer l'impact de la nouvelle signalétique, en vigueur depuis novembre 2002 sur l'audience des films déconseillés aux moins de 12 ans diffusés par les chaînes hertziennes nationales en première partie de soirée.

L'analyse des données, examinées de manière agrégée puis chaîne par chaîne, a permis de constater une baisse de l'audience des films déconseillés aux moins de 12 ans, qui s'était amorcée dès 2002 par rapport à l'année antérieure, et notamment chez les enfants de 4-14 ans. En 2003, l'année qui a suivi la mise en place de la nouvelle signalétique, la tendance baissière s'était confirmée chez les enfants tout en s'inversant chez les adultes. L'évolution en 2004 a été, selon les indicateurs, soit très peu haussière soit très peu baissière. Au terme du 1^{er} semestre 2005, l'audience des films déconseillés aux moins de 12 ans était repartie à la hausse chez les adultes, mais s'est maintenue chez les enfants de 4-14 ans tout en amorçant une légère décline chez la catégorie des 4-10 ans.

L'analyse de l'audience, auprès des enfants de 4-14 ans, des films déconseillés aux moins de 16 ans, diffusés en première partie de soirée par les chaînes « Cinéma » en 2004

En collaboration avec Médiamétrie, le CSA a réalisé en septembre 2005 une étude de l'audience, auprès du public enfant, des films déconseillés aux moins de 16 ans, diffusés en première partie de soirée par les chaînes « Cinéma » durant l'année 2004. Il en résulte qu'hormis les scores particulièrement élevés de deux titres, la diffusion de ces films n'a pas été particulièrement « performante » auprès des enfants de 4-14 ans.

Le suivi et l'analyse des nouveaux outils et des nouvelles méthodologies de l'audimétrie

Dans le but de suivre l'évolution technologique des supports de diffusion de la télévision et d'être au fait des évolutions, constatées ou prévisibles, de l'audimétrie qui lui sont corollaires, le Conseil a réalisé en interne une étude comparée des nouvelles mesures instantanées de l'audience des offres TV sur ADSL, proposées par Free et Neuf Télécom.

En mettant en parallèle l'audimétrie classique (principalement le Médiamat et le MédiaCabSat) et celle, nouvelle, proposée par les nouveaux opérateurs, cette étude a mis en évidence les différences méthodologiques, de qualification des panels-bases et d'exploitation des données, qui séparent les deux outils. Le développement prévisible de l'ADSL et le partenariat que Free et Neuf TV cherchent à développer avec respectivement TNS et Médiamétrie, annoncent dès maintenant l'importance que pourraient prendre les nouveaux modes de mesure de l'audience TV à moyen terme.

LES AUTRES ÉTUDES

Une veille du développement des offres élargies de télévision a été effectuée tout au long de l'année 2005, qu'il s'agisse de celles proposées par les opérateurs sur les vecteurs de diffusion du câble et du satellite, *via* l'ADSL ou en téléphonie 3G.

2. LA COMMUNICATION

> Les relations extérieures

En 2005, le CSA a poursuivi les relations nouées de longue date avec ses nombreux interlocuteurs réguliers. Opérateurs et organisations professionnelles de l'audiovisuel, Parlement, Gouvernement, institutions diverses et autorités de régulation, tant françaises qu'étrangères, ont ainsi été au centre d'échanges nombreux avec le Conseil ou ont fait l'objet d'actions de communication de sa part en vue de mieux faire connaître et d'expliquer ses décisions, ainsi que ses travaux et réflexions sur certains dossiers importants.

Les actions menées par le Conseil et les échanges ainsi opérés ont pris des formes variées : communiqués et conférences de presse, rapports, bilans, études, auditions en groupes de travail, réception de délégations étrangères, rencontres avec des instances homologues, auditions du président ou des membres du Conseil par certaines commissions du Parlement.

En toute logique, les principaux sujets autour desquels s'est orchestrée la communication du Conseil en 2005 sont ceux qui ont constitué les grands dossiers de l'année : poursuite des travaux liés à la préparation du lancement de la télévision numérique terrestre, lancement officiel des chaînes gratuites, auditions publiques pour de nouvelles chaînes de la TNT organisées au Sénat avec une diffusion en direct sur la chaîne Public Sénat et sur le site internet du Conseil, appels à candidatures pour des télévisions locales analogiques, expérimentations de télévision sur les mobiles, suivi du pluralisme et campagne officielle radiotélévisée pour le référendum sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe, nomination du président de France Télévisions, protection du jeune public, lutte contre les propos tenus sur les antennes en faveur de l'antisémitisme et de l'incitation à la haine raciale, et études en vue de l'amélioration de la planification des fréquences MF dans le cadre des appels aux candidatures lancés début 2006.

LES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

Le Conseil est régulièrement en contact avec les parlementaires à qui il adresse de nombreuses informations sur son activité. Il répond aussi aux demandes spécifiques qui peuvent lui être adressées.

Les présidents des deux Assemblées, ceux des groupes politiques ainsi que ceux des commissions parlementaires concernées reçoivent régulièrement les rapports, études et bilans publiés par le Conseil. *La Lettre du CSA*, publication mensuelle dont les parlementaires sont tous destinataires, contribue à les informer régulièrement des décisions et réflexions du Conseil sur les dossiers importants, certains dossiers pouvant faire l'objet d'envoi d'informations complémentaires.

Au cours de l'année 2005, le président et des membres du CSA ont été conviés à cinq reprises à s'exprimer sur le fonctionnement du Conseil et sur divers sujets

relatifs à l'audiovisuel devant diverses commissions du Parlement. Ils sont également intervenus lors de colloques organisés par l'une ou l'autre des Assemblées et ont pris part à des débats à l'invitation du Club du Sénat et du Club parlementaire Avenir de l'audiovisuel.

Le rapport d'activité 2004 du CSA a été remis aux présidents des deux Assemblées, aux présidents des commissions ainsi qu'à tous les parlementaires concernés au mois de juin 2005.

LES RELATIONS AVEC LA PRESSE

Le service de presse contribue à la bonne compréhension par les médias des activités et des décisions du Conseil en diffusant et explicitant le plus largement possible les décisions prises lors des assemblées plénières. En 2005, ce service a entretenu des relations permanentes avec les différents médias, répondant quotidiennement aux nombreuses demandes des journalistes sur l'activité du Conseil, mais également sur le secteur audiovisuel au sens large. Le service a assuré la diffusion de 22 communiqués de presse ainsi que de nombreuses notes d'information et de textes d'interventions publiques du président ou de conseillers.

Il a également contribué à présenter à la presse, aux institutions et aux entreprises du secteur audiovisuel, les travaux d'études et les rapports établis par le Conseil. Il a préparé et coordonné les interviews du président et des conseillers, organisé les différentes conférences de presse et, à l'occasion des déplacements dans les CTR du président ou du conseiller chargé des radios, préparé les dossiers de presse et établi les contacts avec la presse locale.

Enfin, le rendez-vous mensuel avec la presse organisé à l'occasion de la parution de *La Lettre du CSA* s'est poursuivi. Cette conférence de presse réunit les spécialistes des médias des rédactions des journaux quotidiens et des magazines, les journalistes des lettres d'information professionnelles et des magazines spécialisés ainsi que ceux des radios et télévisions. Il a pour objectif de présenter les travaux et les décisions du Collège et permet en outre à chacun des conseillers de s'exprimer sur les thèmes d'actualité et les dossiers en cours, favorisant ainsi les échanges entre les journalistes et le Conseil.

LES RELATIONS PUBLIQUES

En 2005, le Conseil a réuni l'ensemble des acteurs de l'audiovisuel à deux reprises : la cérémonie des vœux qu'il a organisée le 26 janvier 2005 dans le salon d'honneur de l'hôtel des Invalides et la présentation de son rapport d'activité pour 2004, qui s'est déroulée le 30 juin 2005 à l'Espace Cardin.

À l'occasion du lancement des chaînes gratuites de la télévision numérique terrestre (TNT), le 31 mars 2005, le Conseil a organisé une cérémonie officielle en présence du Premier ministre, du ministre de la Culture et de la Communication et du ministre de l'Industrie, à laquelle participaient les principaux acteurs de la TNT.

Le Conseil a par ailleurs participé à de nombreux salons professionnels tels que le Mip-TV, le Mipcom, le Salon de la réception numérique, le salon Le Radio et à plusieurs festivals. Le président, des conseillers ou des représentants des directions sont régulièrement intervenus dans le cadre de débats organisés lors de ces manifestations.

LES RELATIONS AVEC LES TÉLÉSPECTATEURS ET LES AUDITEURS

Le Conseil accorde une attention toute particulière aux relations avec les téléspectateurs et les auditeurs. Ces relations passent essentiellement par les courriers auxquels s'ajoutent les messages reçus par le biais du site internet. Les réponses qu'il y apporte donnent au CSA l'occasion de communiquer direc-

tement avec les Français sur ses missions et ses prérogatives. Les lettres et les messages reçus sont un indicateur précis des attentes et des interrogations du public, indispensable dans l'exercice de la régulation. Ces saisines sont souvent à l'origine de l'intervention du Conseil auprès des diffuseurs.

Globalement, le nombre de courriers reçus par le Conseil en 2005 a augmenté par rapport à l'année précédente. Les messages qui lui ont été envoyés par le biais du site internet ont, à l'instar de la fréquentation de celui-ci, connu une hausse très importante de leur nombre : 9 239 messages en 2005, soit 62 % de plus qu'en 2004, ce qui donne une moyenne de 770 messages par mois.

Les courriers adressés au CSA en 2005 ne font pas mentir les grandes tendances observées année après année. Toutefois, le traitement de l'information et le respect du pluralisme sur les antennes ont particulièrement mobilisé les télé-spectateurs et les auditeurs. Ces deux thèmes arrivent ainsi, en 2005, en tête des préoccupations des correspondants du Conseil.

Dans leur ensemble, les courriers témoignent de réactions très vives sur les questions religieuses. Une partie des correspondants s'insurgent contre ce qu'ils considèrent comme un manque de respect général à l'égard des religions et de leurs représentants. De nombreuses personnes font aussi part régulièrement au Conseil de leur indignation face à des séquences et des propos qui leur paraissent contraires au principe d'interdiction de l'incitation à la haine et à la violence pour des raisons de race, de sexe de mœurs ou de religion, notamment dans les émissions de radios dites confessionnelles. Certains courriers ont d'ailleurs débouché sur de fermes interventions du CSA auprès des diffuseurs concernés. Le Conseil rappelle à ces correspondants qu'il est particulièrement vigilant sur cette question, qu'il instruit systématiquement chaque cas et que tout dérapage avéré fait l'objet d'une intervention ou d'une sanction.

Les représentants politiques et les institutions sont également, selon certains correspondants, décrédibilisés par les médias audiovisuels et seraient trop souvent ridiculisés et tournés en dérision.

Autre grief formulé à l'encontre des opérateurs audiovisuels : l'honnêteté et la vérité de l'information, et plus particulièrement de l'information historique, sont selon certains correspondants régulièrement bafouées. Ont été tout spécialement visées les informations relatives à la Shoah, au conflit israélo-palestinien, à la guerre d'Algérie, au rôle de la France dans les colonies, aux cérémonies liées au 60^e anniversaire de la Libération ou encore à la libération des camps de concentration.

Beaucoup de correspondants du Conseil considèrent aussi que le pluralisme politique n'est pas respecté, que ce soit à la télévision ou à la radio.

En réponse, le Conseil explique son rôle en matière de contrôle du pluralisme sur les antennes, que ce soit hors des périodes électorales ou à l'approche d'un scrutin. Il rappelle également qu'il veille scrupuleusement au respect de l'honnêteté de l'information et du pluralisme politique sur les antennes et qu'il relève et publie régulièrement les temps de parole et d'antenne accordés aux différentes familles politiques par les médias audiovisuels mais qu'il ne lui appartient pas de se substituer aux rédactions pour fixer la politique éditoriale des journaux et magazines. Le Conseil insiste aussi sur le fait que l'appréciation du pluralisme ne s'effectue pas sur une seule émission mais sur l'ensemble des émissions de même catégorie diffusées par une même chaîne, et ce, en se fondant sur une période de trois mois.

En matière de respect du pluralisme politique dans les médias audiovisuels, c'est surtout le référendum sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe qui a suscité des réactions enflammées. La campagne référendaire a ainsi été un

des thèmes les plus largement évoqués par les internautes en 2005, avec pas moins de 664 courriels adressés au Conseil pour les seuls mois d'avril et de mai.

Le CSA a en conséquence été amené à revenir en détail sur les règles s'appliquant à ce scrutin. Dans le cadre du référendum, le Conseil a pris la décision d'établir l'équité des temps de parole sur la prise de position officielle de chaque parti politique : l'article 4 de la Constitution dispose que « *les partis politiques concourent à l'expression du suffrage universel* ». Cette règle est applicable à l'occasion de chaque référendum. L'équité est à distinguer de l'égalité absolue, principe qui s'applique dans le cadre de la seule élection présidentielle selon les dispositions du Code électoral. La recommandation que le CSA a publiée prévoyait en outre que lorsque les opérateurs rendaient compte de la pluralité des positions au sein des partis ou groupements politiques, ils devaient aussi veiller à le faire dans des conditions équitables. Le décompte du temps de parole a ainsi été opéré de manière traditionnelle en fonction des formations politiques, mais le CSA a également veillé à une équitable représentation du « oui » et du « non », y compris, le cas échéant, au sein des partis. Le Conseil a, par ailleurs, insisté, dans ses réponses, sur le fait qu'à chaque fois qu'il a bel et bien constaté des déséquilibres, il a adressé ses observations aux chaînes pendant plusieurs semaines consécutives.

Concernant le traitement de la parole du Président de la République, le principe de référence adopté par le CSA en 2000 pour le contrôle de l'équilibre des temps de parole des personnalités politiques à l'antenne, hors période électorale ou référendaire, ne prend pas en compte les interventions du Président de la République car celui-ci ne peut être assimilé à aucune des catégories donnant lieu à un décompte (Gouvernement, majorité parlementaire, opposition parlementaire, autres formations). C'est ce principe qui a été appliqué lors de la campagne pour le référendum où le temps de parole du Président de la République favorable au projet de constitution européenne n'a pas été agrégé au temps de parole des autres partisans du texte. Là encore, le principe appliqué par le CSA est constant. Il a été reconduit par toutes les autorités de régulation depuis 1982, Haute Autorité, CNCL et CSA. Et de rappeler que sur cette question précise, le Conseil d'État a tranché le 13 mai 2005. Ses conclusions sont très claires. Il a considéré que cette règle était suffisamment bien ancrée dans notre tradition juridique républicaine pour qu'elle soit considérée « *comme un principe à valeur supra réglementaire qui s'impose au CSA lui-même et auquel il ne pourrait porter atteinte* ». Le Conseil d'État d'ajouter que « *seule une loi pourrait modifier cette règle* » et encore le législateur devrait-il agir sous le contrôle du Conseil constitutionnel.

Par ailleurs, de nombreux courriers sont parvenus au CSA en réaction à la décision de France 3 d'attribuer, conformément à ce qu'avait préconisé le Conseil en 2004, une classification en catégorie –I0 ans aux émissions consacrées à la corrida. La grande majorité de ces courriers a été envoyée par les membres d'associations tauromachiques en signe de protestation. Toutefois, on dénombre quelques lettres de remerciement et d'encouragement, ainsi que 14 courriels félicitant le Conseil pour sa décision.

Une autre pétition a été adressée au CSA afin de faire respecter par les chaînes de télévision le principe de protection des animaux, notamment dans les émissions de télé-réalité comme *Koh Lanta*. À la suite des nombreuses plaintes concernant le traitement infligé aux oiseaux appelés Puffins Fouquet ou Puffins du Pacifique, les producteurs de l'émission se sont engagés à ne plus diffuser d'images comportant des actes de maltraitance ou de cruauté envers les animaux en général, afin de respecter la sensibilité du public.

La diffusion d'une parodie de mariage à Notre-Dame de Paris a également suscité une réaction collective importante (629 internautes).

Sur la qualité des programmes, les plaintes restent identiques à celles des années précédentes. Une partie des correspondants s'insurgent contre le faible niveau des programmes proposés sur l'ensemble des chaînes, notamment celui des émissions de divertissement. Les programmes les plus critiqués par les internautes restent les films ou les bandes-annonces contenant des scènes de violence et d'érotisme (193 messages) et les émissions de télé-réalité (173 messages). Les courriers regrettent que l'objectif de l'audience l'emporte toujours sur les considérations de contenu. Plusieurs correspondants estiment que les émissions culturelles sont souvent programmées à des heures trop tardives. L'ensemble des correspondants se montrent attachés au respect des horaires annoncés. Quant aux rediffusions, plusieurs d'entre eux soulignent leur situation particulière : handicapés ou très âgés, ils se déplacent peu et comptent d'autant plus sur la télévision pour les divertir. Ils regrettent particulièrement les rediffusions des séries policières, notamment dans les tranches horaires du matin et de l'après-midi.

En ce qui concerne la protection de l'enfance et de la dignité humaine, on note une certaine constance dans les critiques du public, qu'il s'agisse de demander un contrôle plus strict des programmes, de s'insurger contre l'évocation de certains faits de société ou encore de dénoncer la violence dans les programmes.

Les correspondants continuent en effet de s'alarmer contre la fréquence des scènes violentes dans les programmes diffusés à la télévision notamment en première partie de soirée. Ils visent généralement un programme en particulier, mais estiment au passage que la violence, le sexe et la vulgarité sont omniprésents dans les films de cinéma, la publicité, les jeux et les émissions-débats. Certains d'entre eux regrettent une trop grande disproportion entre sévérité à l'égard de l'érotisme et laxisme à l'égard de la violence. Ils associent bien souvent la recrudescence des scènes de violence dans l'ensemble des programmes télévisés à l'augmentation des téléfilms, séries ou feuilletons américains dans la programmation des chaînes. On note que la diffusion en première partie de soirée de films déconseillés aux moins de 12 ans – diffusions considérées exceptionnelles et limitées à 4 dérogations annuelles par chaîne, sauf pour les chaînes cinéma – suscite des protestations. C'est l'occasion pour le Conseil de revenir sur l'action particulière qu'il a menée afin de renforcer l'exercice de leur responsabilité par les chaînes mais aussi par les parents, grâce aux aménagements mis en place - horaires de diffusion spécifiques, programmation particulière le mardi soir et pendant les vacances – et à la signalétique jeunesse sur nos écrans depuis 1996, et simplifiée en 2002. Le Conseil rappelle qu'il est particulièrement attentif à la manière dont les chaînes appliquent ce dispositif et que chaque année il en établit le bilan. Le Conseil précise aussi les règles qui s'appliquent en matière de signalétique pour les films de cinéma. Pour ces derniers, la chaîne doit se conformer au minimum à l'interdiction décidée par la Commission nationale de classification lors de la sortie en salle. Dans certains cas, les chaînes établissent, pour un film diffusé à la télévision, une classification supérieure à celle décidée lors de la sortie en salle, considérant que le public touché à la télévision est plus large qu'au cinéma.

Les courriers relèvent par ailleurs le caractère souvent violent des images de reportages diffusés lors des journaux télévisés. Un nombre important d'internautes ont ainsi protesté contre la diffusion d'images violentes dans les journaux télévisés (62 messages) et contre la mauvaise image de l'islam que relaieraient les médias audiovisuels (58 messages).

Face à ce type de plainte, la réponse du Conseil évoque la spécificité de l'information. La violence habite l'information : chaque jour apporte son lot de brutalité et d'actualité dramatique dont les journalistes et la télévision ont le devoir de rendre compte. Le Conseil rappelle que la diffusion d'images particulièrement difficiles doit être assortie d'un avertissement explicite de la part du présentateur vis-à-vis des plus jeunes téléspectateurs pour pallier l'absence de signalétique impossible à mettre en œuvre sur ce format de programmes.

On peut cependant signaler que cette année, une vingtaine d'internautes ont tenu à féliciter le CSA pour sa campagne de sensibilisation à la signalétique diffusée sur nos écrans.

Comme précédemment, des courriers ont porté sur la nécessité de généraliser le sous-titrage à destination des personnes sourdes ou malentendantes : ainsi, près de 200 courriels demandent davantage de sous-titrage à la télévision. Le CSA souligne alors les efforts fournis par l'ensemble des diffuseurs en matière de programmes destinés aux personnes souffrant d'un handicap auditif. L'évolution est positive et des obligations élevées ont été intégrées aux conventions de l'ensemble des chaînes de la télévision numérique terrestre (TNT). La loi du 11 février 2005 prévoit en outre que la totalité des programmes soient accessibles aux personnes sourdes ou malentendantes d'ici à 2010 et le CSA a engagé sur ce point la renégociation des conventions.

Plusieurs téléspectateurs critiquent par ailleurs des habillages sonores et visuels trop compliqués et trop présents qui rendent, selon eux, l'écoute et la lecture de l'image inconfortables. 77 messages électroniques ont notamment sollicité l'intervention du CSA auprès des chaînes dont les logos marquent les écrans plasma.

Une autre revendication récurrente concerne la représentation de la diversité des origines et des cultures à la télévision. Les correspondants relèvent pour la plupart une amélioration de la situation, mais appellent les chaînes de télévision et le CSA à plus d'efforts. Quelques courriers sont venus notamment apporter leur soutien à une meilleure représentation, à la télévision, de la France dans sa diversité à la suite de la médiatisation des violences urbaines à l'automne 2005. Le Conseil, qui s'est préoccupé de cette question depuis 1999, ne manque pas de rappeler à ces correspondants les avancées obtenues dans ce domaine.

Les plaintes relatives à la publicité sont peu nombreuses. Elles portent sur quelques messages spécifiques, mais aucun film publicitaire n'a suscité de réaction collective. Il faut néanmoins noter les plaintes régulières que suscite l'augmentation du volume sonore lors de la diffusion d'écrans publicitaires sur plusieurs chaînes (61 courriels). Ce problème continue d'indisposer certains téléspectateurs, qui jugent cette pratique inacceptable : c'est l'occasion pour le Conseil de signaler qu'il a fait réaliser une étude sur le sujet pour constater que, dans 50 % des cas, le volume sonore des écrans publicitaires sur les principales chaînes hertziennes analogiques dépasse bien le volume sonore moyen du programme. Le Conseil a donc engagé une concertation avec les diffuseurs. Quelques lettres font état des craintes de téléspectateurs concernant les conséquences de la révision de la directive *Télévision sans frontières* sur les règles en matière de publicité imposées aux chaînes de télévision françaises.

L'arrivée et le déploiement de la TNT sur le territoire français ont donné lieu à de nombreux courriers formulant des questions précises sur le nombre de nouvelles chaînes et leur contenu. Ils émanaient également d'élus locaux souhaitant obtenir des précisions sur la future couverture du territoire, ainsi que de personnes désireuses de connaître les conditions techniques d'aménagement de l'antenne râteau ou d'une éventuelle desserte complémentaire par satellite.

S'agissant des courriels, les demandes de renseignements et les problèmes de réception occupent respectivement 22 % et 19 % des messages, dont plus d'un tiers relatif au lancement de la TNT. Parmi ces messages, la question des conditions de la reprise des chaînes de la TNT sur les réseaux câblés constitue une part non négligeable des interrogations des internautes. 25 % des messages critiquent les programmes de télévision, 3 % les programmes de radio, 13 % les médias audiovisuels en général et 3 % les messages publicitaires. 2 % relèvent de mauvais usages de la langue française entendus à l'antenne.

Enfin, les mentions relatives à la redevance sont fréquentes : certains téléspectateurs, qui cherchent à être exonérés de la taxe, écrivent au Conseil pour lui demander d'intercéder auprès de leur centre régional de la redevance. Quelques téléspectateurs écrivent pour critiquer la redevance dans son principe même. Dans ces courriers, la mise en cause de la redevance vient parfois étayer la critique des programmes du secteur public. La plupart des courriers laissent cependant apparaître une méconnaissance du fonctionnement de cette taxe – certains ignorent qu'elle sert à financer exclusivement l'audiovisuel public ou que c'est la possession d'un téléviseur qui justifie son paiement – ainsi qu'une compréhension erronée des pouvoirs du CSA en matière de redevance. C'est l'occasion pour le Conseil de faire délivrer une information précise sur le sujet.

En réponse aux interrogations et sollicitations du public, le Conseil est donc fréquemment amené à exposer son rôle et les missions qui lui ont été confiées par le législateur. Il précise en outre quasi systématiquement qu'il n'est en aucun cas un organe de censure ni un comité de critique de télévision ou un jury chargé de décerner des bons ou des mauvais points. Il rappelle enfin qu'il n'a pas vocation à intervenir dans le choix de la programmation ni dans le contenu éditorial des chaînes ou des radios et que sa fonction essentielle est de garantir l'exercice de la liberté de communication audiovisuelle en veillant au respect des grands principes de la loi, dans le cadre de l'État de droit et dans la limite de ses compétences telles que fixées par la loi et la réglementation en vigueur.

> Les publications

LE SITE INTERNET DU CONSEIL : RÉPONDRE AUX QUESTIONS D'UN LARGE PUBLIC

L'évolution du site internet du Conseil a poursuivi en 2005 sa courbe ascendante, tant en termes de volume, de contenu que de fréquentation.

L'actualité du CSA est la première source de mise en ligne : 912 décisions, 40 dossiers d'actualité, 22 communiqués de presse et 5 interventions publiques ont été publiés en 2005, entraînant ou accompagnant l'ajout de nouveaux documents dans les rubriques « Textes juridiques », « Opérateurs de l'audiovisuel » et « Publications du CSA » notamment.

Au-delà de cette actualité régulière, les événements marquants de l'année 2005 ont fait l'objet d'une communication particulière. Citons parmi ceux-ci les deux principaux : le lancement de la télévision numérique terrestre (TNT) et la campagne en vue du référendum relatif au projet de traité constitutionnel européen.

À l'occasion du lancement de la TNT, le Conseil a délivré une information plus pédagogique que ne peut l'être le dossier juridique et technique alimenté sur le sujet depuis l'an 2000 dans la rubrique « Autorisations » du site du CSA. Ainsi, une page « grand public » a été mise en ligne le 31 mars 2005, jour du lancement de la TNT, pour donner aux téléspectateurs les informations indispensables : les zones de diffusion de la TNT, les chaînes de la TNT, l'équipement

nécessaire pour recevoir la TNT. La première partie donne accès aux cartes des sites d'émission et des zones de couverture, la deuxième affiche le logo de chacune des chaînes, en lien avec leur site internet, et la troisième rappelle la nécessité d'acquérir un adaptateur. Ces trois parties sont prolongées par une trentaine de questions-réponses issues des demandes récurrentes adressées au Conseil concernant la TNT, ainsi que par des liens vers des sites spécialisés.

La campagne en vue du référendum du 29 mai 2005 a donné lieu, semaine après semaine entre le 4 avril et le 31 mai, à la publication des relevés des temps de parole des personnalités politiques intervenues sur les antennes et à celle des remarques adressées par le Conseil aux opérateurs en cas de déséquilibre desdits temps au regard de la recommandation du CSA.

Répondre au besoin d'information d'un public large est en effet une nécessité pressante. En 2005, le nombre des visiteurs du site du CSA s'est élevé à près de 2 300 000, ce qui représente une augmentation de 156 % par rapport à 2004. En moyenne, 6 294 visiteurs se connectent chaque jour au site du Conseil ; 3 475 étaient, fin 2005, abonnés au bulletin d'information (+ 36 % par rapport à 2004) et 2 722 aux alertes d'actualisation (+ 26 %).

Les documents les plus consultés sont les décisions du Conseil (10,5 % des visites), avant même la page d'accueil (9,39 % des visites), ce qui laisse à penser que beaucoup d'internautes accèdent au site par le biais des alertes qu'ils reçoivent à la suite de la publication d'une décision. Les cartes présentant les sites d'émission de la TNT sont le troisième document le plus consulté (6,59 % des visites), avant le tableau des émetteurs de télévision (5,48 %) et le forum de discussion (5,26 %). La durée moyenne des visites s'élève à près de 10 minutes, même si 41 % des internautes n'affichent qu'une seule page, 16 % 2 pages, 10 % 3 pages et 4 % plus de 20 pages.

Les visiteurs sont majoritairement originaires de pays francophones (France, Belgique, Suisse, Maroc, Canada), mais aussi d'Allemagne ou d'Italie.

Pour sa part, le nombre des messages reçus par le Conseil dans les boîtes aux lettres ouvertes sur le site internet a connu une hausse de 62 % par rapport à 2004 (cf. *supra* Les relations avec les téléspectateurs et les auditeurs).

Le souci de donner une meilleure place à une information grand public et la croissance du nombre des messages ont conduit le Conseil à revoir, au mois de décembre, la page d'accueil de son site. En effet, il n'est pas envisageable, pour les services du Conseil, d'apporter une réponse à la fois rapide et sûre à un nombre de messages en constante augmentation. D'autant plus que la plupart d'entre eux portent sur des sujets évoqués dans la rubrique « Foire aux questions » que trop peu d'internautes, jusqu'en décembre 2005, prenaient la peine de consulter. Aussi, dans la partie haute de la nouvelle page d'accueil du site du Conseil, la « Foire aux questions », qui comporte près de cent questions-réponses, est davantage mise en valeur, de même que le moteur de recherche, particulièrement performant en raison de son module de reformulation.

La présentation des informations par support (télévision, radio, câble et satellite), adoptée pour la précédente version de la page d'accueil, a été abandonnée pour un classement par thématique (TNT, chaînes nationales, chaînes locales, radio, programmes, etc.), à la fois plus souple et plus riche puisqu'il donne accès non plus à une seule mais à plusieurs pages par thématique si nécessaire. Le nombre d'informations affichées dès la page d'accueil peut ainsi être beaucoup plus important que précédemment.

Autres nouveautés offertes par la page d'accueil : les dernières publications du Conseil ont leur espace propre, sur la droite de la page, de même que la

mention du nombre de postes à pourvoir au sein du CSA. Enfin, le site du Conseil offre la possibilité de s'abonner non seulement au bulletin d'information et aux alertes d'actualisation mais aussi à plusieurs flux RSS (*Really Simple Syndication*), qui permettent à l'internaute de rester informé en temps réel sans avoir à consulter ni sa messagerie, ni le site lui-même.

Le contenu du site n'a pas, pour sa part, fait l'objet de modifications de structure, afin de ne pas bouleverser les habitudes de consultation de ses visiteurs habituels.

www.csa.fr.

LA LETTRE DU CSA : LA RÉCAPITULATION DES DÉCISIONS DU CONSEIL

À côté du site internet qui ne cesse de prendre de l'importance parmi les outils de communication du Conseil, *La Lettre du CSA* présente sans doute moins d'évolution mais propose toujours chaque mois, à ses quatre mille abonnés, une vision récapitulative des travaux et des décisions de l'instance. Preuve de l'intérêt que représente la publication papier à côté de la publication électronique : la plupart des nouveaux abonnés à *La Lettre* utilisent le bulletin d'abonnement présent sur le site du Conseil, alors qu'ils peuvent avoir accès à l'information en ligne.

Avec ses onze numéros qui ont comporté, en 2005, entre 32 à 72 pages, *La Lettre* compte en moyenne 44 pages dont une quinzaine consacrées à la reprise individuelle et synthétisée des décisions de chaque assemblée plénière : le lecteur peut ainsi suivre, mois après mois, l'évolution de l'activité de régulation audiovisuelle française dans toutes ses composantes.

La Lettre met également à l'honneur, notamment à travers l'éditorial signé par le président, les principaux dossiers traités par le Conseil. En cette année de lancement de la télévision numérique terrestre, nul ne s'étonnera que cinq éditoriaux sur onze aient porté sur cet événement et sur ses développements futurs. De mois en mois, le président du CSA a ainsi souligné l'évolution de la notoriété de cette nouvelle technologie, la progression de la couverture, la courbe d'achat des adaptateurs ainsi que le souci du Conseil d'accélérer la réception des chaînes par l'ensemble de la population française. Les autres éditoriaux ont porté sur les grands événements nationaux ou internationaux de l'instance : la campagne en vue du référendum du 29 mai 2005 en mai et la diversité de la représentation des origines à la télévision en décembre, la préparation des appels à candidatures généraux pour les radios en juin, la réunion à Paris du Réseau des instances de régulation méditerranéennes en juillet et le processus de révision de la directive *Télévision sans frontières* en octobre.

Chacun de ces sujets a été développé dans le corps du numéro, à côté de la publication des recommandations, avis et consultations publiques adoptés par le Conseil. Plusieurs dossiers de fond ont également été publiés, fruits du travail d'analyse mené de façon régulière par les services du CSA : la situation des télévisions locales en métropole et outre-mer, la place de la fiction et du cinéma à la télévision, les bilans 2004 des chaînes de télévision privées et des sociétés nationales de programme.

Parmi les sujets plus prospectifs est parue, dans le numéro de juin, une réflexion du Conseil sur les dispositifs anti-concentration qui régissent l'audiovisuel et sur la nécessité de renforcer la coopération entre les différentes autorités chargées d'intervenir dans ce domaine. Cette réflexion s'inscrivait dans le cadre des consultations menées par la commission Lancelot mise en place par le Gouvernement pour analyser les problèmes de concentration dans les médias.

Chaque numéro de *La Lettre* s'achève par les rubriques « Langue française », « Régulation dans le monde », « Agenda » et « Journal officiel ». « La régulation dans le monde » a donné en 2005 une large place aux différentes réunions et contributions qui ponctuent le processus de révision de la directive européenne *Télévision sans frontières*. La rubrique « Langue française », pour sa part, s'est attachée notamment à souligner l'écueil que représente l'emploi fréquent de termes anglais dans les programmes et a proposé au lecteur plusieurs équivalents français. Journalistes et animateurs ont ainsi pu découvrir cinq traductions possibles pour le mot *best-of* et six pour le terme *pitch* : de quoi renouveler son propos sans emprunt nécessaire, et pas toujours bien compris, à la langue de Shakespeare...

LES DOCUMENTS ÉDITÉS EN 2005

Depuis plusieurs années, par souci d'économie, le Conseil privilégie la mise en ligne de la plupart de ses publications sous forme de fichiers téléchargeables sur son site internet. Hormis le rapport d'activité, les documents sont ainsi en règle générale très rarement édités au format papier et ne font alors l'objet, en vue d'un usage essentiellement interne, que de tirages réduits.

En 2005, à la suite notamment de l'intervention de modifications législatives et réglementaires, nombre des brochures d'information, souvent publiées depuis plusieurs années par le Conseil, ont été actualisées. Cette actualisation a concerné les documents suivants :

- *Le Conseil supérieur de l'audiovisuel* ;
- *Créer une télévision locale hertzienne terrestre en mode analogique* ;
- *Loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication modifiée et complétée* ;
- *Décrets d'application de la loi n° 86-1067 et autres décrets relatifs à l'audiovisuel* ;
- *Recueil des recommandations, délibérations, lettres circulaires du CSA relatives aux obligations des éditeurs* ;
- *Cahiers des missions et des charges des chaînes publiques nationales, conventions des chaînes privées nationales*.

Afin de compléter l'information délivrée sur le fonctionnement du Conseil, une brochure intitulée *Commission, groupes de travail et missions au sein du CSA* a en outre vu le jour. De plus, une plaquette en quadrichromie de présentation du Conseil, de ses missions et de son organisation a été éditée dans une version bilingue (français/anglais).

Le Conseil a également publié les bilans annuels d'activité (2004) qu'il établit régulièrement pour les chaînes nationales privées (TF1, M6, Canal+) et les sociétés nationales de programme (France 2, France 3, France 5, Réseau France outre-mer, Radio France, Radio France internationale).

En partenariat avec l'Association des chaînes conventionnées éditrices de services, le Centre national de la cinématographie, la Direction du développement des médias et le Syndicat national de la publicité télévisée, le Conseil a publié la troisième édition du *Guide des chaînes thématiques* (données de l'année 2004) réalisé par la société NPA Conseil. Cet ouvrage, qui offre un panorama complet de l'économie et de l'audience des chaînes thématiques ainsi qu'une analyse de leur place au sein du secteur audiovisuel, propose également une centaine de fiches présentant de manière détaillée chacune des chaînes considérées.

Par ailleurs, outre son habituel rapport d'activité (2004), le Conseil a fait paraître un rapport consacré à la campagne radiotélévisée qu'il a été amené à organiser en vue du référendum sur le projet de traité constitutionnel pour l'Europe.

Plusieurs auditions publiques – qui ont donné lieu à des publications – ont également été organisées par le Conseil durant l'année, dans le cadre de procédures d'appels à candidatures visant à autoriser des chaînes de télévision :

- projets de chaînes pour la télévision numérique terrestre (18 au 21 avril) ;
- projets pour une télévision locale à Toulouse (8 juin) ;
- projets de services de télévision associatifs à vocation sociale et éducative en Martinique (5 octobre).

Enfin, le Conseil a publié, en novembre 2005, un rapport intitulé *Accélération du déploiement de la télévision numérique terrestre et extension de la disponibilité des chaînes de la TNT sur le territoire* et établi conjointement, à la demande du Premier ministre, par le CSA et la Direction du développement des médias.

X. les relations **internationales**



X. les relations internationales



L'action internationale du CSA comporte trois volets principaux.

Le contrôle des chaînes étrangères relevant de la compétence française

La définition d'une régulation spécifique pour les chaînes extra-européennes relevant de la compétence du CSA au titre de leur diffusion par le satellite Eutelsat constitue aujourd'hui un enjeu majeur. Le Conseil doit veiller à ce que l'ensemble de ces chaînes respectent la législation française et européenne qui leur est applicable, en particulier en ce qui concerne l'absence d'incitation à la haine et le respect des droits de la personne humaine

Le suivi de la réglementation européenne dans le domaine audiovisuel

Le CSA participe au processus de réexamen de la directive *Télévision sans frontières* actuellement en cours. Il a notamment rendu des avis sur les différents documents de consultation publiés par la Commission européenne depuis juillet 2003. Il prend part aux réunions du groupe de travail des autorités de régulation dans le domaine de la radiodiffusion que la Commission européenne organise régulièrement. Les services du Conseil participent aux réunions du comité de contact de la directive *Télévision sans frontières*, ainsi qu'à différents comités du Conseil de l'Europe.

Les relations avec les autres autorités de régulation

• Rencontres multilatérales

Le CSA fait partie, depuis l'origine, de la Plate-forme européenne des régulateurs audiovisuels (EPRA) et du Réseau des instances de régulation méditerranéennes, dont il assure le secrétariat. Il a développé des relations avec le Réseau des instances africaines de régulation de la communication (RIARC). Enfin des rencontres tripartites régulières réunissent les services du CSA et leurs homologues britanniques (OFCOM) et allemands (DLM).

• Coopération avec les autres régulateurs

Le CSA a signé des accords de coopération avec plusieurs autres instances de régulation audiovisuelles (ABA australienne, CRTC canadien, CSA belge, KRITT polonais...). La signature de nouveaux accords avec le CAC catalan et la KBC coréenne est prévue. Il participe à la mise en œuvre de jumelages ou d'actions de coopération administratives menées sous l'égide de la Commission européenne. Il accueille très fréquemment des délégations étrangères pour leur présenter ses activités et envoie régulièrement des experts auprès d'autres autorités de régulation pour transférer son expérience.

La direction des affaires européennes et internationales du CSA compte quatre agents. Un recrutement temporaire a été effectué en 2005 pour assurer le lancement du site internet du Réseau des instances de régulation méditerranéennes.

> La régulation des chaînes extra-communautaires

LE RÉGIME APPLICABLE AUX CHÂÎNES EXTRA- COMMUNAUTAIRES

Les questions relatives aux chaînes extra-communautaires sont instruites par le groupe de travail « Audiovisuel extérieur et relations internationales » présidé par M. Christian Dutoit.

Le Conseil a entrepris au cours des dernières années de conventionner l'ensemble des chaînes extra-communautaires relevant de sa compétence en leur proposant une convention type comportant des dispositions très précises en ce qui concerne le respect des droits de la personne humaine et la déontologie de l'information.

Adoptée en février et avril 2005, cette convention type était destinée aux chaînes qui utilisaient ou souhaitaient utiliser une capacité satellitaire française (ce qui est le cas des satellites de la société Eutelsat), mais dont l'éditeur n'était pas établi ou ne disposait pas d'une « licence » délivrée dans :

- un État membre de l'Union européenne ;
- un pays partie à l'accord sur *l'Espace économique européen* ;
- un pays partie à la Convention européenne *Télévision transfrontière*.

Les dispositions de cette convention type étaient allégées en matière d'obligations de contenu des programmes. Un certain nombre de chaînes ont bénéficié de ce régime transitoire :

- Al Jazeera Children's Channel (Qatar) ;
- Algerian Third Channel et Canal Algérie (Algérie) ;
- CCTV 4 International (République populaire de Chine) ;
- Jordan Satellite Channel (Jordanie) ;
- Egyptian Satellite Channel I (ESCI-Égypte) ;
- Radio Télévision Marocaine (RTM-Maroc) ;
- Radio Télévision Sénégalaise I (RTSI-Sénégal) ;
- Russia Today TV (Fédération de Russie) ;
- TV7 (Tunisie).

Ce processus s'est cependant révélé particulièrement lourd à mettre en œuvre, compte tenu du nombre de chaînes concernées, et parfois source d'ambiguïtés, comme dans l'affaire Al Manar (cf. rapport d'activité 2004 du CSA).

Depuis l'adoption de la loi du 23 janvier 2006, les chaînes extra-communautaires ne font plus l'objet d'un régime de conventionnement préalable, mais restent soumises aux obligations de la loi et au contrôle du CSA qui peut notamment utiliser à leur égard les procédures prévues aux articles 42, 42-I et 42-10 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (cf. encadré page suivante).

LE CAS SAHAR I

Constatant la diffusion en France, par la chaîne de télévision iranienne Sahar I, de programmes antisémites et incitant à la haine raciale, le CSA a, par décision du 10 février 2005, mis en demeure la société de droit français Eutelsat (cf. Chapitre V – Les sanctions administratives/Autres opérateurs), opérateur du réseau de télécommunications par satellite sur lequel était transportée cette chaîne, d'en cesser la diffusion dans un délai d'un mois après :

- le constat d'un manquement à l'un des principes définis à l'article 1^{er} de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée, en tant que ces programmes représentaient un risque pour l'ordre public, ainsi qu'un manquement à l'article 15 de la même loi, en tant qu'ils portaient atteinte à la dignité de la

LES CONSÉQUENCES DES MODIFICATIONS DE LA LOI DE 1986 INTRODUITES PAR LA LOI RELATIVE AU TERRORISME

La loi n° 2006-64 du 23 janvier 2006 relative à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers comporte un article 22 modifiant la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Les deux principaux points de cette réforme concernent la suppression du conventionnement des chaînes extra-communautaires relevant de la compétence de la France et la suppression du régime déclaratif pour les chaînes européennes.

Les conséquences concernant les chaînes extra-communautaires relevant de la compétence de la France

En application des critères de compétence territoriale résultant de la directive *Télévision sans frontières*, telle que transposée aux articles 43-2 à 43-5 de la loi du 30 septembre 1986, les chaînes extra-communautaires diffusées sur Eutelsat relèvent, *a priori*, de la compétence de la France.

Avant l'intervention de la loi du 23 janvier 2006, la compétence française impliquait en principe que ces chaînes fassent l'objet d'une convention avec le CSA, conformément au I de l'article 33-I de la loi.

Or, cette procédure était manifestement inappropriée, compte tenu du nombre très important de chaînes extra-communautaires diffusées sur Eutelsat et des obstacles linguistiques et culturels auxquels elle se heurtait. Surtout, le conventionnement a constitué une source de difficultés et de lourdeur dans l'engagement des mesures permettant de sanctionner la diffusion de programmes ne respectant pas le droit français de l'audiovisuel, en particulier de programmes incitant à la haine raciale.

L'article 22 de la loi du 23 janvier 2006 met fin à cette situation en complétant l'article 33-I de la loi de 1986 par un III, aux termes duquel :

« III. - Par dérogation aux I et II du présent article, les services de télévision relevant de la compétence de la France en application des articles 43-4 et 43-5 peuvent être diffusés par les réseaux n'utilisant pas des fréquences assignées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel sans formalité préalable. [...] »

« Les conventions conclues entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel et les éditeurs de services de télévision relevant de la compétence de la France en application des articles 43-4 et 43-5 sont réputées caduques à compter de l'entrée en vigueur de la loi n° 2006-64 du 23 janvier 2006 relative à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers. »

Il en résulte que le contrôle du CSA à l'égard des chaînes extra-communautaires relevant de la compétence de la France s'exerce désormais *a posteriori* et non plus *a priori*.

En cas de manquement aux principes du droit de l'audiovisuel, le CSA pourrait, pour les cas les plus graves, saisir le président de la section du contentieux du Conseil d'État, afin qu'il ordonne en référé à Eutelsat de suspendre la diffusion du service, dans le cadre prévu à l'article 42-10 de la loi.

Pour des manquements moins graves aux obligations résultant de la loi de 1986 ou de ses décrets, le CSA pourra utiliser les pouvoirs de sanction prévus à l'article 42-1 de la loi. Cet article a également été modifié afin de permettre au CSA d'ordonner la suspension de la diffusion de la chaîne en Europe, pour un mois au plus.

Cette réforme permettra donc au CSA d'agir plus rapidement et plus efficacement à l'égard des chaînes qui ne respecteraient pas les principes du droit français de l'audiovisuel.

Les conséquences concernant les chaînes relevant de la compétence d'un autre État européen

Le 1^{er} alinéa de l'article 43-6 est désormais ainsi rédigé :

« Les services relevant de la compétence d'un autre État membre de la Communauté européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen peuvent être diffusés par les réseaux n'utilisant pas des fréquences assignées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel sans formalité préalable ».

Il en résulte que les chaînes européennes peuvent désormais être diffusées en France sans déclaration préalable, ce qui constitue certainement une transposition plus exacte du principe de contrôle unique prévu par la directive *Télévision sans frontières*.

Comme auparavant, le CSA conserve la faculté de suspendre provisoirement la diffusion en France d'un de ces services, en cas de diffusion renouvelée d'émissions « susceptibles de nuire de façon manifeste, sérieuse et grave à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs ou comportant une incitation à la haine pour des raisons de race, de sexe, de religion ou de nationalité »

personne et étaient susceptibles d'inciter à la haine, à la violence ou à la discrimination pour des raisons de sexe, de race, de religion ou de nationalité ;

– la tenue à l'antenne de propos susceptibles de constituer le délit de négationnisme, réprimé par l'article 24 bis de la loi du 29 juillet 1881 relative à la liberté de la presse.

Eutelsat a demandé au juge des référés du Conseil d'État de prononcer la suspension de l'exécution de cette décision. Par une ordonnance rendue le 4 mars 2005, le juge des référés du Conseil d'État a rejeté cette requête.

LES DISCUSSIONS AU NIVEAU EUROPÉEN

S'agissant de chaînes qui peuvent être reçues sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne, le CSA défend la nécessité d'une coopération renforcée entre les régulateurs de l'Union européenne.

À l'initiative du CSA et sous la présidence de la Commissaire européenne pour la société de l'information et les médias, M^{me} Viviane Reding, les présidents des autorités de régulation compétentes dans le domaine de la radiodiffusion se sont ainsi réunis pour la première fois à leur niveau à Bruxelles, le 17 mars 2005, afin de discuter spécifiquement de la question de l'incitation à la haine dans les programmes en provenance de pays situés en dehors de l'Union européenne.

Les participants ont tous reconnu l'importance de l'enjeu et le besoin d'une coopération entre autorités de régulation des États membres pour y faire face. Dans les conclusions de la réunion, les régulateurs et la Commissaire ont estimé qu'il était « nécessaire et urgent d'aller vers une coopération plus étroite entre les autorités de régulation des États membres de l'Union européenne, des pays candidats à l'adhésion et des pays de l'Espace économique européen. » ajoutant que « les cas récents Al Manar et Sahar 1, qui ont été interdits par les autorités françaises, confirment le besoin de mettre en place des démarches coordonnées et efficaces ».

La réunion a été l'occasion pour le régulateur néerlandais, le Commissariaat voor de Media, d'annoncer qu'il avait obtenu du satellite Newskies le retrait d'Al Manar du multiplex loué à la société Globecast.

Des mesures pratiques ont été décidées en matière d'échange d'informations sur les autorisations et sur les retraits d'autorisation, notamment :

- la désignation d'un interlocuteur au sein de chaque autorité nationale, celui-ci devant fournir aux autres régulateurs et à la Commission les informations nécessaires sur les chaînes relevant de la compétence de l'État membre concerné ;
- l'interconnexion des bases de données sur les chaînes autorisées ;
- une information mutuelle et immédiate entre régulateurs doublée d'une coopération étroite en cas de retrait d'autorisation pour permettre notamment la prise en compte des motivations ayant entraîné le retrait (il s'agit de généraliser la pratique du CSA dans le cas d'Al Manar) ;
- l'établissement d'un forum restreint sur internet pour échanger sur des cas particuliers.

Les travaux et l'élaboration des propositions sont appelés à se poursuivre à la fois au niveau des experts et du groupe à haut niveau des présidents.

En outre, les régulateurs et la Commissaire ont marqué leur souhait de coopérer étroitement avec les instances de régulation des pays tiers, par exemple avec les membres du Réseau des instances de régulation méditerranéennes (cf. infra).

Enfin l'amélioration du cadre juridique, pour tenir compte notamment de l'évolution des technologies, figure également parmi les points cités dans les conclusions de cette réunion. Il s'agit notamment de réexaminer les critères d'attribution de compétence entre États membres (le niveau de l'opérateur satellitaire paraît aujourd'hui moins pertinent que le niveau de l'opérateur de

multiplex par exemple) et la question de l'asymétrie entre les décisions d'autorisation (qui s'imposent à tous les États membres) et les décisions de retrait d'autorisation (qui peuvent être contournées si la chaîne interdite obtient une nouvelle autorisation d'un autre État membre).

> La révision de la directive *Télévision sans frontières*

Au cours du 1^{er} semestre 2005, le CSA a suivi l'ensemble du travail de préparation de la révision de la directive *Télévision sans frontières*. Le Conseil a ainsi suivi l'élaboration des études indépendantes commandées par la Commission, notamment dans le domaine de la publicité et de la corégulation. Il a également assisté au séminaire organisé en mai par la présidence luxembourgeoise de l'Union européenne, ainsi qu'aux réunions de concertation avec les professionnels français menées par la Direction du développement des médias (DDM).

Au cours de cette période, les services du CSA ont également conduit une réflexion approfondie sur chacun des points en débat au sein de groupes de travail spécialisés afin d'analyser les positions à adopter lors de la prochaine consultation de la Commission.

Puis, le 1^{er} septembre 2005, le Conseil a adopté le texte de sa réponse à la consultation publique lancée le 12 juillet par la Commission européenne sur la révision de la directive *Télévision sans frontières*. Le Conseil s'est notamment prononcé sur l'extension du champ d'application de la directive, les critères de détermination de la compétence sur les chaînes extra-communautaires et les communications commerciales audiovisuelles. La contribution du CSA est présentée ci-après.

À la suite du séminaire intitulé « L'audiovisuel : entre culture et commerce » organisé par la présidence britannique de l'Union européenne à Liverpool du 20 au 22 septembre 2005, la Commission a adopté sa proposition de révision de la directive *Télévision sans frontières* le 13 décembre. Cette proposition sera examinée par le Conseil et le Parlement européens. Le CSA continuera à contribuer aux débats à venir.

SEPTEMBRE 2005 RÉPONSE DU CSA À LA CONSULTATION PUBLIQUE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE SUR LA RÉVISION DE LA DIRECTIVE *TÉLÉVISION SANS FRONTIÈRES*

I - Les règles applicables aux services de contenu audiovisuel

Champ d'application

Le Conseil est **favorable à l'inclusion de l'ensemble des services audiovisuels dans le champ de la directive**, afin de leur appliquer un socle d'obligations communes. À l'heure où de nouvelles générations de services apparaissent, il est essentiel que la réglementation européenne s'adapte pour continuer d'atteindre les objectifs qui la fondent en s'efforçant d'être neutre sur le plan technologique.

Bien que les services non linéaires ne relèvent pas de la compétence du CSA, le Conseil estime cependant que ces services étant susceptibles, pour certains d'entre eux, d'entrer en concurrence directe avec les services linéaires, un rapprochement des réglementations applicables apparaît nécessaire dans un objectif de protection du consommateur et d'absence de distorsion de concurrence.

Le CSA approuve donc les cinq objectifs d'intérêt général applicables à tous les services de contenu audiovisuel : la protection des mineurs et de la dignité humaine, l'identi-

cation des communications commerciales, des obligations minimales d'ordre qualitatif pour les communications commerciales, le droit de réponse, l'identification de base et les exigences en matière de cartouches de titre, auxquels devrait s'ajouter la promotion de la diversité culturelle qui est l'un des objectifs fondamentaux de l'actuelle directive.

La détermination de la compétence sur les chaînes communautaires

Comme dans sa contribution de juillet 2003, le CSA préconise de remonter la notion de la « partie importante des effectifs » en tête des critères énoncés à l'article 2 §3, de sorte que le 2§3a), qui ne vise que le siège social et les décisions de programmation, ne prévale pas, comme actuellement, systématiquement.

En outre, le Conseil propose que « la partie la plus importante des effectifs » soit la mention utilisée en remplacement de « partie importante des effectifs ».

Quant au critère de « décisions de la direction », si le lieu où se prennent les décisions de programmation reste une composante utile à la détermination du lieu d'établissement, il faut comprendre cette notion comme « le lieu où la gestion au jour le jour de l'organisme de radiodiffusion télévisuelle est assurée ».

La détermination de la compétence sur les chaînes extra-communautaires

Comme il a eu l'occasion de le souligner dans ses précédents documents de contribution à la Commission en 2003 et 2004, le Conseil souhaite que soit approfondie la réflexion sur les critères pertinents pour déterminer l'État compétent sur les services extra-communautaires diffusés par satellite. Ces services n'ont en effet par nature pas de lien de rattachement naturel à un seul État membre et leur diffusion concerne l'Union européenne dans son ensemble.

Pour le cas particulier des services diffusés dans la langue d'un pays de l'Union européenne, l'attribution de la compétence pourrait être déterminée en premier lieu en fonction de la langue de diffusion utilisée, ce qui permettrait de faciliter leur contrôle.

Lorsque ce critère est ambigu (notamment lorsque la langue utilisée est pratiquée dans plusieurs États membres), il serait souhaitable que les États concernés puissent déterminer d'un commun accord l'attribution de compétence.

En cas de désaccord, ou lorsque le service n'est pas diffusé dans une langue d'un pays de l'Union européenne, il conviendra de revenir aux critères techniques retenus par la directive.

En ce domaine, le Conseil souhaite rappeler, comme dans sa contribution de décembre 2004, **qu'il est favorable à l'inversion de l'ordre de priorité des critères de capacité satellitaire et de liaison montante**. Il conviendrait cependant dans ce cas que les opérateurs satellitaires soient tenus d'informer les États membres de la localisation de la liaison montante utilisée par les chaînes qu'ils diffusent.

Le régime applicable aux chaînes extra-communautaires

Pour les chaînes extra-communautaires diffusant majoritairement en langue non communautaire, le CSA propose que seules les dispositions relatives à la protection des mineurs, à l'ordre public et à la santé publique soient appliquées, mais que leur contrôle soit mieux assuré à travers **la mise en place d'une véritable concertation entre États membres**.

Pour l'ensemble des chaînes extra-communautaires, le CSA juge en effet indispensable qu'un système de concertation entre les régulateurs audiovisuels des États membres soit mis en place dans la mesure où les conséquences de la diffusion des chaînes extra-communautaires ne touchent pas qu'un seul État membre. Cette concertation doit s'étendre du stade de l'autorisation au stade du contrôle des programmes et des éventuelles sanctions qui peuvent en résulter.

Ces mesures supposent de faire appel aux compétences des instances de régulation des États membres et d'utiliser le cadre que constitue **la réunion à haut niveau des**

II - Les communications commerciales audiovisuelles

régulateurs audiovisuels dont la périodicité devrait être renforcée et l'existence consacrée dans la directive révisée.

Définition

Le Conseil est favorable à la définition générique de « communication commerciale audiovisuelle ».

Placement de produits et publicité clandestine

Le Conseil tient à rappeler que l'absence d'influence du contenu commercial sur le contenu éditorial d'une part, et la séparation très claire des deux types de contenu d'autre part, constituent deux principes essentiels de la directive dont l'utilité du point de vue de la protection des consommateurs, du respect des téléspectateurs et de la liberté de création paraît incontestable. Ces principes devraient s'appliquer à toutes les communications commerciales audiovisuelles.

À ce propos, le Conseil a pris acte avec satisfaction des nécessaires clarifications apportées par la Communication interprétative d'avril 2004, qui caractérise la publicité clandestine grâce au critère de « prééminence indue » de l'apparition de la marque. Le Conseil applique ce principe dans sa pratique quotidienne de la façon suivante : la présence de marques au sein des œuvres ne doit pas revêtir un caractère promotionnel et ne doit pas avoir d'influence sur le contenu éditorial.

Le Conseil souhaite donc que le critère de la « prééminence indue » soit consacré dans la directive elle-même

En revanche, l'autorisation du placement de produit, sous réserve d'une information préalable du téléspectateur, est une proposition nouvelle susceptible d'avoir des conséquences non négligeables sur le respect du principe de séparation cité supra et donc sur la protection du téléspectateur.

Le placement de produit est certes déjà toléré pour les œuvres cinématographiques, dont les diffuseurs n'ont pas la maîtrise. La question est cependant posée de savoir si la généralisation de cette pratique à l'ensemble des programmes, notamment aux œuvres audiovisuelles, peut intervenir sans risques pour l'intégrité des œuvres et la liberté de création. Par ailleurs, d'un point de vue économique, elle serait également susceptible d'entrer en concurrence avec les écrans publicitaires mis sur le marché par les diffuseurs.

C'est pourquoi le CSA estime que cette pratique devrait faire l'objet d'une réflexion approfondie, sur ses incidences comme sur ses éventuelles modalités d'encadrement, avant d'envisager son autorisation dans le futur.

Règles d'insertion

L'assouplissement des règles d'insertion de la publicité dans les programmes tel qu'il est présenté dans le document de consultation revient à faire disparaître les dispositions suivantes : l'obligation d'insérer la publicité entre les émissions, le critère des parties autonomes et des interruptions permettant l'insertion de publicité, la limitation des interruptions dans les œuvres audiovisuelles et cinématographiques et la règle des 20 minutes ⁽¹⁾.

L'option présentée par la Commission serait en effet que seules les interruptions pendant les services religieux soient interdites et que le nombre des interruptions pendant les émissions protégées, c'est-à-dire les œuvres cinématographiques, les journaux d'information et les émissions pour enfants, soient limitées.

Dans une période où les ressources publicitaires des diffuseurs peuvent avoir tendance à stagner, ces dispositions peuvent apporter des ressources supplémentaires importantes et bienvenues au secteur audiovisuel.

En revanche, les conséquences de ces modifications importantes sur l'équilibre de la communication doivent être soigneusement examinées :

– l'importance du décalage existant entre le régime publicitaire applicable aux programmes « protégés » et celui applicable aux autres programmes risque de décourager les

(1) Lorsque des émissions ne comportant pas de parties autonomes sont interrompues par la publicité, une période d'au moins 20 minutes doit s'écouler entre les interruptions successives à l'intérieur des émissions.

diffuseurs d'investir dans ce type d'émissions, pourtant de forte valeur ajoutée en termes culturels et de formation ;

– du point de vue de l'équilibre économique du secteur, de telles mesures auraient des effets importants en termes de transferts de ressources publicitaires entre les différents médias (radio, presse, télévision) d'une part, et à l'intérieur du secteur audiovisuel d'autre part (risque de renforcement des acteurs les plus forts, dont les écrans arrivent à saturation, au détriment des acteurs les plus faibles ou des nouveaux entrants) ;

– la disproportion des ressources entre secteur privé et secteur public pourrait s'amplifier, compte tenu des obligations plus strictes qui devraient continuer à être imposées aux diffuseurs de secteur public en matière de publicité ;

– le confort d'écoute du téléspectateur ainsi que le respect de l'intégrité des œuvres seraient moins préservés que dans le cadre actuel.

Pour l'ensemble de ces raisons, le CSA considère que si une simplification – voire un éventuel assouplissement – des règles d'insertion peut paraître souhaitable, leur quasi-élimination serait susceptible de produire des effets négatifs sensibles sur le modèle européen de télévision.

Règles fondamentales applicables aux services non linéaires

Le Conseil estime que les règles qualitatives, c'est-à-dire les règles de dignité humaine et de protection des mineurs et les règles de santé publique (alcool, tabac, médicaments) devraient être applicables à toutes les communications commerciales audiovisuelles, y compris dans un environnement non linéaire.

III - La promotion des productions audiovisuelles européennes et indépendantes

Règles applicables aux services non linéaires

Le Conseil soutient la piste évoquée par la Commission d'inciter les nouveaux services non linéaires à contribuer à la promotion des œuvres européennes. Il estime que cette incitation devrait être mentionnée de façon positive dans la directive elle-même. Cela pourrait se faire en instaurant des obligations d'investissements ou de catalogue, ce qui permettrait une exposition équitable des œuvres européennes. Il serait néanmoins nécessaire que ces obligations soient placées dans un cadre réaliste tenant compte de l'état de développement de ces services et de la nature du service offert aux téléspectateurs.

En tout état de cause, le Conseil souhaite faire valoir qu'à l'aune d'un processus long et complexe de révision de la directive, il ne semble pas efficace de reporter le sujet en fixant une clause de rendez-vous pour la prochaine révision.

Coproductions et circulation des œuvres non nationales

Le Conseil soutient les pistes évoquées par la Commission pour encourager les coproductions. Il lui semble pourtant important de laisser le choix aux États membres des mesures qu'ils souhaitent prendre afin de faciliter la circulation des œuvres.

Pour cela, le Conseil souhaite rappeler à la Commission, comme dans sa contribution de juillet 2003, qu'à l'égard de la promotion de la diffusion des œuvres européennes non nationales, le système français qui aménage un « couloir » de 20 % entre l'obligation de diffusion de 40 % d'œuvres d'expression originale française et de 60 % d'œuvres européennes semble avoir démontré son efficacité.

Production indépendante

Le Conseil soutient la proposition d'une meilleure prise en compte du critère de la détention des droits secondaires dans la définition européenne de l'œuvre indépendante, à l'instar de ce qui se fait en France. Toutefois, il lui semble important qu'il soit tenu compte à cet égard des spécificités propres à chaque industrie nationale de production audiovisuelle.

« Reporting »

Le Conseil, satisfait de la méthode actuelle de rapport annuel d'application des articles 4 et 5, souhaite le maintien du système de rapport périodique.

IV - Le droit à l'information

Pour autant, le Conseil tient à préciser qu'une association du système de « reporting » avec celui de l'échantillonnage, tel que proposé par la Commission, pourrait s'avérer utile dans des cas où le contrôle de l'application des quotas n'est pas assuré de façon satisfaisante.

Les événements d'importance majeure

Comme dans sa contribution de juillet 2003, le Conseil souhaite redire que « le dispositif en vigueur s'avérant satisfaisant, il n'est pas nécessaire de lui substituer un régime conférant à la Commission un pouvoir d'approbation ».

Quant à « la partie importante du public », le Conseil souhaite réaffirmer « qu'il ne serait pas concevable de rechercher une harmonisation des critères de l'article 3 bis, qui sont fixés unilatéralement dans chaque État membre et se doivent donc d'être adaptés aux spécificités de chacun ».

Le droit aux courts extraits

Sur ce sujet, le Conseil souhaite rappeler sa position de juillet 2003 :

« L'absence au niveau communautaire d'un dispositif posant le principe du droit de citation restreint sans doute la libre circulation des images entre États membres. Son évocation au sein de la directive Télévision sans frontières favoriserait cet objectif.

Pour autant, il pourrait être laissé à la libre appréciation des États membres, en concertation avec les diffuseurs relevant de leur compétence, le soin de fixer les modalités d'application du droit de citation : le caractère gratuit ou non de la citation, la détermination des émissions au sein desquelles le droit de citation peut s'effectuer, la définition des "brefs extraits" et les modalités d'identification de la source. Dans ce domaine, la corégulation, facteur de souplesse et de flexibilité, semble particulièrement adaptée ».

V - La protection des mineurs

Le CSA attache de l'importance à ce que les dispositions qui seront adoptées en matière de protection des mineurs pour les services non linéaires, comme la VOD, vidéo à la demande, ne mettent pas à mal les dispositifs tels qu'ils ont été mis en place dans les États membres pour les services linéaires.

Le Conseil suggère par ailleurs que la règle minimale en matière de protection des mineurs soit celle de l'obligation d'identification de l'utilisateur afin de s'assurer que seuls des adultes aient accès à des services de contenus adultes.

> Les relations avec les autres autorités de régulation

LES RENCONTRES MULTILATÉRALES

La Plate-forme européenne des régulateurs audiovisuels (EPRA)

La Plate-forme européenne des instances de régulation audiovisuelles (EPRA) compte désormais 49 membres. Elle joue un rôle important pour consolider l'indépendance, parfois menacée, des régulateurs dans les nouvelles démocraties d'Europe orientale. Elle constitue un forum d'échanges approfondis sur les principales évolutions de la réglementation audiovisuelle européenne.

- La 21^e réunion de la Plate-forme européenne des instances de régulation audiovisuelles (EPRA) s'est tenue à Sarajevo du 11 au 13 mai 2005. La délégation du CSA était conduite par M^{me} Élisabeth Flury-Hérard. À l'initiative du CSA, l'EPRA avait, lors de sa réunion précédente à Istanbul, entrepris de recenser les moyens dont disposent ses membres pour éviter la diffusion de programmes incitant à la haine, ainsi que de répertorier l'ensemble des chaînes disposant

d'une convention délivrée par l'une des instances de régulation européennes. Cette question a fait l'objet d'un questionnaire dont les résultats ont été présentés à Sarajevo par M^{me} Elisabeth Flury Hérard (cf. annexe).

- La 22^e réunion de l'EPRA s'est tenue à Budapest du 19 au 21 octobre. La délégation du CSA était conduite par M^{me} Elisabeth Flury-Hérard. La réunion de Budapest a ainsi été l'occasion d'évoquer la question des aides d'État aux radio-diffuseurs publics et le processus de révision de la directive *Télévision sans frontières* tandis que deux ateliers étaient consacrés au placement de produits, d'une part, aux méthodes de contrôle des programmes, d'autre part.

Le Réseau des instances de régulation méditerranéennes

Le Réseau des instances de régulation méditerranéennes a été créé le 29 novembre 1997 à Barcelone à l'initiative du Consell de l'Audiovisual de Catalunya (CAC) et du CSA. Il constitue un cadre de discussion, d'échanges réguliers d'informations et de recherche sur les questions relatives à la régulation audiovisuelle. Son objectif est de renforcer les liens culturels et historiques entre les pays de la Méditerranée et de répondre aux défis communs que fait naître la mondialisation.

La 7^e réunion du Réseau des instances de régulation méditerranéennes s'est tenue à Paris les 11 et 12 juillet 2005, sous la présidence de M. Dominique Baudis.

Les instances de régulation audiovisuelles d'Albanie, de Catalogne, de Chypre, d'Espagne, de France, de Grèce, d'Israël, d'Italie, de Malte, du Portugal et de Turquie sont membres du Réseau des instances de régulation méditerranéennes.

Le Réseau, lors de sa réunion de Paris, a décidé d'accueillir parmi ses membres la Haute Autorité de la communication audiovisuelle du Royaume du Maroc et la 2nd Authority for Television and Radio d'Israël. Sa chartre fondatrice prévoit que le Réseau est ouvert à la candidature d'autres régulateurs indépendants appartenant à des pays du Bassin méditerranéen. Le ministre de l'Information de l'Autorité palestinienne, des représentants du Conseil national de l'audiovisuel du Liban, de la Commission audiovisuelle de Jordanie, et de la télévision égyptienne ainsi que de la Commission européenne ont participé à la réunion en tant qu'invités.

La convergence technologique et le développement de nouveaux supports de diffusion comme internet ont été au cœur des réflexions des participants à cette réunion. Autre question abordée, essentielle dans ce contexte de mondialisation et d'évolution technologique : la place et la nature de la régulation des programmes qui doit continuer à garantir la liberté de communiquer et à faire respecter un certain nombre de principes fondamentaux. Les débats ont également porté sur le fonctionnement et le renforcement du Réseau. Pour développer les échanges entre les partenaires du Réseau, un site internet sera lancé en 2006. Chaque participant s'est également engagé à apporter à cette fin une contribution.

Il a été décidé que le président du CSA assurerait la présidence du Réseau, jusqu'à la prochaine réunion qui se tiendra en juin 2006 à Barcelone à l'invitation du Consell de l'Audiovisual de Catalunya (CAC). Le secrétariat général du Réseau est toujours assuré par le CSA avec la coopération du CAC et de la Cyprus Radio and Television Authority (CRTVA).

LA COOPÉRATION AVEC LES AUTRES RÉGULATEURS

Avec l'Ofcom britannique et la DLM allemande

La première rencontre tripartite de l'année 2005 entre les services du CSA et des représentants de la Direktorenkonferenz der Landesmedienanstalten (DLM) allemande et de l'Office for Communications (Ofcom) britannique à Londres s'est tenue au siège de l'Ofcom le 28 janvier. Elle a permis d'évoquer diverses questions : la radio numérique, la télévision numérique terrestre, la révision de la directive *Télévision sans frontières*, le contrôle des programmes extra-communautaires incitant à la haine, la promotion croisée et la publicité pour les produits alimentaires destinés aux enfants.

Des représentants de la Direktorenkonferenz der Landesmedienanstalten (DLM) allemande et de l'Office for Communications (Ofcom) britannique ont été reçus au CSA les 29 et 30 septembre pour la seconde réunion tripartite de l'année 2005. La première séance de travail a été consacrée à un échange de vues sur l'avenir de la politique audiovisuelle européenne tel qu'il se dessine avec la révision de la directive *Télévision sans frontières*. Ces échanges ont révélé les nombreux points de concordance entre les positions des trois autorités de régulation. Les divergences les plus notables portent, d'une part, sur le fait d'étendre ou non le champ d'application de la directive aux « services non linéaires » et, d'autre part, sur la possible introduction du « placement de produits » au sein de la future directive. L'Ofcom a ensuite présenté un état du développement avancé des services interactifs en Grande-Bretagne tout en exposant la façon dont l'autorité britannique appréhende leur régulation. La DLM allemande a évoqué les actuelles affaires pendantes de l'Allemagne devant la Commission européenne en matière d'aides d'État. Enfin, chacune des autorités de régulation a présenté un état des lieux du passage au numérique dans son pays. Les participants ont également évoqué la mise en place d'échanges d'experts entre autorités de régulation pour des stages de courte durée et se sont donné rendez-vous pour une prochaine réunion tripartite au printemps 2006 en Allemagne.

Avec l'Ofcom suisse

Une délégation du CSA a été reçue le 9 septembre à Genève par le nouveau directeur de l'Office fédéral de la communication helvétique (Ofcom), M. Martin Dumermuth. Cette réunion répondait à une visite du précédent directeur de l'Ofcom à Paris, en novembre 2004, et aux contacts et échanges de lettres qui lui avaient fait suite, notamment sur le dossier des radios frontalières. Ce sujet constituait de nouveau le point principal de la réunion. Le CSA a notamment présenté les modifications introduites dans les avenants aux conventions des radios concernées. L'Ofcom s'est félicité des efforts du CSA. Le CSA et l'Ofcom ont décidé de poursuivre et de renforcer leur coopération à l'avenir.

Avec le Consell del Audiovisual de Catalunya (CAC)

Un projet d'accord de coopération bilatéral entre le CSA et le CAC a été adopté. Cet accord, à l'image de ceux qui ont déjà été signés par le Conseil avec d'autres instances homologues, instaure un cadre général de coopération entre les deux institutions et prévoit notamment des échanges d'informations et d'expertise. Cet accord a été signé par les présidents des deux conseils dans le courant du premier trimestre 2006.

LES MISSIONS À L'ÉTRANGER DES MEMBRES DU CONSEIL

MM. Philippe Levrier et Francis Beck se sont rendus, le 5 septembre, au salon IFA (International Funkausstellung) de Berlin, et M. Francis Beck a assisté du 9 au 12 septembre, à l'International Broadcasting Convention qui se déroulait à Amsterdam. Ces manifestations ont offert au Conseil l'occasion de mieux appréhender les évolutions actuelles et les enjeux stratégiques de l'audiovisuel.

Le « Premier dialogue franco-allemand sur les médias », organisé à l'initiative du groupe NRJ, s'est tenu à Düsseldorf le 14 septembre à la Landensansfalt für Medien Nordrhein-Westfalen (LfM). Cette rencontre entre les représentants des instances de régulation régionales des principaux *Länder* allemands, le CSA, représenté par M^{me} Marie-Laure Denis et M. Philippe Levrier, et des opérateurs privés et publics (NRJ Group, Deutsche Welle, TV5 Deutschland, Euronews, Eurosport, Eutelsat, etc) a eu pour objet de comparer les expériences en matière de numérisation de la radio et de la télévision. M^{me} Marie-Laure Denis a présenté la législation française issue de la loi du 9 juillet 2004 en détaillant notamment les différentes incitations prévues par le législateur ainsi que la consultation publique lancée par le CSA sur la diffusion numérique de la radio.

Pour des rencontres avec une quarantaine de responsables audiovisuels de haut niveau dans une quinzaine d'institutions et d'entreprises privées, M. Francis Beck s'est rendu en Australie du 8 au 12 août dans le cadre d'une mission d'étude sur le développement des nouveaux médias. En effet, la TNT y a démarré dès janvier 2001. Elle couvre 90 % de la population, pour une pénétration des foyers de 11 %. Une partie des programmes est déjà proposée en haute définition.

M^{me} Agnès Vincent-Deray a effectué une mission dans les Territoires palestiniens du 5 au 9 décembre. L'objet de cette mission, qui s'est déroulée avant les élections du 25 janvier 2006, était de favoriser l'émergence d'une instance de régulation de la communication audiovisuelle indépendante.

LES VISITES DE DÉLÉGATIONS ÉTRANGÈRES

Comme chaque année, le Conseil a accueilli de nombreuses délégations étrangères. Quarante-cinq ont été reçues en 2005 (cf. annexe).

Afrique	9
Asie	15
Amérique	3
Europe occidentale	10
Europe orientale	5
Proche-Orient	3

Le président, les membres du Conseil, notamment M. Christian Dutoit, président du groupe de travail « Audiovisuel extérieur et relations internationales », ainsi que le directeur général et les services du CSA ont été sollicités pour les accueillir et pour leur présenter l'activité et les méthodes de travail du Conseil.

À l'occasion de ces visites, M. Dominique Baudis a notamment reçu, en compagnie de différents membres du Conseil :

- M. Giancarlo Innocenzi-Botti, sous-secrétaire d'État pour les communications en Italie, qui a présenté la situation de la télévision numérique terrestre dans son pays ;
- M. Théodoros Roussopoulos, ministre d'État de la Communication et porte-parole du gouvernement grec, qui souhaitait l'interroger sur l'état de la régulation de l'audiovisuel en France ;
- M. Wang Guqing, vice-ministre, chef adjoint du Bureau d'information du Conseil des Affaires d'État de la République populaire de Chine, qui l'a entretenu de l'état des relations de coopération franco-chinoises.

XI. le **Conseil**



XI. le Conseil

I. LA COMPOSITION DU COLLÈGE

Jusqu'au 22 janvier 2005, la composition du Conseil supérieur de l'audiovisuel était la suivante : M. Dominique BAUDIS, président, M. Francis BECK, M. Joseph DANIEL, M^{me} Marie-Laure DENIS, M. Christian DUTOIT, M^{me} Élisabeth FLÜRY-HÉRARD, M. Yvon LE BARS, M. Philippe LEVRIER, M^{me} Agnès VINCENT-DERAY.

Le 23 janvier 2005, le Conseil a été renouvelé partiellement. Le Président de la République a nommé pour un mandat de six ans M^{me} Michèle REISER en remplacement de M. Yvon LE BARS. Le président de l'Assemblée nationale a nommé, pour un mandat de six ans, M^{me} Sylvie GENEVOIX en remplacement de M. Joseph DANIEL. Pour sa part, le président du Sénat a reconduit dans ses fonctions M^{me} Marie-Laure DENIS, qui avait été nommée le 13 mars 2004 pour terminer le mandat de M^{me} Jacqueline DE GUILLENCHMIDT.

2. L'ACTIVITÉ DU COLLÈGE

Le CSA, instance collégiale, se réunit en séance plénière en principe chaque mardi matin. Des séances supplémentaires s'y ajoutent en tant que de besoin. Ainsi, au cours de l'année 2005, le Collège s'est réuni en formation plénière à 71 reprises. Les décisions, résultats de délibérations, avis et recommandations du Conseil (cf. annexes) sont adoptés au cours de ces réunions hebdomadaires. Le Conseil procède également à de nombreuses auditions. Certaines lui sont imposées par la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, comme les auditions publiques des opérateurs de télévision dans le cadre des appels à candidatures ou de la reconduction de leur autorisation, d'autres sont à l'initiative du Conseil ou à la demande des acteurs du monde audiovisuel et elles contribuent à nourrir et enrichir sa réflexion sur les questions dont il a à connaître. Ainsi, le Conseil a procédé au cours de l'année 2005 à 32 auditions en séance plénière (cf. annexe), non compris les auditions des 35 candidats à l'exploitation de services de télévision à vocation nationale par voie numérique hertzienne terrestre.

L'organisation des assemblées plénières et la rédaction des procès-verbaux sont confiées au secrétariat du Collège placé sous l'autorité du directeur général, M. Denis Rapone. La préparation et l'exécution des délibérations du Conseil donnent lieu chaque semaine à une réunion des directeurs et principaux responsables des services sous la conduite du directeur général.

Les groupes de travail, qui se réunissent régulièrement et auxquels participent plusieurs membres du Collège, sont au cœur du processus d'élaboration des délibérations du CSA. Sous les appellations de commission, groupes de travail ou missions, ces structures recouvrent les principaux domaines d'activité du Conseil et sont, depuis le 25 janvier 2005 au nombre de 19. S'y ajoutent, en tant que de besoin, des groupes de travail *ad hoc* pour traiter d'un point particulier ou commun à plusieurs groupes permanents. Pour faciliter les travaux du Collège, chaque membre assume, à titre de président ou de suppléant, la

responsabilité d'un ou plusieurs de ces groupes. Il a pour mission d'instruire, en liaison avec les services, les questions relevant de son domaine, d'en être le rapporteur devant le Collège et l'interlocuteur privilégié vis-à-vis de l'extérieur. Ces groupes de travail sont également le lieu de nombreuses auditions des opérateurs.

> L'organisation des groupes de travail depuis le 25 janvier 2005

Le 25 janvier 2005, au cours de la première assemblée plénière du nouveau Conseil, comme il est d'usage lors de chaque renouvellement des membres, le nouveau périmètre et la composition des groupes de travail ont été arrêtés.

La nouvelle organisation des différents groupes de travail est désormais la suivante :

Groupe de travail « Radio »

Présidente : M^{me} Marie-Laure Denis

Suppléante : M^{me} Michèle Reiser

Groupe de travail « FM 2006 »

Président : M. Philippe Levrier

Suppléante : M^{me} Marie-Laure Denis.

Groupe de travail « Télévisions hertziennes nationales analogiques »

Présidente : M^{me} Agnès Vincent-Deray

Suppléante : M^{me} Sylvie Genevoix.

Commission « Audiovisuel numérique terrestre »

Président : M. Philippe Levrier

Vice-président (nouveaux services) : M. Francis Beck

Vice-présidente (autorisations) : M^{me} Marie-Laure Denis.

Groupe de travail « Télévision par câble et satellite et autres réseaux non hertziens »

Présidente : M^{me} Sylvie Genevoix

Suppléant : M. Christian Dutoit.

Groupe de travail « Télévisions locales »

Président : M. Christian Dutoit

Suppléante : M^{me} Sylvie Genevoix

Groupe de travail « Outre-mer »

Président : M. Christian Dutoit

Suppléant : M. Francis Beck

Groupe de travail « Audiovisuel extérieur et affaires internationales »

Président : M. Christian Dutoit

Suppléante : M^{me} Agnès Vincent-Deray

Groupe de travail « Pluralisme et déontologie de l'information, campagnes électorales »

Président : M. Francis Beck.

Suppléante : M^{me} Sylvie Genevoix

Groupe de travail « Protection du jeune public et déontologie des programmes »

Présidente : M^{me} Agnès Vincent-Deray

Suppléante : M^{me} Sylvie Genevoix

Groupe de travail « Économie, concurrence et affaires européennes »

Présidente : M^{me} Élisabeth Flury-Hérard

Suppléant : M. Philippe Levrier.

Groupe de travail « Nouveaux médias »

Président : M. Francis Beck

Suppléante : M^{me} Élisabeth Flury-Hérard

Groupe de travail « Production audiovisuelle »

Présidente : M^{me} Michèle Reiser

Suppléante : M^{me} Agnès Vincent-Deray

Groupe de travail « Publicité, parrainage et téléachat »

Présidente : M^{me} Élisabeth Flury-Hérard

Suppléante : M^{me} Michèle Reiser

Mission « Cinéma » : M^{me} Élisabeth Flury-Hérard

Mission « Musique » : M^{me} Michèle Reiser

Mission « Sport » : M. Philippe Levrier

Mission « Langue française et francophonie » : M^{me} Sylvie Genevoix

Mission « Accessibilité des programmes de radio et de télévision aux personnes handicapées » : M^{me} Agnès Vincent-Deray

3. LES MOYENS DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL

> Les personnels

Le tableau ci-après présente l'évolution des emplois budgétaires et des effectifs dont dispose le CSA depuis sa création.

ÉVOLUTION DES MOYENS EN PERSONNELS DU CSA DEPUIS 1989

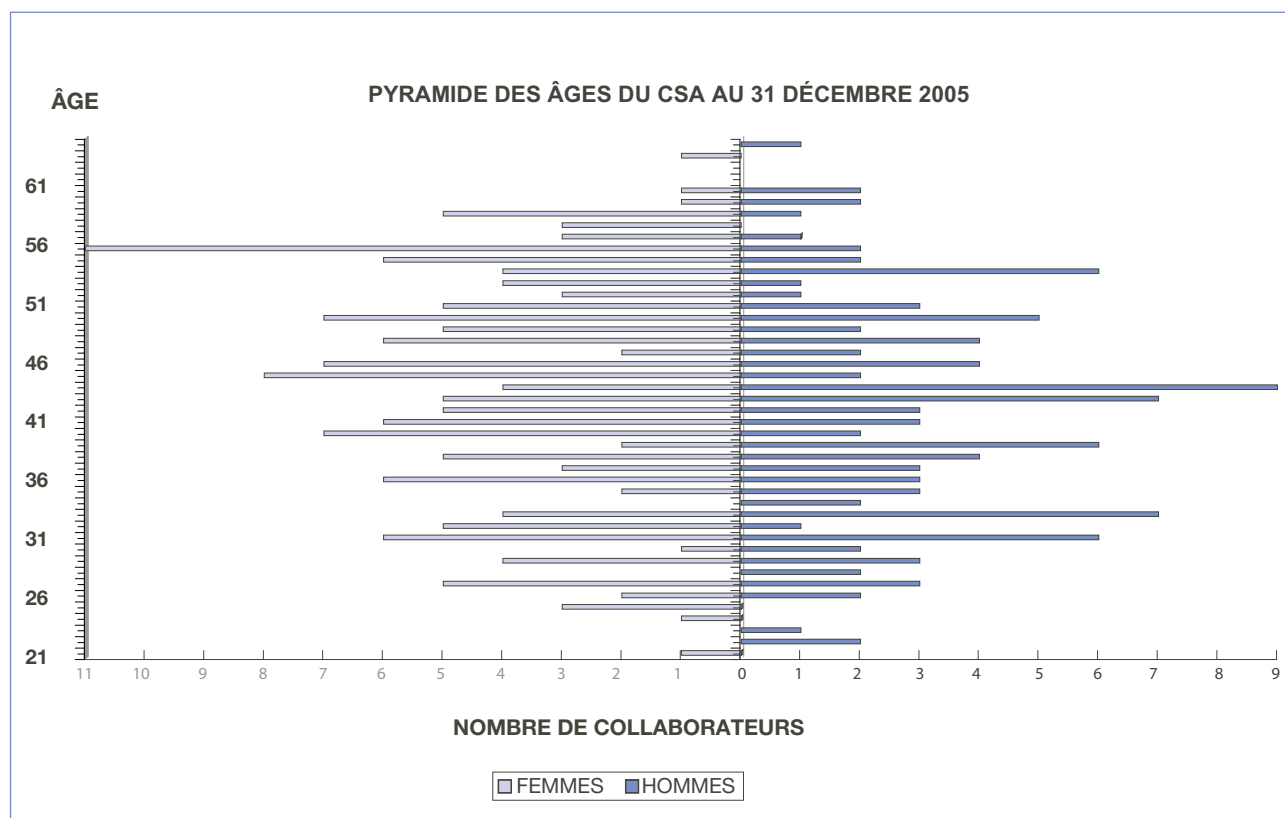
Année	Emplois budgétaires			Effectifs mis à disposition			Total général
	Emplois de titulaires	Emplois de contractuels	Total	Par TDF	Autres	Total	
1989	72	130	202	26	0	26	228
1990	66	146	212	30	19	49	261
1991	66	146	212	30	19	49	261
1992	11	214	225	37	17	54	279
1993	11	214	225	37	17	54	279
1994	11	213	224	37	17	54	278
1995	11	211	222	37	17	54	276
1996	11	211	222	37	17	54	276
1997	11	210	221	37	17	54	275
1998	11	210	221	39	16	55	276
1999	11	210	221	41	16	57	278
2000	11	210	221	47	16	63	284
2001	11	212	223	46	16	62	285
2002	11	212	223	46	16	62	285
2003	11	214	225	46	16	64	287
2004	11	259	270	0	20	20	290
2005	11	259	270	0	20	20	290

Ce tableau suggère que, depuis la mise en place progressive des structures du Conseil (notamment les seize comités techniques radiophoniques) au cours de la période 1989-1992, les moyens du Conseil en personnels sont à peu près stables, même si l'on observe depuis l'an 2000 une légère augmentation liée aux besoins de planificateurs et d'ingénieurs pour la mise en place de la télévision numérique terrestre (TNT).

En 2004 comme en 2005, le Conseil disposait ainsi de 270 emplois budgétaires et de vingt personnes mises à disposition. Ces mises à disposition concernaient deux administrateurs parlementaires, l'un de l'Assemblée nationale, l'autre du Sénat, ainsi que deux fonctionnaires de France Télécom et seize fonctionnaires des ministères de l'Intérieur ou de l'Outre-mer affectés dans les comités techniques radiophoniques (CTR), dont les rémunérations donnent lieu à remboursement par le CSA dans le cadre de conventions.

Y compris les personnels mis à disposition, l'effectif réel du CSA au 31 décembre 2005 ne comptait toutefois qu'un peu plus de 280 membres et collaborateurs permanents.

L'effectif total des collaborateurs permanents (hors Membres) du Conseil au 31 décembre 2005 était composé de 58 % de femmes (159) et de 42 % d'hommes (115), dont 53 % de cadres. La moyenne d'âge était d'environ 44 ans. Il est à noter qu'une quarantaine d'emplois seulement étaient occupés par des fonctionnaires détachés, dont plus de 60 % issus des services généraux du Premier ministre.



Au-delà de ces collaborateurs permanents, il convient de rappeler que les CTR comportaient 99 membres en 2005.

Par ailleurs, au cours de l'année 2005, cinq collaborateurs permanents ont quitté le Conseil et dix, dont un mis à disposition, l'ont rejoint en remplacement des départs intervenus en 2004 et 2005 ou en renfort des effectifs existants.

> Le budget

L'évolution des crédits accordés au CSA en lois de finances initiales (LFI) depuis la LFI pour 1990 est retracée dans le tableau ci-après.

Année	Crédits ouverts en loi de finances initiale (en M€)
1990	43,29
1991	30,09
1992	30,38
1993	30,96
1994	31,71
1995	31,39
1996	31,46
1997	31,82
1998	31,08
1999	31,52
2000	31,48
2001	32,73
2002	33,73
2003	35,18
2004	32,69
2005	31,95
2006	34,20

Ce tableau souligne la stabilité des crédits du CSA depuis 1991.

Ainsi, entre 1992 et 2006, les crédits du CSA en LFI ont progressé de 5 % en euros courants, ce qui correspond à une baisse de 15 % en euros constants.

Année	Crédits ouverts en LFI (en M€)	Crédits consommés (en M€)
1994	31,71	31,09
1995	31,39	30,48
1996	31,46	29,51
1997	31,82	30,52
1998	31,08	30,40
1999	31,52	30,80
2000	31,48	29,20
2001	32,73	31,05
2002	33,73	32,14
2003	35,18	32,48
2004	32,69	32,59
2005	31,95*	34,07**

* Hors reports de crédits 2004 sur 2005 (6,07M€).

** Y compris dépenses de fonctionnement financées par report de crédits.

Pour 2005, les dépenses de fonctionnement se sont élevées à 21,12 M€. Elles ont été consacrées, à hauteur de 50,71 % (10,71 M€), aux conventions et aux

marchés de prestations de services pour le déploiement de la TNT et pour la protection de la réception et, à hauteur de 18,3 % (3,86 M€), aux loyers. Le solde, soit 6,55 M€, a permis le fonctionnement courant, les acquisitions ou renouvellements de matériels et d'équipements informatiques, les commandes ou acquisitions d'études et, à hauteur de 1,12 M€, la réalisation de divers travaux d'aménagement comme l'acquisition de matériels et mobiliers liés au réemménagement du CSA dans ses locaux de la tour Mirabeau en janvier 2006 à l'issue des travaux de désamiantage entrepris par le propriétaire.

Pour 2006, les crédits ouverts par la loi de finances initiale (LFI) s'élèvent à 34,2 M€ contre 31,95 M€ en LFI pour 2005. Compte tenu de la forte baisse des reports de crédits autorisés (0,900 M€ en 2006 contre 6,07 M€ en 2005), le total des crédits ouverts s'inscrit ainsi en net repli, de 38,02 M€ à 35,10 M€ en 2006, soit une baisse de 2,92 M€ (- 7,7 %).

Parallèlement, à la suite de la renégociation de son bail par les domaines, les charges locatives du CSA se sont accrues de 1,92 M€ (dont 0,7 M€ résultant de l'assujettissement du bail à la TVA).

Il résulte en particulier de cet effet de ciseaux que les crédits de fonctionnement et d'investissement disponibles pour le CSA hors charges immobilières ont été réduits de près du tiers entre 2005 et 2006, cependant que ses missions étaient considérablement accrues du fait de l'accélération du déploiement de la télévision numérique terrestre (TNT).

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	7
Les chiffres clés du CSA en 2005	11
Les dates clés du CSA en 2005	12
I. les événements marquants de l'activité du Conseil en 2005	21
> La télévision numérique terrestre	22
> Les télévisions locales hertziennes	24
> L'élection partielle de l'Assemblée de Polynésie française et le référendum sur le projet de traité constitutionnel européen	25
> L'optimisation des plans de fréquences et l'adoption du calendrier des futurs appels aux candidatures MF	26
> La nomination du président de France Télévisions	27
> La recommandation relative à l'usage de la langue française	27
> La révision de la directive <i>Télévision sans frontières</i>	27
II. la gestion des fréquences	31
I. LES NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES	31
> La Conférence régionale des radiocommunications	31
Une conférence en deux étapes	31
Les travaux d'intersession	32
Les travaux de préparation en France	32
2. LES RELATIONS AVEC L'AGENCE NATIONALE DES FRÉQUENCES (ANFR)	34
> Le conseil d'administration	34
> Les commissions	34
3. LA PLANIFICATION DES FRÉQUENCES	35
> Télévision	35
Télévision analogique	35
Télévision numérique terrestre	35

> Radio	38
La planification des fréquences MF	38
« FM 2006 »	38
Radio Data System (RDS) et sous-porteuses	42
4. LA CONCERTATION TECHNIQUE SUR LA TÉLÉVISION NUMÉRIQUE ET LES EXPÉRIMENTATIONS	42
> La Commission technique d'experts	42
> Les expérimentations	43
TNT	43
Télévision sur les mobiles	43
5. LA COORDINATION DES FRÉQUENCES	44
> Coordination pour la télévision et la radio	44
> Autre type de coordination	45
6. LA PROTECTION DE LA RÉCEPTION ET LE CONTRÔLE DU SPECTRE	45
> La protection de la réception	45
Télévision	45
Les différentes causes de perturbation	45
Radio	47
Radios en modulation d'amplitude	47
Radios en modulation de fréquence	47
CB	47
> La normalisation des équipements perturbateurs	47
> Immeubles brouilleurs	48
> Le contrôle des émissions de radiodiffusion	49
III. les autorisations, conventions et déclarations	53
I. LA TÉLÉVISION HERTZIENNE TERRESTRE ANALOGIQUE	54
> Les télévisions nationales	54
Réaménagements de fréquences	54
Nouvelles conditions de diffusion	55
Prorogation de l'autorisation de Canal+	55
Avenants à la convention de Canal+	55
Autorisations exceptionnelles	56
> Les télévisions locales permanentes	57
L'évolution du cadre législatif applicable aux télévisions locales	59
Le développement des chaînes locales	59

Télévisions locales numériques en Île-de-France : lancement d'une consultation publique	60
Appels aux candidatures	60
Reconduction d'autorisations	63
Abrogation d'autorisation	64
Avenants aux conventions	64
Modifications de capital	64
Résorption de zones d'ombre	65
> Les télévisions temporaires	65
Autorisations	65
Refus d'autorisation	66
2. LA TÉLÉVISION HERTZIENNE NUMÉRIQUE TERRESTRE (TNT)	66
> La TNT a été lancée le 31 mars 2005	66
> Les chaînes de la TNT	67
France 4	67
L'appel aux candidatures du 14 décembre 2004	68
Les modifications apportées aux services autorisés	69
Autorisation de ATH	71
> La distribution commerciale des chaînes payantes	72
TNT payante et numérotation des chaînes	72
Déclaration des distributeurs et interopérabilité des décodeurs de la TNT	73
> L'organisation des multiplex	73
La répartition issue du premier appel aux candidatures	73
La nouvelle organisation issue de l'appel du 14 décembre 2004	74
> L'optimisation de la gestion de la ressource radioélectrique	75
Le CSA précise les règles d'utilisation de la ressource radioélectrique	75
Une meilleure organisation des multiplex	75
> Accélérer le déploiement de la TNT et permettre l'accès de tous aux chaînes gratuites	76
> Les nouvelles applications de la télévision numérique	77
Les services interactifs	77
La haute définition	78
La télévision mobile	78
3. LES RÉSEAUX N'UTILISANT PAS DES FRÉQUENCES ASSIGNÉES PAR LE CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIOVISUEL	78
> Les nouvelles chaînes conventionnées ou déclarées	78
> Les services locaux non hertziens	90

4. LES RADIOS	91
> Les radios privées	91
Appels aux candidatures	91
Les appels partiels	91
Les appels généraux	94
Reconduction d'autorisations	95
Abrogation d'autorisations	98
Modification de capital	98
Redressements judiciaires	98
Changements de titulaire et de catégorie	99
Bilan des demandes d'autorisations temporaires	100
> Radio France	101
Attribution de fréquences et changement de programme	101
Autorisation temporaire en ondes moyennes	101
> La radio numérique	101
> L'activité des comités techniques radiophoniques	102
5. LES CONVENTIONS AVEC LA NOUVELLE-CALÉDONIE ET LA POLYNÉSIE FRANÇAISE	103
Convention avec la Nouvelle-Calédonie : première réunion de la Commission de travail	103
Signature d'une convention avec la Polynésie française	104
IV. le contrôle des programmes	107
1. LE PLURALISME DE L'INFORMATION	108
> Le pluralisme en période électorale	108
L'élection partielle des membres de l'Assemblée de la Polynésie française du 13 février 2005	109
Le référendum sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe du 29 mai 2005	110
> Le pluralisme hors périodes électorales	115
Les temps de parole	115
Les saisines	116
2. LA DÉONTOLOGIE DES PROGRAMMES ET DE L'INFORMATION	117
> Télévision	117
Représentation à l'antenne de la diversité de la société française	117
Traitement des affaires judiciaires	118
Traitement des conflits internationaux	119
Discrimination raciale, incitation à la haine	119
Défaut de maîtrise de l'antenne dans les émissions d'information	120
Reportages consacrés au suivi d'enquêtes judiciaires	120

> Radio	121
Radios privées	121
Radio France	123
3. LA PROTECTION DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE	123
> Les actions entreprises par le CSA en 2005	123
> Télévision	123
Constitution d'un comité d'experts de l'enfance	123
Réflexion sur la déontologie médicale	124
Étude de contrats de télé-réalité	124
Encadrement de la diffusion de spectacles de combats	124
Recommandation relative aux conditions de diffusion des programmes de catégorie V pour les collectivités territoriales d'outre-mer	125
Recommandation relative à la signalétique jeunesse et à la classification des programmes	125
Présentation d'œuvres cinématographiques, de vidéogrammes, de jeux vidéo, de services téléphoniques faisant l'objet de restrictions aux mineurs	125
Rediffusion et test de la campagne signalétique	125
Application de la recommandation sur les programmes de catégorie V	126
Révision des visas de films anciens	128
Réunion avec les auteurs de fiction	129
> Les principales interventions du CSA en 2005 sur les programmes en matière de protection des mineurs	129
> Télévision	129
Chaînes nationales hertziennes	129
Chaînes de la TNT	132
Chaînes thématiques	133
Chaînes privées d'outre-mer	136
> Radio	138
Radios privées	138
Radio France	139
4. LA DIFFUSION ET LA PRODUCTION D'ŒUVRES AUDIOVISUELLES ET CINÉMATOGRAPHIQUES	140
> Les moyens de contrôle du Conseil	140
Les chaînes hertziennes nationales	140
Les chaînes du câble et du satellite	140
> La qualification des œuvres audiovisuelles et cinématographiques	141
La procédure de qualification	141
La qualification de certaines œuvres en tant qu'œuvres cinématographiques	142
La qualification européenne et EOF	142
L'engagement d'une concertation sur l'œuvre audiovisuelle	144

> La diffusion	144
Les œuvres audiovisuelles	144
Les œuvres cinématographiques	145
> La production	147
Les œuvres audiovisuelles	147
Les œuvres cinématographiques	153
5. LA PUBLICITÉ, LE PARRAINAGE ET LE TÉLÉCHAT	156
> La publicité à la télévision	156
Messages publicitaires	156
> Le parrainage à la télévision	160
Influence du parrain sur l'émission parrainée	160
Identification des émissions parrainées	161
Objet du parrainage	161
Caractère publicitaire du parrainage	161
Jeux et concours	161
Respect de la langue française	162
> Le téléachat à la télévision	162
> La publicité et le parrainage à la radio	162
Radios privées	162
Radio France	163
6. LA LANGUE FRANÇAISE	163
7. LES PROGRAMMES ACCESSIBLES AUX PERSONNES SOURDES OU MALENTENDANTES	164
> Création de la mission « accessibilité des programmes de radio et de télévision aux personnes handicapées »	165
> Rencontres avec les associations représentatives des personnes sourdes ou malentendantes	165
> Consultation des diffuseurs sur leurs engagements et négociation des conventions	165
> Suivi de la diffusion des chaînes et établissement de bilans annuels	166
8. LA DIFFUSION DE LA MUSIQUE À LA RADIO	166
> Les quotas de chansons d'expression française	166
> La transparence du contrôle	171

V. les sanctions et les saisines du procureur de la République	175
I. LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES	175
> Télévision	175
Les chaînes hertziennes nationales	175
Mises en demeure	175
Les chaînes hertziennes locales	177
Mises en demeure	177
Engagement de procédures de sanction	178
Les chaînes autres que hertziennes	178
Mises en demeure	178
Procédures de sanction	181
Sanctions	181
> Radio	181
Mises en demeure	182
Engagement de procédures de sanction	186
Clôture de procédure	188
Sanctions	188
> Autres opérateurs	189
2. LES SAISINES DU PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE	189
VI. L'activité contentieuse	193
> La délivrance des autorisations	193
La procédure d'appel à candidatures	193
La mise en œuvre des critères de sélection pour la délivrance des autorisations	194
Le juge des référés peut suspendre une décision de refus d'autorisation	198
> Le contrôle des programmes et l'exercice du pouvoir de sanction	198
Les modalités de contrôle des obligations de programme	199
Le contrôle des opérateurs de réseaux satellitaires relevant de la compétence de la France	199
L'interdiction des programmes portant ouvertement atteinte aux principes essentiels de la liberté de communication	200
> Le pluralisme d'expression politique	204
> La qualification européenne des œuvres	205
> L'interruption publicitaire d'une œuvre cinématographique	206

> L'encadrement de la diffusion à la télévision des programmes de catégorie V	207
> Le pluralisme capitalistique interne des services de télévision	209
VII. les avis	213
> Les avis sollicités par le Gouvernement	213
> Les avis au Conseil de la concurrence	221
> Les observations en réponse à l'Arcep sur le « Marché I 8 »	222
VIII. les nominations	227
Nomination à la présidence de France Télévisions	227
Nominations au conseil d'administration de France Télévisions et aux conseils d'administration de France 2, France 3 et France 5	227
IX. les études et la communication	231
I. LES ÉTUDES	231
La mise en place de la télévision numérique de terre	231
L'analyse des questions de concurrence et de concentration	232
L'évaluation des ressources publicitaires nécessaires au lancement de chaînes de télévision locales en région parisienne	233
Les nouveaux médias	233
La production et la programmation des services de télévision	233
Les études et les analyses en matière d'audience et de publics	234
Les autres études	236
2. LA COMMUNICATION	236
> Les relations extérieures	236
Les relations avec le parlement	236
Les relations avec la presse	237
Les relations publiques	237
Les relations avec les téléspectateurs et les auditeurs	237
> Les publications	242
Le site internet du conseil : répondre aux questions d'un large public	242
La lettre du CSA : la récapitulation des décisions du Conseil	244
Les documents édités en 2005	245
X. les relations internationales	249
> La régulation des chaînes extra-communautaires	250
Le régime applicable aux chaînes extra-communautaires	250
Le cas Sahar I	250
Les discussions au niveau européen	252

> La révision de la directive <i>Télévision sans frontières</i>	253
> Les relations avec les autres autorités de régulation	257
Les rencontres multilatérales	257
La coopération avec les autres régulateurs	259
Les missions à l'étranger des membres du Conseil	260
Les visites de délégations étrangères	260
 XI. le Conseil	 263
 I. LA COMPOSITION DU COLLÈGE	 263
 2. L'ACTIVITÉ DU COLLÈGE	 263
> L'organisation des groupes de travail depuis le 25 janvier 2005	264
 3. LES MOYENS DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL	 265
> Les personnels	265
> Le budget	267

